

مكتبة الشعب

71948
146

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13741 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 1^{er} AVRIL 1989

Les capitalistes votent Gorbatchev

Jusqu'alors plus méfiant que Ronald Reagan à l'égard de Mikhaïl Gorbatchev et de la perestroïka, le nouveau président américain, George Bush, est-il en train de revenir à la politique de son prédécesseur ? Négocié par des hommes d'affaires indépendants de la Maison Blanche, l'accord industriel et commercial américano-soviétique signé jeudi 30 mars à Moscou amène à poser la question. Compte tenu de son ampleur et de son originalité, il n'a pu être contracté sans l'assentiment de la nouvelle administration.

Liant six géants de l'industrie américaine à un consortium soviétique (des ministères et des entreprises d'Etat), l'accord — le premier du genre — est spectaculaire. « Accord cadre », il prévoit la création de vingt-cinq sociétés communes (mariant capitaux américains et soviétiques). Il pourrait conduire la partie occidentale à investir sur le territoire de l'URSS près de 10 milliards de dollars (80 milliards de francs) sur les vingt prochaines années.

Techniquement, il est original puisqu'il permet de résoudre pour les parties prenantes les problèmes liés à l'inconvertibilité du rouble. Les profits réalisés par les usines soviéto-américaines pourront être versés à l'étranger grâce aux ventes de produits pétroliers assurées par l'une des parties, la firme Chevron.

Pour le numéro un soviétique, l'accord vient à point. Il lui faut impérativement améliorer l'approvisionnement des magasins soviétiques, notamment en biens de consommation. Depuis janvier 1987, il essuie d'ailleurs, mais grand succès, les capitaux occidentaux. L'an dernier, il a été obligé d'accepter une forte augmentation des importations occidentales (plus 18 %) au prix d'un déficit commercial accru avec l'ouest (2,6 milliards de dollars contre 500 millions en 1987). Grâce à l'accord de jeudi, des usines américano-soviétiques vont fabriquer des produits souvent absents : des shampoings (Johnson and Johnson), des crackers (RJR Nabisco), des huiles de table (Archer Daniels Midland) et autres films photo (Eastman Kodak)...

Les milieux d'affaires américains ne peuvent également que se réjouir de cette opération. Ils marquent des gains sur un marché considéré comme potentiellement important... et soluble, un marché aussi sur lequel la concurrence entre Occidentaux est très vive. Ils ont aussi, pour la première fois, l'occasion de tester l'attitude de leur nouvelle administration.

Certes, industriels et financiers occidentaux conservent encore de nombreuses réticences à l'égard de la perestroïka. L'emprunt lancé par Moscou le mois dernier sur le marché international des capitaux n'a pas rencontré un accueil enthousiaste. Plus significatif encore est le retrait du constructeur automobile américain Ford de l'accord signé jeudi. Après de très longues négociations, le président du groupe s'en est expliqué. Il ne reviendra que « lorsque l'environnement pour faire des affaires sera mieux défini ». Du côté soviétique, mais aussi sans doute de la part de Washington. Tout ce qui est bon pour l'Amérique ne serait-il pas bon pour Ford ?

M 0147 - 0401 0 - 4,50 F
3790147004500 04010

Après les dernières propositions du gouvernement

Les syndicats corses veulent obtenir de Paris de nouvelles concessions

Les syndicats des fonctionnaires de Corse semblaient, vendredi matin 31 mars, peu disposés à accepter telles quelles les nouvelles propositions faites la veille, tard le soir, par le ministre de la fonction publique, M. Michel Durafour : attribution en 1989 d'une indemnité forfaitaire de transport (de 2 400 à 3 120 F par an selon la situation de famille), à condition que les grévistes reprennent le travail lundi.

L'intersyndicale de Corse-du-Sud a jugé « inacceptable » cette condition, qu'elle assimile à un « ultimatum ». Celle de Haute-Corse réservait sa décision dans l'attente d'informations complémentaires, alors que certaines sections CGT avaient déjà rejeté la proposition. L'une et l'autre veulent obtenir de Paris de nouvelles concessions.

(Lire nos informations pages 6 et 28.)



Les ambitions de M. Haberer

président du Crédit lyonnais

Les banques françaises doivent se préparer à l'Europe financière de 1993. Dans son premier entretien depuis qu'il a pris la présidence du Crédit lyonnais en septembre 1988, M. Jean-Yves Haberer explique quelle peut être la spécificité de son établissement face à une Société générale privilégiée et à une BNP allié à l'UAP. Le Lyonnais veut trouver sa voie en privilégiant les alliances européennes. Sceptique sur les rapprochements en cours entre banquiers et assureurs français, M. Jean-Yves Haberer préfère entreprendre seul ses propres expériences. Avec un objectif : doubler en quatre ans la bénéfice de la banque, pour la porter à plus de 4 milliards de francs en 1992.

(Voir page 22 les propos de M. JEAN-YVES HABERER recueillis par CLAIRE BLANDIN et FRANÇOIS RENARD.)

Quinze ans après sa mort, un témoignage sur l'ancien président de la République Georges Pompidou, hier et aujourd'hui

par Claude Pompidou

La passion de la poésie, dont on prédisait lorsque j'étais enfant qu'elle passerait, a persisté au-delà du milieu du chemin de la vie (1).

« Je me suis trouvé plongé dans l'action directe et quotidienne » (2).

Au cours de notre vie commune, j'ai toujours été frappée par les qualités multiples — et apparemment contradictoires — de la personnalité de mon mari. Un bon sens d'homme de terroir (acquis de ses ascendances auvergnates) le disputait en lui à une curiosité avide pour toutes les audaces et aventures de l'intelligence humaine (humanisme qu'il enrichit et conforta à l'Ecole normale supérieure et dont il ne se départit jamais).

Il y a quinze ans, le 2 avril 1974, on apprenait la mort de Georges Pompidou. La cortège avait depuis des années épaissi ses traits et chacun le savait très malade. Mais jusqu'à la dernière minute il avait exercé sa fonction avec la dignité, la vivacité d'esprit, la finesse paysanne et la vaste culture qui le caractérisaient. Le destin ne lui aura pas laissé le temps de mener sa tâche à son terme, mais il est clair qu'il a puissamment contribué à faire entrer dans l'ère de la modernité, notamment sur le plan industriel, ce pays qu'avait durement traumatisé la décolonisation, mai 68 et la disparition du général de Gaulle. M^{me} Georges Pompidou nous a proposés de broser elle-même, dans nos colonnes, pour ce quinzième anniversaire, un portrait de son mari et un bilan de son œuvre. Elle l'a fait, comme on le verra, avec autant de pénétration que de simplicité.

A. F.

A une conscience aigüe — historique, culturelle, civique — de ce qu'avait été la France, il alliait un sens qui se révérait plus tard prémonitoire. Il avait déjà conscience de l'effort considérable à accomplir par notre pays pour reconquérir sa place et s'imposer face aux exigences de la

modernité et aux bouleversements du paysage international. Enfin, au goût du savoir et de la méditation, il ajoutait celui de l'action, de ses devoirs et plus encore celui de l'exercice de ses responsabilités.

Je ne pouvais évidemment pas imaginer à ce moment-là que des

composantes aussi diverses trouveraient leur réalisation dans le service le plus élevé de l'Etat. Mais, avec le recul du temps, je peux dire que ce sont bien elles — inscrites en lui de longue date — qui ont inspiré ses conceptions et ses décisions, à Maignon d'abord, à l'Elysée ensuite.

Je ne retiendrais ici que trois domaines principaux dans lesquels — si j'en crois les commentaires des nombreux spécialistes, mais aussi tous les témoignages que je reçois régulièrement — il joua un rôle déterminant. Non seulement en son temps, mais encore pour un avenir qui est aujourd'hui notre présent.

(Lire la suite page 2.)

(1) Anthologie de la poésie française, Paris, Hachette, 1961, p. 9.
(2) Le Nard gordien, Paris, Plon, 1974, p. 15.

1 500 kilomètres carrés de marée noire

L'Alaska trahi par son pétrole

La marée noire d'Alaska met en lumière d'inquiétantes erreurs. Selon les résultats — contestés — d'une prise de sang, il semble se confirmer que le commandant de l'Exxon Valdez était ivre.

En tout cas, il n'était pas sur la passerelle pour diriger la navigation, et le lieutenant qui en avait la responsabilité n'avait pas les qualifications réglementaires.

D'autre part une barge spécialisée dans la lutte contre les marées noires était en cale sèche pour réparations et les services de l'environnement n'en avaient pas été prévenus.

VALDEZ (côte sud de l'Alaska) de notre envoyé spécial

Une otarie plonge, crève la pellicule de liquide noir et laisse derrière elle un rond d'eau claire. Des cormorans se posent sur la surface glauque sans partager apparemment la crainte qu'on éprouve pour eux. Le soleil avant de disparaître laisse quelques reflets malades, trop irisés sur cette eau qu'on devine souillée sans en être tout à fait sûr.

A vrai dire, vu de haut — d'hélicoptère — ce qui frappe ce n'est pas tant la sinistre pollution que l'incroyable splendeur du site, ces hautes montagnes blanches qui ferment au nord, à l'est et à l'ouest le Prince William Sound, les franges brillantes des glaciers apparaissant sous une neige qui commence à fondre.

Le coupable — l'Exxon Valdez, échoué sur son récif, paraît, malgré ses 300 mètres de long et les

remorqueurs qui maintiennent contre lui un autre pétrolier venu vider ce qui reste de pétrole dans ses soutes — est perdu dans cette immensité disproportionnée au crime dont on l'accuse. La plus grande marée noire de l'histoire de l'Amérique du Nord a été commise avec des circonstances aggravantes parce que la victime était trop belle, trop pure et trop fragile. Le mal pourtant a sans conteste été fait, la blessure coule sur des dizaines de milles nautiques : ici la mer est opaque terne ; là, elle est striée de bandes bleuâtres qui s'effilochent vers le sud et se regroupent, se concentrent au gré des courants. Un ourlet visqueux apparaît autour de Knight Island et de plusieurs autres îles inhabitées, la « mousse » noire s'accumule sur les rochers et les rares petites plages de galets.

JAN KRAUZE

(Lire la suite page 11.)

AU COEUR DE L'HISTOIRE



120 PHOTOS COULEUR
330 F. PRIX DE LANCEMENT

HATIER

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,55 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 155 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (int.) 2 \$.

Etranger

• Le Monde • Samedi 1^{er} avril 1989 3

GRÈCE : l'affaire Koskotas

Un pays malade du scandale

ATHÈNES
de notre envoyé spécial

« Dans les circonstances actuelles, je préfère éviter de paraître en public à côté de M. Papandréou. » Cette année, le leader de l'opposition de droite, M. Constantinos Mitsotakis, avait décidé de ne pas participer aux cérémonies officielles de la fête nationale, samedi 25 mars, à Athènes.

Il est parti se reposer quelques jours en famille dans sa Crète natale, laissant à ses lieutenants la tâche de suivre les rebondissements, devenus maintenant presque quotidiens, du fameux scandale Koskotas et des affaires de corruption qui éclaboussent bon nombre de hauts dignitaires du parti au pouvoir, le PASOK.

Entre le premier ministre socialiste et le président de la Nouvelle Démocratie, les relations n'ont jamais été particulièrement chaleureuses, c'est le moins qu'on puisse dire. Mais, cette fois, à huit semaines des élections législatives, les ponts paraissent définitivement coupés.

« Que voulez-vous, dit M. Mitsotakis, c'est vraiment le gouvernement des scandales, et ils sont nombreux. On ignore si Papandréou est coupable dans toutes ces affaires. Il n'y a encore aucune preuve contre

lui, je tiens à le souligner, mais il est en tout cas suspect. Et il est politiquement responsable d'avoir laissé la Grèce s'enfoncer dans une impasse. Ce gouvernement agissant doit absolument disparaître, il faut restaurer le prestige de notre pays. »

Le scandale Koskotas. A Athènes, on ne parle plus que de ça depuis plusieurs mois. L'aventure à peine croyable d'un « homme d'affaires » qui en un laps de temps très court est passé du poste de simple employé de la banque de Crète au fauteuil de directeur général et de propriétaire. Sans le moindre sou en poche ! Cette banque, la septième de Grèce, il se l'est appropriée en prélevant tout simplement l'argent de la clientèle et grâce aux fonds énormément déposés par diverses entreprises publiques, comme l'Office des télécommunications, contrôlées par le PASOK.

Curieusement, parce que les taux d'intérêt pratiqués par la banque de Crète étaient inférieurs à ceux d'autres établissements grecs, Koskotas s'est servi de ces milliards de drachmes entre autres pour monter un groupe de presse ultra-moderne, Grammi, acheter le célèbre club de football Olympiakos d'Athènes et... graisser la patte de personnalités influentes du PASOK.

Difficile en effet de bâtir un tel empire, à trente-cinq ans, sans une

solide couverture politique et des appuis qui ont par exemple longtemps empêché les inspecteurs de la banque de Grèce de faire leur travail et de contrôler la comptabilité de la banque de Crète.

L'année dernière, le scandale a finalement éclaté, grâce à la presse. Le krach de la banque de Crète dépasse allégrement 1 milliard de nos francs. L'escroq a pris la fuite, sans doute avec quelques complicités. Il croupit aujourd'hui dans une prison du Massachusetts aux Etats-Unis, où il avait eu autrefois maille à partie avec la justice, dans l'attente d'une éventuelle extradition vers la Grèce. Mais cela ne l'empêche pas de « parler ».

Récemment, dans une interview au magazine américain *Time*, il a mis en cause plusieurs dignitaires du régime, et Papandréou. Les « amis » qu'il a gardés en Grèce se font un plaisir de distribuer au compte-gouttes aux radios des enregistrements d'anciennes conversations téléphoniques fort compromettantes pour les personnes soupçonnées d'avoir reçu des pots-de-vin. Ces cassettes se vendent d'ailleurs maintenant au vieux marché d'Athènes.

Un cadeau tombé du ciel

Des têtes tombent au fur et à mesure des révélations. Plusieurs dirigeants d'entreprises publiques, dont M. Theofanis Tombras, directeur général de l'Office de télécommunications, ont été inculpés et sont déjà en prison. M. Agamemnon Koutsyorgas, soupçonné d'avoir reçu 2 millions de dollars de l'escroq, a été obligé de démissionner de son poste de ministre, et M. Papandréou n'a pas levé le petit doigt pour tenter de sauver son vieux collaborateur.

Le premier ministre a promis de faire le ménage, mais beaucoup de Grecs doutent de sa sincérité et les travaux de la commission d'enquête parlementaire sur le scandale Koskotas, au sein de laquelle les députés du PASOK sont majoritaires, s'éternisent.

Bien entendu, il n'y a pas que des « voleurs », comme on dit à Athènes, dans ce gouvernement, mais à moins de trois mois des législatives, ce n'est pas vraiment l'enthousiasme qui règne dans les rangs du PASOK, au pouvoir depuis

1981. Comment remonter le courant d'ici les élections de juin ? Après avoir été un parti attrape-tout, le PASOK est devenu un parti-repoussoir.

Toutes ces malaises « affaires » de corruption sont comme un cadeau tombé du ciel pour la Nouvelle Démocratie, qui espère bien décrocher une majorité absolue de sièges aux élections. Les sondages, qui lui donnent environ 45 % des intentions de vote, indiquent que cette victoire est à sa portée.

La droite va bénéficier avant tout d'un phénomène de rejet du PASOK, mais la tâche qui l'attend au gouvernement ne sera pas des plus aisées. Dans ses discours, M. Constantinos Mitsotakis promet la « catharsis », la purification de la vie politique, la prison pour les coupables et la « restauration de la démocratie et de l'état de droit ».

Il faut, dit-il, laisser la justice faire librement son travail et entreprendre rapidement une réforme de l'information télévisée, qui est totalement entre les mains du PASOK.

Plus vite dit que fait, car les conservateurs grecs ont, eux aussi, été secoués dans le passé par quelques petits scandales savoureux, qu'ils génaient toutefois avec davantage de doigté. Par ailleurs, leur leader n'est pas un homme particulièrement « populaire », capable d'enflammer les foules. La politique économique libérale prônée par la droite pour redresser la situation risque, en outre, de se heurter à l'opposition des syndicats et donc de provoquer des vagues de grèves, déjà si fréquentes.

La Grèce pourrait être plongée dans une impasse si le parti de M. Mitsotakis n'obtenait pas la majorité absolue le 18 juin. Une coalition est difficilement concevable, compte tenu des traditions locales. Il n'est pas exclu, alors, que la Nouvelle Démocratie forme un gouvernement minoritaire, fasse quelques petits cadeaux aux syndicats et demande aux Grecs de retourner aux urnes au début de l'automne.

C'est, disait l'ancien président Karolos, la « meilleure saison pour des élections ». Les Grecs, après les vacances, sont plutôt de bonne humeur. Ils se plaignent modérément et le tourisme a, comme chaque été, rapporté au pays des milliards de drachmes.

ALAIN DEBOVE.

« Nous sommes la risée du monde »

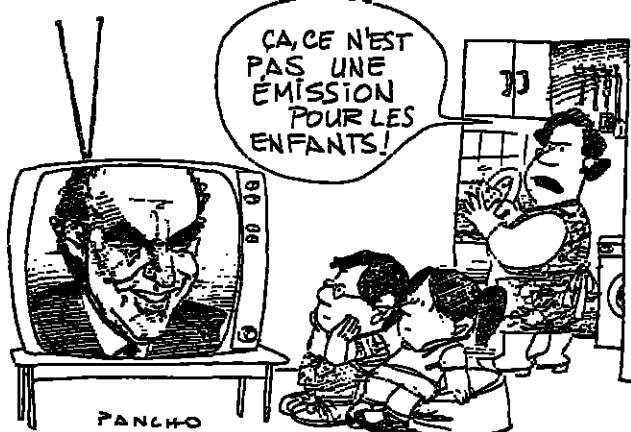
ATHÈNES
de notre envoyé spécial

« Tout cela n'est pas joyeux... » Bien des Grecs sont un peu démoralisés et pensent que cette sale affaire Koskotas ne s'arrêtera malheureusement pas avec les élections du 18 juin. Elle aura pendant des années des conséquences profondes sur les mœurs politiques. Dans le bon sens, il faut l'espérer. « La crise morale durera très longtemps, dit un banquier « ministériel », si la droite l'emporte dans trois mois, « car le PASOK a changé les règles du jeu, et c'est dangereux pour un peuple comme le nôtre qui est encore dans une phase de développement démocratique et politique. On recule. Ce qui est devenu important pour M. Papandréou et ses amis, c'est la fidélité inconditionnelle au parti. Ce n'est plus, par exemple, le travail ou l'éducation des enfants. On ne parle plus des

Pour l'heure, le tragi-comique feuilleton Koskotas éclipsa toutes les questions politiques autour desquelles devrait s'articuler une campagne électorale : pas un mot sur les élections européennes, qui se dérouleront le même jour que le 18 juin, comme les législatives, ni sur l'avenir de l'« esprit de Devo » et le dialogue avec la Turquie (actuellement au point mort).

Les remerciés « en réserve »

Même parmi les militants du PASOK (le parti du premier ministre), cette atmosphère de fin de règne engendre déception et tristesse. Certaines personnalités ont abandonné leur siège de député ou carrément décliné leur carte du parti pour rejoindre la nouvelle coalition de gauche. D'autres, anciens ministres remerciés, préfèrent, semble-t-il, « se mettre en réserve ».



choses pourtant essentielles, alors que nous voulons participer activement à la construction européenne. »

Mais il existe encore des « inconditionnels » de M. Papandréou et de son Mouvement socialiste panhellénique. On les trouve notamment au journal et à la station de radio AVRIANI, dans la banlieue d'Athènes. Propriété des frères Kouris, c'est la seule entreprise de presse grecque, affirme-t-on, qui « ne doit pas un drachme aux banques ». Quotidiennement, on défend ici le gouvernement, au micro et par écrit, sur un ton populiste à souhait et souvent agressif. « Depuis 1981, nous avons, grâce à Papandréou, obtenu une totale liberté d'expression et de discussion dans ce pays (la plupart des Grecs sont d'accord sur ce point), et les électeurs vont se souvenir aussi, au moment de voter, qu'il a quadruplé les retraites (sans couverture financière, dit-on...), nous déclare M. George Kouris.

Au-delà de la dose habituelle

Une certaine dose de corruption et de clientélisme, pots-de-vin et dessous-de-table, est chose relativement courante sous ces latitudes méditerranéennes et l'opinion ne se pose pas en gardien de la morale. Elle est habituée à ces pratiques.

Mais l'escroquerie a pris cette fois une dimension telle qu'elle ne fait plus sourire du tout. Au contraire, elle attriste, voire attriste ceux qui estiment que leur pays mérite mieux que l'image que donnent de lui le scandale Koskotas et la liaison de leur premier ministre avec « Mimi », l'ancienne hôtesse de l'air de la compagnie Olympic Airways devenue « une sorte de M^{me} de Pompadour », dit-on à Athènes. « Nous sommes la risée du monde, mais c'est notre faute, car ce gouvernement, nous l'avons élu. C'est comme si, tout à coup, tous les défauts du peuple grec montaient à la surface. »

AL. D.

M. Papandréou voudrait régulariser sa situation conjugale

ATHÈNES
de notre correspondant

M. Papandréou a déposé jeudi 30 mars une demande de divorce auprès de la cour d'Athènes. Le premier ministre souhaiterait en effet « régulariser » sa situation avec M^{me} Dimitra Liani avant les élections du mois de juin. Son épouse, M^{me} Margaret Papandréou, ayant refusé le divorce par consentement mutuel, il ne lui reste que deux solutions : soit le jugement à partir des accusations réciproques avec ce que cela comporte comme désagréments (audition de témoins, etc.), soit la rupture pour cause de séparation de fait depuis quatre ans. C'est ce que souhaiterait M. Papandréou, qui affirme vivre

séparé de sa femme depuis 1984, ce qu'il aura, selon certains, quelques difficultés à prouver, toute la famille ayant été vue ensemble en diverses circonstances officielles.

M^{me} Margaret Papandréou, de son côté, a démissionné de son poste de présidente de l'Union des femmes de Grèce, une partie des membres de cette organisation n'entendant pas de désolidariser du PASOK, le parti du gouvernement. Selon certains quotidiens grecs, M^{me} Papandréou aurait l'intention de créer un parti de femmes « à l'islamique », bien qu'elle n'ait pas encore fait état publiquement d'un tel projet.

TH. M.

Asie

JAPON : en présentant ses « regrets pour un malheureux passé »

M. Takeshita a fait un geste d'ouverture en direction de la Corée du Nord

TOKYO
de notre correspondant

Faisant un geste d'ouverture en direction de la Corée du Nord, le premier ministre, Takeshita, a déclaré, jeudi 30 mars, que « les Japonais et le gouvernement étaient conscients des souffrances que le Japon avait infligées à ses voisins » et qu'il exprimait en leur nom « ses profondes regrets et ses remords » au peuple coréen « pour un malheureux passé » — référence aux trente-cinq ans de colonisation japonaise de la péninsule (1910-1945).

M. Takeshita, qui répondait à une question d'un député socialiste, a employé, pour la première fois, la dénomination officielle de la Corée du Nord (République populaire démocratique de Corée, RPDC) et déclaré que le Japon souhaitait entretenir un dialogue direct avec Pyongyang sur « toutes les questions pendantes entre les deux pays ». Le Japon avait exprimé ses excuses à la Corée du Sud en 1965 lorsqu'ils établirent des relations diplomatiques, mais c'est la première fois qu'elles sont adressées directement à la Corée du Nord, pays avec lequel Tokyo n'entretenait pas de liens diplomatiques.

La déclaration de M. Takeshita coïncide avec la visite à Pyongyang d'une délégation du Parti socialiste japonais dirigée par son ancien secrétaire général, M. Tanabe. Avant son départ, celui-ci a précisé qu'il se rendait en Corée du Nord en tant que membre du seul parti entretenant des relations suivies avec Pyongyang, mais aussi pour transmettre une lettre de M. Shin Kanemaru, ancien vice-premier ministre et homme fort du PLD, exprimant le souhait du Japon d'établir un dialogue avec la RPDC au niveau gouvernemental. M. Tanabe est en outre chargé de préparer une visite à

Pyongyang par des hautes personnalités du Parti libéral démocrate.

L'ambassadeur de RPDC en Chine a récemment exprimé la satisfaction de son gouvernement de voir le Japon modifier son attitude. Bien que Tokyo ait levé en septembre dernier les sanctions prises à l'encontre de la Corée du Nord à la suite de l'attentat contre un appareil de Korean Air en décembre 1987, les relations entre les deux pays demeurent tendues.

Pour la Corée du Nord, une amélioration du climat avec le Japon paraît souhaitable afin de compenser les progrès fulgurants accomplis depuis un an dans les relations entre la Corée du Sud, la Chine et les pays de l'Europe de l'Est (à commencer par l'URSS) et de relancer une coopération économique dont elle a bien besoin. Les Japonais ne voient que des avantages à ne pas paraître exclus du jeu diplomatique dans la région, et surtout peut-être M. Takeshita en espère un résultat diplomatique indispensable pour relever son image.

Cette ouverture japonaise intervient à un moment où Séoul raidit sa position à l'égard du Nord : le porte-parole du président Roh Tae-woo a déclaré, mercredi, que la politique de promotion des échanges commerciaux avec la RPDC pourrait être « révisée » ou même « abandonnée » à la suite de la visite non autorisée du pasteur Moon Il-hwan à Pyongyang (le Monde du 28 mars). Soumis à la pression de la droite et des militaires, M. Roh semble surtout soucieux actuellement de mettre fin au désordre naval Hyundai, à Ulsan, a été brisée, jeudi, par la force) et de ne pas donner davantage d'arguments à ses adversaires qui critiquent son « laxisme » face à la menace du Nord.

PHILIPPE PONS.

URSS

Sursis et service militaire allégé pour les étudiants

Moscou. — Les étudiants soviétiques pourront, à partir de l'automne prochain, poursuivre leurs études jusqu'à leur terme sans devoir les interrompre pour partir au service militaire, a annoncé le vice-président du comité d'Etat pour l'éducation, M. Guennadi Koutsev, cité jeudi 30 mars par la *Komsomolskaya Pravda*.

Cette décision était réclamée depuis longtemps par les étudiants, qui s'étaient mobilisés sur ce thème dans plusieurs universités. C'est avec l'intervention en Afghanistan que les conditions particulières pour les étudiants avaient été supprimées. Arrivés à l'âge de dix-huit ans, ils devaient rejoindre, comme tous les autres, quel que soit l'état d'avancement de leurs études.

Comme la plupart des établissements supérieurs sont dotés de cours militaires, les étudiants pourront suivre une préparation d'officier de réserve sur cinq ans, ne faisant ensuite qu'une brève période dans

l'armée de un mois à la fin de leurs études.

La préparation militaire pour les jeunes filles est également supprimée, sauf pour celles qui se destinent aux services médicaux.

Le service militaire dure normalement deux ans en URSS (trois ans dans la marine). — (AFP.)

● URSS : réhabilitation postume de l'écrivain Victor Nekrassov. — L'écrivain ukrainien Victor Nekrassov, mort en exil à Paris en 1987, vient d'être réhabilité à titre posthume par l'Union des écrivains d'Ukraine, a annoncé jeudi 30 mars l'agence TASS. Victor Nekrassov, né en 1911 à Kiev et auteur notamment de l'ouvrage *Dans les tranchées de Stalingrad*, fut « expulsé de l'Union des écrivains après la seconde guerre mondiale et contraint de quitter le pays », rappelle l'agence officielle soviétique. — (AFP.)

JEAN-PHILIPPE DOMECCQ



Nous entrons dans l'âge de la liberté sans choix.

Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche 69F

Editions du Seuil

Diplomatie

Avant la visite de M. Gorbatchev à Cuba

Washington demande à Moscou de contribuer à la recherche d'une solution pacifique au Nicaragua

WASHINGTON
correspondance

A quelques heures de la rencontre entre MM. Gorbatchev et Castro, le président Bush a adressé, jeudi 30 mars, un message personnel au numéro un soviétique, l'invitant à réduire l'aide de l'URSS au gouvernement de Managua, en vue d'arriver à un règlement négocié du conflit au Nicaragua. Le porte-parole de la Maison Blanche a précisé que M. Bush avait fait connaître « par voie diplomatique » au leader soviétique son désir de voir l'Union soviétique contribuer à la recherche d'une solution pacifique au Nicaragua.

En fait, à la veille de la rencontre entre MM. Gorbatchev et Castro, le gouvernement américain multiplie ses efforts pour obtenir un changement d'attitude de la part du gouvernement soviétique. Ainsi, le secrétaire d'Etat, M. Baker, s'adressant à un groupe de spécialistes des problèmes latino-américains réuni au centre Carter à Atlanta, a-t-il souligné que l'Union soviétique avait

maintenant l'occasion de faire la preuve de ses « nouvelles conceptions » en matière de politique étrangère. Le département d'Etat a déclaré que, lors d'un récent entretien à Vienne avec M. Chevardnadze, le secrétaire d'Etat, M. Baker, avait précisé que les Etats-Unis considéraient que la coopération de l'Union soviétique et des pressions qu'elle pourrait exercer sur le gouvernement sandiniste seraient un élément essentiel de l'amélioration des relations entre les deux Super-Grands. Le président Bush devait également ajouter que l'Union soviétique et Cuba ont envers les leaders de l'Amérique centrale l'obligation de mettre un terme aux violations de l'accord régional conclu entre les cinq pays, et que Moscou et La Havane s'étaient engagés à soutenir... Dans cette perspective, la visite du président Gorbatchev à Cuba fournira une occasion importante à l'Union soviétique et à Cuba de mettre fin à toute aide qui puisse nourrir la subversion et la déstabilisation en Amérique centrale.

Les milieux officiels américains estiment, par ailleurs, que l'encouragement récent par le département d'Etat donné aux leaders de la Contre de revenir à Managua pour participer au débat, témoignait suffisamment du soutien de Washington de favoriser la voie démocratique et de sortir d'une politique d'affrontements. Les Etats-Unis, avait dit le président Bush, « ne veulent pas se mêler des affaires intérieures du Nicaragua et leur imposer une politique. Le moment est venu pour les Soviétiques de démontrer qu'ils partagent cette disposition d'esprit ».

Néanmoins, dans une interview télévisée, M. Baker avait précisé que, selon M. Chevardnadze, Moscou n'envisageait de suspendre son assistance à Managua que si les Etats-Unis réduisaient leurs propres initiatives dans la région. M. Baker, fort de l'accord de « coopération » intervenu entre la Maison Blanche et le Congrès sur l'aide à la Contre, avait refusé ce marchandage.

HENRI PIERRE.

VIETNAM : nouvelle « stratégie diplomatique »

Hanoï aurait décidé un retrait unilatéral du Cambodge en septembre

M. Hua Sen pourrait annoncer dès le début du mois d'avril un retrait complet des troupes vietnamiennes du Cambodge en septembre prochain. Le premier ministre de Phnom-Penh, qui s'est rendu brièvement à Hanoï le 26 mars, devrait y retourner afin de mettre au point les dernières modalités de cette opération avec les Vietnamiens. Selon différentes sources généralement bien informées, il s'agit d'un retrait unilatéral. En tout cas, rien n'indique, pour l'instant que ce retrait vietnamien soit le fruit d'un accord entre Pékín et Hanoï.

Aucune confirmation officielle de ce qui est présenté comme un accord entre Hanoï et Phnom-Penh n'était intervenue, vendredi 31 mars, en fin de matinée, dans les deux capitales. Toutefois, la veille, le communiqué diffusé à la fin de la réunion à Hanoï, depuis le 24 mars, d'un plénum du comité central du PC consacré surtout aux réformes économiques, a mentionné, dans une allusion claire au Cambodge, que le Vietnam « menait un changement de stratégie diplomatique qui créait progressivement de nouvelles possibilités favorables au développement de la coopération avec les pays voisins et dans le monde ».

Encore récemment, les Vietnamiens, qui disent ne maintenir que 50 000 soldats au Cambodge depuis la fin 1988, affirmaient qu'ils retireraient leurs troupes de ce pays au plus tard en décembre 1990. Ils ajoutaient qu'en cas de règlement, ils étaient prêts à le faire dès le mois de septembre de cette année. Mais ces derniers temps, alors que la négociation se trouvait de nouveau dans l'impasse, M. Hua Sen aurait insisté pour qu'ils procèdent à un retrait rapide. Il affirme que le rapport de forces, sur le terrain, est actuellement favorable à son armée. D'un autre côté, un retrait accéléré prouverait de vitesse les partisans d'une assistance accrue aux factions de la résistance : aide chinoise aux Khmers rouges pour les maintenir à flot, et de divers autres pays à l'armée du prince Sihanouk, pour la renforcer.

La présence de M. Hua Sen à Hanoï le 26 mars, annoncée par différentes sources mais dont les officiels vietnamiens ont déclaré, pour leur part, « ne pas être au courant », est intervenue au lendemain du séjour à Washington du prince Ranariddh, fils de Sihanouk et chef de l'armée sihanoukiste, pour y

Le prix de la fondation Elie Wiesel pour M^{me} Danielle Mitterrand. — M^{me} Danielle Mitterrand, qui dirige la fondation France-Libertés, a reçu jeudi 30 mars, à New-York, le premier prix de la fondation Elie Wiesel pour l'humanité, lors d'une conférence de presse à laquelle participaient l'écrivain et prix Nobel de la paix et l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger.

Elle Wiesel a d'autre part annoncé un projet de « croisade contre la haine » qui, après divers séminaires à Londres, en Israël et à Moscou, pourrait culminer avec une conférence des Prix Nobel à San-Francisco en novembre 1990. « Jamais la paix mondiale n'a été autant menacée par une explosion de haine sociale, ethnique et religieuse », (AFP.)

Dans un entretien publié lundi par le New York Times, le chef de la diplomatie vietnamienne, M. Nguyen Co Thach, avait déclaré préférer une solution globale permettant à Hanoï de retirer ses troupes du Cambodge en septembre 1989. A défaut, avait-il ajouté, Hanoï souhaiterait au moins une solution « partielle » comprenant le retrait des troupes vietnamiennes, la fin de l'aide extérieure à la résistance et « une sorte de règlement politique intérieur souple ». En l'absence de tout règlement, avait-il dit, reprenant un discours antérieur, le Vietnam rapatrierait toutes ses forces fin 1990. « Mais ce serait la pire des solutions pour Sihanouk et ses alliés, pas pour nous », avait-il déclaré en concluant : « Le pire pour nous serait d'être cloués au Cambodge pour toujours ».

JEAN-CLAUDE PONOMTI.

L'URSS est hostile à « un partage de zones d'influence » en Europe de l'Est

Moscou (AFP). — L'URSS est opposée « à tout accord de marchandage, du style d'un partage de zones d'influence » en Europe de l'Est, a déclaré, jeudi, un porte-parole du ministère des affaires étrangères soviétique, répondant à des déclarations du secrétaire d'Etat américain, James Baker (le Monde du 30 mars). De tels accords « iraient à l'encontre de principes fondamentaux des relations internationales, comme le libre choix et la non-intervention dans les affaires intérieures », a ajouté M. Vadim Pavlov.

M. Baker avait indiqué, dans une interview publiée mardi par le New York Times, qu'il étudiait la possibilité d'un arrangement avec l'URSS pour qu'elle relâche son emprise sur l'Europe de l'Est en échange de garanties de l'OTAN.

« L'URSS soutient les processus dynamiques et tumultueux qui se déroulent « de façon différente » dans les pays de l'Est. « Nous sommes certains qu'ils servent les intérêts de leurs peuples et contribuent à la reconstruction des relations inter-nationales sous l'esprit de la nouvelle pensée politique », a poursuivi M. Pavlov. Mais elle rejette la « mise en doute du choix historique fait par les pays d'Europe de l'Est ».

HENRI PIERRE.

Les entretiens de M. Mitterrand avec M. De Mita

L'Italie fait cause commune avec la France sur les grands sujets européens

Peu de détails ont filtré de l'entretien qu'ont eu jeudi 30 mars à Taormina MM. François Mitterrand et Ciriaco De Mita. La convergence de vues sur nombre de sujets a cependant été soulignée par le président du conseil italien et l'issue de cette conversation. Le président de la République, comptant l'état actuel des relations entre les deux pays avec ce qu'il était il y a cinq ou six ans, s'est lui aussi félicité qu'il n'y ait plus de contentieux et que les différences d'approches qui subsistent soient « à la merci d'une bonne conversation ou d'un dialogue approfondi ».

Celui qui a eu lieu jeudi dans la petite ville de Taormina, pavée pour l'occasion, a donné lieu avant tout à une concertation sur les questions européennes et en particulier sur l'intégration régionale. M. Mitterrand a fait l'unanimité parmi les Douze et qui devrait dominer la présidence française de la CEE lors du second semestre de cette année. Le président de la République paraît avoir trouvé de ce point de vue en la personne de M. De Mita un partenaire sur lequel il pourra compter. La bataille que l'Italie avait livrée l'année dernière à propos des fonds structurels est réglée et l'on note du côté français une attitude très constructive. De Mita a en outre souligné la décision de son gouvernement et remis un message du ministre italien des affaires étrangères, L. Ambasciatore, « a regretté l'annulation de la réunion de la commission mixte franco-italienne » qui devait se tenir en mars et s'est plaint de l'attitude des médias français à l'égard de son pays, a précisé le porte-parole. Il a, par ailleurs, invité M. Dumas à se rendre

restait conflictuel : celui de la télévision haute définition, où les Italiens semblaient jusqu'à présent vouloir privilégier la coopération avec les Japonais plutôt qu'avec les Européens.

Cette bonne entente franco-italienne n'est pas négligeable, si l'on considère que le partenaire privilégié de la France sur les questions européennes, à savoir la RFA, entre dans une période d'incertitude à un fort mauvais moment, celui où la France prépare sa présidence communautaire. Le chancelier sort affaibli des dernières élections régionales et aura quelque peine sans doute à imposer chez lui des décisions européennes controversées, sur l'intégration monétaire notamment. M. Mitterrand pourra s'appuyer sur les intentions de M. Helmut Kohl la semaine prochaine, lors d'une entrevue en Bavière.

Convergence franco-italienne aussi sur la nécessité de développer la coopération entre la CEE et les autres pays riverains de la Méditerranée, ainsi que sur l'idée de faire du problème de l'endettement la priorité du sommet des sept pays les plus industrialisés, qui se tiendra à Paris en juillet. La date du prochain sommet franco-italien a été fixée au 5 octobre ; il se tiendra à Venise.

C. T.

Bucarest rappelle son ambassadeur à Paris

Nouvel accord dans les relations franco-roumaines : l'ambassadeur de Roumanie en France, M. Petre Giga, a été rappelé, jeudi 30 mars, en consultation par son gouvernement, deux semaines après que l'ambassadeur de France en Roumanie eût été rappelé pour huit jours.

M. Giga a été reçu, jeudi après-midi, sur sa demande, par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, auquel il a annoncé la décision de son gouvernement et remis un message du ministre roumain des affaires étrangères. L'ambassadeur a « regretté l'annulation de la réunion de la commission mixte franco-roumaine » qui devait se tenir en mars et s'est plaint de l'attitude des médias français à l'égard de son pays, a précisé le porte-parole. Il a, par ailleurs, invité M. Dumas à se rendre

en Roumanie, invitation que M. Dumas a déclinée.

M. Dumas a « regretté les événements qui ont amené la France à rappeler son ambassadeur », mais a déclaré, en particulier, les mesures prises par Bucarest à l'encontre de six personnalités roumaines, contrairement aux engagements souscrits dans le cadre de la CSCE.

Le président Mitterrand était intervenu, lors du conseil des chefs d'Etat du 22 mars, en faveur des personnalités roumaines qui, dans une récente lettre ouverte au président Nicolas Ceausescu, ont condamné la politique de déplacement forcé des paysans et la répression en Roumanie, et qui, depuis, auraient été victimes de mesures policières (le Monde daté 12-13 et du 17 mars).

Amériques

GUATEMALA

Fin de la mutinerie à la prison d'El Pavon

Guatemala. — La mutinerie à la prison d'El Pavon, dans la banlieue de Guatemala, a pris fin jeudi 30 mars par une reddition des rebelles consécutive à un accord signé avec les autorités quatre jours après le début des événements. Le gouvernement a accepté de mater le directeur de l'établissement, d'améliorer les conditions de vie des détenus et de remplacer les gardiens ; en échange, les mutins ont accepté de rendre les armes, qu'ils avaient dérobées le jour de Pâques à l'armurerie de la prison et de relâcher les cinq cent soixante-quinze civils, des femmes et des enfants pour la plupart, qui demeuraient

encore (les uns volontairement, les autres en qualité d'otages) dans l'enceinte de l'établissement après que cinquante-cinq d'entre eux eurent pu en sortir. Les rebelles, en revanche, n'ont obtenu aucune promesse d'amnistie pour ce qui concerne les morts d'hommes survenus le 26 mars : leur tentative de fuite avait, en effet, déclenché une fusillade au cours de laquelle sept personnes (dont quatre gardiens) avaient été tués ; cinq autres victimes ont été démembrées, sans qu'on sache dans quelles conditions elles ont péri. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

Afrique

SOUDAN : pour prévenir la famine

L'ONU lance une opération survie dans le sud du pays

Les Nations unies lancent, samedi 1^{er} avril, l'opération « Survie du Soudan », véritable course contre la montre pour ravitailler plus d'un million de personnes menacées par la famine dans le sud du pays. Les pluies arriveront vers la mi-mai et paralyseront tout. Nous avons six semaines pour transporter plus de 100 000 tonnes de ravitaillement, faute de quoi le sud du Soudan connaîtra la famine comme l'an dernier », nous a déclaré mercredi, lors de son passage à Paris, le directeur de l'UNICEF, M. James Grant. Selon l'ONU, la famine a fait, en 1988, au moins deux cent cinquante mille morts ; soit plus qu'en Éthiopie en 1984.

M. Grant, qui vient d'être chargé par le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, de mobiliser et superviser l'aide internationale en Soudan, a ajouté : « Jamais dans l'histoire de l'aide humanitaire, il n'a été question de transporter autant de secours dans des délais si courts, dans des circonstances aussi difficiles et dans des zones aussi isolées ». Cela étant, M. Grant ne croit pas la mission « impossible ». « Les moyens existent ; c'est aux gouvernements occidentaux de jouer ». Pour lui, il serait « désastreux que l'on échoue pour des questions de financement des opérations après avoir finalement obtenu l'accord des belligérants ».

Il aura fallu des mois de pressions (particulièrement américaines) et d'appels d'offres humanitaires pour que le gouvernement de Khartoum et la guérilla sudiste de l'AFPS (Armée populaire de libération du Soudan) finissent par prendre la mesure de l'horreur et de la réprobation suscitées à l'étranger par leurs affrontements. Et pour qu'ils acceptent l'idée d'une trêve permettant à la communauté internationale de ravitailler des populations qui, faute de secours, sont menées à la mort.

C'est au début du mois de mars, lors d'une réunion internationale à Khartoum, que les deux camps ont accepté le principe d'un plan d'action proposé par M. Pérez de Cuellar et prévoyant notamment l'instauration d'un « mois de tranquillité ». Autrement dit, d'un cessez-le-feu de facto. Peu après, à la suite de négociations tenues à Addis-Abeba avec M. Grant, la guérilla sudiste souscrivait à son tour à ce projet.

Sept « couloirs de paix », destinés à permettre le ravitaillement (par voie fluviale, chemin de fer, route et voie aérienne) ont été prévus. Les uns vont du nord au sud du Soudan, d'autres partent de pays voisins (Éthiopie, Ouganda et Kenya). L'UNICEF, qui pilotera l'opération survie en étroite collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a été autorisé à ouvrir des bureaux dans les zones contrôlées par la guérilla du colonel John Garang.

Le succès de l'opération dépendra largement de son financement. Son coût total, pour une durée de deux mois, est chiffré à 132 millions de dollars. Une partie a déjà fait l'objet d'engagements, notamment de la part des États-Unis. Reste à trouver en urgence 55 millions de dollars pour l'achat et l'acheminement des secours. Aussi, avant de reprendre son marathon international pour rassembler les énergies, le directeur de l'UNICEF a-t-il lancé un appel à la coopération de la France et de la CEE. Sa demande porte sur trois points : 1) mise à la disposition de l'opération de quatre avions militaires français Transall ; 2) aide de Paris pour convaincre la CEE de débiter 20 millions d'ECU pour l'achat de vivres ; 3) prise en charge par les Français des frais (2 millions de dollars) de médecins sans frontières (MSF) pour ses opérations de ravitaillement en médicaments au Sud-Soudan. MSF s'était, en effet, adressé aux Américains.

R. P. FARINGAUX.

TUNISIE : les élections législatives du 2 avril

Un imam tête de liste du parti gouvernemental à Kairouan

KAIROUAN
de notre envoyé spécial

Dans de longs cars de tourisme, l'Europe est débordée au cœur du plus ancien lieu de prière de l'Islam maghrébin. Les Kairouanais accueillent avec le sourire cette invasion pacifique, mais, derrière les remparts de la cité mystique, il y a des limites à ne pas dépasser. On la bien vu, le 17 janvier 1961, avec un début d'insurrection pour protester contre le tournage d'un remake du *Voleur de Bagdad* par une équipe de cinéastes occidentaux dûment autorisée par l'administration à opérer dans l'enceinte sacrée. Pour avoir excité ses fidèles contre les images du film et la grande mosquée, cheikh Abderraman Khelif, fut condamné aux travaux forcés à perpétuité. Il purgea seulement dix-huit mois de sa peine, au cachot avec les droits communs, mais son procès et sa condamnation firent grand bruit à l'époque.

Aujourd'hui, âgé de soixante-sept ans, l'imam crée de nouveau l'événement, cette fois parce qu'il accepte de conduire la liste du parti gouvernemental aux élections du 2 avril. Contre la liste indépendante d'inspiration islamiste, les stratégies du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) ont jugé bon de sortir un grand cheikh dont la présence confère un intérêt tout particulier au scrutin de Kairouan.

« Ce sont des amis du RCD qui m'ont sollicité ; j'ai accepté après réflexion », nous confie l'imam dans l'enceinte même de la mosquée, où il nous reçoit pour expliquer son choix. « L'histoire du film a été la goutte d'eau qui fit déborder le vase, poursuit-il, mais en réalité, mon contentieux avec Bourguiba était ancien. Aujourd'hui, tout est différent, c'est l'histoire après les années, et je ne devais de toute l'homme du changement, le président Ben Ali ».

Du pardon pour les erreurs du passé à la construction du Grand Maghreb, l'imam voit six raisons fondamentales pour le ralliement au chef de l'Etat, plus des motifs plus personnels. Par exemple, la venue de M. Ben Ali à la mosquée de Kairouan pour faire sa prière lors du dernier mouleed et ainsi l'ouverture d'un centre de recherche des sciences religieuses dans la médina de Kairouan. « Imaginez que le rassemblement de l'histoire et du présent des lettres de correspondants qui croyaient que l'on pouvait encore égarer. Quelle honte de ne rien pouvoir leur proposer ! ».

Proline sur le compte de M. Ben Ali, l'imam évite de formuler un jugement clair sur son rival indépendant : « Bien des partis ont les mêmes objectifs, mais chacun utilise des chemins qu'il croit les meilleurs. Je n'ai pas l'intention de les suivre ».

Et, la particularité de la liste « Indépendance » réside dans le fait qu'elle est conduite par un militant déclaré de l'ancien Mouvement de la tendance islamique devenu le Parti de

la renaissance. Comme l'imam, M. Kafi, professeur de sciences naturelles, a comparu devant des juges. Mais lui, il a été acquitté lors d'un grand procès des islamistes en 1987 et cette absence de casier judiciaire lui permet de se présenter. M. Kafi a sa campagne sur des problèmes socio-économiques plutôt que sur les thèmes religieux qu'on attendait de lui. Sachant que sa liste est suspecte à beaucoup de femmes, il insiste sur « la grande mère des centres d'accouchement et l'explication de nos savoirs dans le secteur du tapis », une des spécialités de Kairouan qui occupe plus de onze mille personnes pour un salaire mensuel supérieur à 10 francs par jour.

Dans le bureau du gouvernement, qui n'étudie nullement la discussion, des chéquepoints s'élèvent sur une carte de la région à commande électrique pour assurer des problèmes et des solutions attendues ou déjà apportées, localisées par localité. Effort financier considérable dont on a peut-être trop peu parlé au cours d'une campagne où le débat sur la place de la religion a occupé le devant de la scène.

Sur la route qui conduit au sud de la province, le ministre de l'Information, M. Laarbi, veut présenter les ultimes messages de la campagne, nous met tout simplement en garde contre le discours piégé des islamistes et leur apparence trompeuse. Il est tellement possédé par son sujet qu'il ne oublie les chiffres avancés par les autorités pour défendre leur bilan local : remise de dettes à 15 000 agriculteurs victimes de la sécheresse, milliards de centimes consacrés à l'électrification des campagnes, etc.

Chaque meeting s'achève sur le chant national entonné par le lecteur des versets du Coran en présence de l'imam Khelif, alerte malgré son âge, venu pour donner un ultime coup de main au ministre de M. Ben Ali, successeur, si différent, de M. Bourguiba.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

● MAROC : arrestation d'un dirigeant de l'opposition. — L'Union socialiste des forces populaires (USFP-opposition progressiste) a confirmé, jeudi soir 30 mars, l'arrestation, mercredi, à Rabat, de M. Mohamed Ali Kaddour qui, venant de Paris, devait participer au cinquième congrès de cette formation politique marocaine en sa qualité de membre du comité central. M. Ali Kaddour avait été condamné à mort par contumace à l'issue du procès intenté contre les instigateurs de l'attentat contre le roi Hassan II en août 1972, alors qu'il revenait d'un voyage en France. Dans un communiqué, son épouse a indiqué que son mari bénéficiait du statut de réfugié politique en France depuis 1973 et qu'il avait pris l'avion l'emmenant à Rabat avec un titre de voyage de l'OFFRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides). — (AFP.)

27/11/89

Afrique

NAMIBIE : dans la perspective des élections de novembre

La SWAPO devra donner des gages de ses intentions démocratiques

Le processus d'indépendance de la Namibie doit démarrer, samedi 1^{er} avril, conformément à l'accord de New-York, signé en décembre dernier. Le Groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition (GANUPT), composé de quatre mille six cent cinquante hommes, civils et militaires, originaires de vingt et un pays, doit superviser la situation jusqu'à l'élection, en novembre prochain, d'une Assemblée constituante. D'ici là, le territoire sera dirigé conjointement par l'administrateur général, sud-africain, M. Louis Pienaar, et le représentant spécial des Nations unies pour la Namibie, M. Martti Ahtisaari, de nationalité finlandaise.

Un cessez-le-feu doit officiellement entrer en vigueur, samedi matin 1^{er} avril, à 4 heures GMT, entre les forces de sécurité sud-africaines et les combattants de la SWAPO, principal mouvement nationaliste. Une trêve de facto est observée par les deux parties depuis la fin de l'an dernier.

D'autre part, le premier ministre britannique, en visite dans la région, se rendra en Namibie à la fin de la semaine, à annoncer, jeudi 30 mars, dans un communiqué, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha. Celui-ci précise que Pretoria « a accepté la proposition d'une visite de M. Thatcher au contingent britannique du GANUPT ».

WINDHOEK de notre envoyé spécial

« Nous partons de zéro. Nous n'avons rien du tout, pas de bureau en ville, seulement cette pièce ici », se plaint Jerry Ekandjo, porte-parole du mouvement indépendantiste namibien, la SWAPO (Organisation du peuple du sud-ouest africain). Une grande salle avec deux bureaux et quelques chaises pour tout mobilier. Ni téléphone, ni télé, ni électricité au siège de l'organisation dans le centre communautaire de la township de Katutura. Celui-ci a été ouvert seulement en novembre dernier. En principe, c'est de cette modeste base que le mouvement de Sam Nujoma va conduire la bataille électorale, à moins que, d'ici à l'ouverture de la campagne, des bureaux se libèrent dans Windhoek, ce qui semble peu probable.

C'est un QG bien pauvre pour cette formation qui, après vingt-neuf ans d'existence, doit vingt-deux de lutte armée, va devoir convaincre les quelque six cent mille électeurs du territoire de la justesse de ses thèses. Un désavantage évident, même s'il est probable que la SWAPO obtienne la majorité absolue lors du scrutin, au début de novembre. Mais un tel score ne lui permettra pas d'imposer ses vues au sein de l'Assemblée constituante où une majorité des deux tiers est requise. Pour le moment, toutefois, il n'est pas question d'une quelconque coalition. « Nous voulons évaluer nos propres forces », souligne Danny Tjongarero, président en exercice de la branche interne de la SWAPO.

Certes, le mouvement est populaire. Il a même été érigé en « Seul et authentique représentant du peuple namibien » par l'Assemblée générale des Nations unies, il y a vingt-trois ans. Une désignation qui n'a pas été du goût des Sud-Africains, et qui leur a permis de dénoncer régulièrement la partialité de l'ONU dans la question namibienne. A l'échelle locale, les détracteurs de la SWAPO lui reprochent avant tout d'être un mouvement Ovambo, la principale ethnie du pays, implantée au nord, près de la frontière angolaise, la zone la plus peuplée. Cette ethnie représente un peu plus de 50 % du total de la population. Elle a toujours été défavorisée et a fourni l'essentiel des travailleurs migrants.

Des « espions »

Bien que se défendant d'être un mouvement tribal, les dirigeants de la SWAPO sont surtout des Kwanyamas, les sous-groupe dominant. Les membres des autres ethnies n'ont pas eu accès aux postes de direction. Au total, onze groupes ethniques, y compris les Blancs, sont représentés en Namibie. Certains d'entre eux sont farouchement opposés à la SWAPO. Ils craignent une domination des Ovambos, et surtout l'imposition d'un régime marxiste-léniniste.

Le socialisme scientifique a toujours été la doctrine officielle du mouvement, même si, dernièrement (le 24 mars), la tendance est plutôt à la modération, au multipartisme, et à un système d'économie mixte. En réalité, le débat d'idées est à peine en train de s'amorcer. Jusqu'à présent, il n'y a jamais vraiment eu de discussions idéologiques au sein du parti. Le comité central fait office de chambre d'enregistrement.

Le retour dans la mère patrie des dirigeants en exil risque de provoquer quelques frictions. Bien qu'ils ne le disent pas en public, les leaders de la branche interne à la Namibie (légitime) ont souvent eu le sentiment d'être les hautes-pour-compte du combat pour l'indépendance, alors que les premiers à faire face à la répression sans bénéficier des fonds qui étaient largement distribués à l'extérieur par les organisations internationales et les pays qui soutenaient la cause. La nomination de cinq d'entre eux au comité central, en février dernier, ne leur a rendu qu'en partie justice.

Outre les cadres, les réfugiés d'Angola et de Zambie vont pouvoir

rentrer au pays. Ce rapatriement devrait débuter à la mi-mai. Officiellement, selon le Comité international de la Croix-Rouge à Lusaka, ils sont soixante-neuf mille en Angola répartis dans plusieurs camps que cette organisation n'a jamais eu la possibilité de visiter. Ces exilés vont être pris en charge par le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) et le conseil des églises de Namibie (CCN). Ils pourront témoigner à leur retour des conditions de vie dans ces camps. C'est un sujet de controverse en raison des accusations de violations des droits de l'homme commises par la SWAPO.

Cette organisation assure ne détecter qu'une centaine de prisonniers, officiellement accusés d'être « des espions », à la solde de l'Afrique du Sud. D'après la Société internationale pour les droits de l'homme (ISHR), un organisme basé en Allemagne fédérale, cette pratique est utilisée pour réduire au silence les contestataires de la ligne du parti. L'ISHR a recensé, en septembre 1988, les noms de cent cinquante-cinq détenus ou disparus et a dressé la liste d'un moins seize morts présumés, tués par la SWAPO et de treize autres dont on a la certitude qu'ils sont morts. Ces statistiques sont accompagnées de récits de certaines victimes et des atrocités qu'elles ont subi.

Société multiraciale

Pour Andreas Shipanga, membre fondateur de la SWAPO emprisonné entre 1976 et 1978 en Tanzanie et en Zambie sous l'accusation de complot contre Sam Nujoma, ceux qui rentreront comme ceux qui ne pourront plus jamais rentrer risquent de jeter une lumière plutôt crue sur les intentions démocratiques de la SWAPO. Ancien ministre du gouvernement intérimaire et fondateur de la SWAPO D (démocrate), il cite le cas récent de Biemba Gwama, une avocate de la SWAPO qui a disparu le 20 août dernier à Lusaka (Zambie), alors qu'elle était venue rendre visite à sa fille. Elle serait actuellement emprisonnée à Lubango (Angola). M. Shipanga prédit que si les langues commencent à se délier, son ancien mouvement atteindra à peine les 40 % des voix.

S'il est vrai que la lutte armée n'a jamais permis à l'organisation nationaliste de s'implanter sur le sol namibien, elle représente toujours, aux yeux d'une bonne partie de la population, le fer de lance du combat de libération contre l'occupant sud-africain. A partir du 1^{er} avril, il restera sept mois à la SWAPO pour présenter une plate-forme politique susceptible de rassembler les deux tiers des votants puisque tel est son objectif. Ses dirigeants sont persuadés qu'ils y parviendront. Mais la SWAPO est-elle prête à cet affrontement et à ce jeu d'intrigues politiques qu'elle n'a jamais toléré au sein même de son mouvement ? L'expérience risque de ne pas être facile. Ce sera en tout cas le test véritable. Une chose est sûre désormais, le mouvement ne rentrera pas à Windhoek en vainqueur et ses soldats ne franchiront la frontière que désarmés. Un handicap supplémentaire.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● AFRIQUE DU SUD : les six anciens détenus politiques ont quitté l'ambassade de Grande-Bretagne. — Les six anciens détenus politiques noirs qui s'étaient installés, mercredi, dans l'ambassade de Grande-Bretagne à Pretoria ont dû quitter les lieux jeudi 30 mars, a annoncé un porte-parole de l'ambassade. Les six, cinq hommes et une femme, avaient passé vingt-quatre heures dans le hall d'accueil de l'ambassade pour protester contre les contrôles policiers auxquels ils sont quotidiennement soumis depuis qu'il a été mis fin, récemment, à leur détention sans jugement (le Monde du 31 mars). — (AFP.)

Proche-Orient

Le double meurtre de la mosquée de Bruxelles

Des désaccords étaient apparus au sein de la communauté musulmane sur « les Versets sataniques »

Toutes les polices de Belgique ont été mobilisées pour tenter de retrouver l'auteur du double meurtre à la mosquée de Bruxelles, tandis que le gouvernement annonçait, jeudi 30 mars, le renforcement des mesures de protection au sein de la communauté musulmane du pays. Il a été demandé aux services de police que des patrouilles préventives assurent la protection nécessaire des membres de la communauté islamique et contribuent ainsi à l'apaisement des esprits au sein de celle-ci », a ainsi déclaré le ministre de l'Intérieur, M. Louis Tobback.

Une commission gouvernementale s'est en outre réunie d'urgence pour faire le point après l'assassinat du recteur de la mosquée de Bruxelles, Abdullah Ahdel, un Saoudien de trente-cinq ans, et le bibliothécaire du centre culturel islamique, Salem Bahri, quarante-huit ans, d'origine tunisienne. Jeudi, la police n'avait interpellé aucun suspect, et aucune revendication des meurtres n'avait été rendue publique, réduisant les enquêteurs à une série d'hypothèses (voir l'article de José-Alain Fralon).

Une seule chose paraît sûre, révélée par le substitut du procureur du roi, M. Raymond Bossuyt : moins d'une heure avant d'être assassinés dans son bureau attenant à la mosquée, l'imam Abdullah Ahdel avait participé à une importante réunion consacrée au roman de Salman Rushdie, *Les Versets sataniques*.

Adversaire de l'intégrisme, l'imam avait adopté une attitude modérée et refusé de soutenir l'appel à meurtre lancé par l'ayatollah Khomeiny contre le romancier britannique. Il était, sur ce point, en désaccord avec plusieurs responsables du centre islamique, dont le conseiller pédagogique, M. Sagir, de nationalité marocaine. « La réunion à laquelle participaient mercredi après-midi des notables musulmans a, semble-t-il, permis d'apaiser le différend qui opposait les deux hommes sur l'affaire Rushdie », a affirmé M. Bossuyt.

Les journalistes en faction devant la mosquée ont remarqué que M. Sagir avait été ramené mercredi, peu après 23 heures, sur les lieux du drame, à bord d'une voiture de police.

Selon le parquet, l'imam Ahdel a été aperçu vivant pour la dernière fois vers 17 h 10, à l'issue de la réunion. Le corps du chef religieux ainsi que celui du bibliothécaire du centre islamique ont été découverts vers 18 heures dans son bureau. Tous deux « ont été abattus par une personne qui n'a pas éveillé leur méfiance ». Aucune trace de lutte n'a en effet été remarquée dans le bureau et les victimes ont été exécutées « à bout portant » au moyen d'une seule arme, un pistolet 7,65. Quatre balles ont été tirées : l'imam a été atteint à la tête et à la nuque, tandis que le bibliothécaire a reçu une balle dans la tête et une autre dans la poitrine.

Le parquet de Bruxelles a confirmé que l'imam avait fait l'objet de menaces de mort, notamment après la publication d'une interview, le 8 mars, par le quotidien populaire *La Dernière Heure*. Le roman *Les Versets sataniques* « ne m'a pas choqué », affirme-t-il, ajoutant que « la publicité faite autour du livre en Occident a éveillé même ceux qui sont au bord de la mort, comme Khomeiny ».

Un correspondant anonyme l'avait averti qu'il serait tué s'il ne retirait pas ses déclarations. L'imam avait alors déposé plainte contre X le 24 mars dernier, soit cinq jours avant d'être assassiné, mais n'avait pas demandé à bénéficier d'une protection particulière de la police. Depuis plusieurs semaines, il faisait néanmoins l'objet d'une « discrète protection », sur ordre du ministère de l'Intérieur.

Outre l'émotion suscitée au sein de la communauté musulmane de Belgique, le double meurtre de mercredi a provoqué des réactions d'indignation à l'étranger et notamment à La Mecque, de la part de la Ligue du monde musulman. Celle-ci a condamné « la main criminelle qui a assassiné deux personnes qui avaient consacré leur vie à répandre l'appel de l'islam ». Alors qu'aucune réaction n'était encore venue d'Iran, jeudi en fin d'après-midi, l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Bruxelles, M. Ibrahim Bakr, lançait à tous les musulmans de Belgique un appel au calme après cet « acte odieux ». — (AFP, Reuter.)

Trois hypothèses

BRUXELLES de notre correspondant

Trois hypothèses circulent aujourd'hui à Bruxelles, mais elles ne sont étayées, pour le moment, d'aucun début de preuve.

Première hypothèse : l'imam aurait été assassiné par un intégriste musulman qui aurait pris au pied de la lettre les appels au meurtre de l'imam Khomeiny. « Après tout, l'imam en déclarant qu'il ne s'opposait pas à la publication du livre de Rushdie, tout en ayant fait les plus extrêmes réserves quant au fond sur celui-ci, pouvait attirer la haine d'un fondamentaliste, notamment iranien », déclarait ainsi un membre de la communauté musulmane de Belgique. Tuteur isolé ou tégué ? Faut-il qu'il soit isolé ou membre d'une « équipe » ? On ne peut encore répondre à la question.

Deuxième hypothèse : l'assassinat serait, en fait, le résultat d'un conflit de personnes à l'intérieur de la communauté musulmane de Belgique. En 1986, la succession de l'ancien imam, le Tunisien Mohamed Ahdal, par le recteur qui vient d'être assassiné, aurait engendré un certain nombre de frictions qui auraient abouti à l'acte tragique de mercredi.

Tous les responsables musulmans de Belgique interrogés, s'ils ne nient pas la persistance d'un certain antagonisme, « Dans quelle communauté n'y en a-t-il pas ? » — trouvent hautement improbable, voire absurde, que cette situation ait pu dégénérer à ce point.

Troisième hypothèse : l'assassinat serait, en fait, une provocation, et pourquoi pas de l'extrême droite belge ou européenne, le but étant de provoquer un « ras-le-bol » de la communauté européenne ? Certes, des militants d'extrême droite belge semblent mêlés à un certain nombre d'affaires troubles qui se sont déroulées dans le royaume ces dernières années : tueurs fous du Brabant wallon, assassinat d'un couple par des militants néo-nazis... Pourquoi ces gens, qui n'ont pas hésité à tuer, ne se seraient-ils pas attaqués à l'homme qui représente pour eux le symbole de la communauté musulmane de Belgique, sans même se demander si cet imam était un intégriste ou non, un adepte ou non des thèses de l'imam Khomeiny ? Certains enquêteurs font toutefois valoir que le ou les tueurs de l'imam qui ont pénétré dans la mosquée semblaient bien connaître les lieux.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

« Dieu me protège » dit le recteur de la Mosquée de Paris

« C'est Dieu qui me protège », dit cheikh Abbas. A la Grande Mosquée de Paris, rue du Faubourg de l'Érmitage, le chef spirituel de la principale communauté musulmane en France (celle des 800 000 Algériens) reste serein. Il a déploré, jeudi 30 mars, l'assassinat de son confrère de la mosquée de Bruxelles, dont il a gardé le souvenir d'une visite amicale à Paris il y a trois ans. Il a fermement condamné la violence « d'où qu'elle vienne ».

Cheikh Abbas occupe un logement de fonction à la mosquée de Paris, ainsi que son vicaire-recteur Cheikh Missoum. Il refuse tout garde du corps, mais, en fait, il ne sort jamais seul. Les services de police du cinquième arrondissement sont venus lui rendre visite, à deux reprises dans la journée de jeudi, pour savoir si le principal centre de culte islamique de la capitale avait besoin de renforts.

Le recteur ne les refuse pas, mais entend ne pas faire de la Mosquée un « camp retranché ». Pour éviter la psychose, la préfecture de police reste discrète sur les moyens à mettre en place, mais se dit prête « à faire le maximum pour assurer la sécurité des musulmans de France ».

C'est un dispositif de surveillance somme toute très léger qui est habituellement prévu, notamment le vendredi, jour de la prière, où les fidèles de la mosquée se comptent jusqu'à 6 000 ou 8 000.

Expulsion du consul d'Iran à Genève

GENÈVE de notre correspondant

La mise à sac, en janvier dernier, du consulat général d'Iran à Genève par six opposants se présentant comme des « fedayins du peuple d'Iran » (mouvement laïc se déclarant marxiste-léniniste) (le Monde du 25 janvier) se révèle plus fructueuse que ses auteurs ne l'avaient peut-être espéré. En effet, M. Manoucher Talé Massonchi, consul général d'Iran, vient d'être expulsé de Suisse et a été contraint de quitter la ville de Calvin, le mercredi 29 mars, tandis que les six dissidents iraniens, après un jugement plutôt clément — quatre mois de prison avec sursis — avaient été priés de regagner l'Allemagne fédérale, la France et la Suède, pays où ils bénéficient du droit d'asile politique.

Lors de l'occupation du consulat, ils avaient pu s'emparer de documents compromettants remis par la suite aux autorités suisses et faisant apparaître le consulat comme un haut lieu d'espionnage, notamment contre les cinq mille réfugiés iraniens en Suisse.

En représailles, l'Iran a déclaré persona non grata le consul de Suisse à Téhéran, M. Jacob Schrauz et, l'accusant de mener « des activités incompatibles avec son statut diplomatique », lui a donné une semaine pour quitter le pays.

L. V.

Exprimant leur solidarité avec les Palestiniens des territoires occupés

Les Arabes israéliens ont célébré la « journée de la terre »

Au moins deux Palestiniens ont été tués et une cinquantaine d'autres blessés par balles, jeudi 30 mars, au cours de très nombreux et très violents affrontements en Cisjordanie et à Gaza. Il s'agissait d'une journée d'action avec les Arabes israéliens qui célébraient de leur côté, et dans le calme, la traditionnelle « journée de la terre ».

KFAR-KANNA (Galilée) de notre envoyé spécial

Le cortège serpente doucement vers le haut du village, vers les dernières maisons autour de la mosquée. C'est une manifestation très sage, avec les hommes en première ligne, puis les femmes et les enfants derrière. A leurs balcons ou sur les toits en terrasse, les anciens observent l'ensemble, souriant gentiment. Du déjà vu, un rituel bien établi : Kfar-Kanna, 8 000 habitants, grosse bourgade arabe de Galilée, éparpillée à flanc de colline à deux pas de Nazareth, commémore la « journée de la terre ».

Il en va ainsi tous les ans depuis ce 30 mars 1976 où six manifestants furent tués alors que les Arabes israéliens (1) protestaient contre les confiscations de terres. Et chaque anniversaire est devenu un rendez-vous politique annuel pour les quelque 650 000 Arabes israéliens, une journée de grève générale, de manifestations et de défilés pour dire un incontestable mal-être, une identité fracturée : on est, certes, citoyens d'Israël, électeurs et représentés à la Knesset, mais on est aussi arabes,

palestiniens, et, à ce titre, sujets à nombre de discriminations économiques et sociales.

Le soulèvement dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza est venu exacerber le malaise : comment ne pas se sentir solidaires des « autres », de ces parents, cousins ou amis de l'autre côté de la « ligne verte » à quelques kilomètres de là ?

Omar, méconnaissant, une vingtaine d'années, rencontré en début de manifestation et s'apprêtant à déployer une bannière vengeresse aux couleurs de l'OPEL : « On est ici pour dire notre solidarité avec ceux de Cisjordanie ; [ils] comprennent : le gouvernement veut nous séparer, distinguer entre nous et les autres, mais nous sommes un seul peuple ». Omar ajoute à l'intention du correspondant français : « Et remerciez Mitterrand parce qu'il va remonter Arafat ».

Lancés au mégaphone par un meneur en jeans, baskets et T-shirt (la tenue de base du teenager israélien, juif ou arabe), puis repris, scandés, martelés en rythme, les slogans sont durs : « Avec notre sang, avec notre vie, nous libérerons la Palestine ! », « Intifada de plus en plus forte ! », « Gaza ne sera pas mise à genoux ! ».

Rétorique militante s'il en est mais qu'accompagne un comportement des plus pacifiques, et c'est toute la différence avec les territoires occupés. Ici, en Galilée, la police, massivement mobilisée, reste en dehors des villages, et la manifestation ne va pas au-delà du coup de gendarme exténué. Ni jets de pierres ni barrages de pneus enflammés

comme on pouvait en voir le même jour deux pas plus à l'est, en Cisjordanie.

Le gouvernement ne s'en dit pas moins préoccupé. Il affirme déceler chez les Arabes israéliens une évolution dangereuse, antérieure au soulèvement mais encore accélérée par les événements de Cisjordanie et de Gaza. La minorité arabe d'Israël s'identifierait de plus en plus aux Palestiniens des territoires occupés et à leur combat. On explique que l'Intifada ébranlerait chaque jour un peu plus leur loyauté à l'égard de l'Etat. De protestation contre les discriminations économiques, le « jour de la terre » se transformerait en manifestation nationaliste palestinienne.

Entre Intifada et loyauté

La semaine dernière, le ministre responsable du secteur arabe, M. Ehud Olmert (Likoud), égrenait à la Knesset, avec pessimisme, une série d'impressionnantes statistiques. Il recensait en 1988 « cinq cent quatre-vingt-cinq cas de subversion politique chez les Arabes israéliens » (cela va du déploiement d'un drapeau palestinien à l'acte de sabotage en passant par les graffiti nationalistes) contre cent vingt-cinq en 1987. Il révélait que la même année « quinze cellules terroristes arabes » avaient été démantelées en Israël, que trois juifs avaient été assassinés dans le secteur arabe et qu'un y avait enregistré début mars une attaque à la grenade contre une voiture de police, agression sans précédent en Galilée.

Mais, compte tenu de la taille de la population concernée et du climat entretenu en Galilée par la poursuite ininterrompue du soulèvement dans les villes et villages voisins de Cisjordanie, ces chiffres ne paraissent refléter qu'une mobilisation marginale des Arabes israéliens. C'est l'avis de nombre d'observateurs qui jugent que M. Olmert a été pour le moins alarmiste.

Toujours au chapitre de ses inquiétudes quant à la radicalisation des Arabes israéliens, M. Olmert avait encore cité les succès remportés au début du mois par les islamistes qui, pour la première fois, présentaient des candidats aux élections municipales. Ce ne fut pas le raz de marée fondamentaliste annoncé par certains, mais les islamistes ont chassé les communistes de la deuxième ville arabe de Galilée (Umm-el-Fahm, 10 000 électeurs), ils sont entrés au conseil municipal de Nazareth et ont encore empoché trois villages des environs.

A Kfar-Kanna, quatre des treize sièges du conseil leur sont revenus. Et, jeudi, ils formaient assurément le cortège de loin le plus nombreux, un défilé bien ordonné où, derrière une demi-douzaine de cheikhs et d'imams, quelques centaines de barbus, brandissant le drapeau vert de l'islam, donnaient de la voix pour couvrir, avec succès, les slogans des laïcs. La « journée de la terre » 1989, ce fut aussi cela.

ALAIN FRACHON.

(1) Ils étaient 150 000 en 1948 à ne s'être pas joints à la cohorte des réfugiés et à être restés à l'intérieur de ce qui allait devenir l'Etat d'Israël. Ils représentent aujourd'hui près d'un Israélien sur six.

Politique

En Corse, le gouvernement souffle le chaud après le froid

Le gouvernement, par la voix de M. Michel Rocard, a réaffirmé sa fermeté, jeudi 30 mars, face aux revendications des fonctionnaires de Corse, tout en faisant, avec M. Michel Duraufour, un pas en direction des grévistes. Bien que la « petite phrase » de M. Rocard (« la Corse a atteint le plafond de la solidarité avec le continent ») ait provoqué dans un premier temps stupeur et indignation sur l'île (M. Pierre Pasquini, député RPR de Haute-Corse, a jugé que cette déclaration « n'est pas digne d'un homme d'Etat »), alors que le communiqué de M. Duraufour a plutôt détendu l'atmosphère, les deux déclarations ministérielles sont cohérentes : l'offre de M. Duraufour sera préférée, si elle est mise en œuvre, sur l'enveloppe de la continuité territoriale et ne constitue donc pas un effort financier supplémentaire.

La diffusion du communiqué de M. Duraufour a été précédée, tout au long de la journée de jeudi, par d'intenses contacts entre le ministre et son cabinet d'une part, les fédérations nationales de fonctionnaires et même les confédérations (notamment FO et la CFDT) d'autre part. Marc Blondel, secrétaire général de FO, a joué un rôle actif dans ces pourparlers téléphoniques tant avec M. Duraufour qu'avec l'hôtel Matignon.

L'objectif du ministère était de faire appel au pouvoir syndical national afin que celui-ci puisse convaincre les syndicats corses de la nécessité d'accepter une réunion de négociation à Paris le 31 mars ou le 1^{er} avril.

Les discussions du 30 mars ont donc porté davantage sur la procédure et sur la forme des négociations à ouvrir que sur le montant de l'indemnité

compensatrice. Il semble, cependant, que plusieurs responsables syndicaux aient pu, pour l'épisode de la réunion manquée du 25 mars, les 30 F proposés ayant été perçus comme une amorce, le nouveau chiffre soit, cette fois, présentable, voire même « acceptable ». Le ministère a voulu montrer qu'il y avait des « avancées » permettant aux syndicats corses d'engager des discussions.

C'est lorsque le ministre a en la conviction qu'il ne pourrait pas y avoir de négociation le 31 mars ou le 1^{er} avril qu'il a rendu publique une offre qui, du coup, est aussi provisoire — dans l'attente des résultats des tables rondes — que non négociable.

Cette indemnité compensatrice pourrait être versée en une fois ou au maximum en deux fois. Pour le ministère, qui se félicite de l'attitude responsable des fédérations et confédérations — FO semblait espérer le 31 mars, au niveau national, une possibilité de sor-

tie, — le retour à l'apaisement en Corse permettrait d'ouvrir rapidement les tables rondes avec M. Prada. Il restera ensuite aux syndicats corses à négocier avec les préfets l'étalement des retenues pour six semaines de grèves.

Dans l'immédiat, toutefois, l'intersyndicale de Corse du Sud a rejeté ce qu'elle considère comme un « ultimatum » du gouvernement. Celle de Haute-Corse, où l'atmosphère, vendredi en fin de matinée, semblait plus détendue, s'est donné un délai de quelques heures de réflexion, dans l'attente d'informations complémentaires. La STC « s'élève » contre la proposition du ministre. M. Duraufour a demandé, vendredi sur France-Info, aux fonctionnaires corses de « réfléchir ».

De son côté, l'ex-FLNC est sorti de son silence et exalte « la prise de conscience d'un peuple ». (Lire page 28.)

J.-L. A. et M. N.

Ajaccio : « On n'est plus des ânes pour accepter le jeu de la carotte et du bâton »

AJACCIO
de notre envoyée spéciale

Après cinq semaines d'un climat social désastreux pour l'économie corse et pour l'image de l'Etat dans l'île, épuisant pour ses représentants et du plus haut intérêt pour les nationalistes, le paysage a bougé. On en sortira. Dans quel état, avec quelle prime, en combien d'années, nul ne le sait. Mais l'honneur est

Le communiqué de M. Duraufour

Le ministère de la fonction publique et des réformes administratives a publié, dans la soirée de jeudi 30 mars, un communiqué qui affirme notamment : « Le gouvernement (...) propose (...) l'attribution en 1989, à tous les fonctionnaires affectés en Corse, d'une indemnité forfaitaire de transport modulée en fonction de la situation familiale des agents. Cette indemnité — fixée à 2 400 F pour un agent célibataire ou marié, soit 360 F par enfant à charge, soit 1 200 F pour une famille avec deux enfants — doit être redistribuée à l'issue des travaux des tables rondes annoncées par le premier ministre, le 20 mars. Son financement sera assuré par prélèvement sur les crédits de continuité territoriale. »

« Si les services publics retrouvent, lundi prochain 3 avril, leur fonctionnement normal et si notamment les occupations de locaux administratifs cessent, le gouvernement est disposé à la maintenir. »

sauf. Ce n'est plus qu'une question de négociation, et donc une bonne raison de continuer.

Le gouvernement a pris l'affaire au sérieux. Il était temps. Chaque jour la Corse s'éloigne du continent. Millimètre par millimètre, mais elle s'en va, et les éditoriaux narquois sur la mauvaise tête des Corses ne font rien pour la retenir. Chaque jour la Corse est un peu plus hors la loi et on se demande comment l'Etat

pourrait, s'il le souhaitait, rétablir la légalité.

Préfecture de Corse-du-Sud privée d'électricité, centraux téléphoniques aux mains des grévistes, suspension des paiements de TVA, des factures : l'Etat ne dispose plus que de huit cents gendarmes et CRS, de ses préfets et de quelques membres de leurs cabinets. Chaque jour, enfin, le sourire des nationalistes s'élargit.

« Alors, la grève, c'est fini ? », demande la rue vendredi matin. Non, pas si vite. La grève des nerfs continue de plus belle. Il n'est pas question de céder à « l'ultimatum » de la reprise du travail fixé à lundi par le ministre de la fonction publique, M. Michel Duraufour. Il faut être assis dans un ministère parisien pour imaginer que la Corse puisse se remettre au travail en deux jours, sur un claquement de doigts, avec 2 400 F par an à la clé.

« On n'est plus des ânes pour accepter le jeu de la carotte et du bâton », dit un agent des impôts. Mais, dans la discussion, on parle à l'imparfait, on tire déjà des enseignements d'un conflit d'une ampleur sans précédent sur l'île. « Le mouvement a permis de mettre au jour certaines pratiques. Ce n'est une mince affaire », estime un conducteur de travaux.

Vendredi matin, l'intersyndicale de Corse-du-Sud, annoncée deux jours auparavant comme n'ayant jamais existé, fait une résurrection qui n'étonne personne dans les locaux de FO. Là réside la force du mouvement : la souplesse — rien n'est jamais acquis — et le consensus qui, malgré les tentatives de division et de contournement de Paris, n'a jamais fait défaut au bout du compte. Les syndicalistes savent que le continent les attend au tournant, que leurs organisations parisiennes, qui passent de 850 millions, soit 0,25 % d'augmentation des salaires dans la fonction publique, les poussent à la raison.

La décision est difficile, mais pour répondre au « chaud et froid » soufflé, selon eux, par le gouvernement, pour rétorquer à la désinvolture avec laquelle ils estiment être encore traités, les syndicats CGT,

CFDT, FO, CFTC et CGC s'approprient à manifester une détermination renforcée. « Ils y viennent », dit un syndicaliste à propos du gouvernement, raison de plus pour ne pas transiger sur la prime de 1 000 F demandée. Le rapport de forces s'est modifié en leur faveur. Le gouvernement, qui aurait pu, il y a plusieurs semaines, faire la même réponse, « commence à bouger ». La base, réunie en assemblée générale, fait la moue : « 2 400 F, c'est bien mais », comme dit une secrétaire de l'équipement.

Les syndicalistes estiment n'avoir pas encore croisé le fer. Ils sont prêts. L'Etat ne pourra pas tolérer indéfiniment les dysfonctionnements de ses services. Vendredi, le directeur de l'équipement envisage de demander au préfet la réquisition, dès lundi, de quelques grévistes pour ravitailler les phares et les balises, qui ne sont plus vérifiées. Les grévistes grondent : « S'il y a réquisition, il y aura une grève générale d'EDF ». La base et l'intersyndicale s'approprient à se rassembler devant la préfecture pour lecture de la position des syndicats. On va refaire les mêmes gestes, on commence à tourner en rond, mais on continue.

Vendredi en milieu de matinée, l'intersyndicale de Corse-du-Sud a publié le communiqué suivant :

« Les salariés attendent l'ouverture de véritables négociations sur des bases claires. Le gouvernement leur propose un ultimatum : 300 F par mois et reprise immédiate du travail. La réponse des salariés est nette et unanime : c'est inacceptable. Sur la forme, et surtout parce que le compte n'y est pas. La manœuvre du gouvernement, qui tente d'opposer les revendications des fonctionnaires corses aux contribuables continentaux, est indigne. »

CORINE LESNES.

M. Rocard : le plafond de la solidarité est atteint

M. Michel Rocard a déclaré, jeudi 30 mars, devant les parlementaires socialistes, que ceux qui vivent en Corse « constatent que cela coûte cher, souvent plus cher qu'ailleurs, et se tournent vers l'Etat ». « Mais l'Etat », a ajouté le premier ministre, « sait bien que la solidarité a une limite. On ne peut pas transférer sur le continent ce qui est le problème n'est pas d'y transférer plus d'argent, mais, éventuellement, voire même certainement, de l'y transférer autrement. Parlons-en, discutons, réformons, mais de grèce qu'on ne demande pas aux contribuables continentaux de prendre à leur charge les marges abusives que s'attribuent certains intermédiaires. Cela, aucun gouverne-

ment ne peut l'accepter, en tout cas pas le mien, c'est-à-dire pas le nôtre, parce que c'est un gouvernement socialiste. »

M. Rocard s'est déclaré « persuadé » que les tables rondes que le gouvernement a proposées — « pas de chantage au retour au calme, a-t-il précisé, il suffit simplement de pouvoir se déplacer » — et l'élucidation du « miracle par lequel le produit intérieur brut en Corse sensiblement moins cher que sur le continent y sont vendus, au détail, aussi cher, voire plus cher » permettront de « mettre au point des solutions durables et justes, plutôt que des expédients rapidement insuffisants et certainement injustes ».

Un rapport destiné à l'Assemblée régionale propose la création d'une agence de développement

AJACCIO
de notre correspondant

L'Assemblée de Corse sera prochainement appelée à se prononcer sur le plan de développement régional que, depuis juillet 1988, préparaient M. Henri Antona, président de l'IRCI (Institut régional de commerce, de l'innovation et de la gestion) et un comité composé des représentants de tous les groupes politiques et des chambres de commerce.

L'avant-projet est prêt, mais il n'est pas encore divulgué. On sait qu'il a l'ambition d'établir « le cadre d'une négociation réelle avec l'Etat, les collectivités locales et tous les partenaires du développement économique » et de réunir les conditions de création de nouvelles richesses, « véritable et seule garantie de l'élévation du niveau de vie de chacun ».

Pour préparer ce document, l'IRCI a fait appel aux services de la société Technopole service développement (TSD), qui, au terme d'une mission de six mois, a remis un rapport établi par M. Jacques de Chilly, directeur général adjoint, et François Arignan, ingénieur.

La promotion par la culture

Cent cinquante-six pages et trois grands chapitres font à la fois un constat et des propositions : d'abord, quelques éclairages sur la situation particulière de la Corse (facteurs naturels, facteurs humains, facteurs institutionnels) ; ensuite, une analyse d'une logique de développement (analyse du produit intérieur brut et de la population active ; problématique des princi-

aux secteurs de l'économie ; problématique des moyens) ; enfin, la stratégie (des hommes pour le développement, l'aménagement du territoire, la mise en œuvre des moyens).

Il s'agit d'un document parfaitement cohérent qui, par sa nature même, jette sur les problèmes de l'île le regard neuf de spécialistes. Au passage, une remarque d'actualité : « L'insularité n'est pas neutre. Elle induit un surcoût qui est très difficile à déterminer lorsqu'on essaie de ne pas le limiter aux simples surcoûts de transport, qui ne sont pas nécessairement les plus importants dans le cas de matières non pondéreuses. » Il n'empêche que l'insularité peut « devenir un avantage pour la Corse » si un certain nombre de conditions sont réunies et si l'île prend en charge l'ensemble de ses problèmes de transports.

TSD préconise « l'utilisation dynamique de la culture corse comme outil de promotion vis-à-vis de l'extérieur, et pas seulement en matière touristique » : cette culture peut jouer un rôle décisif dans l'émergence d'un sentiment régional, favorisant ainsi la prise de conscience que le rassemblement de tous les Corses autour d'un « projet pour la Corse » est « devenu aujourd'hui indispensable ».

A partir de cette dynamique, le plan de développement devra fixer « cette priorité absolue que constitue l'émergence de projets qui soient portés par des individus formés et soutenus par un environnement de qualité ». Enseignement supérieur et politique de prospection constituent les deux axes privilégiés de cette stratégie qui, à moyen

terme, doit permettre de développer en Corse des entreprises génératrices de richesses et d'emplois.

L'objectif est la création et le développement d'entreprises. Le moyen, c'est former en Corse, ou y faire venir, des entrepreneurs. D'où la nécessité de développer l'enseignement supérieur et d'y renforcer les enseignements technologiques, de manière à faire de l'université de Corse « l'université de Méditerranée » d'une part et, d'autre part, de créer une Ecole méditerranéenne de gestion susceptible de former des dirigeants et des créateurs d'entreprises ou de projets touristiques.

Un Etat dans la région ?

Pour cette politique de prospection, une fiscalité favorisant les investissements s'impose, de même que la création d'un outil de commercialisation (maison des produits corses), l'amélioration de la liaison Ajaccio-Corte-Bastia, etc. : « Tous les projets doivent s'inscrire dans une politique d'aménagement du territoire qui définit les priorités, qui doivent être acceptées et portées par les insulaires et, pour cela, générer une culture entrepreneuriale qui renforce la culture et l'identité corses. Ils doivent aussi avoir une dimension méditerranéenne et internationale ».

Enfin, conclut TSD, le développement de ces projets passe par la création d'un outil spécifique chargé de mettre en œuvre cette stratégie : une agence de développement corse, structure de développement et de prospection.

« Il ne s'agit pas de rêver d'une structure unique qui prenne en compte l'ensemble des éléments d'une politique de développement,

mais d'inventer une organisation légère, dynamique, autonome et souple qui devienne l'opérateur principal du développement ». Lit-on dans le rapport. Cette agence devrait donc prendre en charge la prospection, le montage des projets, la mise en œuvre de la politique d'aménagement, le financement, l'ingénierie de développement de grands projets, la promotion, la communication, la gestion des ressources financières, les relations internationales et la mise en œuvre d'une stratégie touristique.

Sa constitution « impliquerait de fait » l'intégration de structures régionales existantes (agence régionale du tourisme et des loisirs, IRCI, office des transports de la région de Corse) « qui se fonderaient en une agence de développement corse proche de modèles écossais et irlandais (Scottish ou Irish Development Agency) ».

Outre l'intégration de ces structures, cette agence bénéficierait des moyens d'interventions financières octroyés par l'Etat et la région, serait chargée de la gestion de la Caisse de développement de la Corse et d'un fonds d'intervention géré par la fondation (à créer) pour le développement de l'île. Sa création impliquerait enfin une simplification de la représentation de l'Etat, jugée trop lourde malgré la décentralisation.

Nul n'est aujourd'hui, en Corse, en situation de dire si l'Assemblée d'abord, le gouvernement ensuite, sont susceptibles d'accepter cette révolution. Une telle action, en effet, qui ne pourrait exister que par délégation, ne serait-elle pas rapidement un Etat dans la région ?

PAUL SILVANI.

Le Corse, le Guyanais et le Lyonnais

A lire les tableaux comparatifs que publient l'INSEE ou les ministères pour apprécier l'effort de redistribution de la richesse nationale en faveur des régions les plus handicapées, la Corse arrive quasiment toujours en tête.

C'est ainsi que, lorsque l'on compare dans les budgets régionaux l'importance des transferts (venant de l'Etat, essentiellement) dans l'ensemble des dépenses des régions, la Corse se classe, en 1988, à 525 F par habitant, la Réunion à 889 F, la Guadeloupe à 963 F, la Martinique à 1 168 F et la Guyane à 1 186 F, pour une moyenne nationale (outre-mer et métropole réunies) de 173 F.

Autre considération qui renforce l'idée que les gouvernements successifs se préoccupent des handicaps propres de la Corse : dans les contrats de plan qui vont couvrir la période 1989-1993, la Corse recevra de l'Etat 3 300 F par habitant au moins, alors que la moyenne

nationale n'est que de 1 000 F (810 F seulement en Rhône-Alpes). La même différence en faveur de la Corse existait aussi pour la « première génération » des contrats de plan (1984-1988), puisque l'île a bénéficié de 850 millions, soit 3 500 F par habitant, alors que la moyenne nationale n'était que de 770 F.

Depuis plusieurs années, l'Etat ne publie plus la répartition régionale des investissements et des équipements du secteur public. Les derniers chiffres remontent à 1984. Pour cet exercice budgétaire, la Corse a bénéficié de 947 F par habitant, pour une moyenne nationale de 697 F. La « décrochage » par rapport aux autres régions, en faveur de l'île, concernait notamment les transports et télécommunications, l'enseignement et la formation, et surtout le chapitre du développement rural.

F. Gr.
(Lire également : « Les marchands de l'île », par Josée Doyère, dans « Le Monde affaires », page 21.)

M. Alain Carignon invité du Grand Jury RTL-Le Monde

M. Alain Carignon, maire de Grenoble, président du conseil général de l'Isère, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », le dimanche 2 avril, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien député RPR, ancien ministre de l'Environnement du gouvernement Chirac, répondra aux questions de Patrick Jarreau et Bernard Elie, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Robert Darna, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Maczoula.

Politique

La préparation des élections européennes

Le Parti radical et les adhérents directs de l'UDF pour l'union

Pour ou contre une liste unique d'opposition ? Le débat continue d'animer les rangs de l'UDF. Deux composantes de cette confédération se sont prononcées, jeudi 30 mars, en faveur d'une liste unique. Le Parti radical s'est engagé « pour la constitution d'une liste d'union de l'opposition républicaine représentative de la diversité des familles de l'opposition » et dans laquelle il « entend incarner le centre gauche ». Son nouveau président, M. Yves Galland, a refusé « la dérive vers la politique intérieure du débat européen ».

Les adhérents directs de l'UDF ont également déclaré « voter à l'unanimité pour une liste d'union conduite par Valéry Giscard d'Estaing ». Alors que leur délégué général, M. Paul Girod, avait, la semaine dernière, au bureau politique, défendu la thèse inverse, les adhérents directs ajoutent qu'ils ne peuvent que « souscrire à l'union de l'opposition dès lors que celle-ci s'accompagnera du renouvellement que beaucoup souhaitent ».

Pour sa part, M. Jacques Barrot maintient qu'une liste unique de

l'opposition signifierait pour elle « un repli sur soi ». Le secrétaire général du CDS, interrogé, jeudi, sur TF 1, a souligné que son parti va « tout faire pour que l'UDF, qui a été créée pour l'unité de candidature » et qui est « un accélérateur de l'Europe », établisse sa propre liste. « éventuellement avec M. Giscard d'Estaing ». Interrogé le même jour par l'AFP, M. Bernard Bosson s'est rallié à la proposition de M. Charles Millon en déclarant que « la seule liste d'union de l'opposition possible était une liste des renouvelateurs de l'opposition ». S'exprimant « à titre personnel », l'ancien ministre contriste estime que, « si une liste demain permet une union véritable d'hommes ayant les mêmes valeurs fondamentales, ce serait formidable ». « Une telle liste, jugé-t-il, servirait l'Europe, servirait l'opposition et créerait un véritable élan ». Un point de vue partagé par M. Michel Guénais, un proche conseiller de M. François Léotard, qui, à son tour, appelle à une mobilisation de la nouvelle génération de l'opposition (voir ci-dessous).

POINT DE VUE

Epinay ou Waterloo ?

par Michel Guénais
animateur de Précéder (*)

L'OPPOSITION se cherche. Elle n'a pas d'identité commune, forte, égale entre toutes ses parties, et parce qu'elle n'a pas d'identité elle n'a pas de stratégie. Comment pourrait-elle ce qu'elle doit faire si elle ne sait ce qu'elle doit être ? Tout juste connaît-elle ses contours actuels, par suite du recadrage à gauche des socialistes et du rejet définitif de l'extrême droite ; elle est l'opposition du centre à la droite.

Est-ce suffisant ? Est-ce suffisant pour avoir une liste ? Les valeurs qui forment son équilibre, jusque et y compris les signes qui lui donneraient ses repères, sont aujourd'hui malmenées. Aux élections municipales, nombre de ces candidats n'ont pas affiché ses valeurs, certains se sont maintenus contre la décision des partis, d'autres ont préféré apparaître sans ses signes. Et ce sont eux qui ont obtenu souvent les meilleurs résultats. L'opposition n'a plus d'existence organique respectée et visible.

Que faire ? Et que faire maintenant à l'occasion de l'élection du Parlement européen ? Ses dirigeants ont un mot de bêtise vide pour conduire l'opposition : union. A-t-on tout dit par ce mot ? Et où va-t-on avec lui ? Le mot met d'abord le chaos, car vouloir des listes uniques entre le RPR et l'UDF, c'est reconnaître l'existence propre de ces formations ; organiser leur accord le temps d'une élection, c'est même rendre tangible leur séparation en temps normal.

L'union prouve ensuite les leaderships. C'est en faisant la liste unique entre le RPR et l'UDF que l'on consacre la légitimité propre des hommes qui sont à leur tête. Toute négociation ne se faisant jamais que par le haut, l'union s'avère un exercice de pérennisation voire de fossilisation des élites au sein de l'opposition. Or quelle a été la leçon des municipales ? Qu'a dit le pays ?

Un mot résume son attitude : renouvellement. C'est de là qu'il faut partir. C'est d'ailleurs en parlant sur le renouvellement que l'opposition atteindra l'union, et non l'inverse : si aujourd'hui l'union ne permet pas le renouvellement, le renouvellement permet l'union. Qui peut le mieux le faire comprendre, si ce n'est la génération des quadragénaires ? Ils ont l'âge moyen de l'électorat, qui est de quarante-deux ans et demi. Ils sont ce que le pays veut.

A la fois plus autonomes, plus complexes que leurs aînés, parce que plus ouverts qu'eux à la société civile, et plus solidaires entre eux malgré les apparences, leur parcours n'est semé d'aucune division, petite phrase ou autre prise de position contradictoire. Ils appartiennent même déjà, si l'on y réfléchit bien, au futur parti de l'opposition plus qu'à leur propre parti : ne brouillent-ils pas les cartes, du centre à la droite ? Qui est-ce qui sépare François Bayrou et Alain Carignon, Gérard Longuet et Alain Juppé, Bernard Bosson et Alain Madelin, Michèle Barzach et Claude Malhuret, et un François Léotard ne

se retrouve-t-il pas en confiance autant avec un Pierre Méhaignerie qu'avec un Michel Noir ? Ils savent enfin gagner. Aux élections municipales, douze d'entre eux, têtes de liste, ont réussi une moyenne de 55 % contre 40 % pour l'ensemble de l'opposition (1).

Que faire donc pour l'élection européenne ? Les quadragénaires de l'opposition doivent former une liste unique. D'eux d'entre eux ont déjà fait une plate-forme, tous y souscrivent elle pourrait être leur plate-forme. Faudrait-il trouver en leur sein un catalyseur d'union ? Un phénomène de solidarité équivalent à celui qui s'est manifesté il y a deux ans à Figeac autour de François Léotard pourrait être provoqué par l'un d'entre eux qui saurait le mieux incarner toutes les familles de l'opposition. Imagine-t-on au total une liste conduite par ceux que nous avons cités et d'autres encore ? Mais que cette génération sache qu'elle n'en aura pas toujours l'occasion, car si elle a réussi des scores élevés aux dernières élections, aucun de ses représentants n'a mobilisé davantage que l'ensemble de l'opposition les électeurs (2). Est-elle et sera-t-elle toujours sûre de convaincre ? Après l'heure...

D'aucuns trouveront cette adresse importune ou désobligeante. Quel est l'intérêt, ici et maintenant, de l'opposition ? Celle-ci va-t-elle enfin comprendre ce que l'opinion veut d'elle et ce que l'opinion ne veut plus d'elle ? Que peut-elle décider en outre de présenter face à la liste du PS conduite par Laurent Fabius ? L'opposition peut-elle être en retard d'une génération ? Il faut aujourd'hui, comme la gauche il y a vingt ans au fameux congrès d'Epinay, qu'elle se mette à jour, c'est-à-dire qu'elle se renouvelle et se rassemble, qu'elle se rajoute et se simplifie, sinon l'époque lui dira encore une fois : non. Epinay ou Waterloo ?

* Association qui organise des rencontres entre intellectuels et politiques de l'opposition.

(1) Moyenne des scores de MM. D. Bandis (56,96 %), F. Bayrou (47,56 %), B. Bosson (59,52 %), A. Carignon (53,24 %), F. Fillon (70,11 %), A. Juppé (52,75 %), F. Léotard (54,83 %), C. Malhuret (53,10 %), M. Noir (56,53 %), D. Paben (59,32 %), D. Ségain (64,01 %) et J. Toubon (52,95 %).

(2) Moyenne des taux d'abstention dans les communes où se sont présentés les douze candidats : 35,64 %, tandis que le taux d'abstention national était de 37,34 % au premier tour et de 33,95 % au second tour.

● M. SOISSON : le long fleuve tranquille. — Dans un entretien au Figaro du vendredi 31 mars, M. Jean-Pierre Soisson compare l'ouverture à un long fleuve tranquille [dont il ne faut pas contrarier le cours]. « Une conviction, explique-t-il, est qu'il n'y aura pas de renversement d'alliances, mais qu'il y aura un renforcement progressif de la majorité. Nous devons donc œuvrer à la création d'un centre gauche qui puisse élargir la majorité présidentielle. Nous avons trois ans pour le faire, calmement, en fonction des résultats du gouvernement et de l'amélioration de la situation générale du pays. »

Le PCF présente soixante candidatures nouvelles

Après avoir adopté, à l'unanimité, le rapport de M. Georges Marchais sur l'analyse faite par le secrétaire général du PCF du résultat des élections municipales (le Monde du 31 mars), le comité central a pris connaissance, jeudi 30 mars, des quatre-vingt-un noms proposés par la direction du parti pour constituer la liste communiste aux élections européennes du 18 juin prochain. Cette liste qui sera conduite par M. Philippe Herzog fera l'objet, selon l'article 56 des statuts du PCF (1), d'une « discussion dans le parti » avant d'être ratifiée par le « parlement communiste », au cours d'une session prévue les 26 et 27 avril.

Président du groupe des parlementaires communistes français de Strasbourg, M. René Piquet, membre du bureau politique, a présenté à ses camarades, ainsi qu'à la presse, les principales caractéristiques de cette liste dont la « pré-composition » a été adoptée, à l'unanimité, par le comité central. M. Piquet a tout d'abord remarqué : « soixante candidatures sur quatre-vingt-une sont des candidatures nouvelles. Il s'agit donc d'un important renouvellement ». M. Marchais ayant demandé « ne pas être représenté », car, a rapporté M. Piquet, il est dans « l'impossibilité, dans les faits, d'être tout à la fois secrétaire général et député européen actif » — (M. Marchais avait conduit la liste européenne en

1979 et 1984), — c'est donc M. Herzog qui sera tête de liste.

« Pour accompagner ce changement », a indiqué M. Piquet, la direction a choisi M^{me} Sylviane Ainaudi « qui s'appuiera » l'économiste du PCF.

Ayant l'ambition « d'obtenir plus » que sa représentation actuelle, en juin prochain (avec 20,4 % des voix en 1979, le PCF avait eu vingt élus à Strasbourg et dix en 1984 avec un score de 11,2 %) le Parti communiste considère que « les vingt premières candidatures sont importantes ». M. Piquet a souligné la variété des origines socio-professionnelles des candidats et « la place accordée aux femmes » qui sont sept dans les vingt premiers. Il a mis aussi en évidence « le souci de la représentation géographique nationale » : cinquante-trois départements métropolitains et deux places réservées (17^e et 25^e) aux représentants des DOM.

Enfin, M. Piquet a fait remarquer que M. Emmanuel Maffre-Baugé avait demandé, « pour raison de santé, de ne pas être réélu » et que le bureau politique avait « voulu éviter un trop grand nombre de candidatures de camarades cumulant de nombreux mandats ».

On relève que cette liste comporte vingt-huit membres du comité central dont les onze premiers

de la liste. Il y a aussi treize premiers secrétaires fédéraux. Les femmes sont au nombre de vingt-cinq, soit près d'un tiers, dont quatre parmi les onze premiers candidats. Si elles occupent les deuxième et quatrième places, assurément éligibles, la sixième place est occupée par M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, responsable de la section de « politique extérieure » du parti. Les Hauts-de-Seine, Paris, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et les Bouches-du-Rhône (quatre candidats chacun) sont les départements les mieux représentés.

Parmi les parlementaires sortants, M^{me} Danielle De March, qui était deuxième en 1984 se retrouve en onzième position. M. Pierre Pranchère passe de septième à la quatorzième et M. Robert Chambeiron de la neuvième à la treizième, alors que M. Francis Wurtz monte de la huitième place à la cinquième, en devançant M. Gremetz qui passe de la dixième à la sixième. Outre M. Marchais, M^{me} Jackie Hoffmann et M. Paul Vergès, tous les deux sortants, ne figurent plus sur la liste.

O. B.

(1) M. Marchais a fait une erreur, dans son rapport, en citant l'article 55.

Voici la liste des quatre-vingt-un candidats du PCF pour l'élection européenne du 18 juin prochain, suivis, sous forme d'abréviations, de leur appartenance aux diverses instances du parti ou de leur divers mandats : s.c.c. : membre du secrétariat du comité central ; b.p. : membre du bureau politique ; c.c. : membre du comité central ; p.s.f. : premier secrétaire fédéral ; c.r. : conseiller régional ; c.g. : conseiller général ; m. : maire ; c.m. : conseiller municipal.

1. Philippe HERZOG, 49 ans, professeur à l'université, b.p. (Hauts-de-Seine).
2. Sylviane AINAUDI, 41 ans, employée, c.r. de Midi-Pyrénées, c.m. de Toulouse, p.s.f., c.c. (Haute-Garonne).
3. René PIQUET, 56 ans, ouvrier métallurgiste, président du groupe des députés communistes et apparentés français à l'Assemblée européenne, b.p. (Loire-et-Cher).
4. Sylvie MAYER, 42 ans, chercheuse scientifique, députée à l'Assemblée européenne, responsable nationale des questions d'environnement, c.c. (Finistère).
5. Francis WURTZ, 40 ans, professeur, député à l'Assemblée européenne, c.c. (Bas-Rhin).
6. Maxime Gremetz, 48 ans, ouvrier métallurgiste, député à l'Assemblée européenne, c.c. (Bouches-du-Rhône).
7. Michèle ELMALAN, 40 ans, employée, c.c. (Rhône).
8. Rémi AUCHEDÉ, 45 ans, technicien, p.s.f., c.c. (Puy-de-Dôme).
9. Louis MAILLOT, 64 ans, ingénieur, député à l'Assemblée européenne, c.c. (Paris).
10. Jack RALITE, 60 ans, journaliste, c.r. d'Alsace-Moselle, c.c. (Seine-Saint-Denis).
11. Danielle DE MARCH, 49 ans, employée, députée à l'Assemblée européenne, c.m. de Toulon, p.s.f., c.c. (Var).
12. Jean QUERBES, 41 ans, ingénieur agronome (Lot-et-Garonne).
13. Robert CHAMBEIRON, 72 ans, haut fonctionnaire au ministère des finances, député à l'Assemblée européenne, secrétaire général de l'Union progressiste, secrétaire général adjoint du Conseil national de la Résistance (Paris).
14. Pierre PRANCHÈRE, 61 ans, agriculteur, député à l'Assemblée européenne (Corrèze).
15. Claude JAGUELIN, 35 ans, ouvrier Renault-Billancourt (Hauts-de-Seine).
16. Gisèle MOREAU, 47 ans, employée, conseillère de Paris, s.c.c. (Paris).
17. Réserve DOM.
18. Daniel QUADDAH BENSADONNE, 25 ans, employée, c.m. de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne).
19. Bernard MONCLA, 44 ans, ingénieur, c.m. de Bègles (Gironde).
20. Sylvie VASSALO, 25 ans, étudiante, secrétaire nationale des Jeunes communistes (Val-de-Marne).
21. Marie-France BEAUFILS, 42 ans, institutrice, c.g. de Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire).
22. Robert BRIET, 39 ans, dessinateur, p.s.f., c.c. (Bouches-du-Rhône).
23. Alain BOCQUET, 42 ans, éducateur, député, p.s.f., c.c. (Nord).
24. Daniel COLLARD, 58 ans, employé, premier adjoint au maire du Havre (Seine-Maritime).
25. Réserve DOM.
26. Jean-Claude LEFORT, 44 ans, dessinateur, député, p.s.f., c.c. (Val-de-Marne).
27. Francine DEMICHEL, 40 ans, présidente du Syndicat Paris VIII (Seine-Saint-Denis).
28. Geneviève RODRIGUEZ, 59 ans, employée, m. de Montargis-sur-Oise (Eure-et-Loire).
29. Jean-Jacques BARTHES, 52 ans, instituteur, m. de Calais (Pas-de-Calais).
30. Jean-Louis MONS, 46 ans, professeur, c.g., p.s.f., c.c. (Seine-Saint-Denis).
31. Robert HUE, 42 ans, infirmier, m. de Montigny-les-Cormeilles, c.c. (Val-d'Oise).
32. Jean-Pierre KAHANE, 62 ans, professeur, docteur en sciences, c.c. (Essonne).
33. Jacky FAYOLLE, 36 ans, administrateur de l'INSEE (Hauts-de-Seine).
34. Robert ESCARPIT, 70 ans, professeur, conseiller régional d'Aquitaine (Gironde).
35. Claude FISCHER, 39 ans, institutrice, p.s.f. (Meuse).
36. Jeanine JAMBU, 45 ans, employée, conseillère générale, m. de Bagnoux, c.c. (Hauts-de-Seine).
37. Ange ROVERE, 41 ans, professeur, adjoint au maire de Bastia (Haute-Corse).

38. Charles CARESSA, 57 ans, technicien, c.m. de Nice, c.c. (Alpes-Maritimes).
39. Viviane PARADE, 36 ans, ouvrière (Dordogne).
40. Roland FLAISANCE, 63 ans, employé, m. d'Evreux (Eure).
41. Nicole PICANDET, 43 ans, couturière, adjointe au maire de Montluçon (Allier).
42. Alain CLARY, 51 ans, professeur, c.g. de Nîmes (Gard).
43. Jocelyne VATAN, 45 ans, contrôleur divisionnaire FTI, adjointe au maire de Bourges (Cher).
44. Joseph TREHEL, 43 ans, ajusteur, c.r. (Yvelines).
45. Jean REYSSIER, 66 ans, employé, c.g. de Châlons-sur-Marne (Marne).
46. Félix LEYZOUR, 56 ans, instituteur, c.r., c.g. de Calais (Côtes-du-Nord).
47. Jeanine PORTE, 54 ans, couturière, c.g., c.c. (Bouches-du-Rhône).
48. Jean-Pierre RAMBAUD, 49 ans, instituteur, c.g. de Die (Drôme).
49. Max NUBLAT, 57 ans, instituteur, m. de Montargis (Loiret).
50. Micheline GUILLAUMON, 46 ans, infirmière de l'Assistance publique (Paris).
51. René BOMBRUN, 55 ans, ouvrier, c.r., m. de Saint-Martin-d'Hères (Isère).
52. Joseph SANGUEDOLCE, 69 ans, mineur, c.m. de Saint-Etienne (Loire).

53. Anniek MATTIGHELLO, 37 ans, ouvrière, c.m. de Lille (Nord).
54. Sylviane MARIAN, 41 ans, ouvrière, c.m. de Pau, p.s.f., c.c. (Pyrénées-Atlantiques).
55. Eric BEROCHÉ, 29 ans, ouvrier Citroën-Remmes, c.m. de Rennes (Ille-et-Vilaine).
56. Serge FLEURENCE, 52 ans, agent SNCF, c.m. de Montpellier (Hérault).
57. Michèle GIRARD, 54 ans, scénariste, c.r. (Nièvre).
58. Gilles MASURE, 42 ans, enseignant, c.g. (Oise).
59. Jean-Marie LANGOUREAU, 40 ans, professeur, c.r., c.m. d'Auxerre, p.s.f., c.c. (Yonne).
60. Pierrette FONTENAS, 44 ans, éducatrice, c. (Landes).
61. Marc BELLET, 40 ans, technicien EDF, c.r., c.m. de Caen, p.s.f., c.c. (Calvados).
62. Alix SUCHECKI, 50 ans, ouvrier, adjoint au maire de Saint-Quentin (Aisne).
63. Guillaume LAYBROS, 46 ans, agent EDF, p.s.f., c.c. (Puy-de-Dôme).
64. Raymond ERACARET, 64 ans, instituteur, c.g. de Tarbes (Hautes-Pyrénées).
65. Muguette JACQUAINT, 47 ans, ouvrière, député (Seine-Saint-Denis).
66. Jean COMBASTIEL, 52 ans, conseiller d'orientation, m. de Tulle (Corrèze).
67. Jean VILA, 47 ans, ajusteur, c.r., m. de Cabestany (Pyrénées-Orientales).

68. André GERIN, 43 ans, dessinateur, c.g., m. de Vénissieux, c.c. (Rhône).
69. Joëlle GREDER, 39 ans, institutrice, c.m. de Montauban (Tarn-et-Garonne).
70. Jules JEAN, 54 ans, professeur, c.g., c.m. de Longwy (Meurthe-et-Moselle).
71. Anniek BOET, 34 ans, employée (Bouches-du-Rhône).
72. Michel SIMON, 61 ans, professeur (Nord).
73. Edmond DECHERY, 45 ans, ajusteur, c.r. (Seine-et-Marne).
74. Danielle BLEITRACH, 50 ans, professeur, c.r., c.c. (Bouches-du-Rhône).
75. Paul MERCECA, 56 ans, ouvrier, m. de Vitry (Val-de-Marne).
76. Colette PRIVAT, 63 ans, professeur, c.g. m. de Maronnes (Seine-Maritime).
77. Claude CONSTANT, 40 ans, technicien P et T, c.m. de Nantes (Loire-Atlantique).
78. René VISSÉ, 51 ans, agent P et T, c.r., c.g., p.s.f. (Ardennes).
79. Gérard MAISSE, 41 ans, instituteur, c.g., c.m. d'Amiens (Somme).
80. Paul FROMONTEIL, 58 ans, professeur, c.r., c.c. (Vienne).
81. Emmanuel MAFFRE-BAUGE, 67 ans, viticulteur, député à l'Assemblée européenne, ex-responsable national paysan, écrivain, sans appartenance politique (Hérault).

FOURRURES GEORGE V

Une seule adresse

40, Av. George V. Paris

avant fermeture définitive

AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

LIQUIDATION TOTALE

des plus importants stocks de Paris

Vendredi 31 Mars, Samedi 1^{er}, Dimanche 2,
Lundi 3 Avril et jours suivants

MANTEAUX		VESTES	
Vison lunarine	28750 16450	Vison dark	17650 9850
Vison dark Saga	24750 15850	Vison tourmaline	45000 14750
Vison Kohi-noor	55000 18750	Vison blanc et strass	55000 17250
Vison pastel morceaux	13750 6250	Renard Virginie	18750 6450
Castor Canada	55000 18750	Marmotte	14750 4650
Marmotte Canada	26850 7850	Coyote col Renard	14850 2450
Ragondin longs poils	9850 3750	Astrakan beige	8750 1650
Chat Nankin	8450 2850		

.. à 2 pas des Champs Elysées
Une seule adresse
40, Av. George V. Paris 8^e

UNIVERSAL PUBLICTE

Politique

La rentrée parlementaire

Le premier ministre rappelle aux socialistes qu'ils ne sont pas majoritaires dans le pays

« La question du logement et de la réforme de la loi Méhaignerie est l'exemple même du débat qui dérive sur un symbole », confiait M. Michel Rocard au cours d'un déjeuner avec les parlementaires socialistes, jeudi 30 mars. Symbole, en effet, que cette loi Méhaignerie qui a, décidément, occupé une grande place dans les débats des deux journées de préparation de la session de printemps du Parlement.

Mercredi, M. Louis Mermaz, président du groupe, avait annoncé que les élus socialistes déposeraient une proposition de loi afin de juguler les hausses excessives de loyer particulièrement sensibles à Paris et dans la région parisienne. M. Guy Malandain, député des Yvelines, en a donné jeudi les principaux points : réaffirmation du droit au logement, durée du bail en fonction de la nature juridique du contrat, obligation de motivation du congé par le bailleur, perméabilité des communes de fixation des loyers (liberté dans les logements neufs lors de leur première location et obligation de fournir des références pour fixer le nouveau loyer dans les logements vacants) et création d'observatoires départementaux.

Selon M. Malandain, ces dispositions permettent « de changer complètement la nature de la loi de décembre 1986 », dite loi Méhaignerie, « sans rallumer des querelles inutiles ». Le député des Yvelines estime que « l'intervention du gouvernement doit être circonscrite à des zones géographiquement très limitées, afin de ne pas entraîner d'effets pervers, tant sur les hausses

des loyers que sur l'investissement locatif, dans l'ensemble du territoire national ».

Cette position modérée n'est pas du goût des élus de Paris, déjà en pointe lors du débat qui avait eu lieu à l'Assemblée l'automne dernier et pour qui le problème de la hausse des loyers dans la capitale est, depuis juin 1988, un thème de campagne permanent. « Nous devons être conformes à nos propositions. Elles étaient alléchantes. Il faut les relire ! », a lancé M. Daniel Vaillant, député de Paris, membre du secrétariat national du Parti socialiste.

Très applaudi par ses collègues, M. Vaillant s'est déclaré partisan de « dispositions contraignantes spécifiques à Paris et à la région parisienne », qui pourraient toutefois être « transitoires ». Selon le député de Paris, le temps de la confiance est révolu, puisque les accords de modération passés avec les organismes locatifs n'ont pas été respectés. M. Pierre Mauroy, qui devait conclure ces journées, a dû renoncer à son discours pour cause d'apoplexie post-électorale. Future tête de liste socialiste aux élections européennes, M. Laurent Fabius a mis en garde les parlementaires contre le faible intérêt porté aux questions européennes : « Partout en France on parle de l'Europe, s-t-il dit. Partout, sauf au Parlement ». Le risque est grand, selon M. Fabius, d'assister à un dessaisissement des parlementaires nationaux au profit de l'exécutif : « Aujourd'hui, tout ce qui est important relève de l'Europe ; tout ce qui est Europe relève de l'exécutif ; peu-être que, demain, tout ce qui sera important relèvera de l'exécutif », a déclaré le président de l'Assemblée nationale.

Tirant les enseignements des derniers résultats électoraux et, particu-

lièrement, de la montée de Verts, M. Fabius s'est déclaré convaincu que le thème de l'écologie ne relève pas de façon « inéluctable » des partis Verts et que si l'environnement doit occuper une place importante dans le débat social, le PS est « l'un des mieux à même de s'en occuper ».

M. Michel Rocard a affirmé aux parlementaires socialistes sa détermination à traiter au « cas par cas » les conflits sociaux, tout en travaillant au « grand chantier du renouveau du service public ». « Je persiste et je signe », s-t-il dit, car il n'est ni possible ni souhaitable de procéder autrement. Le premier ministre a indiqué que les revalorisations déjà consenties dans la fonction publique représentent une charge supplémentaire qui « dépasse significativement la dizaine de milliards de francs » pour l'exécution du budget 1989.

« Cas par cas »

« Je persiste et je signe »

Après avoir évoqué la situation en Corse (voir page 6), M. Rocard s'est déclaré décidé à traiter d'éventuels autres conflits, « en étant ouvert au dialogue mais fermé au laxisme, désireux de faire tout ce qui est possible, mais décidé à ne faire que ce qui est possible », car, s-t-il ajouté, « jamais nous ne prendrions le risque de compromettre ce qui a coûté tant d'efforts aux Français ». Il a réaffirmé que « si la solidarité a un sens, les chômeurs doivent en rester les bénéficiaires ». « Les Français l'ont d'ailleurs bien compris, s-t-il observé, et si l'on en juge par les municipales, ne nous tiennent pas rigueur de notre rigueur ».

Tout en se félicitant de constater qu'« un gouvernement qui ne se paie pas de mots et un Parti socialiste conquérant peuvent, en s'épaulant mutuellement, démentir l'adage selon lequel la majorité au pouvoir perd les élections intermédiaires », le premier ministre a souligné : « Nous ne sommes pas majoritaires, même dans bien des villes gagnées ». M. Rocard a dressé, alors, le portrait du socialiste vainqueur tel qu'il ressort du scrutin municipal : « Sûr de [ses] valeurs et sans complexe, mais assez assuré de [son] identité pour être ouvert à celle des autres, penché sur la vie quotidienne, soucieux d'une saine gestion », ce socialiste-là n'a eu « nul besoin d'aller chercher des cautions ou des brevets çà et là pour bénéficier au second tour, ou parfois au premier, de suffrages communistes, centristes ou écologistes ».

M. Rocard a invité les parlementaires à se montrer, de la même façon, durant la session, « fidèles à ce qu'ils sont profondément, sans arrogance, sans sectarisme, sans agressivité ». Pour le cas où l'opposition, « sous couvert de combattre des textes au Parlement français », chercherait à combattre « des candidats au Parlement européen », le premier ministre a réaffirmé qu'il est décidé à utiliser autant que de besoin, « sans plaisir, mais sans hésitation », l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (engagement de responsabilité du gouvernement).

M. Rocard a assuré que le choix de M. Laurent Fabius comme tête de liste pour l'élection européenne est « un gage supplémentaire de succès » et souhaité que la France donne, à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution, le visage d'un pays « tourné vers un avenir aux couleurs d'un socialisme ouvert et solidaire, efficace et moderne ».

P. J. et P. R.-D.

M. Chirac rejoint le « comité d'orientation politique » du RPR

Le message a été entendu. Les dirigeants du RPR ont compris qu'il leur fallait, sans attendre, rénover leur mouvement : M. Jacques Chirac a massivement rejoint le « comité d'orientation politique », et M. Alain Juppé a réintégré le secrétariat national du RPR.

Au lendemain de sa défaite présidentielle, M. Chirac avait créé, le 19 juillet, un comité d'orientation politique qui, hors des statuts du mouvement, et donc directement rattaché à lui-même, devait être une sorte de comité des sages. Mais la nouvelle génération n'y était alors que faiblement représentée puisque siégeaient MM. Jacques Chaban-Delmas, Pierre Mesmer, Charles Pasqua, Bernard Pons, Edouard Balladur, Alain Carignon, Michel Giraud, Alain Juppé et Jacques Toubon.

Cette fois, au contraire, le président du RPR, en doublant les effec-

tifs de ce conseil, n'a fait appel qu'à des « jeunes ». Quatre des nouveaux nommés font même partie de ceux que l'on avait catalogués comme des « rénovateurs » du mouvement : MM. Michel Noir, Michel Barnier, Alain Devaquet et François Fillon. Entrent aussi dans ce conseil six membres de l'équipe de M. Juppé au secrétariat national : M^{me} Michèle Alliot-Marie et Michèle Berrach, et MM. Patrick Ollier, Dominique Perben, Nicolas Sarkozy et Jacques Vernier.

Ce comité d'orientation politique commencera de se réunir deux mois après son installation au RPR. En attendant ces nominations, lors de son point de presse du jeudi 30 mars, M. Juppé a précisé qu'il « préfigure ce que sera le bureau politique du RPR » lorsque sera achevée la réforme des statuts du mouvement aux assises de novembre 1989.

Pour sa part, M. Juppé a nommé cinq nouveaux secrétaires natio-

naux, dont trois femmes, qui entrent ainsi à la commission exécutive du RPR, le « gouvernement du mouvement » : M. Philippe Auberges, chargé de la politique économique, Mme Colette Codacci-Pisanelli, une des collaboratrices de M. Alex Turck à Lille, chargée de la solidarité, Mme Marie-Thérèse Hermange, conseillère de Paris, chargée de l'urbanisme et du cadre de vie, Mme Danièle Refuvel, qui était déjà déléguée nationale chargée des femmes, devant secrétaire nationale à l'action féminine et M. Jacques Vernier, maire de Douai, chargé de l'environnement et de l'écologie, comme M. Juppé l'avait annoncé au lendemain du premier tour des municipales.

Réunis en journées parlementaires à Nice, les élus RPR attendent de M. Chirac qu'il précise ses intentions. Avant de détailler sa philosophie, le président de leur mouvement l'a déjà traduite en acte.

Th. B.

La législation sur les immigrés

Le projet d'abrogation de la « loi Pasqua » suscite des réactions très contrastées

Selon SOS-Racisme, le projet d'abrogation de la loi Pasqua sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, annoncé mercredi 29 mars par le conseil des ministres, constitue « la plus importante victoire du mouvement antiraciste depuis le retrait du projet de réforme du code de la nationalité ». Cette association souhaite être consultée par le ministre de l'Intérieur sur le texte en préparation, « qui doit marquer, dit-elle, la rupture complète avec la « loi Pasqua » qui considérait tout étranger comme présumé coupable ».

Au-delà de l'abrogation de la « loi Pasqua », la Ligue des droits de l'homme « revendique un statut garantissant aux étrangers leurs droits fondamentaux ». De même, la CIMADE indique qu'elle « reste cependant soucieuse du sens que le gouvernement donnera concrètement au mot « abrogation ».

Selon M. Gérard Lindeberg, membre du secrétariat national du PS, chargé des droits de l'homme et des libertés, « les dispositions adoptées par le conseil des ministres permettent de conjurer efficacement justice et humanité », et « le prochain débat parlementaire devrait aussi déboucher sur une loi durable qui favorise l'insertion des quatre millions de personnes d'origine étrangère qui vivent sur notre sol ».

De l'avis du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, « une brèche est ouverte » mais « seule la mobilisation la plus large et la plus rapide pourra la transformer en une réelle modification des conditions d'entrée et de séjour des immigrés ».

Quant au Conseil des associations immigrées en France, il « se félicite » de l'initiative présidentielle et « prend acte de la volonté du gou-

vernement de procéder à des consultations avec les associations ».

La réaction du Front national est totalement négative. M. Bruno Mégret estime que la décision du gouvernement représente « une nouvelle étape vers la tiers-mondisation de la France ». Il ajoute que son parti « s'opposera de toutes ses forces à cette évolution funeste ».

Pour le porte-parole de l'UDF, M. Alain Lamassoure, « le gouvernement Rocard a décidément beaucoup de mal à se mettre à l'heure européenne », car « ce dont nous avons besoin n'est pas d'une modification de la loi française, quelle qu'elle soit, mais d'une loi européenne sur le statut des étrangers ».

Aux yeux du secrétaire général du CNI, M. Yvon Briant, « pour des raisons uniquement politiques, le PS est prêt à sacrifier délibérément l'intérêt national ».

LE PERE VALADIER EN DISGRACE, MGR GAILLOT INTERDIT DE VATICAN...

La récente disgrâce de Paul Valadier, rédacteur en chef de la revue « Etudes », et le refus opposé par Jean-Paul II de recevoir Jacques Gaillot, l'évêque d'Evreux, soulignent, s'il en était besoin, l'actualité de l'appel au dialogue lancé par trente personnalités, et qui, le 30 mars, avait déjà recueilli plus d'un millier de signatures.

APPEL AU DIALOGUE DANS L'EGLISE CATHOLIQUE

NOUS NE POUVONS PLUS NOUS TAIRE. Catholiques éclairés par l'Evangile et l'enseignement du concile Vatican II, attachés à une Eglise qui respire de son amour pour l'homme et de sa fidélité au Christ, nous ne nous reconnaissons pas dans les attitudes frileuses des plus hauts responsables de l'épiscopat et du Vatican. Epris de liberté, nous nous étouffons des silences et des censures qui servent à étouffer le débat légitime des chrétiens membres d'une même Eglise.

Le refus de voir un film, si contestable soit-il, les interdictions répétées, l'autoritarisme et le cléricalisme, les pressions du Vatican dans les nominations épiscopales, dans les débats bioéthiques, autour des théologies de la libération donnent actuellement de l'Eglise et de l'Evangile une image tronquée. Non, la Bonne Nouvelle n'est pas dans ces raidissements peureux. Elle est d'abord une Espérance, une marche à la suite de Jésus, une force d'amour que nous recevons de Dieu, un chemin contre toutes les exclusions, pour la paix, la justice.

NOUS DEMANDONS AUX RESPONSABLES de notre Eglise, nos évêques, d'accepter le dialogue et le débat entre les différentes sensibilités de l'Eglise catholique, entre l'Eglise et les composantes de la société. De ce dialogue jaillira l'Espérance qui permet d'annoncer et de témoigner en actes et en paroles du feu de l'Evangile en 1989.

« Je m'associe à l'Appel au dialogue dans l'Eglise catholique ».

Nom et prénom

Adresse

Date et signature

☐ J'accepte que mon nom soit rendu public

☐ Je désire conserver l'anonymat.

☐ J'apporte mon soutien à la diffusion de cet appel en versant une contribution financière à l'ordre de « FGTC » (CCP 31 09 34 C Paris)

(cocher la ou les cases utiles)

APPEL AU DIALOGUE
9, RUE CADET 75009 PARIS

CETTE SEMAINE, DANS
Témoignage Chrétien
LE DIALOGUE INTERDIT

15 F dans les principaux kiosques
et 49, faubourg Poissonnière 75009 Paris.

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde

Tome II

LES MOISSONS DE LA FRANCIÉTÉ

(analyse de la France 3^e superproduction)

Remontées, documentées, 42 pages d'explication française. Droit de la mer : les zones maritimes sont bien des problèmes (circulaires des Etats-Unis, France : 2^e chemin territorial mondial, Structure des Etats d'expansion française : métropole, les 10 DOM-TOM, la zone franc, confédération franco-dépendante (40 millions, ACTI 140 millions) et le possible DESI (Union des Etats de langue française : 43 millions, 250 p., 80 F).

Fondateur chez l'éditeur :

MARTINOT DE PREUIL

49560 NUEL-SUR-LAYON

(Tome I 80 F, Tome 2 100 F, 140 F français)

Le Monde

série
SPECIALEL'islam
en fièvre

Aujourd'hui un certain islam s'enferme dans le dogmatisme et prêche la haine. Depuis l'appel au meurtre lancé par l'imam Khomeini contre l'écrivain Salman Rushdie, cette fièvre d'intolérance inquiète. Les manifestations gagnent l'Europe.

L'intégrisme est-il une révolte contre les valeurs de l'Occident ? Comment l'islam juge-t-il le progrès, la modernité et la démocratie ? Quel cas fait-il des droits de l'homme et de ceux de la femme ?

Au Maghreb, en Afrique noire, au Proche-Orient, en Asie, les correspondants du Monde ont enquêté sur la profondeur du mouvement intégriste et cherché à répondre à ces questions. Une série de neuf articles à lire absolument pour comprendre pourquoi, en cette fin de vingtième siècle, l'islam a la fièvre.

A paraître dans le Monde à partir
du lundi 3 avril (numéro daté mardi 4)

Larousse et Le Monde

signent

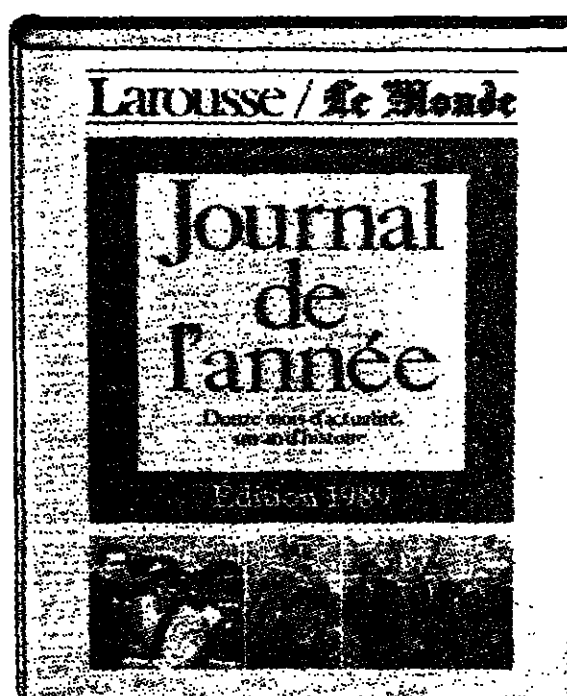
le JOURNAL DE L'ANNÉE

Déjà, 12 mois d'actualité deviennent un an d'histoire.

*L'année 1988 est fixée, analysée, pensée, expliquée,
à travers une chronologie commentée par 12 personnalités,
des photos-documents en couleurs qui déroulent
le "film" de ses instants les plus inoubliables,
17 dossiers de synthèse écrits par des témoins de l'actualité
politique, économique, sociale et internationale,
et des "points de vue" sur les sujets brûlants.*

*365 jours de chocs, d'évolution, d'histoire, restitués
dans les 384 pages du JOURNAL DE L'ANNÉE,
sous la plume des meilleurs spécialistes du Monde.*

*Tout a bougé en 1988.
LE JOURNAL DE L'ANNÉE,
édition 1989, a bougé aussi.*



JUSTICE

Conflit judiciaire entre deux psychanalystes

Le divan à l'encan

Fait rarissime, sinon inédit, un psychanalyste parisien, M. Gérard Pommier, porte plainte contre l'un de ses confrères, M. Jacques-Alain Miller, s'estimant victime d'une violation du secret professionnel commise par ce dernier en divulguant des informations confidentielles que lui avait communiquées l'un de ses patients.

Les protagonistes de ce dossier insolite, qui s'étend désormais sur le bureau de M^{me} Jeanne Drai, juge d'instruction à Paris, après avoir longtemps traîné (depuis juillet 1987), vide ou presque, sur celui de M. Claude Grellet, lequel il est vrai par des affaires plus récentes, sont tout deux membres de l'École de la cause freudienne.

Intention de nuire

Ce groupement rassemble une partie des élèves de Jacques Lacan. Une partie seulement : après la mort, en septembre 1981, du théoricien, tardivement reconnu, du « retour à Freud », au milieu de moult controverses intellectuelles ou plus triviales, de nouvelles péripéties sont venues parachever l'éclatement en tendances, ou la dispersion de l'École lacanienne.

Genève et héritier de Jacques Lacan, gestionnaire exclusif à la fois parcimonieux et sourcilieux de la divulgation largement inachevée de l'essentiel de son œuvre — ses séminaires, fort d'un ample cumul de positions universitaires et éditoriales et du soutien sans faille de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères et ancien avocat de Jacques Lacan, — M. Jacques-Alain Miller contrôle ou surveille la naissance et le développement d'une constellation d'activités d'enseignement, de séminaires, de publications, en France et à l'étranger.

C'est dans ce contexte d'activités multiples tendant à la constitution d'une nouvelle Internationale psychanalytique post-lacanienne, où les enjeux de pouvoir et les enjeux financiers ne sont bien sûr pas secondaires, que MM. Pommier et Miller en sont venus à s'affronter.

M. Pommier, qui anime aussi une petite maison d'édition, entretient de nombreuses relations professionnelles avec l'Espagne. Le champ linguistique et culturel hispanique, qui englobe l'Amérique du Sud, constitue pour certains psychanalystes un eldorado que n'avaient pas négligé à la fin de sa vie Jacques Lacan. L'Argentine, lieu d'une véritable explosion d'une demande psychanalytique souvent supervisée de l'extérieur, constitue l'exemple le plus frappant de cet état de fait.

En septembre 1985, M. Pommier évoque dans des lettres expressément qualifiées par lui de « confidentielles », adressées à des amis espagnols, un projet de revue dont il confie la maturation à ses interlocuteurs. Dans ces courriers, M. Pommier analyse aussi sur le ton de la critique l'activité du Champ freudien, l'une des nombreuses instances où M. Jacques-Alain Miller est partie prenante.

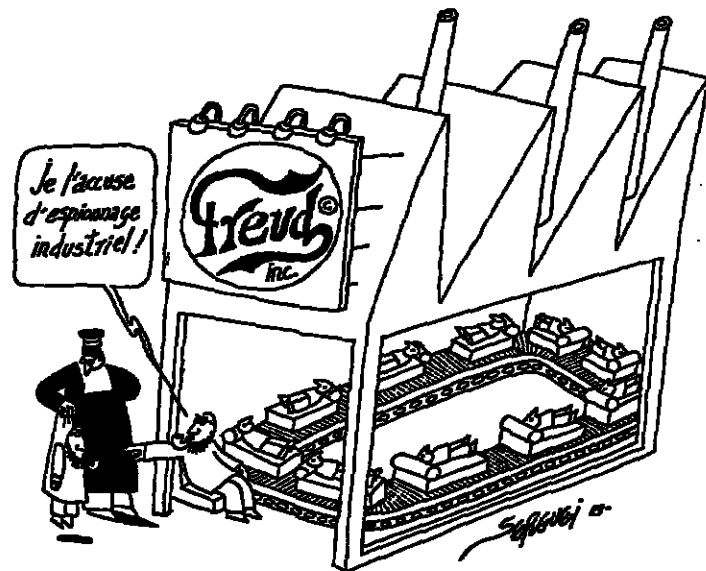
L'un des destinataires, M. Miguel Bassols, qui suivait une cure psychanalytique avec M. Jacques-Alain Miller, la remet peu après à ce dernier. Le genre de Jacques Lacan en fera aussitôt usage, et à de nombreuses reprises, assure M. Pommier, pour

obtenir l'annulation ou prévenir l'éventualité de publications d'articles de lui ou de conférences et séminaires tenus par cet « adversaire ».

La thèse de M. Pommier est, en apparence, simple : M. Jacques-Alain Miller a obtenu, dans le cadre d'une relation d'analyste à patient, le document qu'il a ensuite utilisé pour lui nuire. Il a ainsi violé le secret professionnel tel que le définit et le protège l'article 378 du code pénal (1). La réplique de M. Jacques-Alain Miller, qui refuse de s'expliquer autrement, tient en peu de mots : « Pas de com-

auxquels il se soumet régulièrement auprès d'autres analystes, d'éviter tout « dérapage ».

D'autres dimensions viennent compliquer le cas soulevé par M. Pommier. Le secret doit, à l'évidence, protéger le patient lui-même (comme le malade dans le cadre du secret médical), mais ce secret peut-il s'étendre à des tiers, et dans quelles conditions ? Enfin l'implication étroite, répandue dans certains milieux lacaniens, de relations variées : analytiques, d'enseignement, d'édition, et la circulation d'informations véhiculées dans un milieu res-



semblant », tandis que son défenseur, M^{re} Christian Charrière-Bourazel, gloze soigneusement : « Les réclames de M. Pommier ne sont fondées ni en droit ni en fait ».

Si l'on fait abstraction du terrain de la querelle, mélange de féroce concurrence commerciale et de lutte d'influence pour la détentrice de la légitimité lacanienne théorique qui emprunte parfois plus d'un trait à la pratique des sectes ou des groupuscules politiques, il faut bien constater qu'un problème éthique véritable et complexe se trouve ici abordé et soumis à l'instance judiciaire.

Mélange de genres

Quelles sont en effet la nature, la portée, l'étendue du secret de la cure analytique ? L'archéologie et l'explicitation des formations inconscientes et de leurs conséquences ne sont rendues possibles qu'à partir d'une parole libre et sans freins de celui qui accepte de s'étendre sur le divan, (appelé à dire « tout ce qui lui passe par la tête »). Mais surtout la logique de la cure place momentanément et nécessairement le patient dans une forte relation de dépendance, de sujétion, à l'égard de son analyste. Il n'est pas difficile pour ce dernier, par hypothèse, d'abuser de cette dépendance à des fins extérieures à la cure, au risque bien sûr, de la compromettre. Il n'est pas rare non plus de voir le patient tenter de « ruser » (quelquefois avec succès) et de renverser à son profit cette dépendance, pour y échapper.

Dans tous les cas, il incombe à l'analyste, esprit prévenu s'il en est, d'éventuellement pour la conduite des cas difficiles par les « contraires »

traint et fermé ne rendent-elles pas illusoire le respect de la stricte confidentialité et inévitable le mélange des genres ?

Qui répondra du reste à ces questions ? Les psychanalystes entre eux ? Activité à la fois « marginale » (ce qu'elle revendique parfois comme un trait essentiel) et en quête de cadres institutionnels difficiles à concevoir, l'exercice de la psychanalyse et ses éventuelles aberrations ne commencent pas d'instance commune reconnue de régulation. Exemple baroque des situations auxquelles peut conduire cette réalité : M. Pommier en a d'abord appelé à l'École de la cause freudienne (contrôlée par M. Jacques-Alain Miller) — qui a déclaré le plaignant coupable de faute professionnelle.

La justice, vers laquelle se tourne maintenant M. Pommier, est-elle mieux armée ? Dispose-t-elle de moyens d'appréciation pour trancher, voire pour envisager, l'hypothèse limite (et la sanction) en tant que de besoin qui consisterait à expliquer le comportement de M. Jacques-Alain Miller par l'absence d'aptitude à l'exercice de la psychanalyse ?

Mais de nouveau : qui d'autre, dans la négative, s'en fera juge ou, sans aller aussi loin, fera le départ entre la stricte relation consensuelle à l'analyse et, par exemple, une possible extériorité (si on l'admet) où prendraient place des relations sociales, d'affaires, etc. ?

Si l'on n'est pas répondu demain aux questions que soulève le conflit entre MM. Pommier et Miller, ou même si elles n'étaient finalement pas posées, l'occasion est au moins ainsi donnée d'évoquer, fût-ce en creux, la rigueur, l'austérité, le scrupule sans lesquels aucune entreprise psychanalytique digne de ce nom, et de ce seul nom, ne peut véritablement s'instaurer.

MICHEL KAJMAN.

(1) Cet article dispose : « Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou profession ou par fonctions temporaires ou permanentes, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige ou les autorise à les porter, divulguent, auront révéler ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 500 F à 15 000 F ».

Les « impératifs fonctionnels » d'un immeuble n'autorisent pas une altération de l'œuvre de l'architecte

Le droit moral d'un artiste sur son œuvre est une notion désormais acquise dans la jurisprudence. La première chambre du tribunal civil de Paris s'est prononcée à nouveau dans ce sens, jeudi 30 mars, en imposant à la société d'information Bull de remettre en conformité avec les plans de l'architecte le bâtiment du centre de formation de l'entreprise construit à proximité de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée.

Pour répondre au vœu de la société Bull qui souhaitait une construction évocant « la vision d'une industrie de pointe résolument tournée vers l'avenir », le concepteur, M. Bernard Boumier avait imaginé un ensemble architectural composé notamment, selon la description du tribunal, par une « monumentale verrière tronquée qui abrite l'essentiel du « site informatique » et qui dégage au rez-de-chaussée un immense foyer baigné de lumière venant d'oculi au bâtiment, de hall de circulation et de lieux de rencontre ».

Après la construction, M. Boumier avait apporté de notables modifications. L'expert judiciaire, M. Charles Scaglia, expose dans son rapport : « Dans le premier cas, il s'agit d'une altération de l'œuvre, le concept de transparence du bâtiment ayant été modifié par la construction de salles peut-être utiles mais architecturalement inopportunes ».

Dans le second cas, le spécialiste se montrait moins sévère, parlant seulement de « modifications à noter plus subjectives », mais notant qu'elles constituaient « un mensonge » puisqu'il s'agissait principalement de l'élévation de deux fausses colonnes au premier étage.

La société Bull avait plaidé que ces transformations correspondaient au désir de répondre aux impératifs fonctionnels de l'immeuble en soutenant que, si le droit moral de l'architecte justifiait son droit de veiller au respect de son œuvre, « un droit est nécessairement limité par celui du propriétaire de l'immeuble commercial et industriel, qui peut légitimement l'adapter à tout moment à cette vocation ».

Le tribunal, présidé par M^{re} Hugues du Foyer de Costil, observe tout d'abord : « Il convient de rechercher un équilibre entre la protection intellectuelle et artistique, et la nécessaire adaptation d'un édifice dans l'espace et dans le temps en fonction des évolutions de la société, du commerce, ainsi que des contraintes économiques et techniques pouvant ultérieurement se faire jour ». En conservant cet esprit, les magistrats ont cependant déclaré : « Il a été constaté par l'expert et par le tribunal lui-même en se transportant sur place que l'installation dans le foyer du rez-

de-chaussée des deux salles modifie de façon très substantielle la conception des lieux et leur vocation. En effet, le volume de ces salles obstrue, en partie, la visibilité des axes de circulation sous la verrière devant recevoir la lumière et donner la vue sur l'extérieur. D'autre part, ce lieu de rencontres et d'échanges que devait constituer le foyer se trouve supprimé en grande partie. Enfin, l'harmonie générale de cet ensemble tel qu'il a été conçu par l'architecte et accepté à l'origine par le société Bull est détruite de façon irrémédiable et ces locaux perdent leur intérêt ».

C'est pourquoi, les magistrats ordonnent la suppression de ces deux salles dans un délai de six mois et la remise en état sous le contrôle de l'expert judiciaire. En outre, l'architecte Bernard Boumier obtient le franc symbolique de dommages-intérêts qu'il demandait.

En revanche, le tribunal a estimé que les modifications de décoration apportées au premier étage « ne constituent pas des altérations substantielles de l'œuvre alors que la société Bull peut estimer devoir rendre beaucoup plus attractive cette très faible partie de la construction, en vue de satisfaire le goût de sa clientèle, et qu'il n'est pas, de ce fait, porté atteinte à l'esprit de l'œuvre dans son ensemble ».

MAURICE PEYROT.

Un arrêt de la Cour de cassation

Relaxé en appel l'auteur d'un article considéré comme raciste sera rejugé

Par arrêt du 21 mars 1989, la chambre criminelle de la Cour de cassation, statuant sur les pourvois formés par le procureur général de la cour de Chambéry, la communauté israélite de Chambéry et la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), a cassé la décision de relaxe rendue le 13 juin 1985 par la cour d'appel de Chambéry en faveur de M. Lucien Chavoutier, qui était poursuivi pour avoir signé un article considéré comme raciste.

La décision de la Cour de cassation ne porte pas sur un vice de forme, contrairement au droit commun, la Haute Juridiction se prononce, en matière de presse, en donnant sa propre appréciation du texte litigieux. La Cour a estimé que

les juges d'appel avaient justifié leur décision de relaxe en donnant un sens inexact au texte incriminé. C'est la cour d'appel de Lyon qui devra statuer à nouveau. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), qui s'était associé à la LICRA dans les poursuites contre M. Chavoutier, n'avait pas formé de pourvoi.

Les faits remontent au 8 juin 1984, date à laquelle l'hebdomadaire *la Savoie* publie un article intitulé « Le virus de Fusai », une entreprise de vêtements de sports d'hiver, à l'époque, traversait une grave crise sociale après avoir été rachetée par une société parisienne, le Refuge, dirigée par des Israélites. Le signataire de l'article est l'abbé Lucien Chavoutier, curé

d'Aigueblanche (Savoie), qui depuis a abandonné, en juin 1985, son sacerdoce pour se consacrer au journalisme et à l'écriture (*le Monde* du 12 juin 1985).

Dans le texte incriminé, le prêtre présentait le Refuge en ces termes : « Ce groupe de juifs religieux, animé par des rabbins, fait vivre des œuvres d'éducation. Trois mille élèves, sévèrement sélectionnés dans la jeune élite juive française, y apprennent à devenir des chefs spécialisés, selon les besoins de la race, dans la gestion commerciale et l'animation d'entreprises ».

Cité par la LICRA et le MRAP, après la publication de ce texte, l'abbé Chavoutier avait été condamné en première instance par le tribunal correctionnel à 5 000 F d'amende pour « provocation à la haine et à la discrimination raciales ». Il devait aussi verser des dommages et intérêts de 25 000 F à la LICRA et au MRAP. Finalement, la cour d'appel de Chambéry avait, en juin 1985, relaxé M. Chavoutier. La LICRA et le MRAP étaient, pour leur part, déboutés. C'est cet arrêt que la Cour de cassation vient de casser.

EN BREF

● L'affaire Pachiney : M. Max Théret a versé sa démission de député le 3 mars de délit d'incrimination dans l'affaire Pachiney, M. Max Théret, coauteur avec M. Robert Reipinger, de la Compagnie parisienne de placement, avait été laissé en liberté mais astreint à un contrôle judiciaire qui impliquait le versement d'une caution de 8 835 913,32 F. M. Théret, qui disposait d'un mois pour s'acquiescer de cette obligation, a fait déposer la somme jeudi 30 mars au greffe du tribunal de grande instance de Paris.

● RECTIFICATIF. — C'est par erreur que nous avons précédemment écrit M^{re} Yves Jouffé, qui est l'avocat de Patrick Deguin, ce jeune homme qui fut victime des violences d'un policier, Jean-Claude Scaudot, au commissariat du vingtième arrondissement de Paris (*le Monde* du 31 mars).

Collection « Mondes en devenir » dirigée par Edmond JOLIVE

ALBERT TEVOEDJRE
COMPAGNON D'AVENTURE

Préface de
LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR
15,5 x 24 cm - 596 p. - 270 F

Berger-Levrault
International éd. : 46 34 12 35
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

PRÉPAREZ H.E.C.
VIENNE
AUTRICHE

- Vous pratiquez l'allemand et l'anglais à un bon niveau
- Vous êtes un très bon élève de terminale
- Vous souhaitez augmenter vos chances aux concours dans un contexte international

CHOISISSEZ
LA PRÉPA/H.E.C. OPTION ÉCONOMIQUE
DU LYCÉE FRANÇAIS DE VIENNE
ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'ENSEIGNEMENT GÉRÉ
PAR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DEMANDE DE DOSSIER À REMPLIR ET À RETOURNER

NOM PRÉNOM

ADRESSE

INTERNAT : OUI/NON

LYCÉE FRANÇAIS DE VIENNE / PRÉPA
Liechtensteinstrasse 37 A
1090 VIENNE - AUTRICHE

FAITS DIVERS

A Annemasse

Une jeune femme tente de détourner un hélicoptère pour faciliter l'évasion d'un malfaiteur français détenu en Suisse

Une jeune femme, Sylviane Arons, a tenté, jeudi matin 30 mars, de détourner un hélicoptère à Annemasse (Haute-Savoie) pour faire évader un malfaiteur français, Jacques Hyver, détenu à la prison de Chamdillon près de Genève. Après avoir loué un appareil à la société Hélicoptères du mont Blanc pour, affirmait-elle, surveiller Morzine et prendre des photos aériennes, Sylviane Arons a, en cours de vol, demandé au pilote de se dérouter et de se diriger vers Chamdillon. Le pilote, méfiant, a prétexté alors un manque de carburant et le besoin d'une nouvelle carte de navigation aérienne pour revenir se poser sur le terrain d'Annemasse. Puis, après avoir alerté un collègue, il a réussi à

s'emparer d'un sac appartenant à la jeune femme, sac qui contenait une corde, un pistolet, des grenades et plusieurs armes de poing.

La jeune femme, placée en garde à vue au commissariat d'Annemasse, a expliqué qu'elle voulait permettre l'évasion de la prison suisse, Jacques Hyver, connu notamment pour avoir organisé en 1980 l'enlèvement du vice-président du CNPF, M. Michel Manry-Larivière. Jacques Hyver qui s'était d'ailleurs évadé le 10 novembre 1987 de la prison de Saint-Maur (Indre), où il purgeait une peine de vingt ans de réclusion pour le meurtre du patron d'un établissement de nuit parisien, avait été arrêté en Suisse quelques

mois plus tard. Accusé, avec un compagnon d'évasion, d'avoir pris en otage le directeur du Crédit suisse et sa famille, il avait été condamné à une peine de dix ans de réclusion par la justice helvétique.

● Suicide d'un détenu à Charleville. — Agé de quarante-deux ans, détenu à la maison d'arrêt de Charleville-Mézières (Ardennes), Jean-François Parnet a été découvert mort, pendu à l'aide de sa ceinture à une grille d'aération de sa cellule. Le prisonnier, qui devait être jugé pour une affaire de meurtre, a laissé une lettre indiquant qu'il se donnait volontairement la mort.

Les clients de CAPEL ne paient pas d'impôt

Société

15 000 kilomètres carrés de marée noire

L'Alaska trahi par son pétrole

(Suite de la première page.)

Les dommages sont sans doute immenses mais il est beaucoup trop tôt pour en mesurer l'ampleur. Le magazine *Der Spiegel*, qui avait réclaté à sa photographie des clichés de « quantités d'animaux morts », ne sera pas exaucé. Les otaries sont sans doute en danger mais celles qu'on voit sautillant et plongeant, les orques (des cousins des baleines) aussi, et si nombre d'oiseaux empétrés d'huile ont été observés, ils étaient encore en vie.

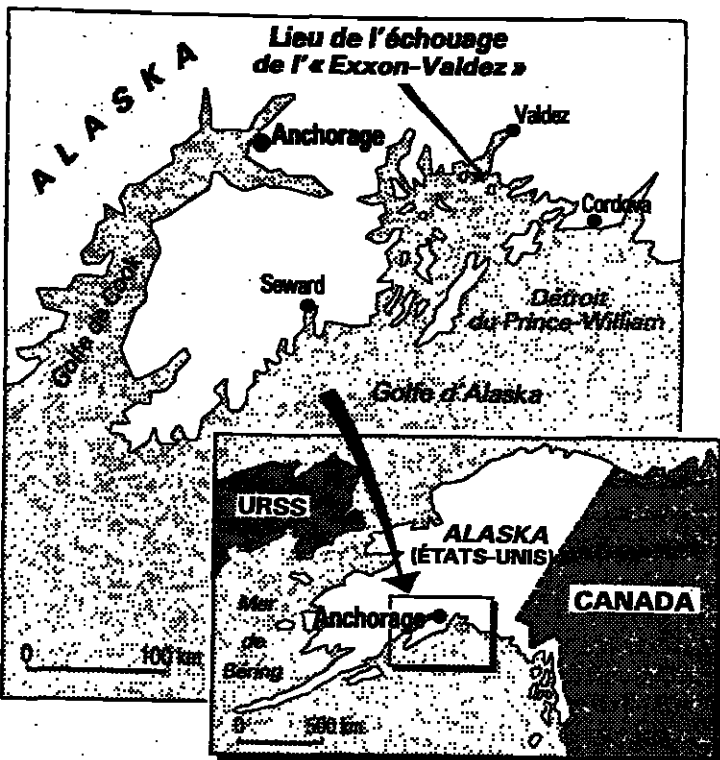
Les spécialistes, dépêchés par l'Agence fédérale de protection de l'environnement ou diverses institutions spécialisées, se réunissent le soir pour confronter leurs observations, envisager ce qui peut être fait. Mais eux-mêmes sont incapables de prévoir l'avenir, les capacités de la nature et en particulier des bactéries à « digérer » ce pétrole, ni des capacités de résistance à plus ou moins long terme des colonies d'animaux.

D'ailleurs, les « victimes » risquent de rester largement ignorées : les loups de mer qui ont attiré les chasseurs dans le Prince-William-Sound dès la fin du dix-huitième siècle et qui sont particulièrement vulnérables parce que le pétrole enlève l'imperméabilité à leur pelage coulent quand elles meurent, tout comme les autres mammifères marins.

Et puis il y a bien sûr le poisson : les saumons qui doivent incessamment commencer à descendre des rivières et que l'on garde dans des réservoirs artificiels ; le hareng qui vient ici se reproduire... A Cordova, dans la partie sud-est du Sound, on a mis les drapeaux en berne et l'humour est à la rage. Le pêche est la seule ressource du village et certains se demandent même s'il survivra à la catastrophe.

Le malheur après la prospérité

A Valdez, tout au nord de la rade, on est aussi sous le choc, mais en dépit de l'amertume, de la profonde tristesse unanimement exprimée, la perspective ne peut pas être tout à fait la même. Le pétrole, avant d'apporter le malheur a apporté la prospérité. C'est là, ou plutôt juste en face, dans un terminal ultra-moderne, qui se veut aussi discret que possible, qu'aboutit la gigantesque pipe-line *Alaska* par où, depuis douze ans,



à raison de 400 000 mètres cubes par jour, arrive le pétrole extrait du champ de la baie de Prudhoe, 1 300 kilomètres plus au nord.

La décision de se lancer dans cette aventure technologique et aussi de prendre ce risque écologique que n'a pas été entérinée sans mal. Et il a fallu attendre le choc pétrolier consécutif à la guerre israélo-arabe de 1973 pour que la balance penche de justesse du côté des pétroliers.

Aujourd'hui, le « premier baril » trône symboliquement dans le petit musée de Valdez sous la forme d'un bidon peint aux couleurs américaines, avec une inscription qui exalte cet exploit : « de toute l'Amérique ». De fait, 25 % du pétrole consommé aux États-Unis viennent désormais d'Alaska.

Mais Valdez n'a pas été la dernière à profiter de ce pactole : 90 % du budget municipal viennent désormais des impôts payés par le terminal ; la petite ville peut ainsi multiplier les équipements et les services gratuits pour ses 3 000 habitants dont le mode de vie a radicalement changé. Cela n'empêche pas que le terminal — et tout ce qu'il représente — reste un intrus dont on se méfie, mais

« cela crée des relations d'amour et de haine mêlées », comme l'explique un habitant.

« L'oncle Al » — Alaska Terminal — s'est montré généreux, il a pris le plus grand soin de ses relations publiques, il n'a pas cessé d'apaiser les craintes, d'assurer que toutes les précautions étaient prises : jusqu'à cette nuit du vendredi saint 1989 où ces belles assurances, se sont effondrées, comme s'est effondré, vingt-cinq ans plus tôt, et un vendredi saint également, le vieux Valdez dans un tremblement de terre exceptionnellement violent.

Capitaine licencié

La marée noire, entend-on dire aujourd'hui, n'était pas vraiment une surprise, et on se doutait même que les gens du terminal étaient beaucoup moins bien préparés à y faire face qu'ils le prétendaient. Après tout, affirment des pêcheurs, il y a déjà eu de nombreux « petits incidents » : un écologiste en a même recensé 431. Et en certaines circonstances les moyens de lutte contre la pollution ont brillé par leur absence.

Pourtant, quand l'*Exxon-Valdez* s'est échoué sur un récif situé nettement à l'extérieur d'un chenal clairement balisé, quand il a déversé quelque 40 000 mètres cubes de pétrole dans la mer, on s'est dit ici que ce n'était vraiment pas possible, que c'était trop énorme, que la réalité dépassait les pires cauchemars. « On se sent trompé, trahi ». La même réflexion est déclinée sur tous les tons de la colère à la résignation.

Sans doute met-on d'abord en cause le capitaine du navire, qui n'était pas à la passerelle où il aurait dû se trouver, qu'on soupçonne fortement d'ivresse et qu'*Exxon* vient d'ailleurs de licencier. Les marins locaux n'arrivent d'ailleurs pas à comprendre comment l'accident a pu se produire. L'officier de quart, même s'il n'était pas légalement autorisé à diriger la manœuvre en cet endroit, aurait dû pouvoir le faire sans aucune difficulté.

Mais au-delà du ressentiment dirigé contre un ou deux hommes, ce qui fait surtout scandale, c'est la lenteur de la réaction, la dramatique insuffisance des moyens engagés contre la pollution. Harcelés par les journalistes et plus encore par des personnalités locales, les responsables du terminal et d'*Exxon* n'en finissent pas d'expliquer au cours de deux conférences de presse quotidiennes qu'ils ont fait pour le mieux, même si le démarrage des opérations a été un peu lent en raison des circonstances. L'accident s'est produit un jour férié il a fallu attendre deux jours le feu vert des gardes côtes avant de pouvoir répandre des produits dispersants et quand l'autorisation est enfin venue, le temps a changé, compromettant l'opération.

Peut-être, mais le résultat, tel qu'il apparaît clairement vu du ciel, est qu'il est maintenant trop tard, que les efforts déployés sont hors de proportion avec les données d'un problème devenu insoluble : quelques barrages flottants de loin en loin, quelques bateaux « écrémeurs » qui recueillent le pétrole en surface. Mais la nappe s'étend désormais sur 1 500 kilomètres carrés. Les tentatives faites à plusieurs reprises pour brûler une partie du pétrole ont échoué et le recours aux dispersants n'est plus guère envisageable une semaine après l'accident. Faut-il mieux on s'apprête à installer dans les îles des équipes de nettoyage qui essaieront de laver les rochers.

Un fonds commun de 100 millions de dollars. Tout cela n'empêche pas Don Cornett, qui dirige sur place les opérations pour *Exxon*, de lancer avec une belle assurance : « Nous espérons laisser le Prince-William-Sound dans l'état où nous l'avons trouvé ». La prétention fait grincer bien des dents mais incontestablement la compagnie qui, au bout de quelques jours, a pris directement en main les opérations, entend donner l'impression qu'elle assume pleinement ses responsabilités. « Le prix à payer n'est pas en considération », fait valoir Don Cornett. D'ailleurs *Exxon* peut tirer sur un fonds commun de 100 millions de dollars constitué par l'ensemble des sociétés pétrolières américaines pour répondre à ce type d'accident.

Après bien des délais (« problèmes de logistique », assurent les porte-parole de la compagnie) on commence à recourir aux services offerts dès le début par les pêcheurs et les marins locaux. Jeudi 30 mars, la compagnie avait passé un contrat avec près d'une centaine de propriétaires de bateaux sur les quelque deux cent cinquante qui s'étaient proposés et rangeait leur frein de ne pouvoir rien faire.

Les gens d'*Exxon* s'engagent aussi à « racheter » les casiers à crevettes gluants de pétrole et, d'une manière générale, ils semblent avoir la bourse très délicate au point que certains écologistes s'inquiètent déjà de les voir mener si habilement leur affaire.

Mais l'argent et les bonnes manières ne changent pas grand-chose à l'essentiel. Même si les compensations arrivent, quelque chose s'est rompu dans le contrat de confiance qui liait, plus ou moins, les habitants de Valdez aux pétroliers. Tout le monde sent confusément que la marée noire a marqué « la fin de l'innocence », selon l'expression d'un journal local. Le « Diable » si généreux et qu'on croyait inoffensif dans son bel oléoduc brillant est venu réclamer son salaire.

Bien sûr on a essayé de limiter les dégâts mais sans illusion : seule la nature pourra, si elle le veut bien, effacer la grosse tache noire, épargner les animaux et pardonner aux hommes — jusqu'à la prochaine fois.

JAN KRAUZE.



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Marie-Montpessier Paris 15^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

MÉDECINE

Un débat public sur le sida en France

Le professeur Escande affirme que l'épidémie est « enrayée »

Dans une interview publiée par *l'Express* du 31 mars, le professeur Jean-Paul Escande, coordonnateur du « groupe sida » de l'hôpital Cochin-Port-Royal, déclare que l'épidémie de sida est « jugulée ». « Je ne l'aurais pas affirmé il y a six mois, dit-il, mais je crois qu'aujourd'hui on peut dire : le sida, c'est fini ».

Selon le professeur Escande, « la connaissance scientifique et la conscience sociale se sont conjuguées pour contenir l'épidémie et l'éteindre, faute de combattants. Non seulement le sida n'a pas explosé comme on pouvait le craindre il y a quelques années, mais l'assistance publique a été capable d'absorber la maladie : il n'y a pas eu de déferlante ». Le professeur Escande ajoute que le nombre de séropositifs « ne cesse de baisser » et croit pouvoir affirmer que « en gros, la source est tarie ». Il ajoute cependant que « dans l'immédiat, il faut

maintenir » en encourageant toujours l'utilisation des préservatifs.

Qualifiant sa déclaration de « formidable cri d'espoir », le spécialiste parisien rappelle tout de même que

le sida « n'est en extinction que dans les pays riches. Ailleurs, en Afrique surtout, la situation est catastrophique ». Cela ne l'empêche pas de conclure : « Un premier jalon est posé : l'épidémie est enrayée ».

Inconscience

APRÈS les déclarations, exagérées, mentales, de ceux qui voulaient mettre en place un dépeçage systématique de la population française, l'heure semble être à l'exercice contraire. Faut-il les mettre sur le compte de l'appétit que nourrissent certains médecins pour les prises de position fracassantes ?

En jouant, non sans quelque inconscience, le rôle de l'oiseau de bon augure, le professeur Escande avait-il prévu l'écho que pourraient avoir ses propos ? Quand bien même quelques éléments — ponctuels et discutables — laisseraient entendre

qu'il ou là le nombre des homosexuels contaminés n'augmenta plus, fallait-il prendre le risque de ruiner en quelques mots toute une action difficile, patiemment mise en œuvre, visant à tenter de modifier les comportements sexuels ?

Comment peut-on faiblir à ce point d'ignorer les inquiétudes de l'Organisation mondiale de la santé et la tragédie que commencent à vivre, à cause du sida, de nombreux pays d'Afrique noire et peut-être bientôt d'Asie ? La brève orage médiatique que susciteront les propos d'un médecin hospitalo-universitaire ne laissera-t-elle pas l'espérer — que peu de traces.

J.-Y. N. et F. N.

Une brochure diffusée dans les entreprises

Une brochure *Sida et travail* sera diffusée à 1 200 000 exemplaires et distribuée aux employeurs, aux représentants du personnel et aux médecins du travail. « En milieu professionnel, le sida ne doit pas être traité différemment des autres affections », a souligné M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, en présentant cette brochure élaborée dans le cadre du Conseil supérieur des risques professionnels. Cette brochure précise notamment qu'il n'y a pas lieu, compte tenu du mode de contamination, de rechercher, au cours de la visite d'embauche, si le salarié est porteur du virus VIH. D'autre part, la séropositivité au VIH et le sida ne constituent pas, sauf en cas d'absences répétées, un motif de licenciement.

M. Marc Danzon est nommé directeur du CFES

M. Claude Evrin, ministre de la solidarité, de la protection sociale et de la santé, a nommé le docteur Marc Danzon au poste de directeur du Comité français d'éducation pour la santé (CFES). M. Danzon succède à M. Alain Piquet, qui occupait ces fonctions depuis décembre 1987.

[Agé de quarante et un ans, M. Danzon est docteur en médecine, diplômé de psychiatrie et spécialiste de santé publique. Entre 1985 et 1988, il a occupé au sein de l'Organisation mondiale de la santé les fonctions de responsable de l'information pour l'Europe.]



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Marie-Montpessier Paris 15^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

LA TOUR EIFFEL A 100 ANS

Hommage de la Monnaie de Paris.

UNE NOUVELLE PIÈCE DE COLLECTION EN OR OU EN ARGENT.

5 F TOUR EIFFEL

Une pièce de collection en Or ou en Argent, vient d'être émise le 23 mars 1989 par la Monnaie de Paris, pour célébrer les 100 ans de la TOUR EIFFEL.

Devenez le possesseur privilégié de la pièce 5 F TOUR EIFFEL.

Offrez-la, c'est un objet d'art, au tirage limité, le plus élégant souvenir de Paris. C'est aussi une valeur sûre. Ce sera un cadeau toujours apprécié.

Pièces disponibles :
• Galerie de vente
2, rue Guénégaud, 75006 PARIS
• Etablissement monétaire de Pessac
Voie Romane, 33604 PESSAC Cedex

Vente par correspondance :
• LA MONNAIE DE PARIS
11, quai de Conti, 75270 PARIS CEDEX 06
Tél. : (1) 46 46 56 39
(1) 46 46 56 36

Monnaie de Paris
Créatrice de Trésors

Je désire recevoir gratuitement votre dépliant sur la pièce 5 F TOUR EIFFEL en Or ou en Argent (écrire en capitales).

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

LA MONNAIE DE PARIS 11, quai de Conti, 75270 Paris Cedex 06.

Education

Dernière table ronde du ministère

Enseignants et parents d'élèves accueillent avec scepticisme le projet de loi d'orientation de M. Jospin

Que restera-t-il du projet de loi d'orientation sur l'éducation lorsque, couché sur papier à en-tête de la République, il sera soumis, en mai prochain, au Parlement ? Telle est la question inquiète qu'ont posée chacun à sa façon les quelque cinquante représentants des partenaires du système scolaire réunis par M. Lionel Jospin, jeudi 30 mars, pour la troisième et dernière table ronde consacrée à la préparation de ce texte qui doit profiler l'éducation nationale pour la fin du siècle (le Monde du 31 mars).

La plupart des participants se sont demandés si, à force de vouloir « tenir les délais », le projet doit être approuvé le 17 mai en conseil des ministres, puis discuté au Parlement — et rechercher un consensus, le ministre ne risquant pas d'ôter à son texte une partie de son ambition.

Les organisations présentes — syndicats d'enseignants et d'étudiants, confédérations ouvrières et patronales, fédérations de parents d'élèves et élus locaux — se sont trouvées dans la situation quelque peu surréaliste d'avoir à juger un texte dont ils n'avaient pas eu officiellement connaissance. Certes, des pans entiers du projet avaient été discrètement communiqués à certaines d'entre elles, mais il n'était pas question d'y faire référence publiquement. D'où l'impression générale de participer à un débat faussé. « On nous impose une méthode détestable », a protesté M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN. Comment voulez-vous discerner les choix du ministre faite d'un texte de référence actualisé ? C'est une conception du dialogue social complètement primée.

En ouvrant la table ronde, le ministre avait annoncé plusieurs retouches et précisions au document publié le 16 mars, qui, dès lors, ne pouvait servir de base de discussion. Ainsi le projet de loi ne traitera en détail ni des programmes, ni de la formation des maîtres, ni de la future structure des études en lycée. La possibilité d'une définition annuelle, et non plus hebdomadaire, des horaires de travail des professeurs et des élèves a été gommée et le passage sur l'orientation devrait insister sur le maintien des responsabilités des enseignants.

Ces légers glissements n'ont pas échappé au SNES, le syndicat du second degré affilié à la FEN, qui a noté « une certaine prise en compte » de ses propositions, pas plus, dans le sens inverse, qu'aux parents de la FCPE (gauche), qui dénoncent le « maintien du statu quo ». Les parents d'élèves, qu'ils soient de la FCPE ou de la PEEP

M. Jean Lagarrigue président de l'université Montpellier-II

M. Jean Lagarrigue, directeur de l'UTUT (Institut universitaire de technologie) Montpellier-Nîmes, a été élu le 29 mars président de l'université des sciences et techniques du Languedoc (Montpellier-II) au cours d'un tour de scrutin, par 76 voix contre 45 voix à M. Olivier Maisonneuve, professeur de mécanique.

(Né le 6 juillet 1938 à Decazville (Aveyron), M. Lagarrigue est licencié de sciences naturelles, diplômé d'études supérieures et docteur d'état (1969). A l'université de Montpellier-II, il fut successivement assistant (1963), maître-assistant (1966), maître de conférences (1970), professeur de physiologie des invertébrés (1979) puis de première classe (1982). Il fut, de 1971 à 1974, à la tête du département de biologie appliquée à l'UTUT avant d'en prendre la direction générale en 1980. Il a aussi dirigé, de 1975 à 1980, le Centre de recherche de physiologie des invertébrés.)

Français autorisé

Les Annales de l'Institut Pasteur, dont le titre est devenu *Research in Microbiology, Immunology, Virology*, continueront à accepter des articles en français « pourvu que leur qualité scientifique le justifie », indique la direction de cet institut dans un communiqué publié jeudi 30 mars. L'Institut Pasteur répond ainsi aux nombreuses réactions, tant en France qu'au Canada, suscitées par sa décision de modifier le titre de ses annales centennaires (le Monde du 29 mars).

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

(modérée), ont pu, en revanche, trouver une compensation dans l'accent mis sur le rôle des parents pour la préparation des projets d'établissement qui doivent permettre l'adaptation des pratiques éducatives aux conditions locales.

Le texte, raboté pour être accepté par les uns, complété pour ne pas blesser les autres, va-t-il globalement y perdre son âme ? Le risque en a été dénoncé presque unanimement. Sceptique, M. Jean-Michel Boullier, secrétaire général du SGEN-CFDT, a évoqué le risque d'un simple « coup d'épée dans l'eau ». Il ne veut pas « d'une loi-gadget, mais d'un texte qui soit un outil de transformation ».

Manque de souffle

Le SGEN défend, comme le SNES et la FCPE, l'idée d'organiser une « journée banalisée » dans les établissements pour associer tous les personnels et les familles à la préparation du texte. Déception du côté des parents de la PEEP. Son président, M. Jacques Hui, « hésitera beaucoup à approuver un texte qui manque de souffle » et réclame des mesures plus explicites sur l'apprentissage de la lecture et sur la préparation d'une réforme des lycées. « Nous sommes passés de l'espoir à la déception », résumait par sa part M. Jean-Pierre Mailles, président de la FCPE, presque à l'unisson de son concurrent. Sévère, lui aussi, M. Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du SNI-PEGC, a estimé qu'« une approche exagérément utilitaire sans vue d'ensemble réduit la loi à une circulaire de gestion ». « Le texte risque de manquer de cohérence. Il fait des concessions à chacun, si bien que personne n'y trouve son compte », estimait M. Jean-Yves Cerfontaine, secrétaire national de la FEN. prompt à stigmatiser « le grand recul sur l'orientation, la déception sur la formation des maîtres et l'absence de toute référence à la pédagogie ».

M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, reprochait au thème du « flux » qui risque de servir « ceux qui ne veulent rien changer ».

Le SNES, qui aurait pu se sentir visé par ces amabilités, les a laissées glisser pour mieux entonner à son tour l'air de la déception. « La loi risque d'être réduite au plus petit dénominateur commun, alors que nous voulons un texte porteur d'une dynamique de rénovation », a déploré Mme Monique Vuallat, secrétaire générale du SNES, qui s'est déclarée « inquiète de la précipitation qui ne permet pas un vrai débat national ». Le SNES juge « peu ambitieuse » la perspective d'une répartition en cinq ans des classes de plus de trente-cinq élèves et critique le report des décisions sur les nouvelles filières des lycées. « Pourquoi une loi pour si peu de chose ? », s'interrogeait même le SNALC (CSEN), qui croit percevoir dans le projet de texte « des menaces diffusées d'alourdissement du travail des professeurs ».

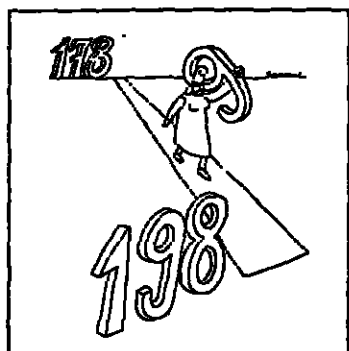
Des « contradictions insurmontables »

En concluant la table ronde, M. Jospin s'est couragement employé à répondre à chaque critique. « Je suis frappé par votre diversité, par la force de vos contradictions », a-t-il déclaré à l'adresse de ses cinquante partenaires. Mais ces diversités sont normales, ces contradictions sont inévitables. Vous représentez tous quelque chose de particulier. Moi, face à vous, je dois me forcer de représenter l'intérêt général. A l'adresse de M. Simbron, il a expliqué que le projet définitif n'avait pas été publié pour ne pas donner l'impression qu'il était bouclé avant la table ronde. A M. Barbarant, le ministre a répliqué que l'aspiration des professeurs à « travailler autrement » était certes légitime, mais que s'agissant d'un « processus long », il ne suffisait pas de l'inscrire dans la loi pour le réaliser.

M. Jospin a enfin justifié le retrait de la disposition qui aurait rendu possible l'annualisation du temps de service des professeurs par le fait qu'une telle réforme serait « de nature à entraîner des protestations des enseignants », si elle n'était pas débattue et mûrie par eux, et par son propre refus de procéder de façon autoritaire. Sage conclusion d'un ministre qui venait de contempler, sept heures durant, les inquiétudes et les contradictions du monde complexe dont il a la charge.

PHILIPPE BERNARD.

Bicentenaire



Les anti-esclavagistes de Champagne

VESOUL de notre correspondant

« Les nègres dans les colonies (...) sont traités plus durement que ne le sont les bêtes de somme », écrivaient les habitants de Champagne (Haute-Saône) le 19 mars 1789 dans l'article 29 de leur Cahier de doléances. Tout porte à croire que l'inspiration de ce vœu anti-esclavagiste fut Antoine Priqueler, élu grand électeur par la communauté locale. Ce capitaine de cavalerie de trente-sept ans, natif du lieu, officier de la garde du corps du roi, fréquentait les milieux avancés de la capitale où se recrutait la Société des amis des Noirs.

Le vœu de Champagne ne fut redécouvert qu'en 1971 par un frédéric local, René Simonin, qui y fonda alors une maison de la mémoire et des droits de l'homme. Pour la célébration, la commune a comme partenaire l'Association des communautés locales. Le 21 mai sera le temps fort d'un programme comportant table ronde, pièce de théâtre, exposition et concours d'affiches.

A. M.

EN BREF

● **MONTGOLFIERES.** — Le futur aéroport de Lorraine, près de Metz, prépare un rassemblement mondial de 789 montgolfières entre le 26 juillet et le 8 août. Jean-François Pélissier de Récivy, le premier homme à s'être élevé en ballon dans le ciel de Paris, le 21 novembre 1783, était messin. Deux vols par jour sont prévus le matin (8 heures-9 heures) et le soir (18 heures-21 heures), ainsi qu'une fête foraine, des spectacles, des feux d'artifice... Un village de toile doit permettre d'accueillir 50 000 personnes par jour. Les organisateurs de cette manifestation « Fraternité 89 » se sont regroupés avec diverses sociétés qui apportent leur concours au sein du Groupe de Metz.

★ Groupe de Metz, 6, place du Temple, 57530 Courcelles-Chaussy. Tél. : (03) 87-64-08-08.

● **Radio-Bresse** « révolutionnaire ». Les élèves des grandes classes de cinq écoles élémentaires de l'arrondissement de Louhans (Saône-et-Loire) se relaient au micro de Radio-Bresse, chaque semaine, pour une demi-heure de reportage sur la Révolution. Sous la houlette de leurs instituteurs et des inspecteurs de l'enseignement primaire, ces historiens-journalistes en herbe assurent la réalisation de chaque émission de A à Z : de la recherche des documents historiques à leur présentation au micro, en passant par la mise en forme des textes... (Corresp.)

● **A contre-courant.** — Un « comité des énergies », d'inspiration libertaire, s'est créé en décembre 1988 à Perpignan pour « privilégier la révolution, le renouveau des idées, valeurs et enseignements révolutionnaires » de cette période. Les « énergies » de Perpignan déclarent « à tout le monde » leur soutien à la révolution et à l'anniversaire qui ne sont souvent qu'une façade de la mise à mort des idées et appellent de leurs vœux « une autre révolution bien plus grande, bien plus solennelle et qui sera la dernière... ». Au programme, notamment : des affiches et un cycle de conférences en avril.

★ Comité des énergies, c/o Cercle d'études sociales, BP 233, 66002 Perpignan Cedex.

IMMIGRÉS

● **Reinstallation du Conseil national des populations immigrées.** — M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a réinstallé, jeudi 30 mars, pour un second mandat, le Conseil national des populations immigrées. Cette instance, qui rassemble notamment des représentants des administrations, des partenaires sociaux et des communautés immigrées, a été instituée par un décret du 17 juillet 1984. Il ne s'agit pas d'une seule fois sous le gouvernement Chirac. M. Evin a affirmé que la politique que le gouvernement compte mener en faveur de l'intégration des immigrés s'inscrit dans la politique de lutte contre les exclusions mise en œuvre depuis l'été dernier.

Communication

En lançant les « journées des téléspectateurs »

M^{me} Tasca veut donner la parole aux usagers du petit écran

« Nous voudrions susciter, sous une forme à inventer, une grande journée des téléspectateurs pour permettre la rencontre de ceux qui, hors des médias, œuvrent pour l'expression des usagers et une meilleure connaissance de leur point de vue. » En lançant cet appel, l'an dernier à l'université d'été de Carcass-Maubuisson, M^{me} Catherine Tasca, ministre de la communication, voulait introduire un nouvel acteur dans le jeu complexe de la régulation de l'audiovisuel. La télévision n'est-elle pas, aux côtés des professionnels, des pouvoirs publics et du CSA, l'affaire des téléspectateurs ?

Aux Etats-Unis, où le lobbying est une composante essentielle de la démocratie, des associations comme Action for Children's Television (Défense de la télévision pour les enfants) entretiennent des bataillons d'avocats et d'experts pour faire valoir leur point de vue auprès des chaînes. Et la Commission fédérale des communications (FCC) ne prend pas une décision sans avoir officiellement entendu les différents groupes de pression représentant les téléspectateurs.

En France, les professionnels de l'audiovisuel sont longtemps restés enfermés dans la forteresse du monopole, et la télévision, qu'elle soit publique ou privée, s'est rarement soucée des états d'âme de son public, gardant les yeux rivés sur l'Audimat.

Il existe pourtant un certain nombre d'associations qui militent pour défendre le droit à l'expression des usagers du petit écran. L'Union nationale des associations familiales (UNAF) s'est toujours préoccupée

de 619 millions de bénéfices pour Canal Plus en 1988. — Les bénéfices de Canal Plus ont considérablement augmenté l'an dernier avec un résultat net de 619 millions de francs contre 407 millions seulement en 1987 (+ 52,1 %). Le chiffre d'affaires est passé dans le même temps de 3,4 milliards de francs à 4,34 milliards, en hausse de 27,8 %. La chaîne a péage à l'essentiel de ses ressources : à l'abonnement (3,8 milliards en 1988 (+ 29,7 %)). Son conseil d'administration, composé de 12 membres, a voté, lors de sa dernière assemblée générale ordinaire, le vote d'un dividende net (hors avoir fiscal) de 16 francs par action, un acompte de 8 francs ayant déjà été versé en octobre 1988. La direction table sur une nouvelle progression de 15 % des résultats pour l'exercice 1989.

Le groupe britannique BMP juge « inacceptable » l'OPA du publicitaire français BDDP

« L'offre faite ce jour par le groupe BDDP est malvenue, dérisoire et parfaitement inacceptable. Le conseil d'administration du quatrième groupe publicitaire britannique, Boase Massimi Pollitt (BMP) n'y est pas allé de main morte pour critiquer l'offre publique d'achat (OPA) lancée sur lui par le groupe français Boulet-Druid-Dupuy-Petit (BDDP).

Dans leur communiqué diffusé immédiatement après l'officialisation de cette OPA, le 29 mars (le Monde du 30 mars), les administrateurs de BMP jugent que « l'offre ne prend pas en compte les excellents résultats et perspectives de BMP ».

PARIS

Les « pervenches » en colère

Les « pervenches » se sont mises à l'ombre, jeudi 30 mars. Deux à trois cents « agents de surveillance de Paris » — c'est leur vrai nom — chargés de contrôler le stationnement dans les rues de la capitale ont cessé le travail et défilé dans leur tenue bleue, de la rue Réaumur à la préfecture de police. La raison de leur mécontentement est une refonte de leur statut.

Les « pervenches », au nombre d'un millier, sont administrés par la préfecture de police et rétribués sur un budget spécial alimenté par la Ville de Paris. Jusqu'ici, elles étaient regroupées dans un même service. Désormais elles dépendront des commissariats d'arrondissements et pourraient, dès lors, être affectées à des tâches de circulation et de surveillance de sortie des écoles. La CGT, qui organisait la manifestation, demande que l'on embauche des gardiens de la paix, s'il y a un problème d'effectif, et rappelle que les « pervenches » ne coûtent pas cher (5 600 francs nets) et peuvent rapporter gros : 19 milliards de francs à la mairie de Paris en 1988.

de la télévision. L'Association nationale des téléspectateurs et auditeurs (ANTEA) s'est créée en 1985, quand le gouvernement socialiste a lancé les télévisions privées.

« La télé est à nous », s'est constituée en 1987 pour protester contre la privatisation de TF 1. Plus récemment, l'Association nationale de défense de la télévision (ANADT) a milité contre les coupures publicitaires, tandis que « Les pieds dans le PAF » s'efforçait de mobiliser les jeunes contre l'appauvrissement des programmes.

Enfin, la Ligue de l'enseignement tente, depuis des années, d'animer parmi ses militants une réflexion sur les médias. Mais l'audience de tous ces groupes auprès des chaînes reste encore très réduite et leurs contacts avec l'autorité de régulation quasiment inexistantes.

Offrir un maximum de choix

Les « journées des téléspectateurs », officiellement lancées par M^{me} Tasca le 30 mars, vont tenter de modifier le rapport de forces et de créer les conditions d'un vrai dialogue. La Ligue de l'enseignement, organisatrice de l'université d'été de Carcass-Maubuisson, a rassemblé dans un collectif toutes les associations. L'ont rejoint la totalité des télévisions (à l'exception de la Cinq), ainsi que les quotidiens de province, le Monde, Télérama et la Vie.

Ensemble, ils organisent huit rencontres régionales à Lille (22 avril), Limoges (27 avril), Bordeaux (28 avril), Marseille (19 mai), Meaux (20 mai), Strasbourg (27 mai), Rennes (31 mai) et Paris (2 juin). Des rencontres qui devraient permettre à tous les téléspectateurs de parler librement de leurs insatisfactions de leurs attentes comme du pouvoir qu'ils entendent exercer face aux médias. En marge de ces manifestations, « Les pieds dans le PAF », organisée du 8 au 12 mai une série de débats dans une centaine de lycées, collèges et universités. Cette suite de forums doit déboucher sur un sondage national, puis sur un premier bilan, tiré le 29 août, à l'université d'été de Carcass-Maubuisson.

Qu'attendent les pouvoirs publics de cette vaste opération ? « Un mouvement vivant de téléspectateurs qui devienne un véritable ferment de renouveau et de stimulation du système audiovisuel en France et s'in-

et ont recommandé aux actionnaires « de ne rien entreprendre et d'ignorer tout document qu'ils pourraient recevoir de BDDP ».

Les hostilités sont donc clairement ouvertes. M^{me} Tasca, quatre des principaux dirigeants de BMP avaient déjà indiqué au président du groupe publicitaire français, Jean-Claude Boulet, que « ses méthodes de travail ne correspondaient pas aux leurs » et qu'ils se rangeaient donc sous la bannière de Martin Boase, président de BMP, qui affiche son opposition à l'OPA. Une vingtaine d'annonceurs de BMP — qui représentent selon le groupe britannique 80 % de ses revenus — ont par ailleurs fait part de leur inquiétude face à l'OPA française.

L'acquisition de BMP par BDDP se jouera dans les deux mois. Du côté du groupe français, on se borne à signaler que, depuis les premières approches de BMP, le cours de l'action du groupe britannique a gagné 53 % (de 198 pence à 304 pence) et que l'offre faite, d'un montant global de 1,15 milliard de francs, « correspond à un bon prix ».

Selon la réglementation britannique, un premier dénombrement des actions acquises par BDDP aura lieu vingt et un jours après la date de l'ouverture de l'OPA. En cas de réussite, BDDP peut cependant craindre une éventuelle fronde au sein de BMP, voire une fuite de ses annonceurs les plus prestigieux (Irish Distillers, Marks and Spencer, Courage, Schweppes, etc.).

Le souvenir de la récente OPA du groupe publicitaire britannique Saatchi & Saatchi sur l'agence américaine Ted Bates est encore brûlant : en dépit de la réussite de l'opération, 400 millions de dollars de budget s'étaient évaporés dans les six mois. Enfin, même si le président de BMP n'envisage pas actuellement de se faire aider par un « chevalier blanc » pour contrer l'OPA française, un groupe britannique pourrait lui aussi s'intéresser à une agence publicitaire dont la mise à prix fait la « une » de la presse.

YVES-MARIE LABÉ.

alle comme interlocuteur crédible pour les opérateurs et pour les autorités publiques de régulation », répond M^{me} Tasca. Et le ministre de la communication ajoute qu'elle souhaite voir la télévision, sous la pression de ses usagers, « faire une large place à toutes les formes de création et offrir un maximum de choix à son public ».

M^{me} Tasca sait bien que le chemin sera long avant que les téléspectateurs ne deviennent les acteurs de la réforme qu'elle appelle de ses vœux. En attendant, elle espère développer la critique télévisuelle dans les médias et enrichir les instruments de mesure d'audience trop limités à son goût, aux données quantitatives.

Les associations de téléspectateurs, elles, ont déjà élaboré une plate-forme commune de réformes où figurent en bonne place la rénovation du service public, la suppression des coupures publicitaires, la diffusion aux heures de grande écoute d'œuvres à caractère culturel et l'augmentation de la création pour les enfants.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La CEE souhaite limiter la publicité pour le tabac

La Commission des Communautés européennes va proposer aux douze Etats membres une limitation de la publicité par voie de presse et d'affiches en faveur du tabac, avec notamment une interdiction de la publicité indirecte comme les boîtes d'allumettes ou les vêtements à l'emblème d'une marque de cigarettes.

Toute publicité pour des cigarettes devrait porter l'une des deux formules suivantes : « Fumer provoque le cancer » ou « Fumer provoque des maladies cardiovasculaires ». Pour les autres produits du tabac (cigares, tabac pour pipe...), il faudra apposer le message : « La tabac nuit gravement à la santé ».

Le message publicitaire devra également se limiter à la présentation de l'emballage du produit avec mention de la teneur en goudrons. Cette forme de publicité sera interdite dans les publications destinées aux jeunes de moins de dix-huit ans. Le projet de la Commission s'inspire de la législation en vigueur en Irlande, pays où la publicité pour le tabac est la plus sévèrement réglementée.

Constat d'accord entre le Livre CGT et les Messageries

Dans un texte commun rédigé à la suite d'une table ronde organisée le 30 mars, le conseil supérieur des Messageries de la presse et les principaux responsables du Livre CGT constatent leur accord sur la modernisation de la distribution, en réaffirmant leur attachement à l'organisation coopérative de la distribution des journaux et des périodiques mise en place depuis avril 1947.

Les points principaux de ce texte portent sur le maintien du système de groupage des titres soit à la sortie des imprimeries soit à l'arrivée dans les régions, le contrôle de la distribution et de l'acheminement par le réseau et enfin les conséquences sociales des mesures de modernisation.

M. Marc Demotte, président du conseil supérieur des Messageries, demande également dans ce texte la création d'une commission destinée à observer le suivi des travaux à venir, afin de mesurer « la réalité des progrès obtenus dans ce domaine ».

● **M. Georges Marchais** condamne la directive « Télévision sans frontières ». — Dans une lettre adressée au premier ministre, le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, estime que l'application, en son état actuel, de la directive « Télévision sans frontières », « se traduira inévitablement par un effacement de la diffusion des œuvres nationales sur tous les écrans dans tous les pays ». Aussi M. Marchais demande-t-il à M. Michel Rocard d'intervenir pour que la France, lors de la deuxième lecture du texte (...) à l'Assemblée européenne, puis à la Commission, « se positionne à l'initiative, dépourvue par l'ensemble des organismes représentatifs de la télévision, du cinéma, des auteurs, et, si nécessaire, fasse valoir son droit de veto ».

San
colo

N

150

Le Monde SANS VISA

San-Agustin colombienne et précolombienne

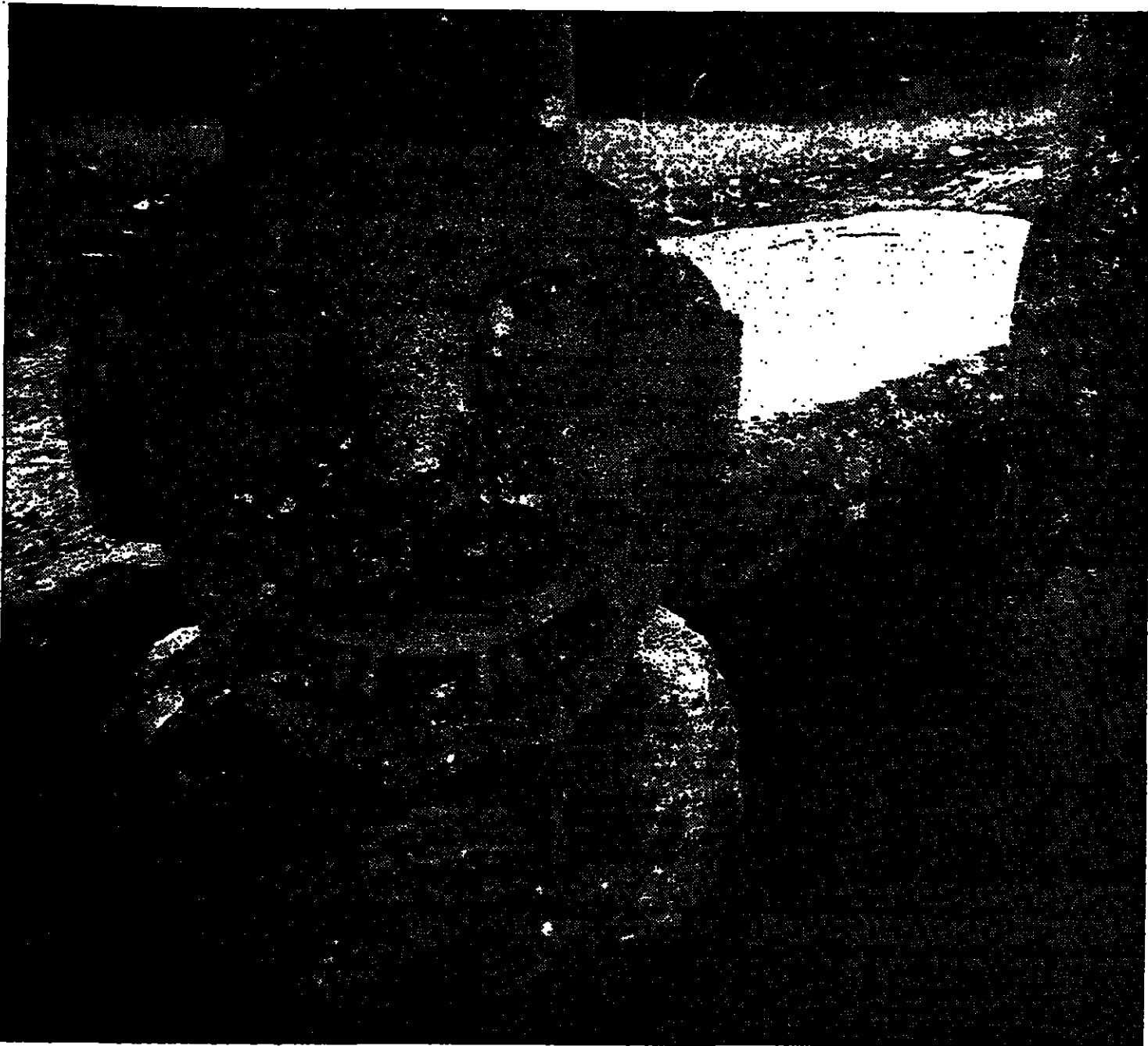
par Jean-Pierre Clère

N'EST-IL pas déraisonnable d'évoquer San-Agustin ? Susciter cette folie : l'envie de visiter ce site précolombien — l'un des plus importants dans l'ordre de la grande statue, avec les mexicaines Tula et La Venta et la bolivienne Tiahuanaco. Et ce alors que la Colombie est l'un des pays les plus violents du monde et assurément de l'Amérique latine.

Mais passer à côté de la plus dense forêt sculptée de tout un continent ? Alors que quelques précautions élémentaires (voir notre encadré page 15) réduisent les risques encourus ! Résumons donc : autant il serait déraisonnable pour un voyageur d'envoyer des clients dans cette direction sans les alerter sur certains aléas, autant il serait ridicule pour un quidam en déplacement à Bogotá (ou en Equateur, puisque San-Agustin est également accessible par le sud, depuis Quito) de s'abstenir d'un déplacement de 500 kilomètres et de manquer ainsi une des merveilles du Nouveau Monde.

Voici donc, au bout de onze heures d'autobus, dix heures de colectivo (taxi collectif) ou un peu plus d'une heure de Fokker, Pitalito. C'est une petite ville de 20 000 habitants, très « latino-américaine comme on l'imagine », avec ses maisons blanches et basses à toit de tuiles rondes, alignées au long de quelques rues mal bitumées qui se donnent presque toutes rendez-vous sur la grand-place dominée par le clocher de son église.

Pitalito n'est pas tout à fait le bout du voyage. Il faut, à un taxi ou à un bus rustique, encore trois quarts d'heure pour conduire le voyageur à pied d'œuvre, par une route tout en virages qui gagne la cote 1730 : l'altitude où se niche San-Agustin. Celle-ci est une bourgade de quelques milliers



ALAIN PERISSIN/AGF/ICP



Saisi par la richesse du parc archéologique de San-Agustin, où sont rassemblées quelques dizaines de sculptures monumentales, l'amateur peut, à pied ou à cheval, partir à la découverte de sites moins accessibles que d'autres mais pas moins surprenants.

d'âmes — andine en diable, avec ses hommes au fier sombrero (chapeau) galopant à cru sur des chevaux nerveux et ses fonds de ciel pur rendus quasiment violets d'appareiller ainsi coïncés entre d'énormes cumulus blancs et les vertes acides d'une exubérante végétation de montagne. Plusieurs hôtels, paradores ou auberges au confort acceptable et aux prix raisonnables, se proposent au choix du nouveau venu.

Le « parc archéologique » — le plus vaste ensemble de ce site très étalé — est situé à 3 kilomètres du centre de San-Agustin ; la route s'en parcourt fort bien à pied, malgré sa déclivité. Il n'est nullement « obligatoire », de commencer la visite par le *parque* ; mais la présence, à son entrée, d'un joli petit musée, raisonnablement didactique, peut en donner l'idée.

Le premier choc, à San-Agustin, survient lorsqu'on traverse le « bois des statues ». Un parcours circulaire d'environ 1 kilomètre conduit le voyageur successivement devant trente-cinq

hautes sculptures dressées par groupes de deux ou plus rarement de trois, et le plus souvent individuellement. Le gris de leur andérite se détache sur un fond de végétation tropicale dense, où dominent bananiers sauvages et fougères, et que soulignent le rubis, l'orange ou le rose de nombreuses fleurs, ou, plus fugace, le vol de quelques papillons.

Qui regretterait l'artifice de ce rassemblement de pièces rapportées ici des quatre horizons du site san-agustinien ? A peine les archéologues — tant il existe encore d'incertitudes sur la succession des styles : le « naturaliste » est-il contemporain de l'« archaïque », et le fantastique « abstrait » s'est-il partiellement superposé ou a-t-il suivi l'« expressionnisme », considéré comme l'apogée, le « classicisme » de San-Agustin (1) ? Quant au touriste normalement curieux, il ne peut que louer ce rapprochement qui, à la fois, lui épargne des fatigues et le plonge dans un stimulant état, entre

admiration perplexe et stupéfaction ravie.

A l'orée du bois, le visiteur est accueilli par une « statue stèle » de près de 2 mètres de hauteur. Les lignes tout en arrondi du chef et du haut du visage de cet inquisiteur personnage forment un contraste saisissant avec sa bouche aux dents en « touches de piano » et son corps et ses membres, dont le rigoureux rectiligne est encore souligné par la verticale de deux hants instruments (fonctionnels ? rituels ?) tenus un dans chaque main.

Dans les sculptures suivantes, l'épaisseur du corps se dessine, le volume des bras est souligné, la ligne des membres inférieurs se marque. Ce qui est perdu pour la stèle est gagné pour la statue ! Mais celle-ci peut encore choisir entre l'inspiration « cubiste », la régression dans un « primitivisme » évoquant les dessins d'écoliers ou l'évolution vers davantage de réalisme.

La copie du réel, pourtant, n'est jamais le propos apparent des

sculpteurs de San-Agustin. Le front demeurera d'abord un méplat ; et les yeux ne seront jamais que deux figures géométriques — boules, cercles ou ovales. Le nez choisira entre la forme proéminente et celle aplatie — mais toujours stylisée ; et la bouche, arrondie ou rectangulaire, n'est jamais qu'un lieu où ranger des dents carrées ! Les corps sont à l'avant : épaules suggérées par le simple décrochement d'une tête demeurant comme encochée sur le tronc ; avant-bras toujours orthogonalement jaillissant de flancs et se dirigeant l'un vers l'autre à la hauteur du plexus ; pieds à peine suggérés par un retrait...

Maladresse pure et simple ? Cela parfois, sans doute — au moins pour les statues les plus anciennes. Mais on observe bien davantage une *intention*, tant dans le traitement, généralement figé, des personnages que dans une confusion panique des genres : non seulement la « minéralité » accentuée de ces hommes de pierre, mais surtout leur croisement avec l'animalité, singulièrement dans la récurance du thème de l'être humain aux dents de jaguar, si typique, il est vrai, de l'essence de la « moyenne Amérique » précolombienne. Cette intention était-elle d'inspirer le respect, voire l'effroi, envers la fonction religieuse ou hiérarchique des personnages ainsi immortalisés ? Le fait que nombre d'entre eux portent des couvre-chefs très probablement cérémoniels (diadème, bicornes, « mitre »...) le suggère ; l'un d'entre eux porte même un « évêque », avec son étrange coiffure tronconique !

Le parc réserve bien d'autres découvertes. L'une d'elles est ce que les archéologues colombiens ont dénommé les *mesitas* et que les Anglais appellent « plateau ». Ce sont des espaces approximativement circulaires, de diamètre variable (quelques dizaines à quelques centaines de mètres), aplatis par la main de l'homme à

l'une ou l'autre époque de l'occupation du site. Ces esplanades, dont quatre ont à ce jour été explorées, étaient des lieux d'habitation des « San-Agustiniens ». En témoignent des traces retrouvées, pour impalpables qu'elles soient : si, en effet, les matériaux consistants — bois pour l'essentiel — ont de longue date fait retour à la terre pourrieuse, il en demeure, comme un négatif, ces creux mal comblés laissés par les poteaux de soutènement de huttes circulaires !

Le thème de l'« alter ego »

Si les *mesitas*, néanmoins, restent des lieux bouleversants pour l'esprit contemporain, c'est que certaines fonctions dont elles ont été le théâtre ont laissé des traces autrement tangibles. Il y a là de nombreuses tombes faites de dalles de pierre assemblées, ou de sarcophages monolithes, auxquelles sont associées d'autres statues — pour l'essentiel semblables à celles du *parque*. L'intention, spirituelle ou honorifique, de ces œuvres sculptées éolates désormais. Elle est plus évidente encore aux trois « temples » (petits temples) du site : des sortes de dolmens dont l'entrée est gardée par deux guerriers-cariatides menaçants avec leur arme (épée ou gourdin ?) haut brandie ; ils encadrent un personnage — celui, selon toute apparence, à qui la chambre funéraire est consacrée — impressionnant du haut de ses 2 mètres et avec son visage terrible.

De nouveaux thèmes apparaissent dans cette statuaire. Le plus notoire est celui dit du « double Yo » (littéralement : Moi double, ou « alter ego »). Le visage des gardiens, en effet, est surmonté d'une autre tête, animale celle-ci. Intention métaphysique ? Suggestion d'une nature bifide de l'être ? Les spécialistes ne le pensent pas. Ils y voient plutôt une référence à certaines danses d'Indiens d'Amazonie où l'officiant — aujourd'hui encore — revêt, tel un cimier de masque, une tête de saurien, de singe, de jaguar ou de cervidé.

L'hypothèse suggérerait que les San-Agustiniens sont d'abord venus de la grande forêt — si proche, il est vrai, juste derrière la *cordillera oriental*, dont les premières crêtes sont visibles au-delà de la vallée du Magdalena, en contrebas. D'autres éléments parlent d'une origine amazonienne — tels ces pagans qui revêtent plusieurs des personnages ici statufiés et qui s'accrochent mal, *a priori*, au caractère tempéré-humide du site. Toutes les traces retrouvées de la vie quotidienne (mortier à maïs, poteries, canaux de drainage, et jusqu'à ces rares diadèmes, bracelets et pectoraux et autres objets d'orfèvrerie que garde l'admirable musée de l'Or de Bogotá) : tout indique à tout le moins que les anciens habitants du lieu s'étaient, au cours des siècles, apparentés aux Indiens des *sierras* environnantes — davantage agriculteurs et artisans qu'adonnés à la chasse ou à la cueillette.

Un crocodile dans la marmite

Il est admissible, aussi, que San-Agustin soit devenu un site d'une si évidente importance en raison de sa situation stratégique : à 50 kilomètres de l'Amazonie ; à 35 kilomètres des sources, respectivement du Cauca et du Magdalena ; à cheval sur les cordillères centrale et orientale — bref, à même de profiter des apports de la *selva* et de la *sierra*, de cultures et de ressources tropicales jusqu'à celles provenant de climats froids, et en communication somme toute aisée avec d'immenses régions...

Le parc archéologique recèle une dernière merveille : la fontaine de Lavapatas. L'homme, ici, s'est servi de la nature pour la sublimer, et peut-être la socialiser. Sans doute y avait-il au départ ce que les géographes dénomment des « marmites » : des cavités presque parfaitement circulaires creusées au fond du lit calcaire d'une rivière par le tourbillonnement de cailloux. Reliant entre eux certains de ces trous naturels, en creusant d'autres sur une dalle inclinée au long de laquelle s'écoule l'onde fraîche et murmurante, organisant des méandres, des ruisselets, des canalisations souterraines, complétant les bosses et les creux de la pierre, pour en faire ici un crocodile et là une silhouette humaine : les San-Agustiniens ont réussi, à Lavapatas, ce qu'un auteur a dénommé « un chef-d'œuvre de baroque précolombien ». Non contents de prolonger la nature en l'interprétant, les artistes pourraient, en outre, l'avoir fait servir à l'exaltation d'une organisation politique hiérarchisée : deux bassins creusés de façon rectiligne à un ressaut de la rivière suggèrent, selon plusieurs archéologues, que là prenait place le *cacique* (chef) pour son bain rituel, tandis que les citoyens de plus modeste extraction faisaient leurs ablutions en contrebas...

Mais le *parque* ne résume pas San-Agustin. Une quinzaine de sites distants au maximum de 30 kilomètres de la localité éponyme, sont également accessibles au visiteur, tous à cheval, ou même à pied pour qui dispose d'un peu de temps, certains en Jeep, moyennant un peu plus d'argent. Jorge Palacios, juste en face de l'hôtel Yalconia, organise cela très bien.

(Lire la suite page 15.)

(1) L'archéologue colombien Luis Duque Gomez propose la chronologie la plus longue de l'occupation humaine du site de San-Agustin. Il la fait commencer vers 3300 ans avant Jésus-Christ et la voit s'achever en 1550 après. L'apogée de la grande sculpture se situerait entre 300 et 800 ans après Jésus-Christ. Gerardo Reichel-Dolmatoff, lui, suggère, plus modestement, une occupation « dense » entre 550 avant et 330 après Jésus-Christ, avec, cependant, une « reprise » entre 1410 et 1630. Une corrélation entre ces spécialistes est : le site n'a-t-il été occupé de façon « homogène », avec un développement *in situ* d'un même fond de population (Duque Gomez) ? Ou bien, y a-t-il eu à San-Agustin une superposition de cultures dérivées d'invasions successives vers ce lieu exceptionnellement attirant (thèse de Reichel-Dolmatoff) ?

JEUX

échecs

N° 1326

UNE LEÇON DE STRATÉGIE

Tournoi des Hauts Fourneaux, Wisl, 1988

Blancs : F. Nikolic
Noirs : J. Pilot
Partie de pion-D.

1. C2 C5 22. Td3(g) F5
2. d4 e5 23. Tg2 F6
3. Fd3(g) F5(g) 24. Rg2 Td3(g)
4. e4(g) e6 25. Td3(g) F6(g)
5. f5 f6 26. Rg2 Td3(g)
6. g5 f7 27. Rg2 Td3(g)
7. Rg2(g) Rg2 28. f4 f5
8. e5 f6 29. Rg2(g) F6
9. Rg2(g) F6 30. Rg2(g) F6
10. Rg2(g) F6 31. Rg2(g) F6
11. Rg2(g) F6 32. Rg2(g) F6
12. Rg2(g) F6 33. Rg2(g) F6
13. Rg2(g) F6 34. Rg2(g) F6
14. Rg2(g) F6 35. Rg2(g) F6
15. Rg2(g) F6 36. Rg2(g) F6
16. Rg2(g) F6 37. Rg2(g) F6
17. Rg2(g) F6 38. Rg2(g) F6
18. Rg2(g) F6 39. Rg2(g) F6
19. Rg2(g) F6 40. Rg2(g) F6
20. Rg2(g) F6 41. Rg2(g) F6
21. Rg2(g) F6 42. Rg2(g) F6

NOTES

a) Un développement apparemment anodin par rapport à la suite usuelle 3...g4.
b) Si les Blancs avaient joué 3...g4, cette sortie du F-D noir présenterait quelques inconvénients. Maintenant les Blancs profitent à juste titre de cette possibilité de donner à leur F-D un rôle actif.
c) Entrant dans un Gambit-D et menaçant 5...Db3.

d) Un passage justifié à une structure courante de la « Défense slave ».
e) Forçant pratiquement les Blancs à opposer les D.
f) Une bonne réponse mais qui fait partie du plan stratégique des Blancs.
g) L'échange des D semble simplifier la position et augmenter les chances de succès. En réalité, les perspectives des Blancs dans ce milieu de partie sont nettement avantageuses.
h) Menaçant déjà 11...b5. On commence à saisir maintenant l'importance de la colonne a ouverte à la T blanche. On en comprend encore la portée lorsqu'on voit que la défense 10...0-0-0 est réfutée par le sacrifice 11...Txa6 : si 11...bxa6 ; 12...Fxa6 mat !
i) Un examen un peu approfondi montre que 10...Tb8 est supérieur à 10...Tc8. En effet, les Blancs ont à leur disposition un plan dangereux : l'attaque du pion b7 grâce à la manœuvre Cd2-Cb3-Ca5. Or, le pion b7 serait défendu au mieux par Td7 ; par exemple, 10...Tb8 ; 11...b3, Fd7 ; 12...Cd2, Cb3 ; 13...Cb3, Cg6 ; 14...Fb2, 0-0 ; 15...Ca5, Td7. Les Blancs ont ici une autre idée qui consiste à

échanger le Fb8 via Fd7-d8 contre le Ca5.
j) Conservant le F-D en cas d'attaque par Ca5.
k) La même idée, mais les Blancs n'avaient pas à perdre un temps, l'attaque Ch4 n'étant pas gênante.
l) Finement joué. Non seulement les Blancs ne peuvent roquer mais ils ne peuvent pas permettre d'échanger leur F-R par 14...Fg7 à cause de la suite 15...Fg7, Tg7 ; 16...b5, gxb5 ; 17...Cb5 !
m) La colonne a est fermée mais le problème du pion b7 n'est toujours pas résolu en raison de la menace nouvelle Td4-Tb4.
n) Le seul moyen de sauver le pion b7 n'est pas agréable (Td8 et Rg6).
o) Les Blancs étant paralysés sur l'aile-d, un travail sur l'autre aile s'impose.
p) Une conception originale fondée sur une double menace Tg3 cloutant le Fg6 et 64 passant la Th3 en b3.
q) Sans crainte 25...64 à cause de 25...dxb4 ; 26...fxb4, Fxb4 ; 27...Th3, Fd5 !
r) Une provocation. (La menace 26...g4 est insupportable à cause de 26...f5).

s) Dans laquelle les Blancs tombent. La défense Tg8-Cg8-Cg7-Cb5 paraît judicieuse.
t) Le pion g6 est maintenant faible. La menace est 27...Fd3.
u) Une petite pointe tactique : si 27...fxb5, h4 et la T est prise.
v) Si 27...gxb4 ; 28...Tg7, h3 ; 29...gxb3, Fxb3 ; 30...Tb7 et le pion h5 tombe.
w) Si 28...Fg6 ; 29...dxb5, Fxb3 ; 30...dxc6 !
x) Menace 31...Tg-b3.
y) Si 31...f4 ; 32...Fg6, fxb3 ; 33...Fxb3.
z) Menace 34...Txb7, Txb7 ; 35...Fxb3.
aa) Une ultime défense.
ab) Alors que les forces ennemies sont totalement paralysées, il reste au R blanc à prendre lui aussi une position stratégique.
ac) Menaçant 37...Fxb8, Rxb8 ; 38...Fxb8.
ad) La capture décisive.
ae) Le château de cartes des Blancs est balayé.

SOLUTION
DE L'ÉTUDE N° 1325
L. KUBBEL 1935
(Blancs : Rg4, Tg6, Fg4 et d2, Noirs : Rb2, Td5, Fd4, Fg7).

Si 1...g5, Tg5 ; si 1...Tg4, Td5 ; 2...Tb6+ ; 3...Tb6+ ; 4...Tb6+ ; 5...Tb6+ ; 6...Tb6+ ; 7...Tb6+ ; 8...Tb6+ ; 9...Tb6+ ; 10...Tb6+ ; 11...Tb6+ ; 12...Tb6+ ; 13...Tb6+ ; 14...Tb6+ ; 15...Tb6+ ; 16...Tb6+ ; 17...Tb6+ ; 18...Tb6+ ; 19...Tb6+ ; 20...Tb6+ ; 21...Tb6+ ; 22...Tb6+ ; 23...Tb6+ ; 24...Tb6+ ; 25...Tb6+ ; 26...Tb6+ ; 27...Tb6+ ; 28...Tb6+ ; 29...Tb6+ ; 30...Tb6+ ; 31...Tb6+ ; 32...Tb6+ ; 33...Tb6+ ; 34...Tb6+ ; 35...Tb6+ ; 36...Tb6+ ; 37...Tb6+ ; 38...Tb6+ ; 39...Tb6+ ; 40...Tb6+ ; 41...Tb6+ ; 42...Tb6+ ; 43...Tb6+ ; 44...Tb6+ ; 45...Tb6+ ; 46...Tb6+ ; 47...Tb6+ ; 48...Tb6+ ; 49...Tb6+ ; 50...Tb6+ ; 51...Tb6+ ; 52...Tb6+ ; 53...Tb6+ ; 54...Tb6+ ; 55...Tb6+ ; 56...Tb6+ ; 57...Tb6+ ; 58...Tb6+ ; 59...Tb6+ ; 60...Tb6+ ; 61...Tb6+ ; 62...Tb6+ ; 63...Tb6+ ; 64...Tb6+ ; 65...Tb6+ ; 66...Tb6+ ; 67...Tb6+ ; 68...Tb6+ ; 69...Tb6+ ; 70...Tb6+ ; 71...Tb6+ ; 72...Tb6+ ; 73...Tb6+ ; 74...Tb6+ ; 75...Tb6+ ; 76...Tb6+ ; 77...Tb6+ ; 78...Tb6+ ; 79...Tb6+ ; 80...Tb6+ ; 81...Tb6+ ; 82...Tb6+ ; 83...Tb6+ ; 84...Tb6+ ; 85...Tb6+ ; 86...Tb6+ ; 87...Tb6+ ; 88...Tb6+ ; 89...Tb6+ ; 90...Tb6+ ; 91...Tb6+ ; 92...Tb6+ ; 93...Tb6+ ; 94...Tb6+ ; 95...Tb6+ ; 96...Tb6+ ; 97...Tb6+ ; 98...Tb6+ ; 99...Tb6+ ; 100...Tb6+ ; 101...Tb6+ ; 102...Tb6+ ; 103...Tb6+ ; 104...Tb6+ ; 105...Tb6+ ; 106...Tb6+ ; 107...Tb6+ ; 108...Tb6+ ; 109...Tb6+ ; 110...Tb6+ ; 111...Tb6+ ; 112...Tb6+ ; 113...Tb6+ ; 114...Tb6+ ; 115...Tb6+ ; 116...Tb6+ ; 117...Tb6+ ; 118...Tb6+ ; 119...Tb6+ ; 120...Tb6+ ; 121...Tb6+ ; 122...Tb6+ ; 123...Tb6+ ; 124...Tb6+ ; 125...Tb6+ ; 126...Tb6+ ; 127...Tb6+ ; 128...Tb6+ ; 129...Tb6+ ; 130...Tb6+ ; 131...Tb6+ ; 132...Tb6+ ; 133...Tb6+ ; 134...Tb6+ ; 135...Tb6+ ; 136...Tb6+ ; 137...Tb6+ ; 138...Tb6+ ; 139...Tb6+ ; 140...Tb6+ ; 141...Tb6+ ; 142...Tb6+ ; 143...Tb6+ ; 144...Tb6+ ; 145...Tb6+ ; 146...Tb6+ ; 147...Tb6+ ; 148...Tb6+ ; 149...Tb6+ ; 150...Tb6+ ; 151...Tb6+ ; 152...Tb6+ ; 153...Tb6+ ; 154...Tb6+ ; 155...Tb6+ ; 156...Tb6+ ; 157...Tb6+ ; 158...Tb6+ ; 159...Tb6+ ; 160...Tb6+ ; 161...Tb6+ ; 162...Tb6+ ; 163...Tb6+ ; 164...Tb6+ ; 165...Tb6+ ; 166...Tb6+ ; 167...Tb6+ ; 168...Tb6+ ; 169...Tb6+ ; 170...Tb6+ ; 171...Tb6+ ; 172...Tb6+ ; 173...Tb6+ ; 174...Tb6+ ; 175...Tb6+ ; 176...Tb6+ ; 177...Tb6+ ; 178...Tb6+ ; 179...Tb6+ ; 180...Tb6+ ; 181...Tb6+ ; 182...Tb6+ ; 183...Tb6+ ; 184...Tb6+ ; 185...Tb6+ ; 186...Tb6+ ; 187...Tb6+ ; 188...Tb6+ ; 189...Tb6+ ; 190...Tb6+ ; 191...Tb6+ ; 192...Tb6+ ; 193...Tb6+ ; 194...Tb6+ ; 195...Tb6+ ; 196...Tb6+ ; 197...Tb6+ ; 198...Tb6+ ; 199...Tb6+ ; 200...Tb6+ ; 201...Tb6+ ; 202...Tb6+ ; 203...Tb6+ ; 204...Tb6+ ; 205...Tb6+ ; 206...Tb6+ ; 207...Tb6+ ; 208...Tb6+ ; 209...Tb6+ ; 210...Tb6+ ; 211...Tb6+ ; 212...Tb6+ ; 213...Tb6+ ; 214...Tb6+ ; 215...Tb6+ ; 216...Tb6+ ; 217...Tb6+ ; 218...Tb6+ ; 219...Tb6+ ; 220...Tb6+ ; 221...Tb6+ ; 222...Tb6+ ; 223...Tb6+ ; 224...Tb6+ ; 225...Tb6+ ; 226...Tb6+ ; 227...Tb6+ ; 228...Tb6+ ; 229...Tb6+ ; 230...Tb6+ ; 231...Tb6+ ; 232...Tb6+ ; 233...Tb6+ ; 234...Tb6+ ; 235...Tb6+ ; 236...Tb6+ ; 237...Tb6+ ; 238...Tb6+ ; 239...Tb6+ ; 240...Tb6+ ; 241...Tb6+ ; 242...Tb6+ ; 243...Tb6+ ; 244...Tb6+ ; 245...Tb6+ ; 246...Tb6+ ; 247...Tb6+ ; 248...Tb6+ ; 249...Tb6+ ; 250...Tb6+ ; 251...Tb6+ ; 252...Tb6+ ; 253...Tb6+ ; 254...Tb6+ ; 255...Tb6+ ; 256...Tb6+ ; 257...Tb6+ ; 258...Tb6+ ; 259...Tb6+ ; 260...Tb6+ ; 261...Tb6+ ; 262...Tb6+ ; 263...Tb6+ ; 264...Tb6+ ; 265...Tb6+ ; 266...Tb6+ ; 267...Tb6+ ; 268...Tb6+ ; 269...Tb6+ ; 270...Tb6+ ; 271...Tb6+ ; 272...Tb6+ ; 273...Tb6+ ; 274...Tb6+ ; 275...Tb6+ ; 276...Tb6+ ; 277...Tb6+ ; 278...Tb6+ ; 279...Tb6+ ; 280...Tb6+ ; 281...Tb6+ ; 282...Tb6+ ; 283...Tb6+ ; 284...Tb6+ ; 285...Tb6+ ; 286...Tb6+ ; 287...Tb6+ ; 288...Tb6+ ; 289...Tb6+ ; 290...Tb6+ ; 291...Tb6+ ; 292...Tb6+ ; 293...Tb6+ ; 294...Tb6+ ; 295...Tb6+ ; 296...Tb6+ ; 297...Tb6+ ; 298...Tb6+ ; 299...Tb6+ ; 300...Tb6+ ; 301...Tb6+ ; 302...Tb6+ ; 303...Tb6+ ; 304...Tb6+ ; 305...Tb6+ ; 306...Tb6+ ; 307...Tb6+ ; 308...Tb6+ ; 309...Tb6+ ; 310...Tb6+ ; 311...Tb6+ ; 312...Tb6+ ; 313...Tb6+ ; 314...Tb6+ ; 315...Tb6+ ; 316...Tb6+ ; 317...Tb6+ ; 318...Tb6+ ; 319...Tb6+ ; 320...Tb6+ ; 321...Tb6+ ; 322...Tb6+ ; 323...Tb6+ ; 324...Tb6+ ; 325...Tb6+ ; 326...Tb6+ ; 327...Tb6+ ; 328...Tb6+ ; 329...Tb6+ ; 330...Tb6+ ; 331...Tb6+ ; 332...Tb6+ ; 333...Tb6+ ; 334...Tb6+ ; 335...Tb6+ ; 336...Tb6+ ; 337...Tb6+ ; 338...Tb6+ ; 339...Tb6+ ; 340...Tb6+ ; 341...Tb6+ ; 342...Tb6+ ; 343...Tb6+ ; 344...Tb6+ ; 345...Tb6+ ; 346...Tb6+ ; 347...Tb6+ ; 348...Tb6+ ; 349...Tb6+ ; 350...Tb6+ ; 351...Tb6+ ; 352...Tb6+ ; 353...Tb6+ ; 354...Tb6+ ; 355...Tb6+ ; 356...Tb6+ ; 357...Tb6+ ; 358...Tb6+ ; 359...Tb6+ ; 360...Tb6+ ; 361...Tb6+ ; 362...Tb6+ ; 363...Tb6+ ; 364...Tb6+ ; 365...Tb6+ ; 366...Tb6+ ; 367...Tb6+ ; 368...Tb6+ ; 369...Tb6+ ; 370...Tb6+ ; 371...Tb6+ ; 372...Tb6+ ; 373...Tb6+ ; 374...Tb6+ ; 375...Tb6+ ; 376...Tb6+ ; 377...Tb6+ ; 378...Tb6+ ; 379...Tb6+ ; 380...Tb6+ ; 381...Tb6+ ; 382...Tb6+ ; 383...Tb6+ ; 384...Tb6+ ; 385...Tb6+ ; 386...Tb6+ ; 387...Tb6+ ; 388...Tb6+ ; 389...Tb6+ ; 390...Tb6+ ; 391...Tb6+ ; 392...Tb6+ ; 393...Tb6+ ; 394...Tb6+ ; 395...Tb6+ ; 396...Tb6+ ; 397...Tb6+ ; 398...Tb6+ ; 399...Tb6+ ; 400...Tb6+ ; 401...Tb6+ ; 402...Tb6+ ; 403...Tb6+ ; 404...Tb6+ ; 405...Tb6+ ; 406...Tb6+ ; 407...Tb6+ ; 408...Tb6+ ; 409...Tb6+ ; 410...Tb6+ ; 411...Tb6+ ; 412...Tb6+ ; 413...Tb6+ ; 414...Tb6+ ; 415...Tb6+ ; 416...Tb6+ ; 417...Tb6+ ; 418...Tb6+ ; 419...Tb6+ ; 420...Tb6+ ; 421...Tb6+ ; 422...Tb6+ ; 423...Tb6+ ; 424...Tb6+ ; 425...Tb6+ ; 426...Tb6+ ; 427...Tb6+ ; 428...Tb6+ ; 429...Tb6+ ; 430...Tb6+ ; 431...Tb6+ ; 432...Tb6+ ; 433...Tb6+ ; 434...Tb6+ ; 435...Tb6+ ; 436...Tb6+ ; 437...Tb6+ ; 438...Tb6+ ; 439...Tb6+ ; 440...Tb6+ ; 441...Tb6+ ; 442...Tb6+ ; 443...Tb6+ ; 444...Tb6+ ; 445...Tb6+ ; 446...Tb6+ ; 447...Tb6+ ; 448...Tb6+ ; 449...Tb6+ ; 450...Tb6+ ; 451...Tb6+ ; 452...Tb6+ ; 453...Tb6+ ; 454...Tb6+ ; 455...Tb6+ ; 456...Tb6+ ; 457...Tb6+ ; 458...Tb6+ ; 459...Tb6+ ; 460...Tb6+ ; 461...Tb6+ ; 462...Tb6+ ; 463...Tb6+ ; 464...Tb6+ ; 465...Tb6+ ; 466...Tb6+ ; 467...Tb6+ ; 468...Tb6+ ; 469...Tb6+ ; 470...Tb6+ ; 471...Tb6+ ; 472...Tb6+ ; 473...Tb6+ ; 474...Tb6+ ; 475...Tb6+ ; 476...Tb6+ ; 477...Tb6+ ; 478...Tb6+ ; 479...Tb6+ ; 480...Tb6+ ; 481...Tb6+ ; 482...Tb6+ ; 483...Tb6+ ; 484...Tb6+ ; 485...Tb6+ ; 486...Tb6+ ; 487...Tb6+ ; 488...Tb6+ ; 489...Tb6+ ; 490...Tb6+ ; 491...Tb6+ ; 492...Tb6+ ; 493...Tb6+ ; 494...Tb6+ ; 495...Tb6+ ; 496...Tb6+ ; 497...Tb6+ ; 498...Tb6+ ; 499...Tb6+ ; 500...Tb6+ ; 501...Tb6+ ; 502...Tb6+ ; 503...Tb6+ ; 504...Tb6+ ; 505...Tb6+ ; 506...Tb6+ ; 507...Tb6+ ; 508...Tb6+ ; 509...Tb6+ ; 510...Tb6+ ; 511...Tb6+ ; 512...Tb6+ ; 513...Tb6+ ; 514...Tb6+ ; 515...Tb6+ ; 516...Tb6+ ; 517...Tb6+ ; 518...Tb6+ ; 519...Tb6+ ; 520...Tb6+ ; 521...Tb6+ ; 522...Tb6+ ; 523...Tb6+ ; 524...Tb6+ ; 525...Tb6+ ; 526...Tb6+ ; 527...Tb6+ ; 528...Tb6+ ; 529...Tb6+ ; 530...Tb6+ ; 531...Tb6+ ; 532...Tb6+ ; 533...Tb6+ ; 534...Tb6+ ; 535...Tb6+ ; 536...Tb6+ ; 537...Tb6+ ; 538...Tb6+ ; 539...Tb6+ ; 540...Tb6+ ; 541...Tb6+ ; 542...Tb6+ ; 543...Tb6+ ; 544...Tb6+ ; 545...Tb6+ ; 546...Tb6+ ; 547...Tb6+ ; 548...Tb6+ ; 549...Tb6+ ; 550...Tb6+ ; 551...Tb6+ ; 552...Tb6+ ; 553...Tb6+ ; 554...Tb6+ ; 555...Tb6+ ; 556...Tb6+ ; 557...Tb6+ ; 558...Tb6+ ; 559...Tb6+ ; 560...Tb6+ ; 561...Tb6+ ; 562...Tb6+ ; 563...Tb6+ ; 564...Tb6+ ; 565...Tb6+ ; 566...Tb6+ ; 567...Tb6+ ; 568...Tb6+ ; 569...Tb6+ ; 570...Tb6+ ; 571...Tb6+ ; 572...Tb6+ ; 573...Tb6+ ; 574...Tb6+ ; 575...Tb6+ ; 576...Tb6+ ; 577...Tb6+ ; 578...Tb6+ ; 579...Tb6+ ; 580...Tb6+ ; 581...Tb6+ ; 582...Tb6+ ; 583...Tb6+ ; 584...Tb6+ ; 585...Tb6+ ; 586...Tb6+ ; 587...Tb6+ ; 588...Tb6+ ; 589...Tb6+ ; 590...Tb6+ ; 591...Tb6+ ; 592...Tb6+ ; 593...Tb6+ ; 594...Tb6+ ; 595...Tb6+ ; 596...Tb6+ ; 597...Tb6+ ; 598...Tb6+ ; 599...Tb6+ ; 600...Tb6+ ; 601...Tb6+ ; 602...Tb6+ ; 603...Tb6+ ; 604...Tb6+ ; 605...Tb6+ ; 606...Tb6+ ; 607...Tb6+ ; 608...Tb6+ ; 609...Tb6+ ; 610...Tb6+ ; 611...Tb6+ ; 612...Tb6+ ; 613...Tb6+ ; 614...Tb6+ ; 615...Tb6+ ; 616...Tb6+ ; 617...Tb6+ ; 618...Tb6+ ; 619...Tb6+ ; 620...Tb6+ ; 621...Tb6+ ; 622...Tb6+ ; 623...Tb6+ ; 624...Tb6+ ; 625...Tb6+ ; 626...Tb6+ ; 627...Tb6+ ; 628...Tb6+ ; 629...Tb6+ ; 630...Tb6+ ; 631...Tb6+ ; 632...Tb6+ ; 633...Tb6+ ; 634...Tb6+ ; 635...Tb6+ ; 636...Tb6+ ; 637...Tb6+ ; 638...Tb6+ ; 639...Tb6+ ; 640...Tb6+ ; 641...Tb6+ ; 642...Tb6+ ; 643...Tb6+ ; 644...Tb6+ ; 645...Tb6+ ; 646...Tb6+ ; 647...Tb6+ ; 648...Tb6+ ; 649...Tb6+ ; 650...Tb6+ ; 651...Tb6+ ; 652...Tb6+ ; 653...Tb6+ ; 654...Tb6+ ; 655...Tb6+ ; 656...Tb6+ ; 657...Tb6+ ; 658...Tb6+ ; 659...Tb6+ ; 660...Tb6+ ; 661...Tb6+ ; 662...Tb6+ ; 663...Tb6+ ; 664...Tb6+ ; 665...Tb6+ ; 666...Tb6+ ; 667...Tb6+ ; 668...Tb6+ ; 669...Tb6+ ; 670...Tb6+ ; 671...Tb6+ ; 672...Tb6+ ; 673...Tb6+ ; 674...Tb6+ ; 675...Tb6+ ; 676...Tb6+ ; 677...Tb6+ ; 678...Tb6+ ; 679...Tb6+ ; 680...Tb6+ ; 681...Tb6+ ; 682...Tb6+ ; 683...Tb6+ ; 684...Tb6+ ; 685...Tb6+ ; 686...Tb6+ ; 687...Tb6+ ; 688...Tb6+ ; 689...Tb6+ ; 690...Tb6+ ; 691...Tb6+ ; 692...Tb6+ ; 693...Tb6+ ; 694...Tb6+ ; 695...Tb6+ ; 696...Tb6+ ; 697...Tb6+ ; 698...Tb6+ ; 699...Tb6+ ; 700...Tb6+ ; 701...Tb6+ ; 702...Tb6+ ; 703...Tb6+ ; 704...Tb6+ ; 705...Tb6+ ; 706...Tb6+ ; 707...Tb6+ ; 708...Tb6+ ; 709...Tb6+ ; 710...Tb6+ ; 711...Tb6+ ; 712...Tb6+ ; 713...Tb6+ ; 714...Tb6+ ; 715...Tb6+ ; 716...Tb6+ ; 717...Tb6+ ; 718...Tb6+ ; 719...Tb6+ ; 720...Tb6+ ; 721...Tb6+ ; 722...Tb6+ ; 723...Tb6+ ; 724...Tb6+ ; 725...Tb6+ ; 726...Tb6+ ; 727...Tb6+ ; 728...Tb6+ ; 729...Tb6+ ; 730...Tb6+ ; 731...Tb6+ ; 732...Tb6+ ; 733...Tb6+ ; 734...Tb6+ ; 735...Tb6+ ; 736...Tb6+ ; 737...Tb6+ ; 738...Tb6+ ; 739...Tb6+ ; 740...Tb6+ ; 741...Tb6+ ; 742...Tb6+ ; 743...Tb6+ ; 744...Tb6+ ; 745...Tb6+ ; 746...Tb6+ ; 747...Tb6+ ; 748...Tb6+ ; 749...Tb6+ ; 750...Tb6+ ; 751...Tb6+ ; 752...Tb6+ ; 753...Tb6+ ; 754...Tb6+ ; 755...Tb6+ ; 756...Tb6+ ; 757...Tb6+ ; 758...Tb6+ ; 759...Tb6+ ; 760...Tb6+ ; 761...Tb6+ ; 762...Tb6+ ; 763...Tb6+ ; 764...Tb6+ ; 765...Tb6+ ; 766...Tb6+ ; 767...Tb6+ ; 768...Tb6+ ; 769...Tb6+ ; 770...Tb6+ ; 771...Tb6+ ; 772...Tb6+ ; 773...Tb6+ ; 774...Tb6+ ; 775...Tb6+ ; 776...Tb6+ ; 777...Tb6+ ; 778...Tb6+ ; 779...Tb6+ ; 780...Tb6+ ; 781...Tb6+ ; 782...Tb6+ ; 783...Tb6+ ; 784...Tb6+ ; 785...Tb6+ ; 786...Tb6+ ; 787...Tb6+ ; 788...Tb6+ ; 789...Tb6+ ; 790...Tb6+ ; 791...Tb6+ ; 792...Tb6+ ; 793...Tb6+ ; 794...Tb6+ ; 795...Tb6+ ; 796...Tb6+ ; 797...Tb6+ ; 798...Tb6+ ; 799...Tb6+ ; 800...Tb6+ ; 801...Tb6+ ; 802...Tb6+ ; 803...Tb6+ ; 804...Tb6+ ; 805...Tb6+ ; 806...Tb6+ ; 807...Tb6+ ; 808...Tb6+ ; 809...Tb6+ ; 810...Tb6+ ; 811...Tb6+ ; 812...Tb6+ ; 813...Tb6+ ; 814...Tb6+ ; 815...Tb6+ ; 816...Tb6+ ; 817...Tb6+ ; 818...Tb6+ ; 819...Tb6+ ; 820...Tb6+ ; 821...Tb6+ ; 822...Tb6+ ; 823...Tb6+ ; 824...Tb6+ ; 825...Tb6+ ; 826...Tb6+ ; 827...Tb6+ ; 828...Tb6+ ; 829...Tb6+ ; 830...Tb6+ ; 831...Tb6+ ; 832...Tb6+ ; 833...Tb6+ ; 834...Tb6+ ; 835...Tb6+ ; 836...Tb6+ ; 837...Tb6+ ; 838...Tb6+ ; 839...Tb6+ ; 840...Tb6+ ; 841...Tb6+ ; 842...Tb6+ ; 843...Tb6+ ; 844...Tb6+ ; 845...Tb6+ ; 846...Tb6+ ; 847...Tb6+ ; 848...Tb6+ ; 849...Tb6+ ; 850...Tb6+ ; 851...Tb6+ ; 852...Tb6+ ; 853...Tb6+ ; 854...Tb6+ ; 855...Tb6+ ; 856...Tb6+ ; 857...Tb6+ ; 858...Tb6+ ; 859...Tb6+ ; 860...Tb6+ ; 861...Tb6+ ; 862...Tb6+ ; 863...Tb6+ ; 864...Tb6+ ; 865...Tb6+ ; 866...Tb6+ ; 867...Tb6+ ; 868...Tb6+ ; 869...Tb6+ ; 870...Tb6+ ; 871...Tb6+ ; 872...Tb6+ ; 873...Tb6+ ; 874...Tb6+ ; 875...Tb6+ ; 876...Tb6+ ; 877...Tb6+ ; 878...Tb6+ ; 879...Tb6+ ; 880...Tb6+ ; 881...Tb6+ ; 882...Tb6+ ; 883...Tb6+ ; 884...Tb6+ ; 885...Tb6+ ; 886...Tb6+ ; 887...Tb6+ ; 888...Tb6+ ; 889...Tb6+ ; 890...Tb6+ ; 891...Tb6+ ; 892...Tb6+ ; 893...Tb6+ ; 894...Tb6+ ; 895...Tb6+ ; 896...Tb6+ ; 897...Tb6+ ; 898...Tb6+ ; 899...Tb6+ ; 900...Tb6+ ; 901...Tb6+ ; 902...Tb6+ ; 903...Tb6+ ; 904...Tb6+ ; 905...Tb6+ ; 906...Tb6+ ; 907...Tb6+ ; 908...Tb6+ ; 909...Tb6+ ; 910...Tb6+ ; 911...Tb6+ ; 912...Tb6+ ; 913...Tb6+ ; 914...Tb6+ ; 915...Tb6+ ; 916...Tb6+ ; 917...Tb6+ ; 918...Tb6+ ; 919...Tb6+ ; 920...Tb6+ ; 921...Tb6+ ; 922...Tb6+ ; 923...Tb6+ ; 924...Tb6+ ; 925...Tb6+ ; 926...Tb6+ ; 927...Tb6+ ; 928...Tb6+ ; 929...Tb6+ ; 930...Tb6+ ; 931...Tb6+ ; 932...Tb6+ ; 933...Tb6+ ; 934...Tb6+ ; 935...Tb6+ ; 936...Tb6+ ; 937...Tb6+ ; 938...Tb6+ ; 939...Tb6+ ; 940...Tb6+ ; 941...Tb6+ ; 942...Tb6+ ; 943...Tb6+ ; 944...Tb6+ ; 945...Tb6+ ; 946...Tb6+ ; 947...Tb6+ ; 948...Tb6+ ; 949...Tb6+ ; 950...Tb6+ ; 951...Tb6+ ; 952...Tb6+ ; 953...Tb6+ ; 954...Tb6+ ; 955...Tb6+ ; 956...Tb6+ ; 957...Tb6+ ; 958...Tb6+ ; 959...Tb6+ ; 960...Tb6+ ; 961...Tb6+ ; 962...Tb6+ ; 963...Tb6+ ; 964...Tb6+ ; 965...Tb6+ ; 966...Tb6+ ; 967...Tb6+ ; 968...Tb6+ ; 969...Tb6+ ; 970...Tb6+ ; 971...Tb6+ ; 972...Tb6+ ; 973...Tb6+ ; 974...Tb6+ ; 975...Tb6+ ; 976...Tb6+ ; 977...Tb6+ ; 978...Tb6+ ; 979...Tb6+ ; 980...Tb6+ ; 981...Tb6+ ; 982...Tb6+ ; 983...Tb6+ ; 984...Tb6+ ; 985...Tb6+ ; 986...Tb6+ ; 987...Tb6+ ; 988...Tb6+ ; 989...Tb6+ ; 990...Tb6+ ; 991...Tb6+ ; 992...Tb6+ ; 993...Tb6+ ; 994...Tb6+ ; 995...Tb6+ ; 996...Tb6+ ; 997...Tb6+ ; 998...Tb6+ ; 999...Tb6+ ; 1000...Tb6+ ; 1001...Tb6+ ; 1002...Tb6+ ; 1003...Tb6+ ; 1004...Tb6+ ; 1005...Tb6+ ; 1006...Tb6+ ; 1007...Tb6+ ; 1008...Tb6+ ; 1009...Tb6+ ; 1010...Tb6+ ; 1011...Tb6+ ; 1012...Tb6+ ; 1013...Tb6+ ; 1014...Tb6+ ; 1015...Tb6+ ; 1016...Tb6+ ; 1017...Tb6+ ; 1018...Tb6+ ; 1019...Tb6+ ; 1020...Tb6+ ; 1021...Tb6+ ; 1022...Tb6+ ; 1023...Tb6+ ; 1024...Tb6+ ; 1025...Tb6+ ; 10

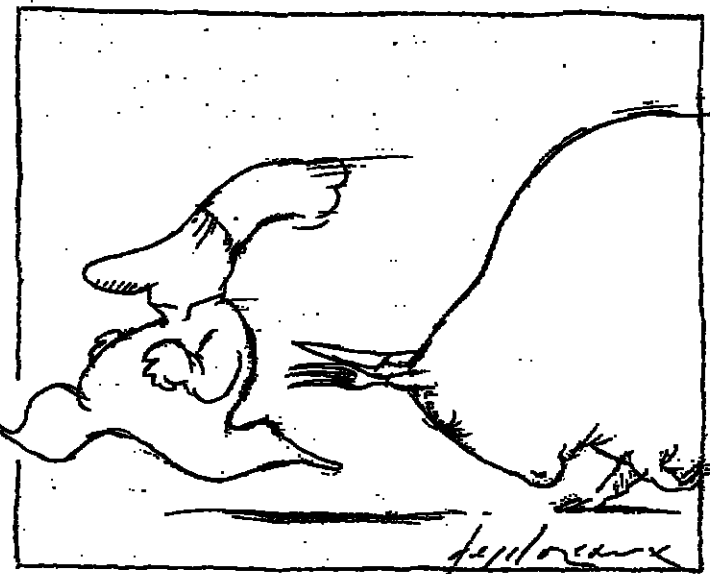
Bœuf sans frontières

La presse a longuement fait état des démêlés de la Communauté européenne et des États-Unis à propos de la viande des bœufs américains traités aux hormones.

Le bœuf steak du *Western Hilton* (avenue du Suffren) venant en droite ligne du Texas, fallait-il s'en inquiéter ? Renseignements pris, il paraît qu'après consultation avec l'ambassadeur américain à Paris les prochains arrivages sont garantis sans risques. Mais on servait également de la viande américaine chez *Laurent* (avenue Gabriel), et on y a renoncé faute de certificats officiels des services américains.

Mais ces bœufs d'outre-Atlantique ne sont-ils pas de même race que ceux, renommés aussi, d'Ecosse ? Curieusement, à l'autre restaurant du Hilton, *La Terrasse*, c'est de l'anglais que l'on propose. Cette viande écossaise a bonne réputation, y compris celle d'être fort coûteuse. On la trouve également dans quelques restaurants parisiens, grands et petits, comme *Le Bistrot d'à côté* (rue Gustave-Flaubert), où figure (où figurait) la côte de bœuf « black Angus ».

De ces bœufs qui viennent d'ailleurs, on pourrait citer, très en vogue il y a quelques années, ceux de Hongrie. Et naturellement, ceux du Japon. Légendaires ! Ne disait-on point ces bœufs de Kobe non seulement nourris en musique mais massés par des geishas aux mains massées ? Non, il s'agit seulement de bêtes, noires, de la race Tajima, élevées dans la province de Kobe, aux pâturages exceptionnels dominés à ces bêtes viande grassement persillée. On m'assure que



leur prix, sur place, est déjà exorbitant et que ce n'est pas demain qu'on le trouvera sur nos marchés.

Aussi bien nos bœufs français — du moins certains — sont-ils excellents. Et à défaut de bœuf japonais, c'est aux *Boucheries nivernaises* (99, faubourg Saint-Honoré) que se fournit, par exemple, le restaurant *Kinugawa* (rue du Mont-Thabor).

Mais, bien qu'elles soient interdites sous toutes leurs formes comme méthode d'engraissement du bétail dans la CEE, qui peut dire que nous échappions aux hormones ? Il paraît que sur vingt-cinq échantillons analysés par « test-achat », six furent reconnus douteux !

Si certains pays (Ecosse, Irlande et, plus encore, en Améri-

que du Sud, Argentine, Brésil, Uruguay) sont arrivés à standardiser, donc à industrialiser, le produit et à livrer des animaux tous de même poids, nous avons encore en France dans toutes les régions (le Charolais comme le Limousin n'ont plus le monopole) de remarquables éleveurs et des « abatteurs » sachant sélectionner de bonnes bêtes d'espèces variées, pouvant peser de 500 à 1 000 kilos en poids mort.

La Châloise, par exemple, produit peu mais bon (vous trouverez cette viande à *L'Aquitaine* de la rue de Dantzig). Et il arrive aux *Boucheries nivernaises* d'aller chercher de la très bonne viande en Bavière (la race Simmenthal est de viande particulièrement goûteuse et persillée).

Ce qui surprendra sans doute le consommateur est que, souvent, la viande qu'il croit de bœuf est de génisse, de taurillon, de vache surtout. L'égalité, il n'y a rien à redire : l'appellation « bœuf » est désormais un terme générique concernant tous les bovins.

Bernard Bissonnet (le « fils » des *Boucheries nivernaises* et le digne adjoint de son père, Jean Bissonnet) l'a confirmé : « Mieux vaut suivre la vache que le bœuf, mais l'important reste l'âge de l'animal ».

La vache dite « de réforme », huit ans d'âge environ et qui a déjà eu cinq ou six veaux, est de viande tendre, mûre et goûteuse à la fois. Et, grâce à la diversité des provenances, on peut toute l'année trouver de bonne viande.

Et enfin ce conseil précieux pour la ménagère : une bonne viande doit être grassouillette sans excès, car ce gras est la qualité d'une viande respectable. Même si l'on doit le laisser, ce gras, sur le bord de l'assiette, il faut cuire la viande avec. C'est, gastronomiquement parlant, la meilleure façon de... suivre le bœuf, fût-ce lorsqu'il est vache !

LA REYNIERE.

Disparition d'un poète de la table. — Le jour même où, dans ces pages, l'annonce de la fin de Corneille et invitait le lecteur à retrouver l'illustration de ce poète à travers le livre de notre ami Henry Viard, on apprenait la disparition de celui-ci, victime d'une longue maladie. C'est un ami, un gourmet de qualité et un poète de la table tout ensemble que nous perdons avec ce confrère du *Quotidien du médecin*.

SEMAINE GOURMANDE

La Cantine

Albert Rousseau (Bébert pour les intimes), brillant animateur de la poissonnerie du Dôme, s'est installé dans cette vieille maison d'angle : un comptoir, une double petite salle, un accueil de copain et une cuisine où dominent les moules de bouchot au gratin, le merlan mourié, la sole de petit bateau, le haddock au chou, un saumon norvégien au champagne. Ce qui n'exclut point le saucisson chaud lyonnais, les lentilles au lard en salade, le pied de veau aux deux sauces, les tripes au cidre et le faux-filet échelotes.

Le chef, Gérard Goett, est alsacien, légitimant le klevener de Heiligenstein 1987 de la carte (98 F). Le pain du boulanger voisin est remarquable. Parmi les desserts, le parfait est au marc... de gewurtz, bien sûr ! Et, outre le menu de La Cantine (120 F), la carte vous permet des agapes solides et franches pour 200-250 F. Nouveau et à connaître (les éditeurs du coin en savent déjà le chemin !).

● LA CANTINE : 245 bis, rue Saint-Jacques (5^e) ; tél. : 43-28-87-92 ; fermé dimanche soir et lundi. Salons 4, 6 et 12 couverts. Parking : Soufflot. Carte bleue.

Le Petel

Petite maison réanimée par un homme de métier, M. Tabouret, et son chef. Entrées de 29 F (tourte aux poireaux) à 59 F (saumon fumé blini), bons plats classiques (entrecôte maître d'hôtel, confit forestière, lapin

moutarde, navarin d'agneau, sole meunière), nombreux desserts (de 23 F à 32 F). Un menu déjeuner à 78 F, un autre à 98 F et à la carte (compter 200 F environ) — avec un touriste Domaine de la Garbière à 66 F.

● LE PETEL : 4, rue Petel (15^e) ; tél. : 45-32-58-76 ; fermé dimanche soir. Parking : mairie du 15^e, rue Lacourbe. Carte bleue.

La Carafe

Que de souvenirs ! En ce petit restaurant de la porte d'Asnières, nous avons connu une cuisinière-peintresse du dimanche, Alice Souverain. Puis des successions misérables. Enfin, Yan Colin, un « mordu » du métier, a passé un coup de neuf sur la salle (rouge et blanc avec de grandes glaces-ardoises où s'inscrivent les plats du jour). Un chef, jeune aussi, et qui en veut. De bons plats « sympas » (salade de haddock aux lentilles, papillote de rascasse, tartare au courrou, poulet de Bresse (du vrai) rôti, foie de veau meunière, etc.). Quelques fromages « de pays » et de bons desserts avec une dizaine de vins en carafe (un bordelais 1984 à 41 F) et un menu du jour (du lundi au vendredi : choix de deux plats, dessert du buffet, carafe du jour) à 95 F. A la carte, compter 200 F.

● LA CARAFE : 198, bd Malakherbes (17^e) ; tél. : 46-22-93-96 ; fermé dimanche. Carte bleue. L.R. - A.E. - D.C.

VOYAGE

San-Agustin colombienne et précolombienne

(Suite de la page 13.)

Une chevauchée de six heures environ permet de visiter le Cerro de la Pelota et la Chaquira. Cette sortie est l'occasion de découvrir une vie rurale d'allure très ancienne : ces hommes en poncho déambulant, leur machete éternellement au côté, les modestes maisons en argile à bâti de bois, à la façade généralement écaillée, qui sont, au vrai, l'habitat de l'essence des Andes ; ces cultures de haricots, maïs, bananiers, manioc, canne à sucre, au flanc de pentes invraisemblables ; ces carrioles tirées par un cheval ; et ces pépiements innombrables d'oiseaux...

Au flanc de la colline de la Pelota, dans l'enceinte de la ferme de Dona Barbara, au huetit Puntal, on a découvert il y a huit ans deux tombes côté à côté ; leurs entrées sont gardées par des statues représentant respectivement un homme et une femme en train d'accomplir, à ce qu'il paraît, un sacrifice d'animal, et surtout remarquables par leur très fraîche polychromie rouge, blanc, bleu et noir.

La Chaquira, c'est, d'abord, une grandiose belvédère sur la vallée du Magdalena, à trois cents mètres en contrebas. Mais c'est aussi l'unique site san-agustinien connu à ce jour où l'on peut obser-

ver des pétroglyphes : au long de l'amas de rochers ont été sculptés ici un ours, là une assez colossale maternité, là encore un enfant à la tête énoque.

C'est en Jeep, enfin, qu'il faut se rendre à Alto-de-las-Piedras. Là, est érigé, entre autres, un *Doble Yo* qui est, d'avis concordants, la plus belle sculpture de la zone, avec son cimier en forme de crocodile dont les pattes arrière sont aussi les bras de l'être « supérieur ».

Sur le même chemin, Alto-de-las-Piedras propose, encore, sur deux douces collines reliées par

une modeste combe, une quinzaine de tombes, riches en sarcophages, et une vingtaine de statues. Parmi elles figure une *Femme tenant une coupe à la main* : son asymétrie, rare en ces lieux, se marie sans effort à une très grande pureté des lignes. Cela en fait la plus attachante, peut-être, des quelque cent cinquante sculptures les plus aisément accessibles de cette forêt pétrifiée qu'est aujourd'hui, à l'extrême sud de la Colombie, la précolombienne San-Agustin.

JEAN-PIERRE CLERC.

Carnet de route

Vers la Colombie. Par Air France ou Avianca : six vols par semaine au total. Un peu plus de 10 000 F AR au tarif « excursion ».

Pour se rendre à San-Agustin. Par voie aérienne, la compagnie Aires assure deux vols par semaine (jeudi et dimanche) jusqu'à Pitalito (environ 350 F AR). Le retour (les mêmes jours) n'est jamais garanti, car le vol dépend... du nombre de passagers à reprendre à Pitalito. En cas d'annulation, pour le retour à Bogota se rendre jusqu'à Neiva — en cinq à six heures de colectivo ou de bus (tarifs très bas). Nombreux vols Neiva-Bogota.

Avertissement. Le principal danger rencontré par le touriste est de se faire dérouter. Une des modalités très désagréables est liée à l'utilisation par les *ladrones* de la scopolamine.

C'est une très ancienne drogue colombienne, redécouverte en Europe en leur temps par les « savants » nazis et utilisée depuis lors par certains services spéciaux comme sérum de vérité. Elle a le pouvoir de neutraliser la volonté du sujet et de le rendre amnésique pour deux ou trois jours. La victime est, pour ce laps de temps, totalement dépendante de qui la manipule. Il est donc recommandé — hélas ! pour la convivialité — de n'accepter aucun fruit ou douceur d'aucune sorte d'un compagnon de voyage. Et, à l'étape, de surveiller son verre de bière ou son Coca-Cola : la scopolamine s'administre en effet avec la boisson ou la nourriture.

Les guérilles, en revanche, quoique fort présentes dans les environs de San-Agustin, ne s'attaquent pas aux touristes.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western ***NN
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
58 CH. DES NONNÉS ET CLOMATES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-67-62-56 — Tél. 478-416.
Téléfax 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-00
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus hte comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
GRILL ET CHAMBRES-STUDIO
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
1/2 pers. 1 029 F à 1 680 F la sem.
Pension compl. 1 316 F à 1 925 F la sem.

Provence

83240 CAVALAIRE
HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE ***
• Les pieds dans l'eau • Site exceptionnel. Piscine, tennis, télévision. 1/2 pers. de 440 à 470 F/jour et par personne.
Tél. 94-64-04-27.
Tél. 400 193 F CALANQUE
Spécialités : POISSONS.

LANGUEDOC

Vacances printemps, été, automne
Vallée de la CÈZE
M. Maurice COSTE (Fédération)
et l'HOTEL DU COMMERCE **
30630 GOURDARGUES
vous proposent leurs séjours au soleil et leurs prix de pension (vins compris).
10/3 au 31/5. De 135 à 180 F (suppl. ch. ind.)
1^{er} juin au 5 juillet 1989.
25/8 au 20/10. De 165 à 190 F (suppl. ch. ind.)
6/7 au 24/8. De 185 à 215 F (suppl. ch. ind.)
Réduction de 5% pour 15 jours pleins.
(Sauf du 6 juillet au 24 août.)
Excursions en car dans toute la région, randonnées pédestres, pêche, baignade, nombreux loisirs, location de vélos, canoë-kayak, tennis, soleil, calme, repos, régimes assurés.
Doc. rapide sur dem. au tél. 66-82-20-68.

26110 NYONS

4 heures PARIS TGV. Site except. Randonnées. Sauna, pisc., exc. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table.
Bibio. Chamb. géo conf. TV. Tél.
Dir. M. et Mlle COLOMBE.
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES
Tél. 75-26-12-89.

07470 COUCOURON (ARDECHE)

AU CARREFOUR DES LACS *NN**
1 130 m. Proximité lacs, pêche, baignade, randonnées pédestres et équestres.
Pens. complète 190 F à 210 F.
Tél. 16 (1) 66-46-12-70.

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE
EDEN PLAZA HOTEL
68 QUEENSGATE
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 19-44-1-370-6111. Tél. 91622.
Téléfax 19-44-1-370-6570.
Hôtel moderne et accueillant
Près de Knightsbridge, Harrods
Hyde Park, musée.

(Publicité)
APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE
UNIVERSITÉ DE VIENNE
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS
3 sessions du 10 juil. au 23 sept. 1989
Cours pour débutants et avancés (6 degrés).
Laboratoire de langues.
Excursions, sorties.
Age minimum : 16 ans.
Droits d'inscription et de cours
pour quatre semaines : 2 950 AS (env. 1 475 F).
Frais forfaitaires (inscription, cours, chambre)
pour quatre semaines : 4 620 AS (env. 4 818 F).
Échange KD 148.
Programme détaillé :
Wiener Internationale Hochschule
A-1010 Wien - Universität.

NOMADE ?
Une vie à découvrir
des voyages insolites
Randonnées & Expéditions
NOMADE
Jules Verne de la Sierra
NOMADE
Aventure

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

GRANDS VINS DE BOURGOGNE
Direct. du product. GIVRY rouge et bl.
PARIZE Gérard, viticult. 71640 GIVRY

GRANDS VINS DE JURANÇON CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur au consommateur.
Qualité et millésime au sec et moelleux.
J. LABAT-LABONNETTE, 64100 JURANÇON.
Télé sur demande.



Paris Bangkok en 12 h 30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77



Culture

THÉÂTRE

« Les Pierres », d'après Gertrude Stein, au château de Vincennes

L'émotion du silence

Dans la tour du château de Vincennes, quatre acteurs silencieux, accompagnés par une voix, une musique, jouent dans la langue de la gestuelle : celle des signes. A entendre absolument.

« Au fond, disait Louis Jouvet, une mise en scène réussie, ça peut être vu par un aveugle et par un sourd. Pour l'aveugle, on parle juste, le sourd comprend tout grâce à la gestuelle, à l'expression physique du comédien. »

On peut être étonné et apprécier au théâtre des comédiens privés de parole (à distinguer des mimés). Cette force de la simple présence d'un corps, d'une âme, sur un plateau, certains metteurs en scène l'ont théorisée, comme Craig, d'autres l'ont cultivée.

On pense au spectacle fondateur de tout un courant du théâtre d'images des années 70, le *Regard du sourd*, de Bob Wilson, découvert au Festival de Nancy en 1971. Dans le théâtre de Kantor, aussi, les acteurs parlent peu, le plus souvent pas du tout. Et la génération suivante semble renouer avec ce théâtre du silence.

Chez François Tanguy et son Théâtre du Radeau — une des jeunes troupes françaises les plus novatrices d'aujourd'hui — on grommelle tout au plus. Dans le dernier spectacle de Claude Régy, *le Criminel*, de Leslie Kaplan, il y avait la voix d'une comédienne, assise à l'écart, comme privée de corps, et sur le plateau de terre brune, des comédiens et leurs gestes, dessinés dans l'espace leur théâtre intérieur qu'ils nous communiquaient si fort.

Comme tout ce qui a trait à la scène — décor, costumes, déplacements, sentiment — le silence au théâtre est un art du faux, non du mensonge. C'est-à-dire qu'il faut en déplacer les codes pour qu'il sonne juste. Coupez le son à la télévision : le speaker, avec ses mimiques, sera ridicule.

Inventée à la fin du siècle dernier, non reconnue officiellement en France, la langue des signes, pour être visuelle, n'échappe pas à cette règle. Elle se prête d'emblée, au théâtre, au symbole, son vocabulaire empruntant beaucoup à l'idéogramme. Dans notre vie, parfois, on utilise peu ou prou certains de ces signes pour exprimer l'incompréhensible.

Et dans *l'Age d'or*, de Bunuel, quand les héros se mordent les

doigts, cela signifie « Je t'aime ». C'est du moins ce que l'on apprend en feuilletant l'agenda édité par l'ITV, l'International Visual Theatre, fondé en 1976 par un comédien sourd, Alfredo Corrado.

Gourmandise et légèreté

Installé dans la tour du château de Vincennes, à deux pas du donjon où l'on tenta de priver le marquis de Sade de parole, l'ITV organise des cours de langue des signes, édite des livres en « bilingue » (français — langue des signes) pour tenter de pallier l'illettrisme de bon nombre de sourds ou de mal-entendants (ils sont près de quatre millions en France).

Persuadé encore que la langue des signes a droit de cité au théâtre, au cinéma, l'ITV organise des stages, des ateliers, crée des spectacles, le plus souvent mis en scène par Alfredo Corrado (*les Enfants du silence*), parfois par des invités : Thierry Roisin, de la compagnie Beaux Quartiers, coproduit et met en scène *les Pierres* d'après Gertrude Stein.

Féra d'un théâtre où l'objet, le symbole concret et poétique, occupe une large place comme en témoignent ses précédents spectacles (*la Patience*, *Everest*, *Annapurna*),

Thierry Roisin présente un spectacle lumineux, prenant, organisé en courtes séquences. Des troupes de sable blond sortent de la cheminée en pierre de taille, il y a quelques transats, une table pour tout décor et un comptoir. Une femme y est accoudée, elle écoute la radio. Puis elle parle.

Sa voix, tout d'abord, rencontre les gestes des comédiens, silencieux. Puis s'émancipe. Les gestes et la musique (François Marillier) jouent le même jeu de chassé-croisé.

La voix raconte l'histoire de Miss Furr et Miss Skeene qui s'emploient à aménager leur vie pour se sentir bien. Un ballon jaune roule dans la pièce, comme une boule de feu. Un officier en blanc pose dans le médaillon d'une porte. Les mains sont des oiseaux qui chantent les sentiments, devant des visages qui jamais ne forcent l'émotion mais la laissent transparaître davantage, simplement.

Les comédiens sonnent juste, un peu ailleurs, comme dans un rêve (Levent Bekardes, Alfredo Corrado, Monica Flory, Nathalie Joly, Chantal Liemmel). Il y a de la gourmandise dans ce spectacle, une légèreté, un enlèvement.

ODILE QUINOT.

★ Château de Vincennes. ITV. Jusqu'au 29 avril, 21 heures (43-65-70-13).

A propos de « Zaïre » de Voltaire

La jeune chrétienne et le vertueux musulman

Au théâtre aussi, Voltaire a combattu les fanatismes. Pourtant, il est un auteur dramatique méconnu.

« Il faut jeter au feu tout ce qu'on a dit jusqu'ici sur les musulmans », déclare subitement Voltaire, à soixante-trois ans, dans son texte touché-à-tout, très enlevé, qu'il appelle *la Défense de mon oncle*.

Mais Voltaire n'aurait pas brûlé deux choses dites jusqu'ici, sa tragédie *Mahomet le prophète*, ni surtout *Zaïre*, l'une de ses plus fortes pièces.

Zaïre est une jeune fille, une beauté, une forte tête aussi. Ses parents étaient français, chrétiens, des « croisés », et quand Zaïre était une toute petite fille elle avait été enlevée par les musulmans pendant la prise de Césarée.

Et voici qu'à dix-huit ans elle est amoureuse du musulman qui règne sur Jérusalem, Orosmane. Des Français essaient de la raisonner, elle répond, elle qui tient à son musulman :

Généreux, bienfaisant, juste, plein de vertus, s'il était né chrétien, / Que serait-il de plus ?

C'est parier net, et toute la pièce est de ce ton, sans réplique pourrait-on dire, si ce n'était du théâtre.

Voltaire n'est pas un fanatique. Son musulman Orosmane est une merveille d'homme, mais ses Français, baptisés, sont très présentables aussi, et Voltaire, qui aimait beaucoup monter sur les planches, faire l'acteur, a plus d'une fois joué un personnage chrétien de *Zaïre*, Lusignan. C'est Guy de Lusignan, qui avait été « roi de Jérusalem » au douzième siècle, et qui s'était fait éjecter en 1187 par Saladin.

MI-FIGUE MI-RAISIN

Lusignan est inspiré et attachant lorsqu'il essaie de ramener Zaïre au bercail, il cite sans doute à Zaïre des bonnes paroles (« *Aimez-vous les uns les autres* »), et Zaïre, d'une voix charmante, claire, mais avec un brin d'incertitude quand même, répond :

« *Obligés de s'aimer, sans doute ils sont heureux* », Voltaire est parfait dans les échanges comme ça, mi-figue mi-raisin.

Zaïre est une très belle pièce, magnifiquement construite, jusqu'à son asymétrie et son temps d'arrêt de construction, justement, qui lui ont été reprochés. Et les paroles sont d'une simplicité unique. Sans chichi. « *La passion doit parler un*

langage vrai, le poète doit se cacher toujours. On généralise les vers simples de la pièce si on veut les rendre beaux », dit Voltaire. « *Ne dire que ce qu'il faut* », c'est, selon lui, la règle du métier.

Cette rigueur, et aussi, sûrement, la position si personnelle de Voltaire, qui dit ses quatre vérités sans pour ça mépriser les autres, voilà peut-être pourquoi les belles tragédies de Voltaire ne sont jamais jouées. Dans son remarquable livre *D'Aroust à Voltaire*, M. René Pomeau nous rappelle que la dernière présentation de *Zaïre* à la Comédie-Française date du 12 novembre 1936.

« Dissimuler sa qualité d'acteur »

C'était la 488^e représentation de *Zaïre*, alors que la pièce « musulmane » de Racine, *Bajazet* , avait été jouée 435 fois. Voilà, cela remonte à plus d'un demi-siècle, et, de notre temps, rien !

Zaïre avait fait un triomphe, à la création le 13 août 1732, à la Comédie-Française, et les jours suivants. Mais Voltaire a eu des ennuis lorsqu'il a publié la pièce : il avait mis dans la préface des choses qui n'avaient pas plu au gouvernement et à Louis XV.

Il écrivait : « *Tout semble ramener les Français à la barbarie du Louis XIV et le cardinal Richelieu les ont tirés.* » Il protestait aussi contre la persécution des acteurs. Le curé de Saint-Sulpice venait de refuser l'inhumation, dans un cimetière, de l'immense actrice Adrienne Lecouvreur. Voltaire disait qu'il avait fallu « *emporter dans un vieux sacre* » le corps de l'actrice, et l'enterrer « *au bord de la rivière* ». René Pomeau nous dit qu'en 1791 encore, *Talma*, pour se marier à l'église, fut obligé de dissimuler sa qualité d'acteur ». Ce qui étonne, car à ce moment-là, il y avait deux ans que Talma faisait à Paris les quatre cents coups et était connu comme le loup blanc.

J'ai menti. *Zaïre* a été représentée, durant trois mois, du 10 janvier au 1^{er} avril 1989 (c'est le 31 mars la dernière), à Paris, à la Cité internationale universitaire, par une jeune troupe, Le Théâtre à deux têtes. Pourquoi ne l'avoir pas dit ? Parce que ce n'était pas « tout à fait ça ». Oh, ces comédiens, Odile Michel, Patrick Olivier, leurs camarades, ont fait preuve d'intelligence, en montant enfin *Zaïre*, mais l'absence d'entraînement des comédiens empêchaient beaucoup de vers d'atteindre l'auditoire.

MICHEL COURNOT.

LIVRES

« Louis Jouvet, qui êtes-vous ? » par Paul-Louis Mignon

« Tout est suspect, sauf le corps »

« *Je me suis trouvé un jour au théâtre, dans une salle, puis sur la scène : je m'en étais encore mémo-* », note Louis Jouvet à la fin de sa vie. Cet étonnement est sa force. Jusqu'à sa mort, en 1951, il conserve, cultivé, l'émerveillement de l'enfant qui se réfugiait dans les justes de sa grand-mère pour échapper à la peur, à la légende et à l'histoire de brigands ; cet étonnement de l'adolescent qui s'obstine au théâtre, « *métier honteux* », disait-on dans sa famille.

Il en pratique les moindres recoins, du « *suprême métier de régisseur* », c'est-à-dire de valet de chambre du théâtre, à celui de directeur de théâtre. Avec des doutes, des remises en question, des insomnies, une boulimie de la perfection. Pour Louis Jouvet, le théâtre est « *une église et une école... une religion de l'esprit... une auberge de l'humanité*... » et bien d'autres grandeurs et misères encore consignées jour après jour.

« *Monstre inexplicable* » lui-même, puisque ainsi Jouvet qualifie le comédien, toute son activité balance entre « *la modestie de l'artisan et l'idéal orgueilleux de l'artiste* », écrit Paul-Louis Mignon.

Dans les coulisses du Vieux-Colombier, de la Comédie des Champs-Élysées, de l'Athénée, sur les routes d'Amérique du Sud, on

croit entendre la voix du patron scandant ses admonestations injustes et tendres aux comédiens : « *Ptit con !* », et donne quelques conseils pour « *faire dire le personnage* » : « *Tout est suspect, sauf le corps... Un texte est d'abord une respiration.* »

La haute silhouette d'Arnolphe et de Dom Juan, le regard perçant de Knock hantent encore la conscience du théâtre. Fondateur du Cartel, le pédagogue Jouvet n'était pas un donneur de leçons, mais un éternel amoureux de la vie, des femmes, de la scène.

Certaines biographies n'ont pas besoin d'être romancées pour qu'on y ajoute encore des pages sans se lasser. Celles de Paul-Louis Mignon sont chaleureuses, vivantes, en un mot : humaines. Elles sont enrichies de témoignages, de textes de Jouvet, d'une liste de ses rôles au théâtre, au cinéma, de ses émissions de radio, de ses disques, d'une bibliographie impressionnante. Les anecdotes n'y sont jamais gratuites : « *Ce ne sera pas un rond, mais ce sera l'honneur de ma vie d'avoir monté c'te pièce-là* », murmure Jouvet à la veille de la première de *Siorgiad*, de son ami Giraudoux.

O. G.

★ La Manufacture, 307 p., 78 F.

Ecole du geste à Bordeaux

Depuis septembre 1988, Bordeaux dispose d'une école de théâtre gestuel et de pantomime. Six cents élèves de tous âges, dont des enfants trisomiques et des adultes non voyants, suivent les cours du mime Philippe Bizot. L'artiste, qui travaille en soliste depuis quatorze ans, rêvait « d'un lieu où prendre le temps d'initier un large public hors du carcan de stages trop limités dans le temps ».

La ville de Bordeaux, le département de la Gironde, la région Aquitaine et la direction régionale des affaires culturelles lui ont alloué une subvention de 400 000 francs ainsi que des locaux gratuits, un ancien petit théâtre de quartier, par ailleurs mairie annexe.

« *l'enseigne, dit le mime, la découverte du silence et d'un langage neuf qui abolit les différences et s'adresse à ce qu'il y a de plus beau en nous.* » Très rapidement, l'école a pris une dimension sociale. Je prends ces acteurs dans mes bras, de leur apprendre à codifier leurs émotions et les couleurs, à eux qui n'en n'ont jamais vues. Un non-voyant gâche sa morphologie à force d'écouter avant de marcher. Nous essayons ensemble de réapprendre à marcher d'abord.

« *Mais, attention, dit-il, l'école du théâtre gestuel reste avant tout un lieu de recherche et de création et non un lieu thérapeutique.* »

GINETTE DE MATHA.

★ Ecole de théâtre gestuel, Maison cantonale, rue de Nuits, Bordeaux. Tél. : 56-86-20-36.

MUSIQUES

Madeleine Renaud reprend « Savannah Bay »

« La flûte enchantée »



Madeleine Renaud reprend, dans la petite salle du théâtre Renaud-Barrault, la pièce de Marguerite Duras, *Savannah Bay*, et Bulle Ogier lui donne la réplique.

C'est décidément un bonheur unique que d'entendre jouer Madeleine Renaud : cette voix si pure, si céleste, cette vérité absolue, cette inépuisable gaieté d'imagination dans la façon de dire tout, cette profondeur sans tendre, comme le bleu des sphères, et cette modestie : Madeleine Renaud c'est « la flûte enchantée ».

M. C.

★ Théâtre Renaud-Barrault, 20 heures. Tél. : 42-56-60-70.

Au Théâtre de la Ville

Jean-Marc Luisada, le poète

Pour son second grand récital parisien, Jean-Marc Luisada a joué devant une salle comble. Le 29 mars, le Théâtre de la Ville avait même dû refuser l'entrée à de nombreux auditeurs.

Jean-Marc Luisada se lève, salués, encore dans les brumes. Avec son sourire vaguement inquiet, il a le visage du petit dernier qu'on vient de surprendre les mains dans le pot de confiture.

En brio, il a joué la *Valse* de Francis Poulenc. Qui l'aura reconnue ? Jouée ainsi, à la russe, les mains levées au ciel (comme Arthur Rubinstein dans la *Danse du feu* de Manuel de Falla), elle a dû faire frémir les cœurs du piano français. Poulenc, qui ne manquait pas d'humour, aurait sans doute aimé qu'on pervertit ainsi ce qui n'est finalement qu'une blague.

Jean-Marc Luisada joue assis sur une chaise, parfois appuyé sur son dossier, comme Radu Lupu, comme Michel Dalberto. Il bouge moins qu'avant. Parfois, il accompagne de sa main gauche le chant des aigus. Comme Glenn Gould.

Son Brahms n'est pas ordinaire : ondoyant, parfois légèrement rythmique (mais Pablo Casals ne disait-il pas que « *le rythme, c'est le retard* » ?), plus enroulé que Brahms. Il avait choisi les *Intermezzi* op. 117 du compositeur allemand. Ce n'est pas avec des œuvres aussi calmes, intérieures, qu'un pianiste gagne les faveurs du public.

Schumannien né, poète du clavier

Au Théâtre de la Ville, les applaudissements explosèrent : Luisada met ses auditeurs dans sa poche, dès qu'il entre en scène. Peu de ses confrères ont cette chance.

Dans la *Fantaisie en fa mineur* de Chopin, il préfère rester dans l'ins-

tant, savourer les harmonies plutôt que bâiller. A-t-il raison ? S'il réussit à captiver, malgré tout, son auditoire, c'est avant tout par sa « présence », par sa faculté de relancer sans cesse les phrases, de varier les couleurs, les attaques, la dynamique. Son jeu de pédales est admirable, sa main gauche, souple, bondissante ; ses basses s'élèvent, résonnent comme des cloches ; elles ont la sonorité de bronze. Il joue un Yamaha, à la sonorité un peu ancienne, féminine. Ce piano convient à la musique de Chopin, qui demande une telle fragilité.

Avec ses soudains dérapages, ses coups de folie instantanés, l'*Humoresque* de Schumann n'offre pas de prises, pas de pauses. Elle semble écaillée par un ciel nuageux qui filtre une lumière vacillante, rejetant dans la grisaille le paysage qu'elle montrait du doigt l'instant précédent. Pour jouer cette musique fuyante, il faut être inspiré, il faut se dédoubler, distribuer les plans sonores, faire sonner l'harmonie, se

laisser aller au chant. Et garder la tête froide.

Ce n'est pas dans les habitudes du jeune pianiste, cela lui viendra avec la pratique du récital, avec le temps. Au disque (1), s'il est plus calme, il n'est pas moins étonnant. Cette exaltation lui a coûté un trou de mémoire. Il n'en est sorti victorieusement. Mais, un instant, son visage s'est fermé, durci. Vite, il s'est repris, refermant les tourbillons de cette œuvre énigmatique sur des sonorités tendres, dorées.

Luisada est une schumannien né, un poète du clavier. Il ne sont pas si nombreux.

ALAIN LOMPECH.

(1) Jean-Marc Luisada vient d'enregistrer les *Davidbinderlärchen* et l'*Humoresque* de Schumann. Depuis les années interprétations d'Alfred Cortot, de Claudio Arrau et de Richter, on ne se souvient pas d'interprétations si fluides, si indéfinies dans leur agencement et pourtant si habilement conduites. Et quelle prise de son ! (Un disque Harmonia Records H/CD 8822.)

J.M. Luisada

Culture

ARTS

A Lausanne

Daumier, sculpteur et lithographe

Dans le calme d'une demeure suisse, cent cinquante lithographies et soixante-cinq sculptures de l'irréductible satiriste.

Daumier est accueilli dans la maison de maître du banquier vaudois Eugénie, devenue la Fondation de l'Hermitage. Il y est choyé sur quatre étages dans le luxe discret des secrétaires aux ébénisteries précieuses, des beaux tapis, des meubles d'encourageurs.

Dans ce qui fut le grenier, sous la charpente, on a disposé au pied de son buste — superbe hure encadrée de favoris — un monumental bouquet de tulipes.

Il faut convenir que Daumier, qui fut, comme on sait, accablé de soucis d'argent au cours de sa vie, s'accommoda assez bien de cette intimité cossue. Il y règne avec l'ensemble de son œuvre sculptée — soixante-cinq pièces — et cent cinquante des quatre mille lithographies qu'il dessina.

Celles-ci, pour la plupart des « épreuves sur blanc » — c'est-à-dire avant la multiplication des images pour les besoins du *Charivari* de Philippon — sont de qualité exceptionnelle, noirs intenses, gris veloutés, blancs immaculés. Elles couvrent le double champ où s'exerça la verve de Daumier, la satire politique et l'observation ironique des mœurs de la société. Ce qui reste de douceur familiale dans la maison confère-t-il au caricaturiste de la comédie bourgeoise plus d'aménité qu'il n'en eut.

On sent une bonhomie amusée devant ces personnages bedonnants, aux rouflaquettes pompeuses, flanqués d'épouses grasses et suivies de leur marmaille, tous gonflés de leur importance. Comme si Daumier, bon géant, contemplant avec un sourire ces petits hommes ridiculement

péremptaires au théâtre, dans les salons de peinture ou au cours de leurs parties de campagne. Plus de férocité chez lui pour les gens de justice. De la compassion, en revanche, pour ceux qui voyagent en troisième classe par temps d'hiver et dansent la gigue pour se réchauffer.

Mais quels que soient les sentiments qui l'animent, le dessinateur reste le même, musculeux, inspiré, lyrique, toujours au-delà du réalisme, fouillant les visages, évitant les orbes, s'accrochant aux touffes de poils, accentuant en forme de promontoires les tarins dont son humanité est généreusement pourvue.

Que de trognes en grimaces ! Le rapport avec la sculpture s'impose. A l'Hermitage on a rapproché les bustes parlementaires coulés dans le bronze seulement en 1930 — Daumier les avait simplement modelés dans la glaise et colorés — de leur traduction lithographique.

Homme de sac et de corde

On voit que ces têtes de jeu de massacre sont taillées d'ombres par le crayon qui les décrit, ainsi, en volume. Les figurines, qu'il façonna après la loi de septembre 1833 musant la presse, prennent la pose comme les acteurs d'un petit théâtre moqueur, avec moins de force toutefois que les lithographies bourgeoises.

Mais le Ratapoi, sacripant efflanqué, homme de sac et de corde, le bas-relief des *Emigrants*, le buste de Louis XIV au nez pointu sous la pernique de Méduse et son autoprotrait ont été pétris avec une telle vigueur physique, un tel souffle, une telle liberté qu'ils annoncent le Rodin du monument à Balzac.

Dans une salle on a réuni ses lithographies politiques les plus célè-

bres : Louis-Philippe en poire, costumé en gendarme ou métamorphosé en magot, *Rue Transnonain*, *On peut le remettre en liberté*, *Liberté de la presse*, *Enfonce Lafayette*... une œuvre qui demeure inaltérable, irrécupérable. A l'Hermitage, elle claque encore comme un coup de feu sur une barricade.

JEAN-JACQUES LERRANT.

★ Fondation de l'Hermitage à Lausanne, 2, route du Signal. Du mardi au dimanche, jusqu'au 15 mai.

● Bandes dessinées : Dupuis et Glénat créent une chaîne de librairies. — Deux des plus importants éditeurs de bandes dessinées, les éditions Dupuis et Jacques Glénat, viennent de s'associer pour créer une chaîne de sept librairies appelées « Librairies de l'Image » (à Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Montpellier et Grenoble). Les éditions grenobloises Jacques Glénat sont à l'origine de cette chaîne destinée « à défendre la BD dans le circuit traditionnel de la distribution du livre ». Elle détiennent la majorité du capital (18,7 millions de francs) et assureront leur direction en 1989.

PICARO

Parade

La serrure automatique sans clé

Liste des installateurs agréés au 42-33-44-55

CINÉMA

Montréal après Gand

Le succès de « Cités-Cinés »

Britanniques, Néerlandais, Allemands, mais aussi Parisiens vont à Gand pour voir « Cités-Cinés ».

« Nous devrions accueillir 275 000 personnes pour équilibrer nos frais, mais je pense que nous allons dépasser ce chiffre. » Jacques Dubrulle, le responsable de « Cités-Cinés », le plus grand spectacle sur la ville et le cinéma qui s'est ouvert à Gand le 17 février dernier, est résolument optimiste : l'afflux des visiteurs dans le palais des Floriales de la ville flamande, mais aussi l'enthousiasme de ceux-ci — la reine Fabiola, venue pour une courte visite, a flâné durant plus de deux heures dans le gigantesque hall des Floriales, où se déroule l'exposition — semblent déjà lui laisser penser que son pari est en voie d'être gagné.

Ce pari commence à Paris lorsque Jacques Dubrulle, secrétaire général du Festival international du film de Flandre, a éprouvé, comme les 450 000 visiteurs de la Grande Halle de La Vilette, le coup de foudre pour « Cités-Cinés ». Il demande à l'organisateur français, François Barré, s'il ne serait pas possible d'organiser une telle fête à Gand.

« Mais il ne s'agit pas d'une exposition itinérante », expliquent les responsables parisiens, qui, devant les demandes multiples, se laissent malgré tout convaincre. Et d'abord par Gand. « C'est le concept qui va voyager », explique Jacques Dubrulle. Le contrat est signé en avril 1988, et la construction de la « ville » commence en mai. L'investissement atteint 100 millions de francs belges (environ 15 millions de francs français) et sera entièrement financé par des sponsors privés.

Si le concept est le même, si 95 % des extraits de films projetés sont semblables, si de nombreux responsables de l'exposition parisienne ont prêté le concours aux Gantois, l'exposition flamande, au dire même de nombreux Parisiens, a su se servir de l'expérience de la Halle de La Vilette pour aller plus loin dans

l'imaginaire. Ainsi, « Cités-Cinés » occupe à Gand 10 000 mètres carrés, soit 4 000 mètres carrés de plus qu'à Paris. Le secteur « Berlin », qui occupait à Paris 100 mètres carrés, devient à Gand un hommage à Métropolis sur 500 mètres carrés. Une gigantesque machine évoquant la ville souterraine se dresse à 9 mètres de haut.

Les « Toits de Paris » deviennent un véritable lieu de tournage : le ciel de ces toits se trouve dans les cintres. Avec « Publi-Cité » le visiteur plonge dans un tableau de Magritte, étrange interprétation en volume d'un peintre qui a si bien maîtrisé les aplats.

Autre nouveauté, spécifiquement belge celle-là : la reconstitution de la place d'une petite ville flamande, traitée de manière hyperréaliste, avec un montage de films belges.

L'exposition, qui fermera ses portes le 21 mai, reçoit pour le moment davantage d'étrangers que de Gantois. Britanniques, Néerlandais, Allemands, Français du Nord mais aussi Parisiens (qui n'ont pu entrer à la Halle de La Vilette compte tenu de l'affluence), font quotidiennement le voyage à Gand. Les autres pourront encore se rendre à Montréal, où « Cités-Cinés » s'ouvre le 25 mai dans une tour de huit étages.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Au mémorial de Caen

Une cinémathèque de la seconde guerre mondiale

Une cinémathèque de la deuxième guerre mondiale ouvrira ses portes aux historiens et au grand public en 1993, à Caen (Calvados), au Musée-Mémorial pour la paix, inauguré l'année dernière par M. Mitterrand (*le Monde* du 6 juin 1988). L'investissement est estimé à 20 millions de francs.

Un enfant qui pleure dans un landau plein de valises, des femmes au regard traqué qui marchent droit devant elles, des maisons désertées, et des avions qui soudain piquent sur ces pitoyables cohortes de réfugiés. Mai 1940. C'est en France le drame de l'exode et celui de la guerre.

Des documents filmés tels que celui-ci, le Mémorial de Caen en possède déjà beaucoup. Parce que les techniques muséographiques modernes sont l'un des concepts dominants du projet. Parce que la deuxième guerre mondiale a été l'un des premiers conflits contemporains qui ait donné à l'image la force du témoignage brut. « L'audiovisuel est l'axe de développement du musée », observe M. Jacques Belin, directeur du Mémorial. Car ce musée se veut le point de départ d'une réflexion sur la guerre, donc sur la paix. »

Le fonds audiovisuel du centre de recherche et de documentation a été constitué à partir de dons de pays comme les États-Unis, la Pologne, l'Union soviétique. Dons de particuliers, et acquisitions aussi. « Nous achetons tous les documents intéressants en privilégiant cependant les années 1939 et 1944. » Ces longs et courts métrages sont des copies qui proviennent du service cinématographique des armées, ou encore de l'Imperial War Museum de Londres, des Bundes Archives de Coblenze, et de l'Office national du film de Montréal, où ont d'ailleurs travaillé le producteur Jacques Perrin, réalisateur avec Didier Martigny du documentaire *D. Day*.

Et puis il y a ces films de propagande nazie ainsi que le sont les documents consacrés aux expérimentations scientifiques dans les camps d'extermination, et ces courts-métrages filmés par des amateurs, des soldats américains pour la plupart, qui sont tous autant d'instants tragiques à jamais fixés sur la pellicule.

PASCALLE MOUNIER.

APRÈS TROIS HOMMES ET UN COUFFIN VENEZ RIRE AVEC

ROMUALD & JULIETTE

DANIEL AUTEUIL FIRMINE RICHARD
COLINE SERREAU

“Une comédie tendresse.”

“Un moderne conte de fées, drôle, tendre, inattendu.”

“Un film qui colle un enthousiasme d'enfer.”

“Un miracle de joie de vivre.”

“Un couffin en or pour Coline.”

“Cette comédie signée Coline Serreau est un régal.”

Le Journal du Dimanche

LE FIGARO

Libération

France Soir

Observateur

PREMIERE

مكتبة

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans le dimanche-matin. Signification des symboles : * Signifié dans le Monde radio-télévision - □ Film à voir - On peut voir

Dimanche 2 avril

Vendredi 31 mars

TF 1
20.40 Variétés : *Avant de partir*. Emission présentée par Patrick Sauter. Invité : Richard Gosselin. Variétés : Claude Nougaro, Jeanne Mas, Simply Red, Bernard Minet, Serge Reggiani, Marc Drouin. Coupes de cœur : Paul Belmondo, Paul-Loup Sulitzer. 22.35 Magazine : *Demain la lune*. De Stéphane Millière et Patrice Van Hese. Sommaire : Homosexualité, l'homme de Néandertal, Confessions sous hypnose, Criminal : Lunettes de... 23.35 Sport : *Harcèlement*. Reportage international en motocyclette au Canada. 23.40 Journal et météo. 0.00 Série : *Arènes*. Agence Barbet, avec Georges Desarmes. 1.15 Série : *Des agents très spéciaux*. Bombe sur l'Oklahoma.

A 2
20.35 *Feuilles* : La vie en couleurs. De Jacques Doniol-Valcroze, avec Carole Laure, Jean-Christophe Leborg. (1^{re} épisode). 21.30 *Apostrophes*. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Les lectures de Felipe Gonzalez : *Cervantes*, de Jean Cayrol. *L'Homme sentimental*, de Javier Marías, *La Ville des prodiges*, d'Edouardo Mendoza, *L'improvisation de Madrid*, de Marc Lambron. 22.55 Journal et météo. 23.15 Cinéma : *Méduse*. De Max Ophüls (1953). Avec Danielle Darrieux, Charles Boyer, Vittorio de Sica (N.). 0.50 Magazine : *De côté de chez Fred* (rediff.).

FR 3
20.35 *Feuilles* : *Mouvements*, le dernier volet. De Tom Clug, avec Nicol Williamson, Janet Suzman, Ian Richardson. (3^e épisode). 21.30 Magazine : *Thalassa*. De Georges Perceux. Henri de Monfreid : le souffle du danger. 22.25 Journal et météo. 22.50 Cinéma : *Le message*. De Bernard Blier. Entrée des artistes. Film français de Marc Allégret (1938). Avec Bernard Blier, Louis Jouvet. 0.25 Musiques, musique.

M 6
20.35 *Feuilles* : *Une corde pour le pendre*. De Joseph A. Mazzuca, avec Peter Brook, Brooke Bundy. *Un tueur fou s'empare de l'arche en ruine*, massacrant les familles. 21.50 Série : *L'homme de fer*. 22.40 *Sony* clip. 23.10 Six minutes d'informations. 23.15 Musique : *Boulevard des clips*. 20.00 Magazine : *Adventure* (rediff.).

LA 5
20.30 *Téléfilm* : *Etat de crise*. De Roger Young, avec Peter Strauss. *Politique-fiction*. 23.10 Série : *Kojak*. 0.00 Journal et météo. 0.05 *Kojak* (suite). 1.10 *Beauvoir et compagnie* (rediff.). 1.30 *Papa poule* (rediff.). 2.25 Magazine : *Clash* (rediff.). 2.35 *Tendresse et passion* (rediff.). 3.45 Journal de la nuit. 3.10 *Vive la vie* (rediff.). 3.20 Série : *Une vie de 4.05* *Volé, volé* (rediff.). 6.05 *Clash* musical.

FR 3
20.35 *Feuilles* : *Mouvements*, le dernier volet. De Tom Clug, avec Nicol Williamson, Janet Suzman, Ian Richardson. (3^e épisode). 21.30 Magazine : *Thalassa*. De Georges Perceux. Henri de Monfreid : le souffle du danger. 22.25 Journal et météo. 22.50 Cinéma : *Le message*. De Bernard Blier. Entrée des artistes. Film français de Marc Allégret (1938). Avec Bernard Blier, Louis Jouvet. 0.25 Musiques, musique.

Samedi 1^{er} avril

TF 1
13.15 Magazine : *Reportage*. De Michèle Cotta et Jean-Claude Paria. La tribu blanche. 13.50 La Une est à vous. Les téléspectateurs choisissent leur menu à la carte. 13.55 *Feuilles* : *Une est à vous* (suite). 14.35 La Une est à vous (suite). 15.45 *Thérèse* à Vincennes. 15.55 La Une est à vous (suite). 16.00 *Trente millions d'amis*. Emission de Jean-Pierre Hulin. Sommaire : Robert Lanza, le chat du futur; Chin d'ail; Bob le grognon de Junior; Chiens d'élite. 19.30 Série : *Les professionnels*. 19.30 Série : *Marc et Sophie*. 20.00 Journal et météo. 20.35 *Top 50* et tirage du Loto. 20.45 Variétés : *Séduction*, c'est son 1^{er} émission présentée par Patrick Sébastien. 22.30 Magazine : *Ulysse*. Magazine de l'extrême de Nicolas Hulot. Sommaire : Le patiniste; Solo Thai; Exploration; La Drive; François Varlin. 23.20 Variétés : *Trio*. Jean-Jacques Goldman en tournée en France, en Belgique et en Afrique. 0.30 Journal et météo. 0.50 Série : *Mammi*.

A 2
13.20 Magazine : *L'actualité anglaise*. Présenté par Bernard Rapp. 14.10 Magazine : *Samedi passion*. Aventure passion : le Marathon des sables; rugby; Blagosa, le petit Poucet du championnat de France; Père et fils; Revolver; Meilleurs moments du Journal des Cinq Nations; Tennis : les Français ont le second tour de la Coupe Davis; Volley-Ball : demi-finale de la Coupe de France; Frères-Carmes. 18.05 Magazine : *Les chevaux du week-end*. 18.15 Série : *La mythologie*. 19.00 *INC*. 19.18 Série : *L'homme à l'ours*. 20.00 Journal et météo. 20.40 Variétés : *Champs-Élysées*. Spécial mode. Avec les couturiers Jean-Louis Scherrer, Louis Féraud, Christian Lacroix, Karl Lagerfeld, Marc Bohan, Jean-Paul Gaultier, Azzedine Alaïa, Angelo Talarzi, Kenzo, Thierry Mugler. Variétés : Niagara, Diane Tell, Liane Foly, Claudia Phillips, Françoise Hardy, Isabelle Lacamp, Viktor Lazlo, Yvette Horner, Eve Ruggieri, Isabelle de Botton, Edmon, Mimi May, Michèle Bernier et les Ballets Rodin. 22.30 Magazine : *Étoiles*. De Frédéric Mitterrand. Numéro spécial à l'occasion des funérailles d'Etat de l'impératrice Zita de Habsbourg. 23.35 Journal et météo. 24.00 Magazine : *Lettres noires* pour amis blancs.

FR 3
13.00 Magazine : *12-14*. 14.00 *Jen*. Gésien en herbe. 14.30 Magazine : *1789* au jour le jour. 3... 2... 1... contact : Les océans; Maths Max. 15.30 Magazine : *Thalassa* (rediff.). 16.00 Magazine : *Territoires*. La Baso-Normandie : Marnes de Saint-Samson, Rats musqués, Fondation Beaumont, Marnes de Carentan, chasse en Gabon, Lièvres et perdrix, Les poissons migrants, Classe au

TF 1
6.32 *Météo*. 6.34 Série : *Drôles d'histoires*. 7.00 *Bonjour la France*, bonjour l'Europe. 7.45 Magazine : *Bonjour* monstre le maître. 7.55 *Jardins* avec Nicolas. 8.10 *Club Dorothée* dimanche. 8.15 *Special Disney* dimanche. 8.55 *Club Dorothée* dimanche (suite). 9.25 *Par de plus* pour les croissants. 9.50 *Dessin animé* : Juliette se réveille. 10.25 Magazine : *Les animaux du monde*. De Maryse de La Grange. C'est dans la poche. 10.55 Magazine : *Auto-moto*. 11.25 Magazine : *Téléfoot*. 12.30 *Jen* : Le juste prix. 12.55 *Météo*. 13.00 Journal. 13.30 Série : *Tonnerre de feu*. 14.20 *Mondo Diego*. 14.45 Série : *Rick Hunter*, inspecteur choc. 15.40 *Terror à Antail*. 15.50 Série : *Les animaux du monde*. 16.35 *Des idées* : *Disney* parade. 17.35 *Sport*. *Hurricane*, premier grand raid international de moto-croisade au Canada. 18.00 Variétés : *Y-e-t* encore un coco dans le show ? 18.25 Série : *Vivement lundi*. 18.55 Magazine : *7 sur 7*. Emission d'Anne Sinclair. Invité : Jorge Semprun, ministre espagnol de la culture. 19.50 *Loto* sportif. 20.00 Journal, *Météo* et *Top 50*. 20.40 Cinéma : *Un éléphant ça trompe énormément*. Film français d'Yves Robert (1976). Avec Jean Rochefort, Claude Brasseur, Guy Bedos, Victor Lanoux. Un haut fonctionnaire est tenté par le démon de midi, et partage les blagues, les virées et les problèmes de ses trois copains. La comédie de mœurs et de caractères tourne sous le diversissement boulevardier. C'est hier écrit, bien noté et scène et bien interprété. Une réussite du tandem Jean-Loup Dabadie-Yves Robert. 22.30 Magazine : *Sport* dimanche soir. 23.25 Journal et météo. 23.45 *Documentaire* : *Le fleuve jaune*. De Tamon Goto, Katsuj Ueno et Teji Ono. 2. A la rencontre des minorités ethniques. Parmi les cinquante-cinq minorités de la Chine populaire, les musulmans : coutumes, traditions religieuses. 0.40 Variétés : *Cannes rock festival*.

FR 3
6.32 *Météo*. 6.34 Série : *Drôles d'histoires*. 7.00 *Bonjour la France*, bonjour l'Europe. 7.45 Magazine : *Bonjour* monstre le maître. 7.55 *Jardins* avec Nicolas. 8.10 *Club Dorothée* dimanche. 8.15 *Special Disney* dimanche. 8.55 *Club Dorothée* dimanche (suite). 9.25 *Par de plus* pour les croissants. 9.50 *Dessin animé* : Juliette se réveille. 10.25 Magazine : *Les animaux du monde*. De Maryse de La Grange. C'est dans la poche. 10.55 Magazine : *Auto-moto*. 11.25 Magazine : *Téléfoot*. 12.30 *Jen* : Le juste prix. 12.55 *Météo*. 13.00 Journal. 13.30 Série : *Tonnerre de feu*. 14.20 *Mondo Diego*. 14.45 Série : *Rick Hunter*, inspecteur choc. 15.40 *Terror à Antail*. 15.50 Série : *Les animaux du monde*. 16.35 *Des idées* : *Disney* parade. 17.35 *Sport*. *Hurricane*, premier grand raid international de moto-croisade au Canada. 18.00 Variétés : *Y-e-t* encore un coco dans le show ? 18.25 Série : *Vivement lundi*. 18.55 Magazine : *7 sur 7*. Emission d'Anne Sinclair. Invité : Jorge Semprun, ministre espagnol de la culture. 19.50 *Loto* sportif. 20.00 Journal, *Météo* et *Top 50*. 20.40 Cinéma : *Un éléphant ça trompe énormément*. Film français d'Yves Robert (1976). Avec Jean Rochefort, Claude Brasseur, Guy Bedos, Victor Lanoux. Un haut fonctionnaire est tenté par le démon de midi, et partage les blagues, les virées et les problèmes de ses trois copains. La comédie de mœurs et de caractères tourne sous le diversissement boulevardier. C'est hier écrit, bien noté et scène et bien interprété. Une réussite du tandem Jean-Loup Dabadie-Yves Robert. 22.30 Magazine : *Sport* dimanche soir. 23.25 Journal et météo. 23.45 *Documentaire* : *Le fleuve jaune*. De Tamon Goto, Katsuj Ueno et Teji Ono. 2. A la rencontre des minorités ethniques. Parmi les cinquante-cinq minorités de la Chine populaire, les musulmans : coutumes, traditions religieuses. 0.40 Variétés : *Cannes rock festival*.

LA 5
6.32 *Météo*. 6.34 Série : *Drôles d'histoires*. 7.00 *Bonjour la France*, bonjour l'Europe. 7.45 Magazine : *Bonjour* monstre le maître. 7.55 *Jardins* avec Nicolas. 8.10 *Club Dorothée* dimanche. 8.15 *Special Disney* dimanche. 8.55 *Club Dorothée* dimanche (suite). 9.25 *Par de plus* pour les croissants. 9.50 *Dessin animé* : Juliette se réveille. 10.25 Magazine : *Les animaux du monde*. De Maryse de La Grange. C'est dans la poche. 10.55 Magazine : *Auto-moto*. 11.25 Magazine : *Téléfoot*. 12.30 *Jen* : Le juste prix. 12.55 *Météo*. 13.00 Journal. 13.30 Série : *Tonnerre de feu*. 14.20 *Mondo Diego*. 14.45 Série : *Rick Hunter*, inspecteur choc. 15.40 *Terror à Antail*. 15.50 Série : *Les animaux du monde*. 16.35 *Des idées* : *Disney* parade. 17.35 *Sport*. *Hurricane*, premier grand raid international de moto-croisade au Canada. 18.00 Variétés : *Y-e-t* encore un coco dans le show ? 18.25 Série : *Vivement lundi*. 18.55 Magazine : *7 sur 7*. Emission d'Anne Sinclair. Invité : Jorge Semprun, ministre espagnol de la culture. 19.50 *Loto* sportif. 20.00 Journal, *Météo* et *Top 50*. 20.40 Cinéma : *Un éléphant ça trompe énormément*. Film français d'Yves Robert (1976). Avec Jean Rochefort, Claude Brasseur, Guy Bedos, Victor Lanoux. Un haut fonctionnaire est tenté par le démon de midi, et partage les blagues, les virées et les problèmes de ses trois copains. La comédie de mœurs et de caractères tourne sous le diversissement boulevardier. C'est hier écrit, bien noté et scène et bien interprété. Une réussite du tandem Jean-Loup Dabadie-Yves Robert. 22.30 Magazine : *Sport* dimanche soir. 23.25 Journal et météo. 23.45 *Documentaire* : *Le fleuve jaune*. De Tamon Goto, Katsuj Ueno et Teji Ono. 2. A la rencontre des minorités ethniques. Parmi les cinquante-cinq minorités de la Chine populaire, les musulmans : coutumes, traditions religieuses. 0.40 Variétés : *Cannes rock festival*.

FR 3
13.15 Magazine : *Reportage*. De Michèle Cotta et Jean-Claude Paria. La tribu blanche. 13.50 La Une est à vous. Les téléspectateurs choisissent leur menu à la carte. 13.55 *Feuilles* : *Une est à vous* (suite). 14.35 La Une est à vous (suite). 15.45 *Thérèse* à Vincennes. 15.55 La Une est à vous (suite). 16.00 *Trente millions d'amis*. Emission de Jean-Pierre Hulin. Sommaire : Robert Lanza, le chat du futur; Chin d'ail; Bob le grognon de Junior; Chiens d'élite. 19.30 Série : *Les professionnels*. 19.30 Série : *Marc et Sophie*. 20.00 Journal et météo. 20.35 *Top 50* et tirage du Loto. 20.45 Variétés : *Séduction*, c'est son 1^{er} émission présentée par Patrick Sébastien. 22.30 Magazine : *Ulysse*. Magazine de l'extrême de Nicolas Hulot. Sommaire : Le patiniste; Solo Thai; Exploration; La Drive; François Varlin. 23.20 Variétés : *Trio*. Jean-Jacques Goldman en tournée en France, en Belgique et en Afrique. 0.30 Journal et météo. 0.50 Série : *Mammi*.

A 2
13.20 Magazine : *L'actualité anglaise*. Présenté par Bernard Rapp. 14.10 Magazine : *Samedi passion*. Aventure passion : le Marathon des sables; rugby; Blagosa, le petit Poucet du championnat de France; Père et fils; Revolver; Meilleurs moments du Journal des Cinq Nations; Tennis : les Français ont le second tour de la Coupe Davis; Volley-Ball : demi-finale de la Coupe de France; Frères-Carmes. 18.05 Magazine : *Les chevaux du week-end*. 18.15 Série : *La mythologie*. 19.00 *INC*. 19.18 Série : *L'homme à l'ours*. 20.00 Journal et météo. 20.40 Variétés : *Champs-Élysées*. Spécial mode. Avec les couturiers Jean-Louis Scherrer, Louis Féraud, Christian Lacroix, Karl Lagerfeld, Marc Bohan, Jean-Paul Gaultier, Azzedine Alaïa, Angelo Talarzi, Kenzo, Thierry Mugler. Variétés : Niagara, Diane Tell, Liane Foly, Claudia Phillips, Françoise Hardy, Isabelle Lacamp, Viktor Lazlo, Yvette Horner, Eve Ruggieri, Isabelle de Botton, Edmon, Mimi May, Michèle Bernier et les Ballets Rodin. 22.30 Magazine : *Étoiles*. De Frédéric Mitterrand. Numéro spécial à l'occasion des funérailles d'Etat de l'impératrice Zita de Habsbourg. 23.35 Journal et météo. 24.00 Magazine : *Lettres noires* pour amis blancs.

FR 3
13.00 Magazine : *12-14*. 14.00 *Jen*. Gésien en herbe. 14.30 Magazine : *1789* au jour le jour. 3... 2... 1... contact : Les océans; Maths Max. 15.30 Magazine : *Thalassa* (rediff.). 16.00 Magazine : *Territoires*. La Baso-Normandie : Marnes de Saint-Samson, Rats musqués, Fondation Beaumont, Marnes de Carentan, chasse en Gabon, Lièvres et perdrix, Les poissons migrants, Classe au

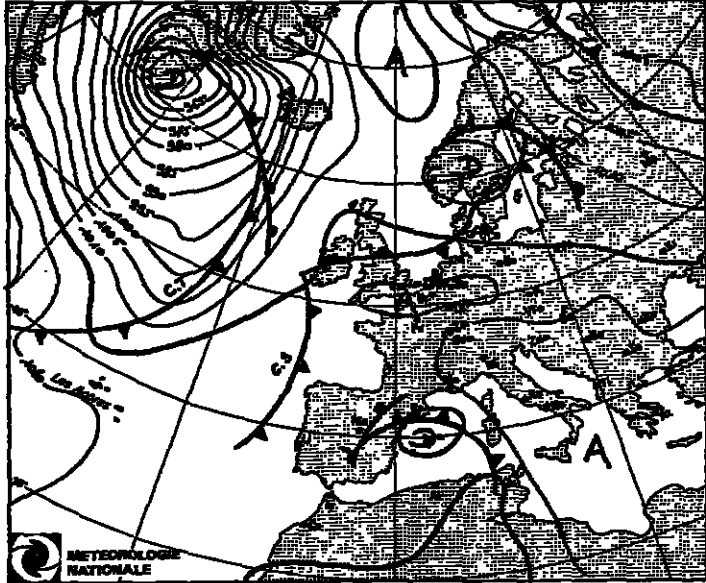
Audience TV du 30 mars 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT RÉSIDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	39,4	15,3	8,9	6,5	3,9	3,8	0,9
19 h 45	46,4	23,5	7,0	7,4	3,7	3,4	1,1
20 h 16	61,6	24,6	17,5	8,9	3,1	4,3	3,5
20 h 56	66,4	15,3	27,6	7,6	1,5	9,3	6,9
22 h 8	59,8	8,1	26,3	5,5	0,6	10,5	6,3
22 h 44	33,3	11,3	6,2	2,4	0,1	12,1	1,4

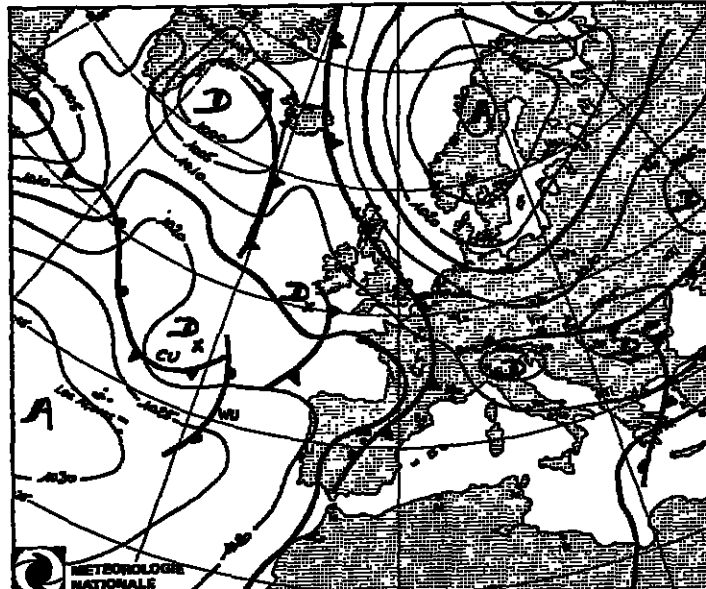
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 31 MARS 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 2 AVRIL 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 31 mars à 0 heure et le dimanche 2 avril à 24 heures.

En cette fin de semaine, les nuages vont, en général, rester nombreux et donner des pluies orageuses surtout sur une moitié nord du pays. Sur le sud, le soleil fera son retour après les pluies orageuses de vendredi, mais un nouveau passage nuageux entrera encore de la pluie sur le Sud-Ouest dimanche.

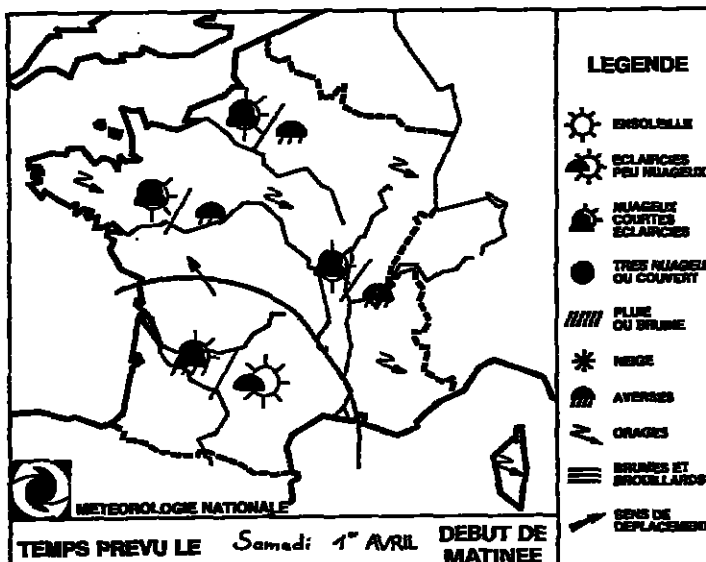
Samedi : temps orageux avec un peu de soleil en fin de journée.

En cette journée de samedi, la France sera globalement couverte en deux. Dans les régions au nord des régions allant de la Bretagne au Centre et aux Alpes du Nord, les nuages resteront très abondants toute la journée. Il y aura des orages et des orages pourront même éclater tout au long de la journée. Dans les régions plus au sud, c'est-à-dire au sud des régions allant des Pays de Loire et du Limousin au Languedoc, le soleil réussira à faire des apparitions malgré les nombreux passages nuageux. Les

averses seront au rendez-vous, et dès la mi-journée les orages éclateront sur le Massif Central et le Sud-Est. Cependant, en cours d'après-midi, des éclaircies de plus en plus belles se produiront sur le Sud-Ouest.

Dimanche : amélioration surtout sur le Sud-Est.

De la Basse-Normandie au Nord et jusqu'à l'Est et Rhône-Alpes, les pluies seront fréquentes tout au long de la journée. Il n'y aura guère de chance d'apercevoir le soleil. Sur le Sud-Est, les éclaircies seront belles malgré quelques passages nuageux qui ne gâcheront rien à la journée. Sur toutes les autres régions, c'est-à-dire sur une petite moitié ouest du pays, le ciel sera plus capricieux. Il pleuvra un peu en matinée, mais rapidement le soleil sera de retour. Cependant, l'après-midi, de la Normandie et de la Bretagne au Centre et aux Pays de Loire, les nuages se feront plus menaçants et pourront donner quelques averses.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 30-3-1989 à 6 heures TU et le 31-3-1989 à 6 heures TU

FRANCE	TRINIS	21	12	N	LOS ANGELES	20	12	D
AMAZON	13	9	A		TOULOUSE	20	13	C
BARCELONE	22	11	N		PORT-AU-PRINCE	29	19	P
BORDAUX	24	7	N					
BREST	16	4	D		ALGER	16	5	D
CADIX	13	5	A		AMSTERDAM	15	4	D
CHERBOURG	11	5	N		ATHENES	19	10	D
CHERBOURG-FRANCE	22	7	N		BANGKOK	33	27	C
DJIBOUTI	25	7	C		BANGKOK	16	12	A
GUAYANA-FRANCAISE	16	5	A		BEIRUT	23	9	N
HAÏTI	23	7	C		BELIN	16	7	N
INDONÉSIE	21	11	N		BRAZILIA	14	3	D
LYON	23	6	C		LE CAIRE	22	10	D
MARSEILLE	24	8	D		COPTOS	9	7	D
NANCY	24	11	N		CHANGAI	22	17	D
NANTES	21	11	N		DELHI	29	19	D
NICE	19	14	C		DURBA	26	17	D
PARIS	21	12	A		GENEVE	21	7	D
PARIS-MONTAIGNE	16	8	C		HONGKONG	23	20	N
PERDRE	17	10	C		ISTANBUL	17	9	N
RENNES	19	6	C		JERUSALEM	13	2	D
ST-DENIS	21	6	C		LEONOR	16	12	C
ST-DENIS	25	8	D		LONDRES	16	6	D

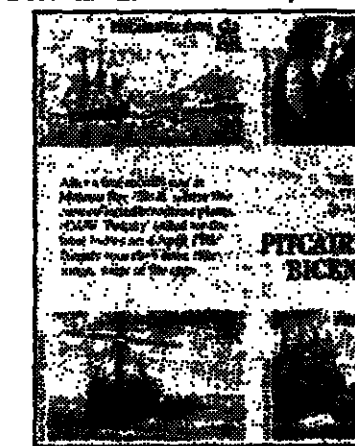
* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

A chacun son bicentenaire !

L'île de Pitcairn fête en 1989 le bicentenaire de la mutinerie du *Bounty*, événement à l'origine, en fait, du peuplement de cette terre perdue, découverte par Phillip Carteret, en juillet 1767, nommée Pitcairn, du nom d'un des passagers du *Swallow*, que commandait Carteret, le premier navigateur à avoir aperçu l'île. Pitcairn, 5 kilomètres carrés, à mi-distance entre la Nouvelle-Zélande et l'Amérique du Sud, à 2 000 kilomètres de Tahiti, elle-même découverte, à la même époque, par Wallis, un ancien compagnon de voyage de Carteret.



Ce bloc sera émis à Pitcairn le 28 avril.

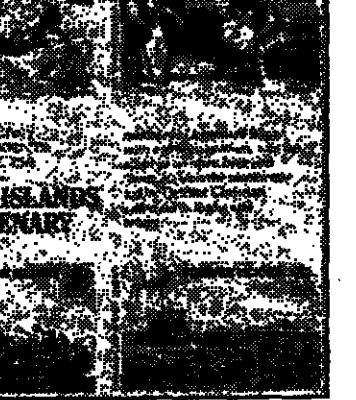
Un vaste programme philatélique, organisé conjointement par Pitcairn, Norfolk et l'île de Man, entre dans le cadre des célébrations de ce bicentenaire.

En décembre 1787, le *Bounty* appareille et quitte l'Angleterre pour aller chercher l'arbre à pain en Océanie pour, ensuite, l'implanter aux Antilles. Mais, en avril 1789, l'équipage se mutine avec à sa tête Fletcher Christian. Le commandant William Bligh et quelques fidèles sont abandonnés dans une chaloupe qui finit par accoster à Timor.

Après bien des péripéties, les mutins du *Bounty*, du moins ce qu'il en reste, ils sont neuf, auxquels se sont joints six Tahitiens et douze Tahitiennes, — accostent sur l'île de Pitcairn le 15 janvier 1790. Ils en deviennent ainsi les premiers habitants. Et le temps passe...

Le 6 février 1808, un bâtiment américain, le *Topaz*, relâche au large de Pitcairn. La colonie est « découverte » par son commandant, Mayhew Folger. En 1814, deux navires britanniques « redécouvrent » à leur tour Pitcairn, où il ne reste plus qu'un seul survivant de l'équipage révolté du *Bounty*, John Adams, qui règne en patriarche sur les descendants des mutins.

Pitcairn est officiellement annexée par la Grande-Bretagne en



Ce bloc sera émis à Pitcairn le 28 avril.

1838. En 1892, l'île est placée sous la juridiction du Haut-Commissariat de l'Ouest-Pacifique et demeure une colonie de la Couronne sous la dépendance des Fidji depuis 1952.

La Nouvelle-Zélande y a ouvert en 1927 une agence postale. Ce n'est qu'en octobre 1940 que les timbres propres à Pitcairn font leur apparition. Auparavant, quelques marques postales rares étaient apposées sur les lettres au départ de l'île au hasard des passages des bateaux : ces lettres portaient les timbres du pays du premier port qu'ils touchaient.

P. J.

★ Service philatélique : Philatelic Bureau, Pitcairn Island, Fidji Post Office, C/O Box 40, Suva, Fidji.

★ Un négociant : Maison Champion, 13, rue Drouot, 75009 Paris (Tél. : (1) 42-46-70-38).

★ Renseignements : FAFI auprès de Jacques Obadia, service vacances, 17, boulevard Auguste-Blanc, 75013 Paris. Tél. : (1) 42-80-82-46, poste 373 ou 346 (le matin, de lundi au jeudi).

★ Elections européennes : les Belges résidents en France pourront voter. — Les Belges résidents des registres de la population en Belgique et résidents en France pourront prendre part au scrutin du 18 juin par correspondance. Les double-nationaux franco-belges ne bénéficieront pas de cette possibilité. Les personnes intéressées sont priées de s'inscrire d'urgence — en joignant une photocopie de leur carte de séjour française, — par écrit, à l'ambassade de Belgique, 9, rue de Tilsitt, 75840, Paris Cedex 17.

En filigrane

● La philatélie à la télévision. — L'émission de télévision de Jean Offredo sur TF 1 « Bonjour la France-Bonjour l'Europe » accueillera une rubrique philatélique, dimanche 2 avril, vers 7 h 20. Au programme : le centenaire de la tour Eiffel à travers les timbres et les cartes postales.

● Exposition. — L'Amicale philatélique renaissanciste organisée, le dimanche 9 avril, à Revin (Ardennes), salle Jean-Vilar, sa quatrième heure toutes collections. Renseignements auprès de Noël Lohéau, 23, rue Blanc-qui, 08500 Revin (tél. : 24-40-22-18).

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Nouveau Drouot : 1^{er} avril, 14 heures, ligne, vêtements, photo, sculptures, tableaux.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 1^{er} avril
Coulommiers, 14 heures : vins, alcools ; Nogent-le-Rotrou, 14 heures : Extrême-Orient.

Dimanche 2 avril
Chartres, 14 heures : atelier Jean-Gratier ; Chartres, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Evreux, 14 heures : poteries, outils, mobilier ; La Vesunne-Saint-Hilaire, 14 heures : tapis ; Provins, 14 heures : timbres, mobilier.

PLUS LOIN

Samedi 1^{er} avril
Blagny-sur-Bresles, 13 h 30 : cartes postales ; Bordes, 9 h 30 et 14 h 30 : jouets, poupées ; Marseille (Provence), 9 heures et 14 h 30 : mobilier, orfèvrerie, tableaux ; Marseille (Provence), 14 h 30 : affiches, photos de cinéma ; Orléans, 14 heures : curiosités, musique mécanique, instruments de musique ; Saint-Jean-de-Léz, 14 h 30 : bijoux, mobilier, tableaux.

Dimanche 2 avril
Auzerre, 14 h 30 : Extrême-Orient, archéologie ; Aurillac, 14 h 30 : tableaux modernes ; Auzan, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Biarritz : atelier Artérogary ; Blagny-sur-Bresles, 13 h 30 : timbres ; Châteauneuf-Saint-André, 10 heures et 14 h 30 : argenterie, mobilier, poupées ; Commenge, 14 heures : tableaux ; Lescure, 14 heures : manuscrits ; Louviers, 14 heures : armes ; Mantes-la-Jolie, 14 h 15 : orfèvrerie, monnaie, poupées ; Marseille (Provence), 14 h 30 : bandes dessinées anciennes, livres d'enfant ; Nice, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Pau, 14 h 30 : bijoux.

FOIRES ET SALONS

Antibes, Quiberon, Guémené-Pendard.

Le Carnet du Monde

Décès

— M^{me} Julia Abadie, son épouse, M^{me} Hélène Abadie, sa fille, M^{me} Marcelle Biondi, sa sœur, Les familles Abadie, Biondi, Fournier, Hahn, Ses parents, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Maurice ABADIE, ancien élève de l'Ecole polytechnique (30), ingénieur général des télécommunications, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

survenu le 27 mars 1989.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité à Trebons (Hautes-Pyrénées), le 1^{er} avril.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le général et M^{me} Roland Glavany, Claude et Émile Barret, Axel et Janine Krause, M^{me} Germaine Barret, Le docteur et M^{me} Alain Glavany, Michel et Marie-Noëlle Glavany, Jean et Arnette Glavany, Hélène Glavany, Véronique et France Barret, Caroline et Nicolas Dufourcq, Anthony Krause, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Martine Simone BARRET, survenue à son domicile le 30 mars 1989.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

49, boulevard du Lycée, 92170 Vanves.

— M^{me} Roger Derris, M^{me} et M^{me} Daniel Gervis, Mathieu, Paul et Alexandre Gervis, M^{me} Georges Derris, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger DERNIS, avocat à la cour, ancien agrégé près le tribunal de commerce de la Seine, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenu à son domicile le 30 mars 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 1^{er} avril, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de Gros-Cailleur, à Paris-7.

— M^{me} et M^{me} Claude Gambiez, M^{me} et M^{me} Christian de Roquesmaur, M^{me} et M^{me} Jacques Florimond, M^{me} et M^{me} Marc Gambiez, M^{me} et M^{me} Jean-Claude Ferrand, M^{me} et M^{me} Léopold Melles, M^{me} Paul-Emile Calais, M^{me} François Lapointe, M^{me} et M^{me} Christian Elveto, leurs enfants et petits-enfants,

font part du décès de

général d'armée (ex.) Fernand GAMBIEZ, de l'Institut, grand-croix de la Légion d'honneur, décédé le 29 mars 1989, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle Saint-Louis des Invalides, le mardi 4 avril, à 10 h 30.

L'inhumation dans le caveau de famille aura lieu le même jour, à 16 heures, à Méricourt-l'Abbaye (Somme).

20, rue de la Bastille, 75012 Paris (Le Monde du 31 mars).

— M^{me} Marc Gerin-Roze, son épouse, Claude Gerin-Roze, Jean et Liliane Gerin-Roze et leurs enfants, Cécile et Jacques Colron et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Gerin-Roze, sa sœur, M^{me} Deschamps, sa sœur, M^{me} Pochon, sa belle-sœur, Ses neveux et nièces, M^{me} Guignaud, Toute sa famille, Tous ses amis, ont la douleur d'annoncer le décès de

Marc GERIN-ROZE, inspecteur général au Commissariat à l'énergie atomique, officier de l'ordre national du Mérite, survenu à Paris le 26 mars 1989, jour de Pâques.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale en l'église Saint-François-Marie, le 30 mars.

35, rue de Babylone, 75007 Paris.

Notre abonnée, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Françoise Gouin, son épouse, M^{me} Michel Gouin et Jocelyne, M^{me} Isabelle Gouin, ses enfants, M^{me} Abel Gouin, son père, M^{me} Jacqueline Gouin, sa sœur, et Jean Le Gouster, M^{me} et M^{me} Raymond Lein, ses beaux-parents, Les familles Lein, Loth, Hudelot, Boncard, ses beaux-frères, belles-sœurs, neveu et nièces, Les familles Coudrin, Boulanger, Stéphan, Bonnet, ses oncles et tantes, cousins et cousines, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre GOUIN, professeur agrégé de lettres,

survenu le 21 mars 1989, à Chartres, à l'âge de cinquante et un ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu le samedi 25 mars, au cimetière de Thiville (Eure-et-Loir).

« Avec celui que nous aimons, nous avons cessé de parler et ce n'est pas le silence. » (René Char.)

78, rue de Fresnoy, 28000 Chartres.

— La Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privée (FEHAP),

Le président de son conseil d'administration, M. Jean Le Vert, Les membres du conseil d'administration, Le directeur, Daniel Frachon, Et tous ses collaborateurs, ont la douleur de faire part du décès, le 29 mars 1989, de

M. Jean de LESTAPIS, officier de la Légion d'honneur, président honoraire de la Fédération.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 1^{er} avril, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 90, rue de l'Assomption, Paris-16^e.

— Le lieutenant-colonel et M^{me} Olivier Rostain, M^{me} et M^{me} Eiji Hattori, Amami, Virginie, Méline, Yurika, Cordelia, Alexandra, ont la tristesse de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. Charles ROSTAIN, architecte DPLG,

survenu le 23 mars 1989.

Un service religieux sera célébré le mardi 18 avril, à 11 heures, au temple de la rue Cortambert, Paris-16^e.

Coline Hattori, 2, rue Boissandré, 75014 Paris.

Remerciements

— M^{me} Laurent Charles, Ses enfants, Et petits-enfants, remercient tous ceux qui ont manifesté leur sympathie lors du décès de

Laurent CHARLES,

survenu le 23 mars 1989.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 28 mars 1989, dans la plus stricte intimité, à La Rochelle.

88, avenue de la Mer, 85160 Saint-Jean-de-Monts.

Anniversaires

— Pour le dixième anniversaire de la mort de

docteur Paul DUCAS.

Que ceux qui l'ont aimé pensent à lui.

— Pour le centenaire de la naissance de

Georges GÉRARD, combattant de la guerre 1914-1918, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre,

né le 1^{er} avril 1889, à Châtillon-sur-Saône (Vosges), décédé à Paris, le 23 décembre 1988.

Une prière ou une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

De la part de sa fille Claude Gérard.

Messes anniversaires

— La messe anniversaire à la mémoire de

président Georges POMPIDOU,

sera célébrée à Nice, en la cathédrale Sainte-Reparate, le dimanche 2 avril 1989, à 10 heures.

Souterraines de thèses

— Université Paris-II, le vendredi 31 mars, M. Byung Youn Cho a soutenu : « Ontologie de la souveraineté du peuple et de la dignité de l'homme selon le Bouddhisme et Jean-Jacques Rousseau ».

— Université Paris-II, le vendredi 31 mars, M. Arthur Heston, Tolemy, a soutenu : « Le système fiscal malgache ».

CARNET DU MONDE Renseignements : 42-47-95-03

JP 11/10/1989

SKI-ALPINISME : la mesure du risque

Billes de neige

Annulation du Grand Défi, report du Raid blanc, accidents mortels à la Pierre Menta : l'hiver 1988-1989, qui a vu le coup d'envoi de la Coupe de France de ski-alpinisme, n'a guère été favorable au développement de cette nouvelle discipline.

LORSQUE, le 16 avril, la première Coupe de France de ski-alpinisme s'achève par le Raid de l'ours (Pyrénées-Atlantiques), le sable chaud aura depuis longtemps supplanté la poudreuse à la « une » des magazines : cette conclusion tardive ne surprendra pas les amateurs d'une discipline longtemps connue sous l'appellation de « ski de printemps ». En revanche, le décalage pourrait poser quelques problèmes de communication à TSO (Thierry Sabine Organisation) puisque l'épreuve de ski hors pistes qui était censée l'implanter en montagne (le Raid blanc) se déroulera encore plus tard, du 17 au 24 avril.

En dépit du faible enneigement, quelques épreuves ont pu se dérouler à la date prévue, notamment la plus difficile et la plus prestigieuse d'entre elles, la Pierre Menta, disputée du 9 au 12 mars dans le Beaufortin, et qui s'est terminée dramatiquement par la mort de trois traceurs : deux gendarmes guides du peloton de Bourg-Saint-Maurice et un garde forestier, nivologue de surcroît. Leurs deux compagnons, pisteurs à la station d'Arèches, ont pu se sortir de justesse de l'énorme plaque à vent rompue quelques heures avant le passage des premiers concurrents.

L'accident est survenu au cours de la troisième étape, la plus longue, celle justement où, pour la première fois depuis la création de la course en 1986, le couloir menant au rocher de la Pierre Menta pouvait être gravi. C'était le troisième sommet de l'étape. Les premiers concurrents, partis à

6 heures du matin, le franchissent un peu avant 10 heures. Ils apprennent alors par un contrôleur que l'arrivée sera jugée en fin de descente et que la quatrième montagne de la journée ne sera pas gravie.

Ce n'est qu'en passant la ligne qu'on leur donne l'information : une avalanche est descendue de la Roche-Parstire, on compte au moins trois morts, les recherches se poursuivent. Par un itinéraire de repli les coureurs regagnent Arèches, assommés aussi par le soleil. En tournant la tête à gauche, on découvre ce qui aurait dû être la quatrième descente et la couleuse qui aurait pu ensevelir une centaine de concurrents si l'équipe de sécurité n'y avait pas succombé vers 7 heures du matin. Y a-t-il eu imprudence ?

Une plaque épaisse de 50 centimètres

« Bien sûr il y avait du danger, sinon nos camarades seraient encore avec nous, déclare à chaud Bruno Chardin, le directeur de la station d'Arèches. « Mais c'est facile à dire après coup. Dans les jours précédents, des pentes de même altitude et de même orientation ont été parcourues par des centaines de skieurs sans aucun déclenchement. Des sondages de battage ont été faits sur les parcsours et les professionnels engagés connaissent parfaitement le terrain ».

Quelques jours avant la course, le centre d'étude de la neige faisait cependant état d'un « risque localisé de déclenchement par surcharge accidentelle » en raison de la présence de givre de profondeur, en place depuis les maigres chutes de décembre et qui n'avait pu ni se tasser ni se transformer avant les dernières chutes de début mars.

La plaque de neige est partie au passage des traceurs sur une épaisseur de 50 centimètres, un

front de 150 mètres, et elle ne s'est arrêtée que 500 mètres plus bas. Il est vraisemblable que les cristaux creux en forme de « gobelet » — constitutifs du « givre de profondeur » — ont servi de plan de glissement à la neige récente déposée par des vents forts.

Au centre d'étude de la neige de Saint-Martin-d'Hères (avec lequel les disparus collaboraient régulièrement), on ne veut pas commenter l'accident, mais le nivologue Laurent Rey rappelle : « Le danger de cette saison est caractéristique des années sèches comme les hivers 1963-1964 ou 1975-1976. On enregistre un très fort déficit des précipitations, mais, justement, l'absence de tassement mécanique provoqué par les chutes de neige du début de l'hiver laisse ces gobelets en place. Il y a tous les risques qu'on les garde jusqu'à la fin de la saison, comme en 1976, où on avait même vu des pistes de ski partir après plusieurs semaines de beau temps ».

Le fait marquant (et exceptionnel) de l'hiver 1989 n'est pas la sécheresse mais la douceur qui lui fut associée. Contrairement à une opinion répandue, celle-ci n'est pas un facteur aggravant le risque d'avalanche. En général, la chaleur favorise la transformation, donc la cohésion des couches de neige par élimination du givre de profondeur. La persistance de celui-ci semble avoir surpris les spécialistes eux-mêmes.

Le 9 mars, soit deux jours seulement avant l'accident de la Pierre Menta, dans une communication à la Société hydrotechnique de France, les nivologues Fabian et David soulignent « le contraste très marqué entre le niveau élevé des températures de l'air et les températures très basses mesurées dans la neige » et concluent : « Les mesures faites régulièrement au col de Port ont montré une métamorphose rarement observée dans la

nature et qui a pu surprendre plus d'un spécialiste ayant plus de vingt-cinq ans de mesures nivologiques derrière lui ». Une couche de grains ronds ayant subi une humidification s'est transformée en une couche de givre de profondeur... »

Selon Jean-Louis Tuatillon, directeur de l'ANENA (Association pour l'étude des avalanches), « avec le risque de début mars on se trouvait dans la situation typique où le bulletin de prévisions laisse une marge d'appréciation aux professionnels ou à l'amateur éclairé. Un jour ou l'autre les meilleurs peuvent se faire prendre. Le bulletin est une aide à la décision, pas un diagnostic ». Même type de réaction, mais implicite, à la préfecture de Savoie, où l'on n'a exigé aucune formalité supplémentaire pour le rallye Pralognan International Vanoise couru huit jours plus tard et dont un des organisateurs, le guide Maurice Ravoire, est conseiller du préfet pour la sécurité en montagne.

« On y serait allé sans souci », résume assez bien sans l'opinion exprimée après la tragédie par les coureurs de la Pierre Menta, dont 50 % cette année étaient des professionnels : guides, gardes de parcs nationaux, pisteurs, moniteurs alpins ou nordiques, chasseurs alpins ou instructeurs militaires. Le ski-alpinisme est un sport dangereux : le danger objectif, ce peut être une avalanche ; et le danger subjectif, une glissade dans un couloir de 45 degrés en neige dure comme il en était proposé cette année à la Pierre Menta. Faut-il s'en alarmer dès lors que les risques sont pris en pleine connaissance de cause, les premiers par l'organisation, les seconds par les participants, et qu'une relation de confiance existe entre les uns et les autres ?

VOLODIA SHAHSHAHANI.

La mort de Patrick Vallencant

Aux limites de l'extrême

LY A des morts qui devraient être interdites à ceux qui ont fait reculer les limites de l'impossible. Comment ne pas être choqué par la chute mortelle de 40 mètres, dans une paroi-école des Cevennes, de Patrick Vallencant, lui qui avait voué sa vie à la recherche de la verticalité extrême dans les parois les plus difficiles du monde ? Comment le sort peut-il infliger une fin en si totale contradiction avec les exploits réalisés et les aspirations d'un homme qui avait défié avec succès des parois rocheuses et neigeuses infiniment plus dangereuses ?

C'est en 1971 que Patrick Vallencant commença à s'attaquer à ce qui avait été jusqu'alors impossible : il descendait à ski, le 10 mai, la face nord de la Grande Casse, une première. Quarante jours plus tard, il récidivait en réalisant la première de la face nord de la Tour ronde. Tout au long des années 70, il s'appropriait ainsi une collection impressionnante de « premières extrêmes » dans les couloirs des Alpes comme dans ceux de la cordillère des Andes. Le Coup de sabre, le couloir de la Gravelotta, la Whynter — tous inclinés entre 55 et 60 degrés — brillent comme autant de joyaux techniques dérobés à des pentes considérées alors comme inviolables.

Anselme Baud, professeur à l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme, qui fut pendant des années le compagnon de cordée et de descente de Patrick Vallencant, qualifie cet acharné du travail, de la performance physique et de la perfection technique d'homme entier, prêt à tout sacrifier pour atteindre ses objectifs. Avec lui, à la ville comme à la montagne, c'était à

fond tout le temps. Il ne connaissait pas la voie médiane.

Au ski extrême « pondéré » de Sylvain Saudan, qui, le premier, à la fin des années 60 et au début des années 70, médiateur la descente des couloirs à skis, le tandem Vallencant-Baud opposera un ski extrême « pur et dur ». « Dès nos débuts, explique Anselme Baud, nous avons voulu placer le ski extrême dans un contexte d'alpinisme autonome. L'hélicoptère était donc exclu. La montée en technique alpine rapide et la descente en ski extrême n'étaient pas dissociables pour nous. Ce qui se faisait à la montée avec des crampons devait pouvoir être descendu en solo avec des skis aux pieds. En fait, pour nous, le ski extrême n'était qu'une forme d'alpinisme, l'esprit était le même, seule la technique changeait ».

Face à la descente sur neige molle et à la technique très spectaculaire de Sylvain Saudan, Patrick Vallencant et Anselme Baud (ainsi que Jean-Marc Boivin, avec qui il fera plusieurs premières, tant en skis qu'en alpinisme), font le choix de descente avec une technique très sobre, sur des neiges dures ou glacées, considérées alors comme « suicidaires ». Beaucoup plus technique, ce choix apparaît comme plus « sûr » pour des skieurs qui raisonnent en alpinistes : la chute de pierres et les avalanches étant moins probables.

Etait-ce folie d'appliquer la raison la plus poussée, la technique la plus évoluée et la lucidité la plus froide là où rien ne permettait d'agripper le moindre espoir ?

PIERRE-YVES GRAVIER.

Une hiérarchie encore incertaine

POUR sa quatrième édition, la notoriété de la Pierre Menta a largement dépassé les frontières des villages d'Arèches et de Beaufort dont la population se mobilise bénévolement avant et pendant la course. La victoire est revenue à deux guides lombards, Greco et Maraldi, devant les champions de Tchecoslovaquie, les frères Filipčík, et leurs compatriotes Galfy et Lichy. Les premiers Français, deux guides de Megève (Luckie et Besson), sont quatrièmes devant une équipe de l'Ecole militaire de haute montagne (Gleizes-Renard). Derrière, un troisième tandem haut-savoyard composé de l'officier champion de France 1988 Pierre Daboy (moniteur de fond) et de l'alpiniste Patrick Garbarou.

La plupart des concurrents ont salué le courage de ce dernier pour n'avoir pas hésité à mettre sa réputation en jeu dans un effort auquel il n'était pas spécialement préparé. La Pierre Menta est une course de quatre étapes de 2 000 à 3 000 mètres de dénivelé en montée et autant pour les descentes. Celles-ci sont beaucoup plus techniques que dans les rallyes hors pistes type Grand

Défi ou Raid blanc. Des passages d'escalade corsent la difficulté.

Ce type de course s'adresse à des skieurs-alpinistes complets, capables de soutenir deux efforts antagonistes : endurance aérobie en montée (comme en fond) et résistance en descente (ski alpin). La tactique consiste à ne pas perdre de temps en descente sans pour autant charger les muscles d'écide lactique sous peine de caler à la montée suivante.

Alors que les courses de « fond d'altitude » disputées sur des terrains peu inclinés en Italie ou en Suisse (telle la Patrouille des glaciers) ont leur propre hiérarchie, le ski-alpinisme à la française cherche encore la sienne. La Fédération française de la montagne et de l'escalade (FFME) a mis en place cette année une Coupe de France courue par addition de points sur un maximum de quatre compétitions. Mais, en raison des annulations du début de saison, le premier titre de ski-alpinisme risque de récompenser autant l'assiduité que le niveau sportif réel.

V.S.

EN BREF

● **FOOTBALL** : coupe de France. — Le tirage au sort des huitièmes de finale de la coupe de France de football a été effectué jeudi 30 mars à Paris : Nice (D1) - Auxerre (D1) ; Nantes (D1) - Monaco (D1) ; Marseille (D1) - Toulon (D1) ; Paris-SG (D1) - Orléans (D2) ; Beauvais (D2) - Caen (D1) ; Lille (D1) - Mulhouse (D2) ; Sochaux (D1) - Lyon (D2) ; Rennes (D2) - Angers (D2). Les matches aller auront lieu le 8 avril sur le terrain des clubs premiers nommés et les matches retour seront disputés le 15 avril.

● **TENNIS** : tournoi de Key Biscayne. — La finale féminine du tournoi de Key Biscayne devrait opposer, samedi 1^{er} avril, l'Argentine Gabriela Sabatini, vainqueur de la Tchecoslovaquie Helena Sukova (6-7, 6-3, 6-4), à l'Américaine Chris Evert, qui s'est imposée en demi-finale face à sa compatriote Zina Garrison (6-

3, 6-1). TF1 devait retransmettre en direct dans la nuit de vendredi à samedi, à partir de 0 h 50, les demi-finales masculines, qui opposeront le Tchecoslovaque Ivan Lendl à l'Américain Kevin Curren et le Français Yannick Noah à l'Autrichien Thomas Muster.

● **VOILE** : New-York - San Francisco. — Le navigateur français Philippe Monnet (Elle-et-Vire) a échoué jeudi 30 mars dans sa tentative de battre le record de vitesse à la voile entre New-York et San Francisco. Il est arrivé neuf heures trop tard pour battre la performance réussie le 12 février par l'Américain Warren Luhrs et son équipage à bord de son monocoque Tuesday's Child. Philippe Monnet a toutefois établi le record en solitaire de cette navigation en quatre-vingt un jours, cinq heures et vingt-cinq minutes.

ATHLÉTISME : le demi-fond kenyan

Des entraves pour les gazelles

Le demi-fond kenyan a prouvé une nouvelle fois, cet hiver, son écrasante supériorité sur l'athlétisme mondial, avec les succès de John N'Gugi (champion du monde de cross) et de Paul Ereng (recordman du monde du 800 mètres en salle). Cette domination est cependant exceptionnellement masculine, alors que les jeunes filles ont un potentiel sportif aussi important que celui des garçons.

LUI, visage aussi lisse que ferme, regard perdu sur un nez saillant, reste silencieux malgré les félicitations qu'il reçoit dès qu'il promène sa longiligne silhouette près de l'aire d'arrivée des champions du monde de cross, sur le parcours de golf de Stavanger. Elle, timide mais souriante, ne sait trop comment porter ce bouquet de fleurs trop large et cette coupe d'étaim trop lourde, récompenses symboliques pour sa troisième place dans l'épreuve juniors.

Tous deux sont kenyans, coureurs à pied. Et ils sont montés sur le podium du Mondial de cross, le 19 mars dans la catégorie des juniors. Mais, entre ces deux adolescents mal à l'aise dans leur vêtement trop ample, la comparaison s'arrête là.

Le garçon, Kipyego Koriria, fera encore trembler longtemps les records et les coureurs occidentaux. Il sera un crack. La fille, Esther Saina, ne connaît sans doute jamais d'autre plaisir que celui d'être la plus jeune médaillée des championnats du monde de cross, avec ses quatorze ans si naïvement portés. Elle ne sera sans doute jamais autre chose qu'un prodige de talent, sans espoir de monter jamais sur un podium olympique.

Au Kenya comme partout ailleurs en Afrique noire, le sport reste avant tout affaire d'hommes. Les filles ne dépassent pas le stade d'espoirs. Leur talent est souvent au moins aussi éblouissant que celui des garçons — par exemple, Jane Wangire a été championne du monde junior du

3 000 mètres l'été dernier, six mois seulement après ses débuts en athlétisme. Mais ce potentiel reste inexploité.

En 1974, aux Jeux du Commonwealth à Christchurch, la Kenyane Sabina Chebichil, quatorze ans, a remporté la médaille de bronze du 800 mètres en 2 min 2 s 6. Un temps prodigieux pour son âge, si on le compare au record de France des cadettes (seize ans) que détient Véronique Renties en 2 min 5 s 1. Sabina Chebichil n'a pourtant jamais gagné la moindre médaille dans une compétition internationale. Elle n'a d'ailleurs jamais pu battre son record établi à Christchurch. Même situation pour Helen Kimaiyo, recordwoman d'Afrique du 3 000 mètres aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1984 (8 min 57 s 21). Elle avait seize ans. Depuis, Kimaiyo n'a jamais fait mieux.

Dimanche 19 mars 1989, sur le parcours boueux et collant du Mondial de cross à Stavanger, les petites juniors du Kenya, pieds nus et muscles fragiles, ont remporté sans le moindre problème le titre par équipes. Plus tard dans la journée, une seule Kenyane, Jane N'Gotho, était au départ de l'épreuve seniors. Pourquoi y a-t-il un tel déficit entre les deux classes d'âge ? « Au Kenya, une fille ne peut pratiquer l'athlétisme que lorsqu'elle va à l'école, explique Mike Boit, médaillé de bronze du 800 mètres aux Jeux olympiques de 1972, aujourd'hui directeur de l'Institut d'éducation physique de Nairobi. Et elle y va moins longtemps qu'un garçon. Ensuite, son rôle social se limite à des tâches ménagères ou agricoles. Elle se marie, souvent très jeune, aura des enfants et restera pour toujours éloignée du sport ».

Dans les dix premières des championnats du Kenya de cross-country, disputés fin février 1989, on ne trouve trace que d'une seule athlète mariée. Et Jane N'Gotho, la meilleure senior du Kenya (elle a vingt ans), n'a pu poursuivre sa carrière aussi « longtemps » que

parce qu'elle a accepté de s'engager dans l'armée de son pays.

Autre frein : la religion. L'Eglise, chrétienne au Kenya, interdit toujours l'utilisation de moyens contraceptifs. Pas question pour une athlète de choisir librement d'attendre la fin de sa carrière pour porter son premier enfant. Sa première grossesse, souvent bien avant dix-huit ans, sonne le glas de ses ambitions chronométriques. Rose Tata, la plus célèbre athlète kenyane des années 70, a mis trois enfants au monde pendant sa carrière. A chaque fois elle a dû arrêter l'entraînement durant de longs mois. Et à chaque fois elle a repris le chemin des stades après sa grossesse.

Le problème du manque de moyens contraceptifs est encore accentué par la grande liberté sexuelle qui règne au Kenya. Il n'est pas rare de voir des jeunes filles enceintes dès quatorze ans. Une natalité galopante qui a poussé les dirigeants du sport kenyan à instaurer dans chaque équipe mixte qui se déplace à l'étranger la fonction très officielle de chaperon. Un rôle tenu par une femme, souvent elle-même ancienne athlète. Il consiste à protéger la vertu des jeunes championnes contre les avances souvent insistantes des athlètes kenyans, ou parfois des dirigeants eux-mêmes. A Stavanger, ce rôle était tenu par une ancienne lanceuse de poids, qui veillait sur ses quatre juniors avec la même attention maternelle qu'une poule sur sa portée de poussins.

Bref, les résistances à l'ascension sportive des Africaines sont puissantes, enracinées dans le tissu social. Pourtant, en terminant quatrième du Mondial de cross, Jane N'Gotho a laissé apparaître quelques signes d'émancipation. Un juste retour des choses dans ce pays où l'une des plus grandes athlètes des années 60 portait le nom illustre de Jane Kenyatta : la fille de Jomo Kenyatta, le premier président de la République du Kenya.

ALAIN MERCIER.

LES HEURES DU STADE

Cyclisme

Tour des Flandres. — Dimanche 2 avril.

Football

Championnat de France. — 32^e journée, samedi 1^{er} avril (Canal Plus : Auxerre-Sochaux à 22 h 25).

Coupe d'Europe. — Mercredi 5 avril, demi-finales aller (Canal Plus : Real Madrid-Milan AC à 21 heures).

Hockey sur glace

Championnat du monde B. — Jusqu'au dimanche 9 avril en Norvège.

Stanley Cup. — A partir du mercredi 5 avril, aux Etats-Unis et au Canada.

Judo

Tournoi de France espoirs et juniors. — Samedi 1^{er} et dimanche 2 avril à Marseille.

Patinage de vitesse

Championnats du monde « courte piste ». — Du vendredi 7 au dimanche 9 avril à Solihull (Grande-Bretagne).

Rugby

Championnat de France. — Douzième journée, dimanche 2 avril.

Tennis

Tournoi de Key-Biscayne. — Jusqu'au dimanche 2 avril. Coupe Davis. — Etats-Unis-France, du vendredi 7 au dimanche 9 avril à San-Diego (Californie) (FR3 : à 1 h 30 dans la nuit de vendredi à samedi).

Tennis de table

Championnat du monde. — Jusqu'au 9 avril à Dortmund (RFA).

Voile

Trophée des multicoques. — Du vendredi 7 au dimanche 9 avril à La Trinité-sur-Mer.

Économie

SOMMAIRE

■ La réunion du comité de surveillance de l'OPEP s'est achevée sur une note optimiste: le cartel semble décidé à stabiliser le marché (lire page 23).

■ Le procès de M. Ruiz Mateos, l'ancien président de Rumasa, s'est ouvert à Madrid, six ans après la plainte déposée par le gouvernement espagnol (lire page 23).

■ Le marché de la formation professionnelle donne lieu à des déperditions et à des escroqueries. De 12 à 14 milliards de francs auraient été ainsi détournés de leur objet (lire page 25).

■ Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le PDG du Crédit lyonnais, M. Jean-Yves Haberer, déclare préférer des alliances européennes aux rapprochements « hexagonaux » de type BNP-UP (lire ci-contre).

■ AKZO pour la défense de l'environnement. — Le groupe chimique néerlandais AKZO réserve désormais 15 % de ses investissements à la protection de l'environnement. Son président, M. Aernout Loudon, a annoncé, le 30 mars à Amstelveen, à l'occasion de la présentation du rapport annuel, pour 1988, le montant des investissements d'AKZO s'étant élevé à 850 millions de dollars (4,1 milliards de francs). « Pour la première fois dans l'histoire de la firme, la quantité de déchets chimiques n'augmentera ni cette année ni en 1990 aux Pays-Bas, malgré les hausses de production », a précisé M. Loudon. D'autre part, il a annoncé que la production de chlorofluorocarbones (CFC), responsables de la destruction de la couche d'ozone, devrait être arrêtée dans les années 90.

Un entretien avec M. Jean-Yves Haberer, PDG du Crédit lyonnais

« Nous voulons doubler notre résultat pour dépasser 4 milliards de francs en 1992 »

« M. Bérégovoy vient d'autoriser la BNP et l'UAP à se rapprocher. Tous les banquiers, en France comme à l'étranger, s'intéressent à l'assurance. Certains s'y aventurent seuls, d'autres préfèrent coopérer avec des assureurs. Dans quel camp se range le Crédit lyonnais ? »

— L'atout des grandes banques comme la nôtre est d'avoir un réseau de distribution tout d'un coup. Et notamment qu'il pourrait vendre des produits d'assurance. Avons-nous besoin d'une compagnie extérieure pour cela ? En assurance-vie, les grandes banques ont prouvé qu'elles savaient se débrouiller seules. Le Crédit lyonnais a triplé le montant des primes collectées en 1988 pour dépasser les 4 milliards de francs, et nous sommes loin d'avoir atteint la saturation de notre marché. En assurance-dommage, le problème est plus délicat, en raison du service après-vente à assurer, en particulier la gestion des sinistres. Nous sommes les seuls en Europe à avoir lancé une expérience limitée de distribution de produits IARD (Incendies-accidents-risques divers) dans une vingtaine d'agences, pour voir comment cela peut fonctionner dans une banque.

— Vous ne croyez donc pas aux bienfaits d'un rapprochement entre banquier et assureur, et au nouveau concept baptisé « bancassurance » ?

— Le concept de « bancassurance » est un gadget franco-français significativement limité, pour l'instant, au secteur public. Ne faisons pas trop les malins en matière financière. S'il y avait quelque chose de fécond à inventer, les Anglo-Saxons y auraient songé avant nous ! En réalité, il n'y a pas eu d'étude sérieuse de marketing sur une distribution conjointe banquier-assureur. Per-

sonne ne s'est posé la question de savoir si le client avait envie d'être pris en main par un seul interlocuteur tout puissant à son égard.

— C'est pourquoi nous voulons étudier la question par nous-mêmes. Il n'y a pas non plus d'études sur les inévitables économies d'échelle, dont on aimerait savoir comment elles affecteront la cohabitation des réseaux d'agences et des réseaux d'agents généraux. En outre, même s'il peut y avoir des accords commerciaux entre banquier et assureur, pourquoi s'attacher à un seul par des liens de capital ? Le Crédit lyonnais souhaite rester l'ami de toutes les compagnies. Enfin, si nous devons nous allier avec un assureur, pourquoi le faire dans un cadre « franco-français » et « public-public » ? Faut-il multiplier les fortresses hexagonales et nationalisées ?

Les « europarténaires »

— Vous prenez le contre-pied des rapprochements GAN-CIC et BNP-UAP ?

— A mon avis, nous trouverions plus de potentialités stratégiques et commerciales à nous allier avec un groupe privé et — pourquoi pas ? — à un groupe européen. Cela correspondrait en tout cas à la stratégie européenne que nous préparons pour la décennie à venir. D'ailleurs, l'identification d'un éventuel partenaire dans l'assurance peut se faire solitairement, mais aussi à plusieurs dans le cadre de notre coopération avec nos associés des Europarténaires.

— Dans votre stratégie européenne, privilégiez-vous ce type d'association, qui apparaît à beaucoup comme un club pour gens de bonne compagnie, à une politique de développement autonome, par rachat de réseaux ou par accord avec des partenaires locaux, dans les pays où vous êtes peu implantés ?

— Née en 1970, l'alliance des Europarténaires était en avance sur

la Communauté européenne, qui s'est entre-temps élargie et approfondie. Elle a cependant créé une bonne intimité des quatre banques associées (1) et fait fonctionner des projets communs. L'espace bancaire européen unifié de 1993 nous met au pied du mur et relance activement nos réflexions stratégiques. Mais cette alliance n'interdit en rien à chacun de développer son réseau ou son groupe. C'est ce que nous avons



fait la semaine dernière en achetant en Belgique la Banque de commerce qui, avec ce que nous avions déjà, nous donne la dimension et le maillage que nous voulions.

— Ne seriez-vous pas gênés par votre statut de nationalisée, qui vous empêche d'échapper des participations avec un éventuel partenaire assureur ?

— Je vous l'ai dit, nous ne sommes pas encore convaincus qu'un lien en capital doit précéder une coopération commerciale. S'il le fallait, nous trouverions toujours dans les filiales existantes ou à créer de quoi croiser des participations, si nous ne voulons pas les croiser au niveau de la société mère.

— Si votre statut de nationalisée ne vous gêne pas dans vos alliances européennes, ne vous pose-t-il pas en revanche problème pour le renforcement de vos fonds propres ?

— Il n'y a pas urgence en la matière. Mais il est vrai que l'adoption du ratio Cooke, qui obligera en 1993 toutes les banques à respecter

un certain rapport entre fonds propres et engagements, mettra tous les actionnaires, qu'ils soient publics ou privés, devant leurs responsabilités. C'est une évolution dont je ne peux que me féliciter.

— Pour respecter ce ratio, mais aussi pour financer notre développement, il nous faudra trouver au moins 10 milliards de francs d'ici à 1993.

— Avez-vous soumis cette demande à votre actionnaire public ?

— Oui, bien sûr, mais ce n'est pas encore un dossier d'actualité. Dans l'immédiat, nous disposons de 550 millions de dollars de TSDI (titres subordonnés à durée indéterminée) que nous avons émis à l'automne. Quant à ce que fera l'actionnaire public, j'ai confiance : il apportera, en temps utile, des solutions exemplaires.

« Une réponse globale face au marché global »

— Cela ne vous gêne-t-il pas pour atteindre la taille critique sur le plan international ?

— Avoir la taille critique n'est pas le problème du Crédit lyonnais ! En Europe, nous avons une position privilégiée. Au début de l'année, avant que la Deutsche Bank procède à une acquisition en Espagne et nous à l'achat d'une banque belge, nous étions la banque la mieux établie hors de nos frontières avec deux cent dix implantations employant six mille cinq cents personnes. En Europe, nous sommes bien au-delà du niveau minimum pour avoir un effet de réseau. Dans les métiers de services, la concurrence ne se fait pas tant sur la taille que sur la qualité des systèmes d'organisation et de communication interne.

— La force du Crédit lyonnais est d'être présent dans tous les métiers bancaires et financiers. En tirons-nous assez parti ? Face au marché global, avons-nous une réponse suffisamment globale ? C'est une des priorités que je me suis fixées : mobiliser, motiver, optimiser les énergies et les synergies, revoir de près tous les mécanismes de communication professionnelle interne, acclimater une culture multinationale.

— Quelles sont vos autres priorités ?

— Nos objectifs seront précisés dans le plan triennal pour 1990-1992 que nous devons arrêter à la fin de l'année. Mais l'idée est bien celle-ci : développer tous les métiers bancaires et financiers et doubler le résultat net consolidé pour le porter entre 4 et 5 milliards de francs en 1992. Ainsi nous pourrions autofinancer notre développement en toute indépendance, ce qui est la meilleure façon d'atténuer la querelle nationalisation-privatisation, assez vive dans la maison ces dernières années.

— Pouvez-vous gagner de l'argent sur tous les métiers à la fois ?

— Notre stratégie est naturellement d'être rentable partout. Mais l'avantage d'une banque universelle, à la fois commerciale et financière, est de pouvoir pratiquer une certaine péréquation. Nous pouvons avoir une politique « à la japonaise » : commencer par se tailler une part de marché, avant d'y chercher la rentabilité.

— Il y a un métier qui reste en tout cas profitable : celui de la banque de proximité pour les particuliers, les commerçants, les professions libérales et les PME. C'est un marché très prometteur, pour lequel la détention d'un réseau est un atout énorme. Il faut des générations pour le construire. Actuellement, ceux qui ont des réseaux en Europe regardent l'avenir avec beaucoup de sang-froid, car leur avance ne peut pas être rattrapée.

Les participations dans les entreprises

— Traditionnellement, le Crédit lyonnais est considéré comme moins rentable que ses concurrents. Qu'attendez-vous de 1988 ?

— Pendant plusieurs années, le Crédit lyonnais a affiché des résultats justes supérieurs au milliard de francs, accablant l'idée d'une faible rentabilité. 1986 a marqué une étape avec le franchissement de la barre des 2 milliards, confirmé en 1987 avec 2,357 milliards. L'année dernière aurait dû être dans la même ligne — nous attendions 2,8 milliards — s'il n'y avait eu les

portées enregistrées par notre filiale anglaise Alexanders Laing & Cruickshank Holdings en raison des dégâts sur les marchés londoniens. Cette situation, que nous avons en commun avec beaucoup d'autres banques engagées à Londres, va endommager notre résultat net de près d'un demi-milliard.

— Mais l'exercice 1988 va être surtout marqué par l'effort considérable que nous allons faire pour mettre en notation aux provisions pour risques souverains plus de deux fois notre résultat net de l'année. Moyennant quoi nous dépasserons un taux de couverture de 50 %. Cette politique résolue de rattrapage est d'autant plus opportune que le plan Brady, rejoignant des idées françaises et japonaises, prévoit pour la première fois des abandons de créances de la part des banques à l'égard de certains pays endettés.

— Souhaitiez-vous continuer à avoir un rôle actif auprès des entreprises ?

— Nous n'avons pas la puissance des banques allemandes dans l'industrie mais nous jouons, par tradition, un rôle plus important que les autres banques commerciales françaises auprès des entreprises, au niveau des opérations en capital. Non seulement en ingénierie financière, comme le RES de Darty, mais aussi par des prises et des augmentations de participations nombreuses. Notre portefeuille avoisine les 12 milliards de francs. Nous continuerons à avoir une position d'actionnaire, identifiée ou non, dans les entreprises, à la demande même de leurs dirigeants.

— Cela ne vous crée-t-il pas de conflits d'intérêts ?

— Être à la fois actionnaire et banquier d'une entreprise crée beaucoup plus de solidarité que de conflits d'intérêts. Les banques allemandes en savent quelque chose. C'est lorsque des entreprises concurrentes, qui nous sont proches, s'affrontent que peut apparaître un conflit d'intérêts. Mais il y a toujours une déontologie convenable dans ce cas.

— Comme tous les banquiers, vous êtes attentifs à l'environnement économique international. Quel est, à votre avis, le problème le plus préoccupant ?

— Je ne fais pas partie du groupe de pression international qui fait de la réduction du déficit budgétaire des Etats-Unis (2 % du PIB) la priorité des priorités, et cela parce qu'il n'y a pas de corrélation entre le déficit et le niveau des taux d'intérêt américains : aucune étude économique sérieuse ne le démontre.

— En revanche, je suis plus inquiet du déficit commercial de ce pays : je le crois, à terme, générateur de spasmes. On ne peut pas accumuler un énorme déficit du côté des Etats-Unis, des énormes excédents du côté du Japon et de la RFA, sans mettre en place quelque chose qui va déjouer. Le problème numéro un, je le vois dans le nécessaire maintien de la croissance, dont la reprise a été amorcée par la baisse des prix des produits pétroliers. Pour moi, le devoir international des Etats-Unis est de préserver leur propre croissance : s'ils réduisaient vraiment leur déficit budgétaire, ce serait la récession et, comme les locomotives européennes ou japonaises ne prendraient pas le relais, tous les gouvernements les presseraient de relancer leur économie.

— En fait, les taux d'intérêt réels dans le monde sont à un niveau insoutenable, aux dépens de la croissance. Ils ont largement créé le problème de la dette et ils gonflent les flux financiers nets des pays en développement vers les pays industrialisés, actuellement estimés à 40 milliards de dollars par an, ce qui est le monde à l'envers, me semble-t-il.

— Tous nos problèmes viennent de là, le chômage dans les pays développés, la dette des FMI. En outre, chacun « fait » un peu au-dessus de ce qui est nécessaire, les Allemands parce qu'ils ont en tête un taux de change quasiment fixiste à l'égard du dollar, et les Américains parce que la Réserve fédérale ne veut pas être soupçonnée de laxisme face à une inflation qui se réveille un peu.

Propos recueillis par
CLAIRE BLANDIN
et FRANÇOIS RENARD.

(1) Crédit lyonnais, Commerzbank, Banco di Roma, Banco Hispano-Americano.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Compagnie Malienne des fibres textiles (C.M.D.T.) domiciliée B.P. 487 à Bamako, République du Mali, lance les appels d'offres suivants pour équiper son usine d'égrenage en construction à Koumantou (Mali) :

I — Matériel de manutention, de stockage et d'ensachage.

- lot n° 1 : Stockage, manutention et ensachage.
- lots n° 2 Cuvé à eau.

II — Matériel électrique :

- lot n° 1 : Armoires.
- lot n° 2 : Moteurs.

III — Matériel électrique :

- lot n° 1 : Matériel distribution basse tension.
- lot n° 2 : Câbles.
- lot n° 3 : Groupe électrogène 150 KVA.

IV — Matériel d'équipement :

- lot n° 1 : Distribution pneumatique des graines.
- lot n° 2 : Dispositifs de dépoussiérage et de manutention des déchets.

V — Matériel d'équipement général.

- lot numérotés de 1 à 11 : Equipements, outillages et approvisionnements généraux.

Financement : les fournitures relatives à ces appels d'offres font partie d'un projet pour lequel la République du Mali a négocié une contribution financière de la Caisse Centrale de Coopération Économique (CCCE) et la Banque Européenne de Financement (BEF). Délais : date limite de remise des offres : 31 mai 1989 à 10 h.

Origines :

- a) Les fournisseurs et les fournisseurs prévus dans les appels d'offres n° 1 et 2 devront être d'origine zone franc.
- b) Concernant les A.O. n° 3, 4 et 5, la concurrence est ouverte à toute personne physique ou morale ressortissant d'un des États signataires de la Convention de Lomé III. Les fournitures devront être originaires de ces mêmes pays.

Les avis d'appel d'offres détaillés peuvent être retirés auprès de la C.M.D.T. à Bamako ou auprès de la Cie Française pour le Développement des Fibres Textiles (C.F.D.T.) 13, rue de Monceau à Paris 8^e. Tél. : 43-59-53-95.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés aux mêmes adresses, chacun contre remise d'un chèque certifié de 2 000 FF ou 100 000 FCFA établi à l'ordre de la C.M.D.T., B.P. 487 Bamako (Mali).

Les bons résultats du géant helvète-suédois de l'électrotechnique ABB a dépassé 100 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1988

Pour son premier exercice, le groupe ABB (né de la fusion fin 1987 du suédois Asea et du suisse Brown Boveri) affiche un chiffre d'affaires impressionnant : 17,8 milliards de francs (107 milliards de dollars), en progression de 21 % sur le volume des deux années en 1987. Le géant de l'électrotechnique regroupait fin 1988 quelque 170 000 salariés dans plus de cinquante pays, a dégagé un résultat net après impôts de 386 millions de dollars (2,3 milliards de francs).

Dans un secteur où la concurrence entre grandes entreprises s'exprime désormais à coups de fusions, il faut rappeler que le rapprochement de français Alsthom et de la division Power Systems du britannique General Electric Company (officiellement constitué en juin 1988) pesera environ 43 milliards de francs de chiffre d'affaires et emploiera quatre-vingt-cinq mille personnes.

En 1988, ABB a investi 736 millions de dollars (4,4 milliards de francs) et dépensé pour ses acquisitions

544 millions de dollars (3,3 milliards de francs). Ces dernières comprennent essentiellement la prise de participation dans le groupe Fiat et les achats des firmes italiennes Sadeimi Cogepi, Marelli et les usines de Franco Tosi Industriale.

Depuis le début de l'année 1989, le rythme des acquisitions et accords menés par le groupe n'a pas baissé. Après avoir acheté les activités turbines à vapeur de l'allemand AEG, pris une participation de 40 % dans la firme BREL, filiale de British Rail, spécialiste du matériel roulant, ABB a réalisé divers joint-ventures en Italie — où le groupe restructure le secteur électrotechnique — et sur le continent américain avec le groupe Westinghouse. La trésorerie d'ABB atteint 3,5 milliards de dollars (21,2 milliards de francs). Le conseil d'administration proposera le 3 avril à l'assemblée générale tenue à Zurich un dividende net de 100 millions de francs suisses (386 millions de francs) à verser à Asea et Brown Boveri.

Armement terrestre

M. Chevènement propose de transformer le GIAT en société nationale

Aux syndicats des travailleurs de l'Etat qu'il a reçus, jeudi 30 mars, à Paris, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a proposé de transformer le Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) en entreprise nationale avec actionnariat public.

Réunissant dix arsenaux spécialisés dans la fabrication de deux cents systèmes d'armes différents, depuis le fusil jusqu'à l'artillerie lourde en passant par le char de bataille, et occupant plus de quinze mille personnes pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 7 milliards de francs, le GIAT connaît d'importantes difficultés liées à la réduction des commandes de l'armée de terre française et à une forte mévente à l'exportation.

Le GIAT est actuellement une entité industrielle dépendant de la Direction des armements terrestres (DAT) de la délégation générale pour l'armement, et demeure soumis à des règles administratives très contraignantes, qui lui enlèvent de sa souplesse.

M. Chevènement a proposé aux syndicats de transformer le GIAT en une société nationale (le personnel pouvant garder son statut actuel) capable de développer des activités de diversification ou de sonner des cloches industrielles avec des partenaires étrangers. Le plan de restructuration, décrété par le précédent gouvernement sera reconduit jusqu'en 1992 pour faciliter la suppression de mille deux cents emplois jugés excédentaires.

24/11/89

Économie

AFFAIRES

Les groupes Delmas-Vieljeux et Bolloré étudient un rapprochement

M. Alain Wills, président-directeur général de Navale Delmas-Vieljeux, a confirmé, le 29 mars, que cette entreprise maritime (premier armateur privé français) avait engagé des conversations avec son rival, le groupe Bolloré (qui contrôle la SCAC), pour harmoniser leurs stratégies, notamment sur les lignes de cargos entre l'Europe et l'Afrique où la concurrence fait rage.

Déjà, en 1986, le groupe Delmas-Vieljeux avait proposé à Suez de racheter la SCAC mais l'opération avait échoué à l'époque car M. Vincent Bolloré avait demandé à prendre une participation dans la holding de Delmas, c'est-à-dire la Financière Delmas-Vieljeux, ce que M. Tristan Vieljeux, PDG du groupe, avait refusé.

Si les conversations actuelles aboutissent, le groupe Bolloré, par l'intermédiaire d'une de ses holdings, SOFICAL, prendrait une participation, non dans la holding qui contrôle l'ensemble des activités du groupe Delmas-Vieljeux (transports maritimes, transit, transports terrestres et aériens, transports de véhicules, chantiers navals), mais dans une filiale maritime opérationnelle, la Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux (SNCDV).

ÉTRANGER

Six ans après le scandale Rumasa

Le procès de M. José Maria Ruiz Mateos s'est ouvert à Madrid

MADRID de notre correspondant

Le procès de M. José Maria Ruiz Mateos, l'ancien président de ce qui fut le plus grand holding privé d'Espagne, Rumasa, et de sept de ses collaborateurs, s'est enfin ouvert le mercredi 31 mars devant un tribunal de Madrid. Enfin, car plus de six ans ont passé depuis la nationalisation de Rumasa et le dépôt d'une plainte contre ses principaux responsables. Six ans pendant lesquels les frasques de ce personnage indéfiniment haut en couleur qu'est M. Ruiz Mateos n'ont cessé de tenir en haleine l'opinion publique espagnole, mettant à l'épreuve sa sagesse et sa justice de son pays.

C'est en février 1983 que les socialistes, fraîchement arrivés au gouvernement, avaient décrété la nationalisation de Rumasa. Ce fut une commotion nationale, s'agissant d'un empire de plus de six cents entreprises et d'une vingtaine de banques, dont les multiples activités allaient des grandes surfaces à la

construction en passant par l'hôtellerie, l'alimentation ou la viniculture.

Certes, depuis quelque temps déjà, les doutes se multipliaient dans les milieux bien informés quant à la véritable situation financière de ce groupe qui achetait sans discernement toutes les entreprises en difficulté du pays. Mais personne n'imaginait un panorama aussi apocalyptique que celui exposé quelques jours plus tard devant le Parlement par le ministre de l'économie, M. Miguel Boyer : faillissements comptables, surenchère d'actifs pour dissimuler les pertes, débits bancaires simulés, prélevements fiscaux enregistrés comme s'il s'agissait de bénéfices, délits monétaires, entre autres multiples anomalies.

Aussi le ministère public portait-il plainte, le 14 avril, contre M. Ruiz Mateos, qui, de manière inexplicable, avait toutefois eu le temps de quitter tranquillement son pays pour s'installer en Grande-Bretagne, un pays qui, à l'époque, n'avait pas de traité d'extradition avec l'Espagne.

De son fait londonien, le président déchaînait sa contre-offensive, multipliant les déclarations franches, qui allaient faire la « une » de la presse madrilène. A l'entendre, il était victime d'un vaste complot impliquant pêle-mêle les socialistes, les grandes banques espagnoles, l'Opn Dei (auquel cet homme, particulièrement pieux, avait longtemps appartenu), voire le roi Juan Carlos.

En décembre 1984, le gouvernement allemand confirme l'extradition, et c'est dans un avion spécial que M. Ruiz Mateos regagne Madrid. Son retour au pays semble alors stimuler son sens de la fantaisie. Assigné à résidence, il passe outre, et annonce à toute la presse son intention de commencer à visiter successivement tous les sanctuaires marials d'Espagne.

La police interrompt rapidement cette randonnée, et le « pénitent » passe un nouveau séjour en prison, avant d'être libéré sous caution, avec interdiction de quitter le pays, une interdiction enfreinte sur-le-champ : c'est à l'étranger qu'il poursuit son périple religieux, en envoyant à tous les journaux sa photographie prise devant le sanctuaire de Fatima, au Portugal. Il sera à nouveau arrêté, en septembre 1988, après s'être ostensiblement exhibé dans une station-service d'une autoroute de Catalogne.

Opération carnavalesque

Décidément très en vogue, il verse alors franchement dans l'opération carnavalesque : quelques jours plus tard, il est transféré devant le tribunal qui sera chargé de le juger. Après s'être rendu aux toilettes, il disparaît au nez et à la barbe de la police en sortant tranquillement par la porte principale, déguisé avec une fausse moustache et abrité derrière des lunettes noires et une gabardine au col relevé. Il sera arrêté deux mois plus tard, repéré par la police alors qu'il prend paisiblement le soleil sur une plage de la côte sud du pays.

Aujourd'hui, traduit devant ses juges, M. Ruiz Mateos a déjà fait savoir quelle sera sa défense : la nouvelle fédérale. Il entend renouer dès le premier jour à ses défenseurs, ce qui obligera le tribunal à nommer un avocat d'office... à qui il faudra bien accorder plusieurs semaines de délai pour étudier les plus de cinquante mille pages du dossier. Reste à savoir si le tribunal appréciera la constance avec laquelle cet accusé d'un genre particulier a tenté de ridiculiser la justice de son pays !

THIERRY MALINIAK.

Manipulations comptables

Il disparaît ensuite durant plusieurs mois. La presse espagnole le cherche partout, affirme l'avoir localisé à Vienne, à Miami, à la Jamaïque, où on lui attribue de romanesques aventures. Revenu finalement à Londres, il est déclaré inéligible par les autorités britanniques. Lors d'une escale à Francfort, il sera arrêté à l'aéroport, en avril 1984, par la police allemande, en vertu d'un mandat lancé par Interpol. L'Espagne demande immédiatement son extradition, finalement accordée par les juges allemands, mais pour deux semaines seulement. Les cinq délits invoqués par leurs collègues espagnols : manipulations comptables et falsification de documents commerciaux.

Nouveau rebondissement

L'« Observer » publie un rapport confidentiel sur l'achat du magasin londonien Harrods

LONDRES de notre correspondant

Lord Young, secrétaire d'Etat pour le commerce et l'industrie, a exigé jeudi 30 mars dans la soirée que lui soit rendu sur-le-champ le rapport confidentiel que ses services ont rédigé sur l'acquisition controversée, en 1985, du célèbre magasin londonien Harrods par trois hommes d'affaires égyptiens, les frères Fayed. L'« Observer » avait publié jeudi matin de larges extraits de ce texte dans une édition spéciale de seize pages qui a été saisie par la justice.

Après avoir été distribuée pour l'essentiel, l'affaire Harrods, qui avait commencé dès la vente aux frères Fayed de la Maison Fraser, une chaîne de magasins de luxe dont Harrods est le fleuron, connaît donc un rebondissement supplémentaire.

M. Donald Treford, directeur de l'« Observer », a répondu à lord Young qu'il ne pouvait lui rendre un document qui n'était pas en sa possession. Il a certes publié des passages du rapport confidentiel qui met gravement en cause les conditions dans lesquelles les frères Fayed ont acquis la Maison Fraser, mais il n'a pas le texte lui-même, et n'est pas prêt à révéler ses sources. De tous les côtés, chacun consulte fébrilement ses archives, et l'épilogue judiciaire de cet affrontement promet d'être intéressant.

En 1985, les frères Fayed achètent avec leur fortune personnelle et l'aide de quelques amis non identifiés le symbole du commerce de luxe britannique de bon aloi. Le ministre du commerce et de l'industrie ne trouve rien à redire à l'époque à cette transaction qui suscite la colère de M. Tim Rowland, patron du groupe Loro, lequel aurait bien voulu lui-même acheter la prestigieuse chaîne de magasins. M. Rowland est, entre autres choses, propriétaire de l'« Observer », un des titres les plus anciens de la presse britannique.

L'« Observer » se livre, depuis 1985, à des attaques répétées contre les frères Fayed. L'argument de M. Rowland, inlassablement relayé par son journal, est que la Maison Fraser a été vendue dans des conditions douteuses à des gens qui

n'avaient pas en réalité les fonds nécessaires, et qu'on a évincé injustement le seul acheteur solvable : M. Rowland lui-même.

Une édition spéciale

L'« Observer » ne paraît que le dimanche et tire à environ 450 000 exemplaires. Son directeur a choisi de publier les extraits du rapport confidentiel dans une édition spéciale, en milieu de semaine, de façon à éviter qu'un numéro ordinaire ne soit saisi. Il a choisi à l'évidence de défier lord Young.

« Je considère tout ceci comme étant extrêmement grave quelle que soit la façon dont ce rapport est parvenu entre vos mains (...). Je vous demande de me faire savoir, par écrit notarié, les conditions dans lesquelles vous l'avez obtenu », a écrit jeudi le ministre du commerce et de l'industrie au président de Loro. L'événement est d'autant plus dérangeant pour lord Young que l'ordonnance de référé qu'il avait obtenu jeudi à midi pour faire saisir cette édition spéciale n'a pas empêché la vente de la quasi-totalité des 250 000 exemplaires imprimés.

La loi interdit donc désormais de révéler le contenu de ce qui a été très largement diffusé dans le pays. L'achat de la Maison Fraser avait été conclu en 1985 pour 615 millions de livres (environ 6,7 milliards de francs). Le ministère du commerce et de l'industrie avait commencé son enquête en avril 1987. Les résultats de celle-ci sont très défavorables aux frères Fayed et remettraient en cause leur victoire à l'arraché sur M. Rowland.

Le rapport a été rédigé par deux inspecteurs du ministère et remis en juillet 1988 à lord Young. Son contenu était resté secret jusqu'ici. Le ministre du commerce et de l'industrie avait d'abord annoncé qu'il le rendrait public, puis il avait changé d'avis, attendant que le Bureau des fraudes graves, nouvellement créé pour lutter contre les malversations financières, décide s'il était nécessaire d'ouvrir une instruction judiciaire.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

Réunion des pays de la zone franc

Les ministres africains des finances attendent un nouveau plan sur la dette

Réunis à Paris, le jeudi 30 mars, à quelques jours des réunions ministérielles de Washington, les ministres de l'économie et des finances des pays de la zone franc ont évoqué les problèmes de la restructuration de leur système bancaire et le poids de leur endettement extérieur. On estime qu'un tiers des banques de la zone franc sont en difficulté, et que le montant des créances douteuses atteint entre 30 et 50 % de l'ensemble des prêts. Les ministres ont, dans leur communiqué final, souligné « l'importance d'une répartition optimale des charges entre les actionnaires, les Etats africains concernés, les banques centrales et les bailleurs d'aides bilatérales et multilatérales ».

Ils ont, par ailleurs, manifesté leur intérêt pour les propositions en matière d'allègement du fardeau de la dette. Certains pays africains, les plus pauvres, bénéficient déjà des conditions avantageuses offertes par l'initiative de Toronto. Cependant, les pays à revenus intermédiaires (Congo, Cameroun, Côte d'Ivoire...) espèrent la mise en place d'un plan du type de celui proposé par le secrétaire au Trésor,

M. Nicholas Brady. Mieux encore, le plan proposé en septembre dernier par le président Mitterrand prendrait certainement davantage en compte les problèmes africains. Au cours de son discours, M. Pierre Bérégovoy a insisté sur le désengagement des industriels français en Afrique et sur la nécessité pour les pays africains d'appliquer leurs codes de l'investissement.

● Publication des Chiffres du monde 1989. — Les Chiffres du monde 1989, d'Encyclopædia Universalis, vient de paraître. Une première partie, intitulée « Tendances », propose une analyse synthétique de l'économie mondiale et du grand marché européen de 1993. Un tour du monde en chiffres compose la seconde partie à l'aide d'une fiche illustrée par pays, de l'Afghanistan au Zimbabwe. Enfin, les « Réponses » analysent, sur une période de dix ans, l'évolution de la dette extérieure, des marchés financiers, du poids de l'Europe des Douze et de l'emploi dans les grands pays industrialisés. Un glossaire ainsi qu'une bibliographie complètent utilement cet ouvrage.

ÉNERGIE

La réunion du comité de surveillance de l'OPEP

L'état de grâce du pétrole

VIENNE de notre envoyée spéciale

On ne change pas une politique qui gagne. Forts de ce bon principe, les huit principaux ministres de l'OPEP, qui se retrouvaient à Vienne les 29 et 30 mars pour la première fois depuis quatre mois, ont choisi de ne rien modifier à la politique adoptée en novembre qui a permis aux cours du pétrole d'augmenter de moitié — de moins de 12 à plus de 18 dollars par baril en moyenne (le Monde du 29 mars).

« Pourquoi changer tout ça ? », répondait jeudi le président de l'organisation, harcelé par les journalistes frustrés. Pourquoi en effet ? En quatre mois, les prix du brut ont atteint l'objectif fixé en novembre — 18 dollars — cela en dépit d'un hiver exceptionnellement doux, d'une énorme surproduction pendant tout l'automne et d'une discipline incertaine depuis lors.

Que demander de plus ? L'OPEP, un peu dépassée par son succès, croise les doigts en souhaitant que ça dure. Sans parvenir à savoir exactement ce qui relève de facteurs conjoncturels — arrêts de la production en mer du Nord, accident en Alaska, etc. — ou d'un retournement fondamental du marché pétrolier.

Il est encore trop tôt pour figer une stratégie. Nous sommes encore dans une période d'adaptation», expliquait le ministre algérien du pétrole, M. Sadék Boussena. « Il y a une hausse de la demande, particulièrement en provenance des Etats-Unis. (...) Quel est son rythme, quelle en est la nature ? Si nous arrivons à défendre le prix de 18 dollars d'ici juin, en maintenant la production au niveau décidé, et

la discipline, alors nous pourrions tirer des leçons... »

Il y a encore quelques mois, placés dans cette même situation, les « clans » traditionnels n'auraient pas manqué de se déchirer. D'un côté, les « maximalistes » — Iran, Algérie, Libye — auraient réclamé, forts des succès enregistrés, une hausse immédiate et substantielle du prix cible. De l'autre, les « modérés » — Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis — en auraient profité pour demander une hausse de la production, afin de limiter l'envolée des cours et d'élargir la part du marché des Treize.

Jusqu'à la veille de la réunion de Vienne, la plupart des observateurs attendaient l'affrontement. Le ministre koweïtien du pétrole n'avait-il pas, le 27 mars, dans une interview au *Middle East Economic Survey* (MEES), suggéré une hausse du plafond de production de 1,5 million de barils/jour, afin d'éviter que les cours ne dépassent 20 dollars ?

L'affrontement n'a pas eu lieu. Sermonné par les Saoudiens, le ministre du Koweït a remis sa proposition à plus tard, et les huit pays ont sagement décidé d'attendre la prochaine conférence ordinaire de juin pour aborder ces questions de fond.

Stabiliser le marché

« L'OPEP devient plus mûre et plus pragmatique », note M. Nourredine Ait Laoussine, président de la société Nalco et ancien directeur de la Sonatrach algérienne.

Insistants par l'expérience des dernières années, les treize pays paraissent décidés à défendre avant tout une certaine stabilité du marché. Les « maximalistes » admettent qu'une hausse trop brutale des prix mériterait la reprise de la demande dans l'ouest. Les « modérés » acceptent qu'un niveau de prix trop bas soit insupportable à la plupart. « Les différences d'opinion n'ont pas disparu », explique M. Boussena, « certains pays veulent une évolution (des prix) plus rapide que d'autres, mais toutes les parties doivent accepter des sacrifices pour le bien commun qui est de protéger les revenus... ».

« Le marché a besoin de stabilité. Les consommateurs comme les producteurs ont besoin d'assurances », ajoutait le ministre iranien, suivi, une fois n'est pas coutume, par son homologue irakien : « Nous voulons un marché stabilisé à un niveau raisonnable de prix », assurait ce dernier.

N'est-ce que partie remise ? Il est clair que l'OPEP en juin devra, si la reprise du marché se confirme, faire un choix entre une hausse des prix et un accroissement de la production. Et que les treize pays membres devront aussi décider de l'attitude à adopter à l'égard des producteurs indépendants, dont le soutien est accablant jusqu'ici avec plus de scepticisme que d'enthousiasme. Autant de problèmes qui pourraient, si tout va bien, justifier le sommet, au niveau des chefs d'Etat, suggéré par le Venezuela. Une question, elle aussi, mise pour l'instant sous le tapis. « Toutes les surprises seront pour juin », plaisantait le ministre algérien.

VERONIQUE MAURUS.

Flambée des cours du brut

A la suite de la marée noire, provoquée par le naufrage de l'Exxon-Valdez en Alaska, les cours du baril de pétrole ont à nouveau fortement crû à New York, jeudi 30 mars, pour frôler les 21 dollars. Pour une livraison en mai, le cours du West-Texas Intermedie, la qualité de référence, a gagné 61 cents à 20,81 dollars. Cette flambée a été provoquée par une annonce d'Exxon, puis de BP, d'une réduction temporaire de leur livraison de brut d'Alaska aux Etats-Unis.

Exxon, la compagnie exploitante du navire naufragé, a déclaré qu'elle serait contrainte, pour des « raisons de force majeure », de réduire de 15 % à 20 % ses livraisons aux raffineries de la côte ouest américaine en mai. Exxon enlève environ 20 % du pétrole qui s'écoule par le terminal de Valdez. BP, la compagnie la plus importante dans la région, a suivi.

En Europe, sur un marché pétrolier également très nerveux, il a suffi de l'annonce d'une grève de vingt-quatre heures dans une raffinerie norvégienne pour que les cours du Brent gagnent près d'un demi-dollar, pour dépasser les 19 dollars le baril.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CHAMPAGNE MUMM

Le conseil d'administration de G.H. Mumm et C^o, réuni le 23 mars 1989 sous la présidence de M. Alain de Gumburg, a arrêté les comptes de la société mère, examinés par les commissaires aux comptes, pour l'exercice clos le 31 décembre 1988.

Il a, par ailleurs, pris connaissance des comptes consolidés provisoires du groupe, non encore examinés par les commissaires aux comptes.

L'ensemble de ces comptes ne sont absolument pas comparables d'une année sur l'autre en raison de l'intégration, en 1988, de la société Martell S.A. et de ses filiales au sein du groupe Mumm, à la suite de l'offre publique d'achat lancée au début de l'année sur l'ensemble des titres de cette société par G.H. Mumm et C^o, avec l'appui du groupe SEAGRAM, et des conséquences financières qui en ont résulté sur les comptes de notre société.

Les comptes de l'exercice 1988 de la société mère, G.H. Mumm et C^o, et les comptes consolidés provisoires se présentent de la façon suivante, comparés à ceux de l'exercice 1987 (en millions de francs) :

	Chiffre d'affaires (hors droits, hors taxes)	Résultat courant avant impôts	Résultat net
1988	1 031 291	921 526	42 886
1987	921 526	42 886	129 244
1988	1 031 291	921 526	13 159
1987	921 526	42 886	103 294
Société mère	2 604 704	1 163 430	230 449
Comptes consolidés	1 163 430	230 449	182 904
			-160 580
			110 395

Le chiffre d'affaires des sociétés G.H. Mumm et C^o, Champagne Perrier-Jouët et Mumm-Corina distribution a atteint, pour sa part, 1 246 940 000 francs, contre 1 163 430 000 francs, en progression de 7,2 %.

Hors incidence du rachat des titres Martell et des frais financiers correspondants, ainsi que de la comptabilisation de l'intéressement du personnel au niveau des charges d'exploitation, le bénéfice courant avant impôts de la société mère aurait été de 150 035 231 francs, contre 129 244 403 francs de l'exercice précédent, soit une augmentation de plus de 16 %.

Le bénéfice net de G.H. Mumm et C^o de 13 159 075 francs tient compte d'une charge nette exceptionnelle de près de 86 millions de francs correspondant aux frais et honoraires d'acquisition des titres Martell.

Les comptes consolidés issus du nouveau périmètre de consolidation intègrent ceux du groupe Martell pour la période du 1^{er} avril 1988, date de son entrée dans le groupe Mumm, au 31 décembre 1988.

Les données relatives à l'exercice 1987 sont celles du groupe Mumm dans son ancienne structure, c'est-à-dire hors groupe Martell.

La perte nette de 160 580 000 francs qui ressort des comptes consolidés de 1988 est due principalement à une perte exceptionnelle dégagee dans les comptes Martell du fait de la constitution de provisions, pour rupture anticipée d'accords de distribution.

Compte tenu des charges financières importantes que G.H. Mumm et C^o a à supporter au cours de l'exercice 1988, il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 27 juin 1989, de ne pas distribuer de dividende au titre de cet exercice.

Il lui sera par ailleurs proposé de renouveler pour six ans le mandat d'administrateur de M. Samuel Brofman II.

GRUPE TOTAL

TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

— communique —

COMPTES DE LA MAISON-MERE POUR L'EXERCICE 1988

Au cours de sa séance du 29 mars, le Conseil d'Administration a examiné les comptes de TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES maison-mère pour l'exercice 1988 (en millions de francs : MF).

- Le bénéfice net est de 1022 MF contre 1382 MF en 1987. Les dividendes reçus des filiales ont été de 1672 MF (dont 1053 MF pour les filiales de production) contre 1753 MF en 1987 (dont 1305 MF pour les filiales de production).
- Le mouvement des amortissements et provisions, qui concerne essentiellement les travaux d'exploration pétrolière et minière effectués par certaines filiales, se solde par une dotation nette de 669 MF contre une reprise nette de 46 MF en 1987. L'exercice 1987 avait en effet bénéficié d'importantes reprises de provisions, en raison principalement de la cession de la filiale italienne de raffinage-distribution qui avait eu une incidence positive sur le résultat d'environ 1100 MF.
- Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 20 F par action (identique à celui de 1987), auquel s'ajouterait un avoir fiscal de 10 F, soit au total de 30 F. La distribution globale serait ainsi de 727 MF.
- Les comptes consolidés du Groupe seront examinés lors de la réunion du Conseil d'Administration du 26 avril. Au vu des éléments disponibles, on peut estimer que le bénéfice consolidé avoisinera 2 milliards de F. Après déduction des intérêts minoritaires, la part du Groupe dans le résultat devrait s'établir à environ 1,5 milliard de F.

Du fait de la baisse du prix du pétrole brut survenue en 1988, le résultat comptable 1988 est dégradé par un effet de stock négatif de 600 MF, alors que celui de 1987 avait été augmenté par un effet de stock positif de 200 MF. Hors effet de stock, le résultat d'ensemble du Groupe s'élèverait donc à environ 2,6 milliards de F, soit deux fois le résultat comparable de 1987.

MINITEL 3614 TAPÉZ TOTALCFP

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OBLIGATIONS TOUTES CATÉGORIES

Société d'investissement à capital variable

SICAV

Siège social : 6, rue Rabelais 75008 Paris.

Le conseil d'administration d'Obligations toutes catégories réuni le 9 mars 1989, sous la présidence de M. Oreglio Botteon, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988. Ces comptes seront soumis à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera convoquée pour le vendredi 28 avril 1989 à 16 h 15 au siège social.

Il sera proposé d'attribuer à chaque action un dividende net de 10,68 F, affecté d'un crédit d'impôt de 0,46 F, portant le revenu global unitaire à 11,14 F.

La date de mise en paiement sera fixée par le conseil d'administration qui suivra l'assemblée.

Etablissements dépositaires :

Bred - 21, rue La Boétie, 75008 Paris
Banque Louis Dreyfus - 4, rue Rabelais, 75008 Paris.



Résultats de l'exercice 1988

Activité pétrolière : résultats en progrès
mais encore insuffisants
Excellente performance de la chimie

Le Conseil d'Administration de BP France, réuni le 21 mars 1989, a arrêté les comptes de l'exercice 1988 :

(en millions de francs)	1988	1987
Résultats consolidés		
• Résultat net (Part du Groupe)	324	(21)
• Résultat courant	799	87
BP France Société Mère		
• Résultat courant corrigé du coût de renouvellement des stocks	(10)	(341)
• Capacité d'autofinancement corrigée du coût de renouvellement des stocks	845	74
• Coût de renouvellement des stocks	(291)	148
• Capacité d'autofinancement	54	220
• Résultat courant	(301)	(185)
• Chiffre d'affaires hors tous droits et taxes	12 117	12 788
• Tonnes vendues (en millions de tonnes)	11,3	10,5
• dont marché intérieur	8,3	8,0
• Tonnes traitées	7,9	6,6

BP Chemicals SA (nouvelle raison sociale de BP CHIMIE).
Comptes arrêtés par le Conseil d'Administration de BP Chimie le 3 mars 1989.

• Résultat net	701	302
• Capacité d'autofinancement	807	363
• Chiffre d'affaires hors taxes	5 440	3 779
• Tonnes vendues (en milliers de tonnes)	1 343	1 218

Les comptes consolidés sont tenus à disposition du public à la Direction de l'Information et des Relations Extérieures au Siège de BP France. Une synthèse sera présentée sur minitel : 3615 code BP.

- Le résultat net consolidé de BP France, qui s'élève à 324 MF (part du Groupe), reflète la situation contrastée des principaux secteurs d'activité.
- Dans les activités pétrolières de BP France (Société Mère), le résultat courant est négatif à -301 MF. Corrigé du coût de renouvellement des stocks négatifs de -291 MF, le résultat courant économique, bien qu'en amélioration importante sur l'année 1987, demeure légèrement négatif à -10 MF.
- Si les résultats du raffinage ont été favorisés par le redressement momentané des marges au 4^e trimestre 1988, ceux des secteurs commerciaux sont demeurés insuffisants, notamment dans le réseau de vente de carburants.
- Dans ce contexte de concurrence commerciale très vive favorisée par les excédents de capacité de raffinage en Europe, BP France a mis en œuvre un plan de modernisation visant à adapter rapidement les structures de la Société à l'évolution du marché pétrolier et à renforcer sa compétitivité industrielle et commerciale avec la réduction des coûts d'exploitation et une diminution des effectifs de 430 personnes.
- Le dynamisme commercial de BP France a continué de s'affirmer avec les nouveaux produits dans le domaine des fluides (BP Superfluid pour le chauffage domestique, BP Technifluid pour les clients industriels) et des lubrifiants (BP Pilot 5000, BP Super TPS pour les travaux publics).
- La Société a enregistré en résultat exceptionnel la plus-value de la vente de l'immeuble de La Défense qu'elle continuera d'occuper jusqu'au transfert du Siège Social à Cergy Saint-Christophe en 1990 ainsi que la plus-value de la cession de deux pétroliers décidée pour adapter la flotte de transport maritime aux besoins actuels et les provisions correspondant aux plans de restructuration et de modernisation en cours.
- Après ces éléments exceptionnels, le résultat net de BP France (Société Mère) est négatif à -140 MF, avant 577 MF de reprise partielle de provision pour fluctuation des cours.
- Au plan social, dans le cadre du dialogue avec les partenaires sociaux et pour développer la mobilisation de l'ensemble du personnel, BP France a signé un accord d'intéressement permettant d'associer davantage le personnel au succès de l'entreprise.
- Dans les activités chimiques de BP Chemicals SA, nouvelle raison sociale de BP Chimie, le haut niveau de production de toutes les unités et la progression continue de la demande ont abouti à des résultats excellents.
- Le résultat net comptable de BP Chemicals SA s'élève à 701 MF et les activités de la Chimie ont ainsi contribué à l'essentiel du résultat consolidé de BP France.

BP, POUR UN MONDE QUI BOUGE

GROUPE OFF

OFF - Omnium Financier de Paris
Société Financière d'Auteuil
OPSA - Omnium de Participations SA

Le conseil de l'OFF-Omnium Financier de Paris s'est réuni le 23 mars 1989 sous la présidence de M. J.C. Genton pour examiner les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1988. Le bénéfice consolidé, qui comprend, outre celui de l'OFF, celui de la Société Financière d'Auteuil et de l'OPSA-Omnium de Participations SA, dont le siège est à Genève, est de 291,9 millions de francs, à comparer avec 219,3 millions pour l'exercice 1987 après retraitement pour permettre la comparaison des deux exercices. La part du groupe, qui comprend 100 % d'OPSA en 1988 contre 90 % en 1987, est de 290,7 millions contre 208 millions.

Dans le bilan consolidé du groupe au 31 décembre 1988 les fonds propres après répartition sont de 2 564 millions de francs. A cette même date la valeur estimative du patrimoine est de 4 435 millions de francs, soit 2 220 F par action.

Le montant global des investissements du groupe a atteint 697 millions de francs en 1988, montant très supérieur au rythme normal des opérations du groupe. L'augmentation de capital réalisée en fin d'année a permis de porter les liquidités du groupe à environ 900 millions.

Le bénéfice de la maison-mère est de 217,3 millions de francs contre 121 millions en 1987, cette progression provenant largement de dégagements de plus-values chez l'OFF alors que, l'exercice précédent, celles-ci étaient surtout apparues au niveau de ses filiales.

Il sera proposé à l'assemblée générale convoquée pour le 5 juin 1989 de distribuer un dividende unitaire de 47 F auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 23,5 F, soit au total 70,5 F contre 64,5 F pour 1987. La distribution globale serait ainsi de 78,2 millions de francs.

Les conseils d'administration d'OFF, de SFA et d'OPSA ont renouvelé M. J.C. Genton dans ses fonctions de président-directeur général.



COMPAGNIE FONCIÈRE
INTERNATIONALE

Au cours de sa séance du 24 mars 1989, le conseil d'administration de la C.F.I.-Compagnie Foncière Internationale a pris connaissance de la proposition qui lui était faite par la Compagnie La Réunion de mettre à l'étude le rattachement sur la C.F.I. de l'ensemble de ses intérêts immobiliers, de façon à obtenir avec une seule structure opérationnelle un meilleur développement national et international dans le domaine immobilier. Ce projet de restructuration a été accueilli avec intérêt par le conseil ; ses modalités de réalisation lui seront soumises ultérieurement.

sograp

La Société SOGERAP invite ses actionnaires à participer à l'Assemblée générale ordinaire et à l'Assemblée générale extraordinaire qui se tiendront le jeudi 27 avril 1989 à 10 h 30 à l'Auditorium de la Tour ELF 2, place de la Coupole, la Défense 6, 92400 Courbevoie.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres qu'il possède, soussigné ou au porteur, a le droit de prendre part à ces assemblées ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint, ou d'y voter par correspondance.

Des cartes d'admission ainsi que des formulaires de pouvoir ou de vote par correspondance seront mises à la disposition des actionnaires par les intermédiaires financiers des départements de la Seine-Saint-Denis, de la Seine-Maritime, de la Somme, de la Tour ELF 2, place de la Coupole, la Défense 6, 92400 Courbevoie.

FOUGEROLLE

Le conseil d'administration de Fougère, réuni le 29 mars 1989, a arrêté les comptes de l'exercice 1988 et pris connaissance des comptes consolidés du groupe.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 9,8 milliards de francs, marquant ainsi une progression de 10 % par rapport au chiffre d'affaires de l'exercice précédent, qui s'élevait à 8,9 milliards de francs.

Le bénéfice consolidé du groupe a atteint 201 millions de francs (dont 199 millions de francs pour la part du groupe) contre 132 millions en 1987, et la marge brute d'autofinancement consolidée s'est élevée à 401 millions de francs contre 305 millions en 1987.

Il est à noter que la progression des résultats est due pour l'essentiel à l'amélioration des marges des principales branches d'activité du groupe en France, qui est la conséquence de la conjoncture particulièrement favorable constatée en 1988.

Le bénéfice de la société mère, Fougère SA, est de 138 millions, alors qu'en 1987 le bénéfice avait atteint 23 millions de francs hors plus-values d'apport. Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 25 mai, de mettre en paiement un dividende net de 10 F par action (15 F avec avoir fiscal compris) contre 6 F pour l'année précédente (9 F avec avoir fiscal compris).

GROUPE DIDOT-BOTTIN

Fondé en 1798

On sait que le groupe a apporté son soutien à *Femme d'aujourd'hui* depuis juin 1988 pour une mission d'assistance et de conseil.

La division Presse de Didot-Bottin renforce son intérêt dans cet hebdomadaire en prenant 34 % du capital de Fendo S.A., société éditrice de *Femme d'aujourd'hui*, par souscription à une augmentation de capital ayant porté ce dernier de 9 à 18 millions de francs.

Ce titre renommé connaît actuellement une progression sensible de sa diffusion et bénéficie à nouveau de la confiance des grands annonceurs.

Il y a lieu de rappeler que Didot-Bottin est propriétaire depuis 1986 du *Chasseur français*, premier magazine français masculin.

labinal

Le conseil d'administration de la société Labinal s'est réuni le 23 mars 1989 sous la présidence de M. Amarty Hains du Fretoy.

Il a arrêté les comptes de l'exercice 1988, dont les principaux éléments sont les suivants :

	Exercice 1987 (MF)	Exercice 1988 (MF)	Variation (%)
Chiffre d'affaires	2 612,88	4 829,25	+ 84
Bénéfice d'exploitation	233,55	467,21	+ 100
Bénéfice courant avant impôt	224,47	363,37	+ 62
Bénéfice net	145,22	175,59	+ 21
- dont part du groupe	144,98	174,46	+ 21
Capacité d'autofinancement	211,94	393,52	+ 86
Bénéfice net par action	44,77	54,7	+ 22

La forte progression du chiffre d'affaires du groupe traduit son changement de dimension et son internationalisation.

A périmètre de consolidation comparable, les ventes ont augmenté de 18 %, le reste, soit 36 %, provenant des acquisitions réalisées à l'étranger : divisions Clinch et Globe aux USA (novembre 1987), Croissant Filters en Grande-Bretagne (juin 1988), société Cabeler au Maroc (septembre 1988) et Cabimat en Espagne (octobre 1988).

Les ventes à l'étranger ont représenté 47 % du chiffre d'affaires, dont 22 % aux Etats-Unis et 25 % en Europe et dans le reste du monde.

La forte croissance du groupe s'est accompagnée d'un doublement du bénéfice d'exploitation et d'une augmentation plus modérée du bénéfice net, en raison notamment d'importantes charges exceptionnelles supportées par l'exercice : amortissement total des frais de premier établissement relatifs aux acquisitions (20 MF), provision pour dépréciation de titres Labinal détenus par la société et dont le cours avait baissé en décembre 1988 (24 MF).

Par ailleurs, l'amortissement des valeurs réelles des récentes acquisitions a plus que doublé d'un exercice à l'autre, passant de 14 MF à 31 MF.

La quote-part du bénéfice net de Turboméca, qui représente 29,75 MF, a progressé de 22 % malgré les charges exceptionnelles également supportées par cette société en 1988 : indemnités de licenciement (44 MF), pertes de change (26 MF).

La forte augmentation de la capacité d'autofinancement consolidée (+86 %), qui représente près de 10 % du chiffre d'affaires, reflète bien le niveau important des dotations aux amortissements et provisions.

Le bénéfice net de la société mère ressort à 96,05 MF contre 84,05 MF en 1987, en progression de 14,3 %.

Le conseil d'administration a décidé de convoquer l'assemblée générale ordinaire le 29 juin 1989. Il proposera la distribution d'un dividende de 18 F par action, soit 27 F avec avoir fiscal, contre un dividende de 15 F par action, soit 22,5 F avec avoir fiscal au titre de l'exercice précédent.

BSN PROGRESSE...

2,2 MILLIARDS DE FRANCS
DE BENEFICE EN 1988
+ 41 %

Le Conseil d'Administration de BSN, réuni le 29 mars 1989, a examiné les comptes consolidés du Groupe, certifiés par les Commissaires aux Comptes et audités par les Réviseurs Internationaux. Les principales données consolidées pour les exercices 1987 et 1988 sont les suivantes :

(en millions de francs)	1987	1988
Chiffre d'affaires	37 156	42 177
Résultat opérationnel	3 296	4 490
Bénéfice net (part du Groupe)	1 550	2 189
Marge brute d'autofinancement	3 378	4 249
Investissements industriels	2 371	2 403
Capitaux propres	14 344	16 415

Le bénéfice net du Groupe BSN a progressé de 41,2 %.

Le bénéfice net par action s'est établi à 41,70 francs contre 34 francs en 1987 (ajusté après division du titre par 10), soit une progression de 22,7 %.

La répartition du résultat opérationnel (résultats avant frais financiers et impôts) par Branches d'activités s'est établie comme suit :

(en millions de francs)	1987	1988
Produits Frais	534	834
Epiceries	884	1 017
Biscuits	664	718
Bières	526	606
Champagne, Eau minérale	470	526
Emballage	410	569
Résultat opérationnel des Branches	3 488	4 260
Résultats non répartis	(192)	230
Résultat opérationnel du Groupe	3 296	4 490

Le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de BSN, société-mère du Groupe, pour l'exercice 1988. Le résultat net s'est établi à 403,8 millions de francs contre 447,8 millions de francs l'année précédente. Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 30 mai 1989 de fixer le dividende à 10 francs par action au titre de 1988 contre 8,50 francs en 1987 (ajusté après division du titre par 10). Le revenu global de l'action serait de 15 francs, compte tenu de l'avoir fiscal. Le montant total de la distribution s'élèverait à 521 millions de francs contre 423,1 millions de francs au titre de 1987.



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

SOCIAL

M. LAFONT
sur le marché de

EN BREF

Le Monde
Publié le 1^{er} avril 1989
55-56-57-58

Chiffre 1988 1550

Économie

SOCIAL

Plus de 12 milliards de francs de pertes

M. Laignel dénonce les escroqueries sur le marché de la formation professionnelle

Sur un marché de la formation professionnelle évalué entre 60 et 70 milliards de francs, M. Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, estime que la « déperdition » des crédits est de l'ordre de 20 %, soit entre 12 et 14 milliards de francs.

En citant ces chiffres, au cours d'un petit déjeuner organisé par l'Association des journalistes d'information sociale (AJIS), M. Laignel a voulu souligner, le 28 mars, que l'existence de quarante mille organismes de formation, dont douze mille fonctionnent réellement, n'était pas seule en cause. On a assisté, ces dernières années, à la multiplication de circuits de collecte des fonds, avec une gestion parfois paritaire, qui occasionne nécessairement des coûts de structure. Alors que les organismes de formation doivent fréquemment emprunter, il arrive par exemple que les organismes collecteurs réalisent des placements financiers. Ce qui peut paraître aberrant.

De plus, « l'organisation du secteur conduit à un certain nombre d'exagérations et à des escroqueries », a-t-il ajouté en évoquant les « pseudo-organismes » et, au-delà, l'éventualité d'affaires délictueuses. « Je veux lancer un sérieux avertissement », a poursuivi le secrétaire d'Etat en assurant que les « abus » feraient l'objet « systématiquement de poursuites ». Sans attendre les résultats du rapport en cours de l'inspection générale des finances, et de l'audit commandé à M. Bernard Brumhes, dans le registre de la qualité, M. Laignel a demandé à des préfets et au garde des sceaux de « saisir la justice » sur des cas de « détournement ».

A brève échéance, l'objectif est d'« améliorer le système de contrôle de l'utilisation des crédits ». A condition de ne pas encourir le reproche d'action inquisitoriale. « Ce combat est commun à l'Etat et aux partenaires sociaux », a affirmé M. Laignel.

Les détournements de la GICOP

Perquisition, documents saisis et garde à vue prolongée, la section économique de la police judiciaire a frappé fort quand elle a organisé une descente, il y a deux semaines, au siège de l'Institut européen de management (INSEM) à Paris. Inculpé de faux en écritures et d'abus de biens sociaux, M. Joseph Siahou, quarante ans, dirigeant de l'association mais aussi d'une cascade d'autres telles que Projex, toutes reliaées à une SARL, GICOP, dont il est le principal actionnaire, a été incarcéré avec trois autres personnes.

Alerté par le service régional de la formation professionnelle, le préfet de la région Ile-de-France, M. Olivier Philip, s'était ému des méthodes employées par ces organismes. Il avait décidé de porter plainte. Au vu des premiers résultats de l'enquête.

A 95 %, l'ensemble constitué par M. Siahou intervenait sur des opérations subventionnées par l'Etat, le conseil régional et l'ANPE. Il était spécialisé dans les programmes prévus en faveur de l'emploi des jeunes, les stages de préparation à l'emploi et les diverses formules d'accompagnement du traitement social, comme les stages pour les chômeurs de longue durée ou les stages de réinsertion en alternance (SRA). Bref, il fournissait des prestations de bas de gamme, bien moins profitables que les opérations menées par les entreprises. Et pourtant, il gagnait de l'argent.

Avec mille stagiaires par an et une politique jugée agressive, l'INSEM, suivi de ses relais, travaillait beaucoup en Ile-de-France, particulièrement dans les Hauts-de-Seine, et en Seine-Saint-Denis où il était même « organisme support », chargé de la redistribution des fonds auprès des autres intervenants. Au total, il réalisait environ 7 millions de chiffre d'affaires, dégageant 2 à 3 millions de bénéfices qui se retrouvaient pour l'essen-

tiel sur le compte personnel de M. Siahou.

Allant jusqu'à utiliser des TUC — statut d'association oblige — en guise de formateurs, le dirigeant s'octroyait l'équivalent de la moitié de la charge salariale d'une société. Il se répartissait à raison de 70 000 francs par mois et disposait d'une BMW de fonction pour aller vérifier le bon déroulement des stages en grande banlieue.

Simple, le mécanisme de détournement est malheureusement classique, mais les enquêteurs n'avaient jamais imaginé qu'il puisse être aussi productif sur des systèmes où les heures de stagiaires sont le plus souvent facturées aux alentours de 20 francs. Grâce à sa série d'associations, toutes défectives, et auxquelles la loi de 1901 interdit de faire des bénéfices, M. Siahou avait mis en place une succession d'écrans entre la subvention et la destination finale, lui-même. Par le jeu de la facturation de prestations croisées, de loyers et de redevances dues sur de prétendues innovations pédagogiques, les sommes d'argent aboutissaient à la GICOP, puis venaient gonfler les revenus de M. Siahou. Celui-ci se serait, en peu de temps, constitué un patrimoine immobilier. Le premier organisme ayant été créé au début des années 1980, un nouvel intermédiaire était périodiquement ajouté pour rendre le mécanisme encore plus opaque. L'ensemble possédait peu de matériel, louait ses locaux le temps des programmes subventionnés et avait largement recours aux vacataires.

Au moment où l'affaire a été découverte et le processus enrayé, la plupart des stagiaires avaient achevé leur formation ou allaient le finir. Seuls cent stagiaires SRA sont doublement victimes de l'arrêt d'activité de l'association : leur formation laissait à désirer, et elle n'est plus assurée actuellement.

ALAIN LEBEAUBE.

EN BREF

● Prochaine création d'une association internationale des conseillers économiques et sociaux. — M. Jean Mettloff, président du Conseil économique et social (CES) a annoncé, le 30 mars, à la presse, l'organisation de manifestations célébrant le bicentenaire de la Révolution les 22 et 23 juin. Cette célébration sera centrée sur le thème de « la citoyenneté sociale et économique » avec la participation de M. Francis Blanchard, ancien directeur général du Bureau international du travail, M. Maurice Allais, prix Nobel d'économie, a été également sollicité. Des présidents de CES de la CEE, du Maghreb, d'Afrique francophone, d'Amérique du Sud, du Canada et du Sud-Est asiatique devraient être présents. A cette occasion, M. Mettloff proposera « la création d'une association internationale des conseillers économiques et sociaux ».

● Grève des mineurs de Carmaux. — La plupart des salariés de la « découverte » (exploitation de charbon à ciel ouvert) de Sainte-Marie, à Carmaux (Tarn) sont en grève depuis le mardi 28 mars à l'appel de la CGT et de FO, ils réclament une augmentation des salaires et une reclassement. Mardi, ils avaient barré la route à proximité de l'exploitation. Celle-ci, qui emploie actuellement 250 personnes, doit passer progressivement à 600 et produire en rythme normal environ 800 tonnes par an.

● PRÉCISION. — Le représentant de la fédération des PTT au sein du bureau national de la CFDT ne s'est pas prononcé clairement en faveur de la signature de l'accord sur l'aménagement du temps de travail, contrairement à ce que nous avons écrit, sur la foi d'indications fournies par des participants à cette session extraordinaire (le Monde daté 26-27 mars). S'étant exprimé au début de la réunion, le 24 mars, celui-ci n'a pu assister à la suite de la discussion, qui lui aurait permis de se faire une opinion. Etant absent, il n'a donc pas participé au vote.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
45-55-91-82, poste 4330

Le Monde CADRES

CONCEVOIR, ORGANISER, ANIMER...

Le Directeur de la Logistique d'un des leaders de la grande distribution articule le dispositif opérationnel de ses flux de marchandises autour de plusieurs :

Jeunes ingénieurs opérations

Ils sont chargés de l'organisation et de l'optimisation de tous les mouvements physiques de centres d'exploitation : du concept à la réalisation. Responsables de leur compte d'exploitation, ils sont jugés sur leurs résultats économiques et humains et sur leur capacité à promouvoir toute évolution technologique.

En outre, interfaces entre les Directions Marketing-achats et les surfaces de distribution clientèle, ils gèrent avec une équipe de 30 à 50 personnes les espaces appros, la manutention, le conditionnement, bref toute la logistique pour un meilleur service aux points de vente, selon la spécificité des produits.

Jeunes Ingénieurs diplômés (AM, IDN, HEL, etc.), d'environ 28 ans, vous avez une première expérience réussie d'organisation de systèmes ou de structures et avez, si possible, dirigé des hommes dans un contexte de production. Ceci vous rend capables d'assumer pleinement votre rôle en vous appuyant sur nos outils d'information performants. Enfin, votre passion de convaincre, votre goût du défi et votre mobilité feront la différence. Les postes sont basés à Lille et en Avignon.

A+ Carrières
47 bis, avenue Hoche 75008 PARIS.

Adressez confid. C.V., photo et courte lettre manuscrite, en précisant votre n° de tél., sous réf. 803 LM à N. SULIK

ESPAGNE

Etablissements d'enseignement français recrutant pour rentrée 89 enseignants titulaires toutes disciplines (primaire ou secondaire). Salaires équivalents français. Sont particulièrement recherchés.

- MADRID - L.F.M.
Tél. : (34) 1-2000840
- Institutrice(trice)
- PA-PC ou AE de
- Lettres class.
- Lettres mod.
- Math-phys.
- Hist.-Geo. angl.
- Arts plast. Modern.
- PEGC I - II - III - IV - V - VI
- PEGC III
- MADRID - Collège Saint-Euphrasy
Tél. : (34) 1-2533368
- Institutrice(trice)
- PEGC III
- PC Hist.
- BARCELONE - L.F.B.
Tél. : (34) 3-2037850
- PC ou EA d'Angl. - Hist. - Philo
- PEGC III
- BARCELONE - Coll. Fd-de-Lesepes
Tél. : (34) 3-2265206
- AE Hist.
- PC ou AE Lettres mod.
- VALENCE - L.F.V.
Tél. : (34) 6-1581950
- PEGC II (Lettres angl.), PEGC III
- PC Philo, Sc. phys. et Sc. nat.
- PC ou AE documentaliste
- SAINT-SEBASTIEN - L.F.S.S.
Tél. : (34) 43-270419
- PC angl. - PEGC III
- MALAGA - L.F.M.
Tél. : (34) 252-22741
- PEGC II
- BIZA - Ecole franc. d'Eliz
Tél. : (34) 71-300865
- PEGC III
- PALMA (Balears) - Collège de Palma
Tél. : (34) 71-238280
- Institutrice (trice)
- PEGC I - II - IV

L'AGENDA

- Arts**
Y. BALLE
GRAVURES
LA NOUVELLE GRAVURE
42, rue de la Chapelle, Paris-9.
- Avions**
Sté propriétaire vend
Bouconne corvette 2 400 h,
3 pl., Inter n° 1, aléas cuis.
tabl. indiv., 2 bars, plat.
cuis., w.c., large av./arr.
Equip. HF/GWPS, réducteurs
mi-pompe, cellule 6 ans.
14 400 hrs, base Paris
entretien impeccable.
Prix : 8 850 000 F HT.
Gazte-Aviation, 1588, rue
de la Pompe, 75116 Paris.
Paiement sous chéq. n°.
(1) 45-63-27-50. Té : 812000.
- Bijoux**
Bijoux anciens
Bague en or
GILLET 15, rue d'Arcole,
75004 Paris. 43-54-20-83.
PAITES PLAIRES
- Collections**
Vête pièce de collection,
HAUTS-TOIS ANCIENS
Henry Brod 1838.
Paiement sous chéq. n°.
78-22-74-18 à partir de 18 h.
- Libres**
FERRIN/THOMAS & Co
Marchandises - Librairie
clientèle de leur catalogue
200 titres du 17^e au 20^e.
Voyages, Sciences, Histoire,
Agriculture, Economie, etc.
- Publicité**
Studio de publicité,
création, photocomposition,
impression en pages automa-
tiques, photographie (noir et
couleur), édition feuilles et
rotos.
Respect des délais, qualité,
prix.
Contact : Nissa
Tél. : 48-08-02-14.

L'IMMOBILIER

- 3^e arrdt**
ARTS ET METIERS
17, r. CHAPON, dimanche
14 h/18 h, part. vend. lux.
appt. rénové, 45 m² + 2 ch.
2 bns. Châssis, rive gauche,
châssis de carrel., premier
étage, calme, 2 500 000 F.
- 6^e arrdt**
7, RUE OGEON
Ravissant 2 p. en duplex, 5^e
et 6^e, soliel, charme,
1 100 000 F. Sans, 14 h à
17 h ou 46-44-88-07.
- 15^e arrdt**
PROX INTERESSANT
M^e DUPELIX
Bon imm. p. de t. duplex,
carr. cent. indiv., gd liv.
+ coin terrasse, 1 ch., cuis.
équip., 2 bns, 2 w.c., part.
G. R. GEORGES-ANDRÉ
sérieux-dm., 14-17 h.
- 18^e arrdt**
M^e JASMIN
Imm. p. de t. 2 ch. gd th.
dble, 2 chambres, entrée,
3, RUE GEORGES-ANDRÉ
Sérieux-dm., 14-17 h.

AGENDA IMMOBILIER

- RANDOL-LE CASTELLET**
A 5 minutes de Béziers au village de
Candé, vous y trouverez un petit
belle de
Luzern et les
villages
médiéval.
- GRASSE**
Dans la capitale des parfums et des
artisans d'art, 2 500 m²
A quelques
minutes de la
baie de Cannes.
- BORMES-LES-MIMOSAS**
Dans la Vallée de la Vère, 300 m de plage.
Un beau de
Sud et de
Sud.
Terrains plats
villégiature.
- LOMBES**
Dans la Vallée de la Vère, 300 m de plage.
Un beau de
Sud et de
Sud.
Terrains plats
villégiature.

LE 1^{er} CONSTRUCTEUR REGIONAL EN PROVENCE COTE D'AZUR

Vous voulez des terrains privilégiés
pour construire des villas de prestige
ou remplacer les coupes et défriches et
reconvertir à : VILLAS PRISME.

VILLAS PRISME
VILLA PRISME LE POUVEIL
SUD LA GARDE
Tél. 83-93-02-22

VILLAS PRISME
Nom : _____
Adresse : _____
C'est beau une PRISME

RESIDENCE MAÏKA CANNES

37, boulevard MONTFLEURY - CANNES

Une petite résidence de luxe, vue mer, proche Croisette. Très beaux 2 P. et 3 P.
Tél. bureau de vente : 93-43-48-84.

Commercialisation : JOHN TAYLOR - 55, La Croisette, 06400 CANNES
Tél. : 93-38-00-66 - Fax : 93-39-13-66.

Dans le cadre des activités sociales du Comité central d'entreprise :

RECHERCHONS LOCATIONS APPARTEMENTS

EN JOUISSANCE PARTAGÉE (MULTI-PROPRIÉTÉ)
MER et/ou MONTAGNE

En contrepartie de la gratuité de location, le CEE assurera le paiement des charges. Contrats sous seing privé. Durée à définir. Rachat possible sous conditions financières intéressantes.

Communiquer propositions écrites à :
M. le secrétaire du CEE de l'ADNSEA,
27, rue Falckherbe, 59800 Lille.

PARIS, 31 mars ↑

Précisant que le «noyau dur» (dix-sept actionnaires détiennent 17% du capital) mis en place lors de sa privatisation avait cessé d'exister le 5 mars dernier, M. Michel François-Poncelet, PDG de Paribas, a souligné qu'il souhaitait voir quelques «grands actionnaires» français ou étrangers se dégager du lot et franchir le seuil des 5%. C'est dans cette perspective et parfaitement en accord avec le groupe que l'UAP a déjà porté sa participation à plus de 4,5%.

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, le 30 mars, l'accroissement de l'aide au Venezuela d'un prêt de 440 millions de dollars, dans le cadre du programme d'ajustement structurel de ce pays. Le FMI estime que Caracas a l'origine de violentes émeutes. Ce plan vise à diversifier les exportations pour réduire la dépendance du Venezuela vis-à-vis du pétrole, améliorer la situation des paiements courants, diminuer le service de la dette, augmenter les dépenses des réserves de changes de la Banque centrale.

Dans les quelques jours suivant la flambée de violence, le Venezuela avait reçu deux prêts, d'un montant de 1 milliard de dollars environ. Le président vénezolien, M. Carlos Andrés Pérez, a déclaré que le samedi 1^{er} avril à la Maison Blanche par M. George Bush.

Résultats sociaux :

Le résultat social de l'exercice 1988 s'établit à 597,7 millions de francs contre 594,6 millions de francs en 1987, exercice où l'impôt sur les sociétés n'avait été que de 7,8 %.

Lors de la prochaine assemblée générale ordinaire, le conseil proposera aux actionnaires le vote d'un dividende net (hors avis fiscal) de 16 francs par action. Il est rappelé qu'un acompte de 8 F à valoir sur cette somme a déjà été versé en octobre 1988.

Les résultats acquis au premier trimestre 1989 permettent d'envisager une progression des résultats pour 1989 de l'ordre de 15 %.

Caine

La semaine s'achève sur une légère hausse rue Vivienne, dans un marché très calme. L'indicateur instantané, qui avait perdu 0,35 %, redevient positif dès les premières échanges, en s'appréciant de 0,2 %. Durant l'après-midi, il se situe maintenant à + 0,5 %. Les investisseurs demeurent prudents à la veille de la réunion, à Washington, des ministres des finances des pays les plus industrialisés (G7). Les opérateurs, tout en étant inquiets, ne sont pas véritablement inquiets, ils attendent toujours un redressement du marché. Les nouveaux signes de malaise sont de l'éco-

nomie américaine, avec notamment le recul de 2,3 % des commandes de l'industrie en février, des inquiétudes des taux d'intérêt. A cela s'ajoutent les propos rassurants du ministre ouest-allemand des finances, M. Stoltenberg, préconisant un arrêt de la hausse des taux. Côté français, les excellents résultats des sociétés françaises incitent les intervenants à être optimistes.

La journée de vendredi était consacrée au déroulement des opérations trimestrielles sur les marchés à terme des options et des indices boursiers.

Les plus fortes hausses étaient enregistrées par UFB Localab, Talca de Luzerne, Valours Ingénierie et Berron. Les plus faibles ont été obtenues par Laboratoires Roger Bellier, Fives Lille, Ecco et Institut Mérieux.

La Société financière et mobilière, filiale du CCF, ne possède plus que 5,77 % de la Société de réassurances dont elle détenait jusqu'alors 10,04 % des parts. Le Stacv Unit Région, du Crédit agricole, détient le seul des 5 % (5,08 % exactement) dans le capital de Supervox. Enfin sur le second marché de Lyon, Delta Protection n'a pas été coté en raison de l'afflux des ordres. La Société des Bourses françaises a inscrit un cours indicatif de 143 francs.

Nouveau record

Pour la quatrième séance consécutive, la bourse a été en tendance vendeuse à Tokyo, mais la troisième fois de suite, le marché japonais a battu tous ses records d'altitude. Mais il s'en est fallu de peu. Des ventes bénéficiaires se sont produites dans le joutseu, tirant les cours vers le bas. Ce n'est qu'un peu avant la clôture que le terrain penche a été regagné. Finalement, l'indice Nikkeï s'est établi à 32 838,68 avec un modeste gain de 12,55 points. Selon les professionnels, cette reprise de dernière minute a été en grande partie, imputable aux achats dits de « window dressing » (habillage des bilans) faits par les

● **Pertes de 118,4 millions de francs** pour la firme de négociation internationale SOCOA. — La société de négociation internationale SOCOA, qui a encore enregistré un exercice déficitaire de 118,4 millions de francs, a vu le groupe s'est traduit par une perte de 118,4 millions de francs, contre 774 millions l'année précédente. Le budget 1989 prévoit une situation courant encore déficitaire.

● **Dégagement :** redressement confirmé et nouveaux contrats. — Le groupe Dégagement (filiale de SOCOA) a enregistré un exercice suivi son redressement en 1988 en réalisant un chiffre d'affaires de 1,84 milliard de francs au lieu de 1,61 milliard l'année précédente (1987) et un bénéfice net de 15 millions (1987) contre une perte de 15 millions (l'année précédente). Spécialiste mondial du traitement de l'eau, la société a annoncé, le 29 mars, que la

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amisib & Associés		457	Leptère de sacs		335
Amisib	270	270	Leptère Transpac	---	287 50
B.A.C.	334	334	Lucas		160
B. Daumery & Assoc.	510	510	Lucas		234 80
B.C.M.		620	Mandarine		510
B.I.P.		620	Mandarine Japonais		190
B.I.P.	447	620	Mandarine		735
Bolton Technologies	500	536	Molax	185	
Bolton & Lyon	268	285	Molax-Delmas		915
Bolton & Lyon		215	Obolux		265
Calbaret		795	Om. Com. Fin.		305
Caill		870	Pinet	481	474
C.A. Leds-Fr. (C.C.I.)		400	P.F.A. S.A.		475
C.A.T.T.	151 50		Pratimont R.C. & P.		390
C.C.I.	1298	1282	Pratimont S.A.		388
C. Esp. Elec.		321	Publicis		590
C.E.M.I.	820	820	Publicis. Régional		555
C.E.M.I.			Régul		318
C.E.P. Communication		1304	Remy & Associés		555
C.E.P. Communication		1304	St-Gabriel (Gachet)		225
C.G.I. Informations	1330	1360	St-Henri (Mangin)		225
Chambers		580	S.G.E.P.M.		405
C.N.I.M.		458	S.E.P.		1002
C.N.I.M.	258	337	Sélimon Inc. (Kysel)		462 50
Confiance		843	S.E.P.		505
Crates		389 50	S.E.P.		1769
Dales		136	Sélim		435
Daphin		1360	S.E.P. Group		345
Daphin	1074	1073	S.M.T. (Gachet)		725
Davies		800	Sélim		222 10
Davies (Bouffard)		97	Thomson (H&L) (Kysel)		225
Elydes International	21 10	21 05	T.F. 1	412 80	
Emery		375	Udall		195 10
Emery		375	Union Financ. de Fr.		480
Fr. Ponder Fr. (S.E.F.)	240	240	Val et Ch.		218
Galoni		615			
G.C.		725			
Idis		272			
Idis		158			
I.G.F.		82			
I.R.		258			
I.R. (N&S) Services		940			
La Commande Electro		285			

Nombre de contrats : 19 450

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars	juin	Mars	juin
		dernier	dernier	dernier	dernier
Accor	600	4,45	34,90	0,30	21
CEG	440	0,30	23	10	29
Elf-Aquitaine	400	52	60	-	4,20
Lafarge-Corbeil	1 400	87	143	-	20
Michelin	182	12,20	23	-	5,50
Midi	1 500	16	-	3	-
Paribas	480	0,40	26	11	32
Pingpong	1 550	190	256	-	20
Saint-Gobain	600	0,30	34	10	25,50
Société générale	480	0,50	24,10	3,50	-
Thomson-CSF	240	0,10	12,20	22	26,50

National 10 % — Cotation en pourcentage du 30 mars 1989

Nombre de contrats : 35 968.				
COURS	ÉCHÉANCES			
	Jun 89	Sept. 89	Jun 89	Déc. 89
	Dernier	105,10	105,22	104,74
Précédent	104,88	105,02	104,50	
Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Jun 89	Sept. 89	Jun 89	Sept. 89
	104	1,49	2,04	0,42	0,86

CHARGES
 1. 2001-2002

DOUBLES
 1. 2001-2002

Dollar: 6,394\$ F		PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)	
Le dollar s'inscrit en hausse dans la notation du 31 mars en Europe, cotant 6,394\$ F environ, contre 6,377\$ F la veille, lors de la cotation officielle. Le 30 mars, à New York, la Réserve fédérale a vendu des dollars contre des yens afin de contenir la hausse du billet vert. Les opérateurs attendent cependant la réunion du groupe des Sept, qui s'ouvre le 2 avril, à Washington, avant de reprendre des positions importantes.		29 mars	30 mars
Valeurs françaises...		105,7	105,5
Valeurs étrangères...		107,7	107,9
(SIF, base 100: 31-12-81)			
Indice général CAC		446,3	446,3
(SIF, base 1000: 31-12-87)			
Indice CAC 40		1.643,96	1.640,28
(OMIE, base 100: 31-12-81)			
Indice OMIE 50		464,27	463,44
NEW-YORK (Indices Dow Jones)			

DATE	DESCRIPTION	AMOUNT	BALANCE
1/1/00	OPENING BALANCE		100.00
1/15/00	PAYROLL	50.00	50.00
2/1/00	RECEIVED FROM CUSTOMER	25.00	75.00
2/15/00	PAYROLL	50.00	25.00
3/1/00	RECEIVED FROM CUSTOMER	25.00	50.00
3/15/00	PAYROLL	50.00	0.00
3/31/00	CLOSING BALANCE		0.00

	LOWEST IN JUNE			ON MOIST			DELEST MOIST			SEX MOIST		
	+ loss	+ least		Rep. + or dep.	+ or dep.		Rep. + or dep.	+ or dep.		Rep. + or dep.	+ or dep.	
SE-UL	6.3908	6.3920		- 90	- 75		- 130	- 150		- 540	- 450	
S. C.	5.5648	5.5682		- 165	- 135		- 130	- 282		- 772	- 722	
YU (100)	4.2623	4.3314		+ 30	+ 211		+ 330	+ 372		+ 995	+ 1066	
DNK	3.7714	3.5802		+ 62	+ 79		+ 125	+ 150		+ 349	+ 417	
FLORIN	2.9944	2.9960		+ 48	+ 9		+ 96	+ 116		+ 274	+ 329	
DE (100)	1.6133	1.6145		+ 138	+ 178		+ 116	+ 264		+ 537	+ 556	
TS	1.6222	1.6222		- 139	- 167		- 281	- 332		- 518	- 566	
L (1000)	4.6622	4.6663		- 139	- 167		- 281	- 332		- 518	- 566	
E	16.7991	18.0057		- 380	- 344		- 814	- 732		- 2136	- 1922	

SE-JT	9 3/4	10	9 16/16	10	1 1/16	10	1 1/16	10	0 01/16	00 14 00
-------	-------	----	---------	----	--------	----	--------	----	---------	----------

[illegible]

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 31 MARS

**Cours relevés
à 14 h 31**

Réglement des Valeurs																		
Compagnie	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	
3955	C.I.E. 2% *	3800	3800	2800	.....	1003	Echo Bay Mines	97	97	97	0	1004	Edo Bay	57	57	57	0
1026	B.L.P. T.P.	1080	1080	1080	.....	1005	Edo Bay	57	57	57	0	1006	Edo Bay	57	57	57	0
1205	C.E.F. T.P.	1200	1200	1200	.....	1007	Edo Bay	57	57	57	0	1008	Edo Bay	57	57	57	0
1621	Chad. Lys. T.P.	1174	1144	1144	.....	1009	Edo Bay	57	57	57	0	1010	Edo Bay	57	57	57	0
1622	Renault T.P.	1719	1685	1685	+ 0.38	1011	Edo Bay	57	57	57	0	1012	Edo Bay	57	57	57	0	
1623	Phosph. T.P.	1070	1060	1060	- 0.33	1013	Edo Bay	57	57	57	0	1014	Edo Bay	57	57	57	0	
1282	St-Gobain T.P.	1340	1340	1340	.....	1015	Edo Bay	57	57	57	0	1016	Edo Bay	57	57	57	0
1328	Thomson T.P.	1343	1343	1343	.....	1017	Edo Bay	57	57	57	0	1018	Edo Bay	57	57	57	0
350	Azote	801	803	696	+ 0.67	1019	Edo Bay	57	57	57	0	1020	Edo Bay	57	57	57	0	
240	Al. Liquide	584	588	585	+ 0.17	1021	Edo Bay	57	57	57	0	1022	Edo Bay	57	57	57	0	
2740	Al. Sulfur	2351	2350	2352	+ 0.37	1023	Edo Bay	57	57	57	0	1024	Edo Bay	57	57	57	0	
1370	Al.S.P.	321	324	320	+ 0.05	1025	Edo Bay	57	57	57	0	1026	Edo Bay	57	57	57	0	
310	Al.S.P.	321	324	320	+ 0.05	1027	Edo Bay	57	57	57	0	1028	Edo Bay	57	57	57	0	
605	Aluminum	547	548	548	.....	1029	Edo Bay	57	57	57	0	1030	Edo Bay	57	57	57	0
2590	Aluminum	2551	2580	2580	+ 0.14	1031	Edo Bay	57	57	57	0	1032	Edo Bay	57	57	57	0	
670	Aluminum	675	675	675	.....	1033	Edo Bay	57	57	57	0	1034	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1035	Edo Bay	57	57	57	0	1036	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1037	Edo Bay	57	57	57	0	1038	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1039	Edo Bay	57	57	57	0	1040	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1041	Edo Bay	57	57	57	0	1042	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1043	Edo Bay	57	57	57	0	1044	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1045	Edo Bay	57	57	57	0	1046	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1047	Edo Bay	57	57	57	0	1048	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1049	Edo Bay	57	57	57	0	1050	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1051	Edo Bay	57	57	57	0	1052	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1053	Edo Bay	57	57	57	0	1054	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1055	Edo Bay	57	57	57	0	1056	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1057	Edo Bay	57	57	57	0	1058	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1059	Edo Bay	57	57	57	0	1060	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1061	Edo Bay	57	57	57	0	1062	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1063	Edo Bay	57	57	57	0	1064	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1065	Edo Bay	57	57	57	0	1066	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1067	Edo Bay	57	57	57	0	1068	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1069	Edo Bay	57	57	57	0	1070	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1071	Edo Bay	57	57	57	0	1072	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1073	Edo Bay	57	57	57	0	1074	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1075	Edo Bay	57	57	57	0	1076	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1077	Edo Bay	57	57	57	0	1078	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1079	Edo Bay	57	57	57	0	1080	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1081	Edo Bay	57	57	57	0	1082	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1083	Edo Bay	57	57	57	0	1084	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1085	Edo Bay	57	57	57	0	1086	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1087	Edo Bay	57	57	57	0	1088	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1089	Edo Bay	57	57	57	0	1090	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1091	Edo Bay	57	57	57	0	1092	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1093	Edo Bay	57	57	57	0	1094	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1095	Edo Bay	57	57	57	0	1096	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1097	Edo Bay	57	57	57	0	1098	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1099	Edo Bay	57	57	57	0	1100	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1101	Edo Bay	57	57	57	0	1102	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1103	Edo Bay	57	57	57	0	1104	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1105	Edo Bay	57	57	57	0	1106	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1107	Edo Bay	57	57	57	0	1108	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1109	Edo Bay	57	57	57	0	1110	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1111	Edo Bay	57	57	57	0	1112	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1113	Edo Bay	57	57	57	0	1114	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1115	Edo Bay	57	57	57	0	1116	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1117	Edo Bay	57	57	57	0	1118	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1119	Edo Bay	57	57	57	0	1120	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1121	Edo Bay	57	57	57	0	1122	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1123	Edo Bay	57	57	57	0	1124	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1125	Edo Bay	57	57	57	0	1126	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1127	Edo Bay	57	57	57	0	1128	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1129	Edo Bay	57	57	57	0	1130	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1131	Edo Bay	57	57	57	0	1132	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1133	Edo Bay	57	57	57	0	1134	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1135	Edo Bay	57	57	57	0	1136	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1137	Edo Bay	57	57	57	0	1138	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1139	Edo Bay	57	57	57	0	1140	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1141	Edo Bay	57	57	57	0	1142	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1143	Edo Bay	57	57	57	0	1144	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1145	Edo Bay	57	57	57	0	1146	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1147	Edo Bay	57	57	57	0	1148	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1149	Edo Bay	57	57	57	0	1150	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1151	Edo Bay	57	57	57	0	1152	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1153	Edo Bay	57	57	57	0	1154	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1155	Edo Bay	57	57	57	0	1156	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1157	Edo Bay	57	57	57	0	1158	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1159	Edo Bay	57	57	57	0	1160	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1161	Edo Bay	57	57	57	0	1162	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1163	Edo Bay	57	57	57	0	1164	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1165	Edo Bay	57	57	57	0	1166	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1167	Edo Bay	57	57	57	0	1168	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1169	Edo Bay	57	57	57	0	1170	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1171	Edo Bay	57	57	57	0	1172	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1173	Edo Bay	57	57	57	0	1174	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1175	Edo Bay	57	57	57	0	1176	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1177	Edo Bay	57	57	57	0	1178	Edo Bay	57	57	57	0
670	Aluminum	675	675	675	.....	1179	Edo Bay										

Comptant (sélection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS																											
	% du nom.	% de couse		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours																									
Obligations																																				
Emp. 6,80 % 77	125 20	7 522	C.I.F. (France, ex)	132 50	Lucile	1470	1488	Vainqueur	1220																									
5,00 % 78/83	101 00	7 026	C.I. Montebell	680	Lucile	115 20	1470	Vainqueur	140 20																									
10,20 % 79/84	103 00	6 155	Classe 89	1632	Magnolia Vignier	145	Wimamont	811																									
12,25 % 80/89	104 56	10 827	Cofradet (ex)	1025	1095	Magnolia S.A.	89	Wonder	1470	1473																									
12,20 % 80/90	105 35	3 418	Cofradet (ex)	358	Marmontin Par.	50	Bris de Maroc	1370																									
10 % 81/82	107 60	4 420	Cofradet (ex)	331	Mérid Delys	143 10																									
14,80 % 81/83	108 46	1 158	Cofradet (ex)	2352	Merc	133 40																									
12,20 % élec. 83	118 07	3 617	Cofradet (ex)	433	Merc	356 10																									
12,20 % élec. 84	108 10	5 876	Cofradet (ex)	847	Merc	A.E.G.	680																									
11 % 85/86	108 95	1 154	Cofradet (ex)	18 25 0	Merc	2150	2140	Alcan	425	430																									
10,25 % meta 88	105 95	0 036	Cofradet (ex)	689	Merc	1220	Alcan Alum	191	198																									
QAT 8,25 % 83	2018 10	2 098	Cofradet (ex)	156	Pélin Mousquet	170	Alcan Alum	120 10																									
QAT 10 % 2000	105 85	8 258	Cofradet (ex)	156	Pélin Mousquet	221 20	Amescom Bréville	408																									
QAT 8,50 % 1997	106 72	2 923	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
QAT 3,50 % 1998	104	1 611	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
Ca. Franco 25	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
Caf. Franco june 82	101 95	2 196	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
Caf. Franco june 83	102 78	2 196	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
Caf. Franco june 84	102 80	2 196	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
Caf. Franco june 85	101 95	2 196	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
FTT 11,20 % 85	108 50	3 480	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
CFP 10,30 % 86	103 60	1 778	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
CNE 11,50 % 86	106 70	8 535	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
CNE 9 % 86	98 51	2 946	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
CNE 10,50 % élec. 85	108 95	2 946	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
C.N.A. 7,2	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
C.N.E. 6 % june 88-89	483 60	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
Desvot Ass. Oct. couse	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
Météorologie 1 05 6/7	8 335	Cofradet (ex)	102	Parfume	680	Amescom Bréville	428																									
Etrangères																																				
<table><tr><td>Alcan</td><td>425</td><td>430</td><td>Amescom Bréville</td><td>408</td><td>Amescom Bréville</td><td>428</td><td>Amescom Bréville</td><td>428</td><td>Amescom Bréville</td><td>428</td><td>Amescom Bréville</td><td>428</td></tr><tr><td>Amescom Bréville</td><td>408</td><td>Amescom Bréville</td><td>428</td><td>Amescom Bréville</td><td>428</td><td>Amescom Bréville</td><td>428</td><td>Amescom Bréville</td><td>428</td><td>Amescom Bré</td><td>428</td></tr></table>												Alcan	425	430	Amescom Bréville	408	Amescom Bréville	428	Amescom Bréville	428	Amescom Bréville	428	Amescom Bréville	428	Amescom Bréville	408	Amescom Bréville	428	Amescom Bréville	428	Amescom Bréville	428	Amescom Bréville	428	Amescom Bré	428
Alcan	425	430	Amescom Bréville	408	Amescom Bréville	428	Amescom Bréville	428	Amescom Bréville	428	Amescom Bréville	428																								
Amescom Bréville	408	Amescom Bréville	428	Amescom Bréville	428	Amescom Bréville	428	Amescom Bréville	428	Amescom Bré	428																									

SICAV (sélection)

STORY (selection)

VALUES	Emission Fraile incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fraile incl.	Rachet net	VALUES	Emission Fraile incl.	Rachet net
A.A.	260 13	836 71	Francis Place	59 06	95 19	Plano Inventari	728 22	696 15
collezione	580 12	214 91	Francis Bologna	1158 89	1125 13	Placecent A	1078 98	1078 98
Comune Firenze	536 22	507 30b	Fraile-Associations	28 17	28 17	Placecent on-terms	74433 25	74433 25
Comune Firenze	633 63	633 63	Fraile-Societa	28 94	28 92	Placecent J	57686 67	57686 67
edificandi	506 26	506 26	Fraile-Societa	33 18	32 69	Placecent P	55683 53	55683 53
G.F. Action (ex-CP)	1118 82	1091 53	Franchetti	141391 38	141391 38	Placecent P	1177 11	1177 11
G.F. 5000	611 43	596 52	Fraile	241 28	237 71	Placecent P	113359 19	11332 47
G.F. ECU	1106 25	1036 30	Fraile	889 99	848 70	Placecent P	114 68	111 59
G.F. Fonder	1106 25	1078 98	Fraile	27 73	27 71	Placecent P	22202 62	22390 62
G.F. Interfondo	447 16	436 75	Fraile	482 03	474 89	Placecent P	124 15	115 43
G.F. Invest	121 59	119 18	Fraile ECU	526 42	513 81	Quart	124 15	115 43
G.F. Invest	1115 18	1115 18	Fraile-Fraile	1132 12	1132 12	Quart-guarra Roma	1 10	1 07
G.F. Invest	1107 10	1107 10	Fraile	1132 12	1145 15	Roma	164 81	162 47
G.F. Invest	649 92	634 07	Gaile	6084 47	6012 89	Roma Talmata	5466 77	5412 84
G.F. Invest	220 94	212 86	Gaile Associates	159 03	155 53	Roma	1181 35	1162 89
G.F. Invest	122 84	125 85	Gaile	1194 68	1190 76	S-Horati B-offratt	883 62	894 46
G.F. Invest	5523 37	5554 77	Interap	1004 135	10004 28	S-Horati Gagli	230 14	251 69
G.F. Invest	614 16	624 28	Interap	2409 33	1201 59	S-Horati Gagli	207 59	195 56
G.F. Invest	604 59	595 84	Interfondo	479 09	465 83	S-Horati P.M.C.	485 06	477 63
G.F. Invest	536 16	535 09	Japane	199 29	195 56	S-Horati P.M.C.	485 06	477 63
G.F. Invest	1114 05	1114 05	Japane	245 63	242 88	S-Horati P.M.C.	1214 09	1205 71
G.F. Invest	342 79	342 72	Laffine-Amalg	236 23	225 52	S-Horati P.M.C.	485 06	477 63
G.F. Invest	133 67	133 67	Laffine-Europe	265 32	256 34	S-Horati P.M.C.	799 80	773 54
G.F. Invest	107 01	103 89	Laffine-Europe	267 67	274 83	S-Horati P.M.C.	1162 57	1161 67
G.F. Invest	122 85	117 08	Laffine-Europe	346 13	329 46	S-Horati P.M.C.	5704 75	5689 06
G.F. Invest	123 53	117 08	Laffine-Investments	251 33	239 99	S-Horati P.M.C.	10060 80	10060 80
G.F. Invest	117 78	112 43	Laffine-Japane	412 55	393 84	S-Horati P.M.C.	54 72	538 56
G.F. Invest	245 51	245 08	Laffine-Japane	144 18	137 64	S-Horati P.M.C.	718 15	707 54
G.F. Invest	176 09	172 60	Laffine-Japane	371 37	364 53	S-Horati P.M.C.	1475 24	1472 02
G.F. Invest	30 42	29 16	Laffine-Japane	530 59	530 54	S-Horati P.M.C.	688 46	688 46
G.F. Invest	1076 33	1001 31	Laffine-Japane	11591 22	11591 22	S-Horati P.M.C.	389 39	389 39
G.F. Invest			Laffine-Japane			S-Horati P.M.C.	821 19	821 19

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS	
	prix.	31/3	Achat	Vente
Espece (en \$)	6 377	6 294	6 170	6 870
ECU	7 091	7 035		
100 francs (100 \$)	357	357	327 800	347 800
100 F (100 F)	18 194	16 140	16 850	18 850
100 Pays (en 100 \$)	238 480	239 850	280 500	310 500
Damascus (100 \$)	86 710	86 850	83 850	86 850
100 \$ (100 \$)	6 890	6 890	6 590	6 890
100 \$ (100 \$)	10 788	10 906	10 500	11 200
100 \$ (100 \$)	3 988	3 988	3 700	4 400
100 \$ (100 \$)	6 505	6 400	6 150	6 500
100 \$ (100 \$)	366 388	366 300	374 500	386 500
100 \$ (100 \$)	90	90	90	102 500
100 \$ (100 \$)	48 010	48 030	50 000	48 900
100 \$ (100 \$)	5 422	5 425	5 200	5 750
100 \$ (100 \$)	4 096	4 090	4 080	4 450
100 \$ (100 \$)	5 342	5 325	5 150	5 550
100 \$ (100 \$)	4 817	4 687	4 670	4 880

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS 10/1	COURS 31/3
Or fin (à la tonne)	79000	79000
Or fin (à la once)	79000	79000
Pièce française (20 fr)	466	465
Pièce impériale (10 fr)	359	.....
Pièce russe (20 fr)	475	474
Pièce turque (20 fr)	457	454
.....	577	575
Pièce de 20 dollars	2710	2705
Pièce de 10 dollars	1362 50	1362 50
Pièce de 5 dollars	685	.....
Pièce de 50 pesos	2860	2880
Pièce de 10 reales	475	476
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

Chemicality (M.)	978
Cochery	238	235
Copier	82 80	76 60

C. Cozic, Formentor	180	
C. Dapin	341	340
Compass	641 20	63 10
Guy Degrange	639	
Habo-Higabie-Zen	210	
Hogrange	181	219 50 d
Merlin Immobilair	240	
Mutuelles	28 20	26
Nicolas	900	
Particip. Pardin	378	378
Philippe Châme	285	
Horvath H.V.	182 20	182 20
Sara-Jana	367 10	
Serv. Equip. Vek.	85 30	
S.P.R.	464 50	
Sté Leclercq du Monde	482	461 20
Ulfine	390	
Union Brasseur	144	132 50 d

c : coupon détaché — o : offert

Argus-Value	433 28	421 68	On
.....	1158 13	1146 66	On

toe Leaders	1037 76	1007 83	Obit
toes	1159 31	1120 22	Obit
toe-Gun	5880 01	5613 37	Onco
toe-Min	28 68	26 30	Onco
toe Placement	62048 26	62048 26	Onco
toe Validation	14159 19	13876 62	Onco
toe Validation (see, par 10)	11460 77	11460 77	Onco
toe	248 51	240 68	Onco
toe-Gun	8693 51	7689 21	Onco
toe-Gun	284 06	283 48	Onco
toe-Initial Size	102 53	89 54	Onco
toe-Initial	430 48	410 96	Onco
toe-Initial	484 73	480 13	Onco
toe-Initial	442 36	429 48	Onco

167 49	158 41	Vakre
1057 59	1057 02	Vakre

.....	10325 94	10325 94	Valent
.....	232 92	227 24	Vauban
.....	1241 07	1200 25	
.....	5598 68	5386 32	
.....	623 06	602 48	
.....	15709 54	15878 18	
.....	955 42	941 20	
.....	121 09	117 56	
.....	553 80	521 03	
.....	93 01	92 09	
.....	
.....	179 12	176 81	
.....	636 32	616 82	
.....	263 40	262 09	

— ♦ : prix président — ★ : marc

.....	560 10	548 44
.....	1502 06	1500 46

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
05-91-82, poste 4330

6 continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le scandale Koskotas en Grèce. 4 Vietnam : Hanoi aurait décidé un retrait unilatéral du Cambodge. — Préparation des élections législatives en Tunisie. 5 Après le double meurtre à la mosquée de Bruxelles.	6 Le gouvernement souffle le chaud après le froid en Corse. 7 La préparation des élections européennes. 8 La rentrée parlementaire. — Réactions au projet d'abrogation de la loi Pasqua.	10 Conflit judiciaire entre deux psychiatres. — M. Scaglia, dix-neuvième inculpé dans l'affaire de la SORMAE. — Une jeune femme tente de détourner un hélicoptère en vue d'une évasion. 11 Débat public sur le sida en France.	16 Théâtre : « Les Pierres » d'après Gertrude Stein à Vincennes. — A propos de « Zaire » de Voltaire. 17 Daumier à Lausanne « Cité-Cinés » à Gand. 12 Communication.	22 Un entretien avec M. Jean-Yves Haberer PDG du Crédit lyonnais. 23 Scandale Rumasa : le procès de M. Jose Maria Ruiz Mateos. 25 M. Laignel dénonce les escroqueries sur le marché de la formation professionnelle.	Abonnements 2 Annonces classées 25 Carnet 20 Loto, Loto sportif 20 Météorologie 14 Mots croisés 20 Philatélie 20 Radio-télévision 19	● Le club en Corse JOUR ● Chaque matin le mini-journal de la rédaction JOUR ● L'actualité 24 heures sur 24 AFP ● La bourse en direct BOURSE 3615 tapez LM 3615 tapez LEMONDE

LIBAN : les affrontements à Beyrouth

L'explosion d'un réservoir de gaz a fait des dizaines de blessés

BEYROUTH
de notre correspondant

La trêve n'aura finalement pas été totale, jeudi 30 mars, puisque deux personnes ont encore été tuées et huit autres blessées à Beyrouth-Est, tandis que l'on décomptait quatre blessés dans le secteur musulman de la capitale libanaise. Côté chrétien, l'armée a, pour sa part, assuré n'avoir tiré aucun obus.

Vendredi matin, la situation était inchangée : très peu de bombardements mais pas de calme complet non plus.

Le « cessez-le-feu arabe » — puisqu'il est le produit d'un appel de la Ligue arabe et de son Comité pour le Liban — a donc provoqué un apaisement, dont on espère qu'il ne sera pas éphémère, mais, au contraire, qu'il pourra être consolidé par la mission imminente du président du Comité. Le ministre libanais des affaires étrangères, qui sera accompagné du secrétaire général de la Ligue, doit se rendre à Damas où il est attendu pour le week-end, puis à Beyrouth, où il viendra au début de la semaine prochaine si l'état de la sécurité le permet.

La confirmation de la trêve paraît la phase la plus aléatoire de la mission du Comité arabe, dont les mem-

bres sont censés reconstruire, de part et d'autre de la ligne de démarcation, les « enseignes de la guerre » dont nombre ont déjà annoncé qu'ils s'y refusent.

Sur le terrain, les deux camps semblent resserrer leurs rangs — chacun de son côté. Du côté chrétien, le Front libanais, incarné par le chef de la milice M. Samir Geagea, a rendu visite au premier ministre, le général Aoun, qui, le mois dernier, mettait au pas à coups de canon ladite milice. Côté musulman, le chef du PSP (druze), M. Walid Joumblatt, a rendu visite et hommage à l'autre premier ministre, M. Sélim Hoss (sunnite), qu'il dénigrait, pour ne pas dire insultait, depuis des semaines.

Un grondement de fin du monde

L'événement de la journée a cependant été l'explosion du réservoir de gaz à Dora, en secteur chrétien (le Monde du 31 mars). Terrifiante explosion due aux bombardements, tandis que deux autres caves, touchées par des obus, brûlaient depuis l'avant-veille. Bien que la zone sinistrée ait été évacuée par précaution, on déplorait soixante-dix blessés hospitalisés. A un

kilomètre à la ronde, les dégâts sont considérables : immeubles éventrés ou lacérés par les débris métalliques projetés dans tous les sens, voitures calcinées, pylônes et arbres arrachés, câbles électriques sectionnés. L'onde de choc a brisé des vitres à 5 km de distance, et la déflagration a été entendue à 40 km de là. « Il y a eu un grand éclair rouge, et les portes de l'enfer se sont ouvertes », racontent les témoins, effectivement, à travers Beyrouth, qui en a pourtant vu d'autres, ce fut un grondement de fin du monde.

Un nuage de fumée noire recouvre une partie de la ville, poussé par les vents vers Chypre, à 200 km au nord. Les opinions des experts sur sa toxicité sont contradictoires. De même, au sujet des risques d'explosion d'autres réservoirs. Quel qu'il en soit, 60 % des réserves d'essence et 80 % des réserves de mazout du réservoir chrétien sont détruits. Les stocks de gaz sont, pour l'instant, inaccessibles.

Le secteur chrétien, auquel s'associe la bande frontalière sous domination israélienne, était en grève vendredi pour protester contre « la guerre d'extermination menée par la Syrie » au Liban, du moins contre le réservoir chrétien.

LUCIEN GEORGE.

JAPON

Le premier ministre M. Takeshita reconnaît avoir reçu de l'argent de la société Recruit-Cosmos

Pour la première fois, le scandale financier Recruit-Cosmos a atteint le premier ministre japonais. M. Takeshita a en effet reconnu, le vendredi 31 mars, avoir reçu vingt millions de yens (960.000 F) de cette société. « C'est un fait, je le confirme », a-t-il déclaré après que le quotidien *Asahi* ait publié l'information à la une. Ce nouveau développement devrait entamer encore plus le crédit du premier ministre, qui a battu cette semaine un record d'impopularité : les derniers sondages lui donnaient en effet 9 % d'opinions favorables.

Selon *l'Asahi*, Recruit a acheté pour 20 millions de yens de billets d'entrée à une réunion de collecte de fonds organisée, le 21 mai 1987, par M. Takeshita, alors secrétaire général du parti libéral-démocrate au pouvoir, pour annoncer sa candidature à la présidence de ce parti. La réunion, dans un grand hôtel de Tokyo, avait rassemblé treize mille partisans de M. Takeshita et rapporté au total plus de deux milliards de yens. — (AFP.)

Sur le vif

Le sida super star

Elles font du bruit, dites donc, les déclarations du F. Escande sur le sida. Fait remarquable, il a tapé très fort. Bien obligé. Ça faisait un temps fou qu'on ne voyait plus rien de lui. Dur, dur d'habiter Suresne Boulevard pour une ex-star des médias drogués au passage radio et télé qui sniffait matin et soir d'innombrables lignes dans les journaux. Je me souviens, une fois, je souffrais d'une maladie de peau. A l'époque, il faisait dans la dermatologie, Escande. Je vais le voir. J'ai la chance de le trouver dans son cabinet. Il me reçoit, on bavarde, et pendant qu'il rédige mon ordonnance j'ouvre *France Soir* et je tombe, impossible de faire autrement, sur un article le concernant. Une attaque en règle. Cette diatribe de M. Escande, le traitait de farsus. Il me regarde, un peu surpris. Alors moi : Désolé, docteur, j'ai pas eu le temps de lire votre revue de presse avant de venir, c'est pour ça que je me suis permis de... — Pourquoi ? On parle de moi là encore aujourd'hui ? Tiens, je serais pas. Passez-moi ça !

Il m'arrache le canard des mains, lèche son bec, étoupe son téléphone : Je veux parler à Philippe Bourdieu... Comment ça, en réunion ? C'est un peu fort ! Bon, bon, passez-moi le rédacteur en chef... Pas là non plus ? Ça

fait rien, je rappellerai. Et le voilà parti à sauter comme une puce sur son canard à touches, histoire d'alerter les confrères, pas les siens, les miens, d'organiser le planning de sa soirée entre RTL, Europe 1, A2 et TF 1. Je le regarde, sidéré. Mon urticaire, je vais vous dire, ça l'a pas arrangé.

Et puis, vous savez ce que c'est — mon copain Daniel Schneidermann explique ça très clairement dans son dernier bouquin *Où sont les caméras ?* — pour rester au top 50 des vedettes en blouse blanche, faut s'accrocher. Il y a de la concurrence. Première règle : ne pas hésiter à changer de spécialité dès que la vôtre se démode. Passer, hein, de la dermatologie à la rhumatologie, à la neurologie, à la cardiologie, au cancer ou encore du cancer au sida, infiniment plus porteur.

Deuxième règle : s'assurer tout à trac une déclaration fracassante et résolument à rebrousse-poil des idées exprimées par la profession et confirmées par les statistiques. Là, c'est tout bon. Les chiffres vous contredisent. Mais ça, pour ou contre, on s'en fout, du moment qu'on parle de vous.

CLAUDE SARRAUTE.

A Nice

M. Pasqua : « L'union n'est pas la panacée »

NICE
de notre envoyé spécial

En ouverture des journées parlementaires du RPR à Nice, vendredi 31 mars, M. Charles Pasqua a secouru le torpéur ambiant. Le président du groupe RPR du Sénat a demandé à ses amis d'analyser sans détours les raisons des échecs successifs de l'opposition : « Nous sommes incapables aujourd'hui d'adresser aux Français le message d'espoir (...). Nous sommes pris dans la spirale de l'échec (...). Nous glissons sur la pente facile, nous nous définissons selon la mode du moment (...). Allons-nous longtemps encore nous comporter comme des gogos de la politique et gouverner tous les hameçons que nous tendent nos adversaires ? »

L'ancien ministre de l'intérieur s'en est pris également au mythe de l'union : « Il nous faut nous débarrasser de ce cliché. L'union n'est pas la panacée. Oui à la coordination, non à la fusion dans la confusion. »

Appelant les militants et les cadres du RPR à se « décomplexer », M. Pasqua n'a aujourd'hui qu'un mot à la bouche : « Gaullisme d'abord. »

P. S.

Chintz de toute beauté ? Ou ?

OÙ TROUVER du chintz et du satin imprimé à 39,50 F le mètre linéaire en 140 traits sur le mètre ? Je crois que c'est impossible. Normalement c'est 150 F ? — Oui, mais chez Artine Tissus, qui a bénéficié d'un lot non épuisé pour une chaîne d'hôtels, on le vend à 39,50 F qualité « ségès » parfait aussi pour murs et rideaux.

Incrovable mais vrai. Tant qu'il y a du stock à l'entrepôt secret du 8 impasse St-Sébastien 11^e, tél. : 43.55.66.50. Après ?

Ne riez pas : arrivant par le bd R. Lenoir, à la hauteur du 57, prendre la Rue St-Sébastien puis 1^{er} à gauche (F. Alp. Baudin) puis 1^{er} à gauche impasse St-Sébastien. Artine Tissus est au St. Port. grat. cour. 5 % lecteurs Le Monde.



Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois

MIRELLI inclinable tête et pied soutient bien la colonne vertébrale

CAPELOU

31, av. de la République 75011 PARIS TEL. 43.57.46.35 • MÉTRO PARENTIEN

La situation en Corse

L'ex-FLNC exalte « la prise de conscience d'un peuple »

De notre correspondant AJACCIO

Dans un communiqué authentifié, l'ex-FLNC a fait connaître, vendredi 31 mars, sa position sur les événements qui secouent l'île depuis six semaines. L'organisation clandestine n'avait pas encore connaissance des dernières propositions du gouvernement, mais cela ne change rien à son analyse globale, puisqu'il s'agit d'une mesure ponctuelle en attendant les tables rondes.

« Promise à des lendemains incertains du fait de l'ouverture de 1993, explique l'ex-FLNC, subissant des choix économiques imposés par un Etat qui nie les droits d'un peuple sur sa terre, la Corse est confrontée à une grave crise économique et sociale sur fond de vie chère, de chômage, d'assistanat, de non-développement. Les événements actuels, au-delà de l'aspect sectoriel qu'ils peuvent parfois lais-

ser entrevoir ou de la mise en avant de certains mots d'ordre restrictifs d'apparence, traduisent, en fait, la montée d'un mécontentement général et la gravité d'une situation économique et sociale que le mouvement nationaliste dénonce depuis toujours.

« Cette crise sans précédent n'arrive pas par hasard, elle n'est que le résultat de la politique suivie dans l'île depuis des décennies par l'Etat français relayé par les élus du clan. C'est le résultat d'une politique coloniale qui a rendu notre pays totalement dépendant de l'extérieur et institutionnalisait un assistanat généralisé. »

Après avoir appelé à « l'amplification de la mobilisation du peuple corse en refusant les attitudes corporatistes ou poujadistes qui ne peuvent mener que de fausses solutions », l'ex-FLNC poursuit notamment : « L'Etat sur deux bords impose à l'île, sur des bases claires et dans le cadre d'un règlement global du problème national

corse, la mise en place de mesures compensatrices immédiates et transitoires allant dans le sens des revendications de tous ceux qui souffrent du coût de la vie. Parallèlement, des mesures globales de fond doivent faire disparaître certaines pratiques ou certains dysfonctionnements, institutionnalisés, pour réduire progressivement la dépendance et l'assistanat et pour développer une véritable économie. »

En conclusion, l'ex-FLNC affirme : « Les événements actuels traduisent l'avancée irrévocable de la prise de conscience nationale du peuple corse et ouvrent de larges perspectives contre le système colonial et ses relais locaux (...). Nous avons, quant à nous, jusqu'à présent, et assumé nos responsabilités. C'est maintenant au pouvoir français de montrer la même volonté de régler le problème (...). Il lui faut désormais faire vite. »

P. S.

(Lire nos autres informations en page 6.)

Lille inaugure sa seconde ligne de métro entièrement automatique

M. Arthur Notebart, le président (PS) de la communauté urbaine de Lille, doit inaugurer, samedi 1^{er} avril, la seconde ligne de métro de l'agglomération. Premier métro au monde entièrement automatique, le VAL (véhicule automatique léger), mis au point par Matra, a déjà fait ses preuves sur la ligne 1 du métro lillois, en service depuis six ans. Le système a été retenu pour assurer la desserte des aéroports d'Orly et de Chicago, et pour équiper d'autres agglomérations françaises (Toulouse, Bordeaux) et étrangères (Jacksonville, en Floride, Taipei). Cette inauguration et ces succès à l'exportation adoucissent l'émotion de M. Jean-Luc Lagarde, patron de Matra, due à la volte-face de Strasbourg, où M^{me} Catherine Trautmann (PS), nouvellement élue à la mairie, semble devoir préférer le tramway au VAL.

Deux kilomètres et 800 mètres, dix-huit stations, une partie en souterrain, l'autre en aérien, la seconde ligne du métro de Lille ressemble comme une sœur jumelle à la première, qu'elle croise en deux endroits. Elle se développe sur les communes de Lille, de Louvroir et de

Lambersart, reliant l'hôpital Saint-Philippe, au nord-ouest de l'agglomération, à la gare de Lille, véritable nœud des transports collectifs de la région. Dominant en effet directement accès à la gare SNCF où aboutissent les trains grandes lignes et les trains de banlieue du réseau Transports collectifs régionaux, la station Gare-de-Lille constitue une véritable plaque tournante assurant les échanges, quasi à égalité, entre les deux lignes de métro et le tramway Lille-Roubaix-Tourcoing, et, en surface, les autobus et les autocars. Et, dans quatre ans, s'y ajoutera la future gare TGV prévue à quelque 400 mètres de distance.

Dix-huit architectes

Cette nouvelle édition du VAL ne diffère guère de la précédente : mêmes véhicules sans conducteur, mêmes portes palières sur les quais qui ne s'ouvrent qu'à l'arrivée du véhicule en station. Au-delà de nouveautés techniques imperceptibles par l'usager et qui abaissent les coûts d'entretien, celui-ci trouvera quelques innovations destinées à améliorer son confort : chaque station desservie est annoncée par haut-parleur ; les distributeurs automatiques de titres de transport, désormais équipés d'écrans tactiles, acceptent les cartes bancaires ; enfin, on a veillé comme sur la ligne 1 à faciliter l'accès aux personnes handicapées : les informations dans les ascenseurs sont écrites en braille et un traitement différent du sol signale aux non-voyants l'abords des escaliers fixes ou mécaniques.

Comme sur la ligne 1, on a fait appel à un architecte différent pour

chacune des dix-huit stations. Le plus souvent, les concepteurs ont cherché à rappeler dans leurs choix architecturaux ou esthétiques l'environnement de la station. On a également fait appel à des artistes. M. Guillemot, directeur des services techniques de la communauté urbaine, chiffre à 3 % du montant de l'investissement total — 3,5 milliards de francs — le surcoût de ce traitement architectural et esthétique des stations. « Cela rapporte beaucoup plus. C'est un investissement à long terme, commente-t-il. Il s'agit de changer l'image de marque du transport collectif... »

Ce souci, allié aux performances et à l'efficacité du système, en même temps qu'à la reconstruction du réseau et aux aménagements urbains (1), a bien fonctionné sur la ligne 1 : le trafic sur l'ensemble des réseaux de transports collectifs communautaires a augmenté de 80 % depuis 1983 (2). L'objectif, avec la ligne 1 bis, est d'atteindre les 100 millions.

JEAN-RENÉ LORE.

(1) Les TTC, transports en commun de la communauté urbaine, société qui a pour actionnaire Transnef GTT et Matra, exploite l'ensemble des réseaux. Un système tarifaire unique a été mis en place : ticket horaire valable une heure sur tous les moyens de transport, métro, bus, autocar (6,50 F au détail, 49 F par carnet de dix) ; coupons hebdomadaires (55 F) ou mensuels (210 F) ; ticket plus, sorte de carte orange, valable également sur les trains SNCF de banlieue à l'usage du périmètre de la communauté urbaine.

(2) Le VAL a transporté 150 millions de personnes sur la ligne 1 depuis sa mise en service en 1983. 120.000 voyageurs l'empruntent chaque jour. On espère 60.000 voyageurs/jour dans un premier temps sur la ligne 1 bis.

Remaniement en Turquie

M. Ozal se sépare de ses proches

ANKARA
de notre correspondant

Le premier ministre, M. Turgut Ozal, a annoncé vendredi matin 31 mars la composition du nouveau gouvernement, formé après l'échec électoral de son parti, l'ANAP, lors des élections municipales du 26 mars. Le remaniement est profond avec le départ de onze ministres et quinze nominations nouvelles. Une constante préside au choix des nouveaux ministres, tous membres de l'ANAP : les membres de la famille de M. Ozal, son frère Yusuf, ministre d'Etat, et son neveu, le ministre de l'Agriculture Husnu Dogan, quittent le gouvernement. Le premier ministre tire ainsi les leçons de l'exaspération exprimée par les électeurs à l'égard du caractère de plus en plus « dynastique », selon l'opposition, de son gouvernement.

● YUGOSLAVIE : nouveau bilan des troubles au Kosovo. — Les affrontements qui ont opposé les manifestants de souche albanaise aux forces de l'ordre, lundi et mardi derniers, au Kosovo, ont fait vingt-quatre morts et cent vingt-sept blessés, selon le dernier bilan officiel.

● JAPON : baisse des prix de détail en février. — L'indice japonais des prix à la consommation a baissé de 0,3 % au mois de février, s'établissant à 101,4 (base 100 en 1985). Par rapport à la même période de 1987, la hausse des prix atteint 1 %.

● FOOTBALL : Tigres ne jouera pas à Marseille. — Le conseil d'administration de la Ligue nationale de football a refusé, vendredi 31 mars, la demande de dérogation déposée par l'Olympique de Marseille pour le prêt, jusqu'à la fin de la saison, du joueur bordelais Jean Tigana.

● JAPON : baisse des prix de détail en février. — L'indice japonais des prix à la consommation a baissé de 0,3 % au mois de février, s'établissant à 101,4 (base 100 en 1985). Par rapport à la même période de 1987, la hausse des prix atteint 1 %.

● FOOTBALL : Tigres ne jouera pas à Marseille. — Le conseil d'administration de la Ligue nationale de football a refusé, vendredi 31 mars, la demande de dérogation déposée par l'Olympique de Marseille pour le prêt, jusqu'à la fin de la saison, du joueur bordelais Jean Tigana.

● JAPON : baisse des prix de détail en février. — L'indice japonais des prix à la consommation a baissé de 0,3 % au mois de février, s'établissant à 101,4 (base 100 en 1985). Par rapport à la même période de 1987, la hausse des prix atteint 1 %.

● JAPON : baisse des prix de détail en février. — L'indice japonais des prix à la consommation a baissé de 0,3 % au mois de février, s'établissant à 101,4 (base 100 en 1985). Par rapport à la même période de 1987, la hausse des prix atteint 1 %.

● JAPON : baisse des prix de détail en février. — L'indice japonais des prix à la consommation a baissé de 0,3 % au mois de février, s'établissant à 101,4 (base 100 en 1985). Par rapport à la même période de 1987, la hausse des prix atteint 1 %.

● JAPON : baisse des prix de détail en février. — L'indice japonais des prix à la consommation a baissé de 0,3 % au mois de février, s'établissant à 101,4 (base 100 en 1985). Par rapport à la même période de 1987, la hausse des prix atteint 1 %.

● JAPON : baisse des prix de détail en février. — L'indice japonais des prix à la consommation a baissé de 0,3 % au mois de février, s'établissant à 101,4 (base 100 en 1985). Par rapport à la même période de 1987, la hausse des prix atteint 1 %.

● JAPON : baisse des prix de détail en février. — L'indice japonais des prix à la consommation a baissé de 0,3 % au mois de février, s'établissant à 101,4 (base 100 en 1985). Par rapport à la même période de 1987, la hausse des prix atteint 1 %.

D'autre part, si les deux principaux courants de l'ANAP, les conservateurs et les libéraux, restent représentés au gouvernement, ce dernier groupe accroit son influence. M. Ali Bozer, ministre des relations avec la Communauté européenne, est promu vice-premier ministre, tandis qu'accède au rang de ministre d'Etat MM. Gunesir Tancir, un des chefs de file des modernistes « à l'américaine », et Iahin Celebi, député d'Izmir et ancien conseiller économique de l'ancien premier ministre de gauche Bulent Ecevit. D'autres accèdent, comme celles de MM. Cemil Cicek, ministre d'Etat chargé de la famille, Oltan Sengur, à la justice, ou Abdullahi Alsu, député de Diyarbakir, à l'intérieur, assurant la présence des conservateurs. Le maintien de M. Mesut Yilmaz aux affaires étrangères et la promotion de M. Ali Bozer, garantissent la continuité de la politique étrangère et des processus entamés dans les relations avec la Grèce et sur la question de Chypre.

Interrogé sur le thème d'élections anticipées réclamées par l'opposition, M. Ozal n'en a pas exclu l'éventualité. Il a ainsi réaffirmé la nécessité de l'élaboration d'une nouvelle Constitution qui ferait de l'élargissement des droits de l'homme sa priorité.

M. F.

Le numéro de « Monde » daté 31 mars 1989 a été tiré à 508 744 exemplaires

ABAISSONS LE FOL ORGUEIL DES PRIX !

Une partie de la Mode féminine est vendue beaucoup trop cher ! Des vêtements et des accessoires sont à des prix extravagants. En 1989, ces prix insensés sont vraiment inacceptables. Vive la liberté d'acheter avec plaisir sans subir l'oppression des « griffes » ! A vous les tissus de coton, de lin, de soie, de laine, dans toute leur extraordinaire beauté, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A C D E F G H